

*République Algérienne Démocratique et populaire
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique*



*Université de Mostaganem Abdelhamid Ibn Badis
Faculté des Lettres et des Arts*

Département de Français

*Ecole doctorale de français en Algérie
Antenne de Mostaganem*

Mémoire présenté pour l'obtention du diplôme de Magistère

Option : Sciences du langage

Sujet

*Réforme de l'école et représentations dans les écrits de presse:
2000-2002*

Présenté par : Mademoiselle Souad BENELHADJ-DJELLOUL

Membres du Jury:

Président:

*Rapporteur: Monsieur Farid BENRAMDANE, Maître de conférences, Université de
Mostaganem*

Examineur:

Table des matières

La dédicace	- 3 -
Le remerciement	- 4 -
L'introduction générale	- 5 -
La partie théorique	- 12 -
Le premier chapitre : Les éléments de définition	- 13 -
.1. L'analyse du discours	- 14 -
.1.1. Les Courants de l'analyse du discours	- 14 -
.2. L'approche sociolinguistique	- 15 -
.3. La définition de « représentation »	- 20 -
.4. Les représentations sociales	- 24 -
.5. Les représentations linguistiques	- 25 -
.6. La langue en tant qu'objet de représentation	- 28 -
La conclusion	- 29 -
Le deuxième chapitre : Les genres de discours médiatique	- 30 -
L'introduction	- 31 -
1- La visée discursive	- 33 -
2- Le discours journalistique	- 35 -
3- Les caractéristiques du discours journalistique	- 41 -
3.1. La suractualité	- 41 -
3.2. La surdramatisation	- 42 -
3.3. L'interpellation dénonciatrice	- 45 -
La conclusion	- 47 -
Le troisième chapitre : La réforme de l'éducation en Algérie : changement social et représentation identitaire	- 48 -
L'introduction	- 49 -
1- Le Changement social et représentation identitaire en Algérie :	- 50 -
2- La réforme de l'éducation en Algérie	- 53 -
3- Les langues en Algérie	- 58 -
3.1. La réforme linguistique	- 59 -
3.2. L'arabisation dans l'enseignement	- 59 -
4- L'influence du colonialisme dans les représentations des Algériens	- 60 -
5- Le statut du F.L.E en Algérie	- 62 -
La conclusion	- 65 -
La partie pratique	- 66 -
Le quatrième chapitre : La présentation et l'étude typologique du corpus	- 67 -
L'introduction	- 68 -
La présentation du corpus	- 69 -
L'étude quantitative/ qualitative	- 69 -
La typologie des discours journalistique	- 75 -
La conclusion	- 94 -
La conclusion générale	- 96 -
L'annexe	- 100 -
La bibliographie	- 149 -
Le résumé	- 152 -

La dédicace

*A mes chers parents : à mon père et à ma mère ; je dédie
ce travail et je les remercie pour tous les sacrifices
qu'ils ont consentis de faire, pour faire de moi et mes frères
et sœurs ce que nous sommes devenus aujourd'hui.*

*A toute ma famille, mes frères et sœurs,
Norreddine, Nora, Ali, Mohamed et Nesrine*

Mes beaux frères et mes belles sœurs

M'hamed, Bachir, Latifa et Fatima

A tous mes chers neveux et nièces :

Sarah, Abdou, Lotfi, Sofiane, Imane, Abdou 2 , Lilia et Riham .

A tous mes oncles et tantes, mes cousins et cousines

Sans oublier mes défunts grands parents.

Le remerciement

Mes profonds remerciements vont aux membres du jury qui ont bien voulu accepter de lire ce travail et l'évaluer.

A mon directeur de recherche

Qu'il me soit permis de vous remercier pour votre aide, vos encouragements et vos précieux conseils. Merci beaucoup !

Que soient remercié ici tous mes amies et collègues et tous ceux qui ont aidé à la réalisation de ce modeste travail, je tiens à remercier mes enseignants surtout Mr Hadj Miliani pour sa manière si particulière de nous remettre sur les rails et nous inciter au travail.

A mes collègues de l'école doctorale,

Je tiens à remercier plus spécialement mes amies :

Yasmina

Hayet

Ahlem

Fatima

Et

Samira

Pour vous tous je dis un grand merci !

L'introduction générale

« *Langue, culture et être national constituent en Algérie, comme dans l'ensemble du monde arabe, le substrat du triptyque identitaire. Un triptyque problématique.* » ¹

Cette étude sur la réforme de l'école et les représentations dans les écrits de presse prend place durant l'implantation d'une nouvelle réforme dans le système éducatif algérien où la langue française a pris une part un peu plus importante. La presse écrite a couvert le sujet pendant les travaux de la Commission nationale pour la réforme du système éducatif (CNRSE) : 2000- 2002

Dans la société de l'information, l'individu vit plongé dans un flot de messages véhiculés par les médias, mais est-il vraiment mieux informé et capable de faire la distinction entre la réalité et ce qui lui est présenté dans les médias ? Les jugements qu'il porte sur ce qu'il a lu/entendu/vu sont-ils vraiment les siens ? Pour beaucoup de personnes, dont l'aptitude à émettre des jugements de valeur est encore peu développée, les médias modernes sont leur «réalité virtuelle», où le meilleur et le pire peut se faire et se défaire.

Dans cette étude, on va essayer de faire un compte-rendu de ce qui a été publié dans la presse écrite algérienne, concernant la réforme de l'école ; spécifiant ce qui a été écrit sur la place qu'a pris la langue française, dans le système éducatif algérien. Nous verrons comment les médias écrits se représentent ces changements ; surtout ceux liés aux résultats de la politique d'arabisation. Et tous les conflits que cette réforme, très controversée, a engendré ; surtout un aspect d'une importance capitale et qui constitue le nœud même du débat : il s'agit de la partie touchant à la place de la langue nationale et des langues étrangères dans notre système éducatif. Évaluer les représentations linguistiques sur le sujet en faisant une étude sur ce qui a été écrit dans la presse d'expression arabe et celle d'expression française sur les conflits entre les deux tendances dites « arabophone/traditionaliste » et « francophone/moderniste » sur la question des langues.

Par cette étude, je souhaiterais montrer et rendre compte :

¹ Jacques Berque, « Langages arabes de présent », Gallimard (éd. revue et augmentée) 1980. P392

- Des représentations et attitudes à l'égard de la place du français dans le système éducatif algérien et cela à travers les articles de presse couvrant la période des travaux de la CNRSE (commission nationale pour la réforme du système éducatif) :2000-2002.

- Les enjeux socioculturels et politiques de la nouvelle réforme de l'école mise en évidence dans les écrits journalistiques.

- Les représentations qui sous-tendent deux discours antagonistes ; pour ou contre l'enseignement de la langue française comme première langue étrangère et/ou langue d'enseignement.

La problématique de cette thèse peut être formulée sous formes de questions :

*Depuis l'indépendance du pays en 1962, l'usage de la langue française s'est non seulement maintenu, mais connaît dans certain secteurs, comme la communication, les espaces culturels ou l'information, un regain de vitalité. D'où lui vient un tel enracinement ? Qu'est ce qui alimente cette perpétuation ? Pourquoi malgré l'arabisation quasi générale, la langue française est-elle toujours aussi présente dans la société algérienne ?

*Quelle est la place réelle de la langue française dans le système éducatif algérien et dans l'imaginaire local ?

* La nouvelle réforme de l'école lui donne une place de choix, comment les médias écrits interprètent-ils cette situation ? Comment présentent- ils les conflits idéologiques entre les tendances sus-mentionnées, concernant la question des langues dans le système éducatif algérien entre l'arabe, « langue d'identité » et le français, « langue de modernité » ?

La réponse à la première question doit exposer comment la langue française façonnerait l'imaginaire culturel et social des Algériens, une langue qui serait partie intégrante de la sensibilité linguistique de l'Algérie et expliquer le rôle joué par la politique d'arabisation qui a par certains aspects a bouleversé le paysage linguistique en Algérie.

La réponse à la deuxième question tentera de montrer quelle place et quel statut on a attribué à la langue française dans le système éducatif et de formation en Algérie.

La réponse à la troisième question doit montrer le désaccord sur la place de la langue française par le premier courant, ses tenants historiques, ses aboutissants contemporains.

Le présent travail, repose sur l'analyse du discours et des informations relatives aux différents articles de presse relatifs à notre problématique. Nous verrons si notre cadre d'interrogation épistémologique est la sociolinguistique, d'autres paramètres sont à inclure pour une étude plus profonde.

Le choix de l'approche sociolinguistique dans notre étude sur l'analyse du discours de la presse écrite, comme discipline ayant pour but d'étudier et de décrire la langue telle qu'elle est employée (étude de la langue au sein de la société), elle s'intéresse à l'usage de la langue dans son contexte social. Il est impossible de parler de la langue et de l'étudier en l'écartant de la société, la langue influe la société comme elle subit son influence¹. Pour mener une recherche du genre sociolinguistique, on doit être dans la société : on remarque, on constate et surtout il faut être un bon observateur.

Selon Charaudeau² analyser un acte de langage ne peut consister à rendre compte de la seule intention du sujet communicant (JEC). D'une part, parce que le seul objet d'observation dont dispose le sujet analysant et un texte déjà produit ; il est incapable d'observer l'ensemble des mécanismes qui a présidé à la production du texte même par analogie, en s'imaginant produire ce texte. D'autre part, parce que tout ce qui est serait dit à partir du texte au titre de l'intentionnalité du sujet communicant, ne serait jamais qu'hypothèses construites par un certain sujet interprétant qui ne seraient pas semblables à celles construites par un autre sujet interprétant. L'analyse d'un acte de langage ne peut prétendre rendre compte de la totalité d'intention du sujet communicant.

Cette analyse serait-elle donc condamnée à prendre en compte seulement le seul point de vue du sujet interprétant, puisque, toute analyse est interprétation ?

Pour Charaudeau, analyser un texte n'est ni prétendre rendre compte du seul point de vue du sujet communicant, ni d'être condamné à prendre en compte seulement le point de vue du sujet

¹ Charaudeau, P. (1983) Langage et discours. *Eléments de sémiolinguistique*, Paris, Hachette.

² Ibid.

interprétant ; c'est rendre compte des « possibles interprétatifs »¹ qui surgissent au point de rencontre des deux processus de Production et d'Interprétation ; le sujet analysant étant un collecteur de points de vue interprétatifs de façon à pouvoir en dégager par comparaison, des constantes et des variables. Puisque un acte de langage se compose de plusieurs images de protagonistes, Charaudeau nous suggère de remplacer la traditionnelle question posée à un texte sous la forme de : « Qui parle ? » par cette autre question : « Qui(s) le texte fait-il parler ? »

En revenant aux possibles interprétatifs, ceux-ci sont les témoins des pratiques sociales caractérisant un groupe ou une communauté humaine. Ce sont donc les représentations langagières des expériences qu'ont les individus appartenant à ce groupe. La représentation est ainsi abordée en tant qu'activité conceptuelle. On part toujours des activités linguistiques pour ensuite remonter à des facteurs sociaux.

Faculté propre à l'espèce humaine et moyen privilégié de la communication, la langue est aussi un objet social. Elle entretient une relation assez spécifique avec les représentations sociales et peut même être le reflet de ces représentations, puisque les locuteurs peuvent avoir dans leurs répertoires plusieurs langues ou variétés de langues, leur croisement donnera naissance à des représentations et déterminera certains de leurs attitudes, opinions et comportements. A ce titre plusieurs auteurs se sont prononcés pour expliquer ce lien étroit entre la langue et les représentations.

Le sociolinguiste W. Labov² démontre que les usages et les langues sont pourvus de différentes normes subjectives que partagent les membres d'une même communauté linguistique. Ces normes servent à évaluer les productions qui, en fonction de la classe sociale à laquelle elles sont attribuées, sont soit valorisées, soit stigmatisées. Pour Pierre Bourdieu³ « le marché des biens symboliques » accompagne l'unification politique, ce qui engendre une hiérarchisation des variétés en usage qui à leur tour sont taxées de valeurs non pas linguistiques mais purement sociales. La valeur de chaque

¹ Charaudeau, P. (1983) Langage et discours. *Eléments de sémiolinguistique*, Paris, Hachette.

² Labov William. Sociolinguistique : Territoire et objets : La variation sociolinguistique.- Berlin : Mouton, 1976.-p.34

³ Bourdieu Pierre., Boltanski Luc. Le fétichisme de la langue. Actes de la recherche en sciences Sociales, 1975, 04,- p.02-32

variété est déterminée par un ensemble de lois extralinguistiques qui constituent le « marché linguistique ». La variété qui a plus de valeur est celle de la classe dominante, sa maîtrise représente pour les membres de la communauté le premier pas pour la réussite sociale. Par contre, les autres variétés (des classes dominées), subissent une dévaluation et un déclasserment inégal même entre elles. Cette hiérarchisation des variétés est corollaire de la hiérarchisation sociale des locuteurs qui s'y identifient.

Houdebine¹ représente la théorie de l'imaginaire linguistique qui est constitué de « *l'interaction* » des normes de différentes natures et de leur influence sur les langues et les usages. Elle distingue l'imaginaire linguistique objectif qui comporte les normes fonctionnelles comme les normes systématiques, les normes statiques ou d'usage (tout ce qui concerne la langue officielle). Quant à l'imaginaire linguistique subjectif, il est constitué de normes relevant du domaine des représentations (tous ce qui concerne les dialectes, patois, jargons, etc.). Ceci nous ramène sur ce qui d'un caractère linguistique, peut donner lieu à des phénomènes ou a des discours épilinguistiques. Houdebine explique « qu'il s'agisse de langues ou d'usages, de mots, de tournures ou des prononciations, les sujets parlants témoignent de tels phénomènes : [...] associations, appréciations, opinions, fictions »². Ainsi, on peut dire que la langue est un objet de variation sociale, stylistique, géographique, sexuelle, etc. Elle peut aussi être l'objet de différents phénomènes épilinguistiques : la variation même, les différentes variétés ainsi que les phénomènes découlant du contact de ces derniers suscitent chez les locuteurs divers représentations, croyances, idées, attitudes, sentiments, opinions, etc.

La démarche méthodologique

Une fois admis le fondement théorique, l'analyse sociolinguistique du discours de la presse écrite, il faut hiérarchiser les étapes pour mener à bien une analyse rigoureuse et cohérente.

¹ Houdebine Anne-Marie., Dynamique et imaginaire linguistique des mots et des usages. JOURNEE DE L'ECOLE DOCTORALE DE L'UNIVERSITE. Paris V- RENE DESCARTES (1996 : Paris). / Actes Coordonnés par : Parlebas Pierre. Education, langage et société : Approches plurielles. -Paris- Montréal : L'Harmattan, 1997

² Houdebine Anne-Marie. 1997. op. Cité.-pp. 93-94

La stratégie qui oriente notre analyse est celle de la représentation des langues dans les écrits de presse concernant la réforme de l'école.

La délimitation du corpus correspondant s'est faite en deux temps. Le premier temps, délimitation de la période qui correspond au travail de la commission nationale pour la réforme du système éducatif (CNRSE), qui a été couvert par la presse écrite entre (2000-2002), et le deuxième temps, le choix des supports qui s'est arrêté sur quatre journaux, deux d'expression française (El Moudjahid, Le Quotidien d'Oran) et les deux autres d'expression arabe (El Khabar, El Djoumhouria) et pour chaque langue, un journal public et l'autre privé.

Dans ces articles collectés qui sont au nombre de 115 articles dont 77 articles expriment une position claire « pour la réforme » ou « contre la réforme », ce que nous cherchons à faire apparaître, est la représentation accordée aux deux langues ; arabe et française, et leur place dans la réforme de l'école. Il s'agit de rendre compte de la nature du conflit, qu'a suscité ce projet de réforme, et de la place conférée à la langue française, dans le système éducatif algérien. Des difficultés que fit surgir ce renversement de vocation du système éducatif et qui sont mis sur le dos des langues, soit de « l'arabisation », soit de « la francisation », et des rapports complexes d'une société au sein de laquelle le cheminement et la place de la langue française occupent une place particulière.

Pour effectuer cette étude, nous avons scindé notre travail en deux parties : une partie théorique et une partie pratique.

Dans la partie théorique : le premier chapitre sera consacré à la définition de l'analyse du discours, de la sociolinguistique et du concept « représentations » qui n'est guère facile à appréhender, d'abord à cause de son scindement en plusieurs notions, ensuite en raison de son interprétation selon le contexte d'utilisation avec d'autres notions voisines (attitudes, stéréotypes, images, etc.). Aussi, nous essayerons de définir les représentations linguistiques et les représentations sociales sans oublier pour autant de situer la place du français en tant que langue d'usage dans la société algérienne. Le deuxième chapitre sera entièrement consacré à la presse écrite étant donné que c'est

à partir des articles de presse que va se faire notre étude. Le troisième chapitre parle de la réforme de l'éducation en Algérie, le changement social et les représentations identitaires des Algériens face aux langues en question (arabe et française).

A la lumière de ces informations, nous ferons le point dans la partie pratique, sur la manière dont nous voulons appréhender l'analyse des articles collectés.

La partie théorique

Le premier chapitre :
Les éléments de définition

.1. L'analyse du discours

L'analyse du discours revêt plusieurs définitions au fur et à mesure de l'avancée des recherches dans le domaine des sciences du langage. Pour l'école américaine, « discours » est synonyme de l'interaction orale, et ce serait avant tout l'analyse conversationnelle. Cette définition repose sur le présupposé que le langage se réduit à l'interaction orale et que les énoncés qui n'en relèvent pas ne sont que du discours refroidi, appauvri dont l'étude est peu féconde. Bien sûr, ce présupposé est contestable et contesté.

Pour Maingueneau (1976)¹, l'analyse du discours est l'analyse de l'articulation du texte de son lien social dans lequel il est produit. Le texte seul relève de la linguistique textuelle ; le lieu social, lui, de disciplines comme la sociologie ou l'ethnologie. Mais l'analyse du discours en étudiant le mode d'énonciation, se situe à leur charnière.

.1.1. Les Courants de l'analyse du discours

Cette discipline, traversée de courants différents, relève beaucoup de facteurs de diversification :

1. Les conditions scientifiques et culturelles différentes ; ainsi, la tradition continentale européenne serait plus rationaliste et la tradition américaine plus empirique.
2. Les disciplines qui servent de références, l'analyse de discours est un carrefour des sciences humaines : psychanalyse, anthropologie, sociologie, histoire, psychologie sociale ou cognitive, etc. la discipline de référence a une fonction à la fois auxiliaire et critique. En plus, toute discipline fabrique du discours. L'école française des années 60 est plus influencée par la psychanalyse et l'américaine par l'anthropologie.
3. L'existence d'écoles avec leaders charismatiques, de grands noms porteurs d'options philosophiques sur le discours.
4. L'existence d'écoles spécialisées dans l'étude de certains corpus, comme le discours des médias, le discours politique, etc.

¹ Maingueneau, D., *Initiation aux méthodes de l'analyse du discours*, Paris : Hachette, 1976; (nouv. éd. 1979)

5. La visée ou l'absence de visées applicationnistes, aussi variées que la rééducation des sourds, la création publicitaire ou la libération de la femme. On remarque le développement d'un « critical discourse analysis », antisexiste ou antiraciste par exemple, qui affiche l'ambition de changer la société.

6. Les revendications institutionnelles de chercheurs tels que les sociologues, les psychologues, et cela laisse peser sur le texte une menace de dissolution aux dépens des sciences du langage. Par exemples, analyse de contenu et analyse de discours obéissent à des visées différentes. Pour la première, pratiquée par les sociologues, le discours est avant tout une source d'informations ; d'un texte particulier, il s'agit de tirer des informations. Pour la seconde au contraire, il s'agit de comprendre le fonctionnement d'un discours, son institution discursive.

Mais une rivalité existe aussi entre les disciplines du langage, la linguistique de l'énonciation, la discipline du discours et de l'analyse de discours ; l'une cherche toujours à ingérer, à dissoudre les deux autres.

.2. L'approche sociolinguistique

La sociolinguistique consiste à l'étude des usages du langage dans la société et s'applique à des phénomènes très divers car elle englobe tout ce qui se porte à la langue dans une communauté donnée (l'étude du langage dans son contexte socioculturel) car on part toujours des activités linguistiques pour ensuite remonter à des facteurs sociaux.

Elle estime que l'objet de son étude ne doit pas être simplement la langue comme système de signes ou de compétence comme système de règles...

-L' approche interprétative du discours

Selon Gumpers "*découvrir les liens jusqu'ici non étudiés entre la perception des signes de surface et l'interprétation*" (Gumpers, 1989)¹ En substituant à la grammaire du locuteur, une grammaire de la communauté linguistique a traité de la diversité linguistique, que manifeste une population en

¹ Gumperz J., (1989), *Engager la conversation*, Paris, éditions de Minuit.

fonction de différenciation sociale que sont : l'âge, le sexe, le niveau intellectuel, la position économique, l'origine et la race. Dans cette perspective, il fonde une sociolinguistique de l'auditeur interprétant qui porte son attention sur les malentendus conversationnels.

Gumperz distingue, tout d'abord, les effets de sens de l'interprétation et de l'effet de communication. Il pose ensuite que l'interprétation est toujours *“une question d'inférence conversationnelle”*¹. L'objet théorique de Gumperz s'appuie sur les maximes de Grice. C'est pourquoi, en prenant position par rapport à la théorie de l'inférence, Gumperz affirme que sa méthode de travail consiste à *“regarder les échanges verbaux comme donnant des inférences au niveau des discours fondés sur la contextualisation, plutôt simplement organisés selon des suites d'actes de discours reliés en séquences”*². Pour cet auteur, les différences/divergences d'interprétation proviennent du fait que dans les contacts sociaux, les interactants appartiennent à des univers symboliques différents, même si en apparence, ils parlent la même langue et partagent les mêmes compétences langagières. Les divers incompréhensions et malentendus qui surviennent au cours d'une interaction verbale sont dûs à la manière différente de percevoir les indices discursifs de signifiants. Chaque indice suggère une interprétation, qui à son tour met en lumière tel indice non perçu jusque là par l'auditeur. C'est dire que le processus de découverte des indices correspond à la manière dont les participants à une conversation construisent et interprètent ensemble leurs performances langagières. Les indices discursifs qui sont perçus par les protagonistes de la communication *“font le contexte du discours”*.

Tout ceci est défini par cet auteur de la manière suivante : *“J'entends par contextualisation l'emploi par les locuteurs/auditeurs, des signes verbaux et non verbaux qui relie ce qui se dit à un moment donné et en un lieu donné à leurs connaissances du monde”*³.

En partant des indices perçus et produits différemment et des interprétations manifestement divergentes qui peuvent en résulter, Gumperz tente d'établir une relation entre ces indices et des

¹ Gumperz J., Sociolinguistique, Le bilinguisme social : Stable et de transition.- Paris, 1986.

² *ibid.*

³ *Ibid.*

valeurs significatives diverses. Dans ce va-et-vient entre forme et sens constitué, le travail de l'analyste consiste à statuer sur la valeur suggestive de l'indice d'interprétation en vue d'identifier les causes de difficulté d'intercompréhension qui sont imputables à :

- certains éléments prosodiques qui montrent l'existence sociolinguistique d'une variété dans les usages,
- dans l'univers symbolique, la vision du monde des protagonistes de la communication met en jeu des présupposés socioculturels.

Selon Gumperz¹, l'interprétation que l'auditeur fait du discours résulte de la manifestation simultanée d'un ensemble d'indices conversationnels. On peut citer, par exemple, la connotation particulière d'un mot, la forme morphosyntaxique dans sa composante prosodique ; tout peut servir à signaler le sens que veut donner un participant à la conversation. Dans la pensée de Gumperz, puisque *“parler c'est interagir”*, *“il faut alors focaliser son attention sur l'étude de l'interaction, la manière dont se joue la compréhension dans ce contexte langagier »*².

La notion de contextualisation qui occupe une place centrale dans cette théorie agit, selon Gumperz, à deux niveaux :

- la prosodie, par laquelle l'auteur entend : l'intonation, le changement de ton, l'accentuation, les pauses, etc. Ces éléments qui jouent le rôle de signal expriment les sentiments et les attitudes des interactants. Le rôle de la prosodie est d'une importance toute particulière pour l'analyse de la conversation. En effet, selon cet auteur, c'est la prosodie qui permet aux participants de découper le flux verbal en unités de base du message, ce qui sous-entend à la fois l'interprétation et le contrôle de l'échange des répliques ou les stratégies de changement du locuteur, qui sont essentiels au maintien de la conversation.
- le choix du code dans l'option du répertoire linguistique, par exemple, l'alternance codique ou stylistique, les variables morphologiques, sociolinguistiques permettent d'étudier selon des méthodes quantitatives au niveau du groupe ou supra-individuel les processus d'inférence. L'étude

¹ Gumperz J., Sociolinguistique, Le bilinguisme social : Stable et de transition.- Paris, 1986.

² Ibid.

de ces variables peut porter sur le fonctionnement des routines d'ouverture ou de clôture de la communication et le choix des expressions métaphoriques.

L'étude de ces divers niveaux permet d'éclairer, mettre en valeur ou faire ressortir le rôle de chacun dans la contextualisation du processus discursif. Cette contextualisation qui intervient au niveau du type d'activité signale sur quoi porte l'interaction à une étape donnée.

Elle peut entraîner la prédication sur ce qui va suivre au-delà de la séquence immédiate. Les diverses inférences qui résultent de l'acte de prédiquer fournissent des informations sur la construction possible des tours de parole, la distinction entre connaissances partagées et informations nouvelles.

L'approche variationniste

Selon Labov, toute production linguistique révèle des régularités et peut donc faire l'objet d'une description; il appréhende l'étude du langage comme activité sociale qui se mène sur le terrain.

En adoptant la démarche qui consiste à retrouver le social dans le linguistique, le chercheur considère que les situations linguistiques ne peuvent être résolues qu'en faisant appel à des variables sociales. Ainsi Labov (1976)¹ constate que l'appartenance d'un sujet à une communauté linguistique le rend capable d'une maîtrise structurée de différents sous-systèmes.

La variable se manifeste à deux niveaux:

1-la variation stylistique (les différents usages d'un même locuteur).

2-la variation sociale (les différents usages de différents locuteurs au plan de la communauté).

Avec Labov, des méthodes de plus en plus raffinées, en particulier le concept de règles variables ouvrent la sociolinguistique à des applications nouvelles. Elles ont permis notamment d'étudier les interrelations entre, d'une part, les variables à différents niveaux de la structure grammaticale et leur environnement linguistique et, d'autre part, les facteurs sociaux qui contraignent leur usage. Les enquêtes de Labov lui ont permis de dégager des comportements gestuels, des habitudes langagières et phonétiques qui sont soumises à des variations en fonction des milieux sociaux. Ces méthodes

¹ Labov William. Sociolinguistique : Territoire et objets : La variation sociolinguistique.- Berlin : Mouton, 1976.

apportent ainsi des perspectives intéressantes sur les processus de changement considérés jusqu'alors comme inaccessibles à la recherche systématique. Elles proposent des projections diverses, des relations qui lient les énoncés en séquences conversationnelles.

Pour Labov¹, il y a deux types de règles de discours:

1- des règles d'interprétation

2- des règles de mise en séquences conversationnelles qui relient les actions entre elles.

La forme des règles de discours est indépendante de la nature particulière des propositions affirmées. Il s'agit au contraire de relations variables qui unissent les unités linguistiques aux actions préparées ou interprétées. Ces règles font en outre référence à certaines conventions tacites à propos des relations sociales, les savoirs partagés, les rôles de locuteur, de destinataire et de public, les droits et les obligations qui s'attachent à ces rôles et à toutes les autres formes de contrainte.

Les rituels sociaux

Pour Bourdieu (1982)², tout acte de langage autorisé, sa rhétorique, sa syntaxe, son lexique, sa prononciation même, n'ont d'autre raison d'être que de rappeler l'autorité de son auteur. Le style est en ce cas un élément de l'appareil par lequel le langage vise à produire et à imposer la représentation de sa propre importance et contribue ainsi à assurer sa propre crédibilité. L'ambition même de l'acte d'autorité trouve son fondement dans le groupe qui a mandaté le pouvoir au chef et dont la mise en œuvre efficace est subordonnée à tout un ensemble de conditions, celles qui définissent les rituels sociaux. Mais le plus important est peut-être la réussite de ces opérations de "*magie sociale*" que sont les actes d'autorité. Les rituels sont subordonnés à un ensemble systématique de conditions interdépendantes qui composent la communication politique.

Bourdieu traite le monde social comme un univers d'échanges symboliques et considère l'acte de communication comme une action destinée à être déchiffrée au moyen d'un code culturel qui régit les interactions symboliques. Les rapports de communication linguistique sont aussi des rapports

¹Labov William. Sociolinguistique : Territoire et objets : La variation sociolinguistique.- Berlin : Mouton, 1976.

² Bourdieu, Pierre. 1982. *Ce que parler veut dire*. Paris: Fayard.

d'interaction symbolique qui impliquent la connaissance et la reconnaissance qui actualisent les rapports de force entre les locuteurs ou leurs groupes respectifs.

Tout acte de parole, et plus généralement, toute action est une conjoncture, une rencontre de séries causales indépendantes : d'un côté les dispositions, socialement façonnées, de l'habitus linguistique, qui impliquent une certaine tendance à parler, à dire des choses déterminées et une certaine capacité de parler (capacité linguistique d'engendrer des discours).

Toute la théorie de Bourdieu¹ se résume à la capacité sociale de l'homme politique d'utiliser adéquatement ses talents oratoires, de les adapter à une situation déterminée. Le modèle de la production et de la circulation linguistiques comme relation entre l'habitus linguistique et les marchés sur lesquels les acteurs politiques offrent leurs produits, constitue le noyau de la théorie de Bourdieu.

.3.La définition de « représentation »

Issu du latin Le terme « repraesentatio » (action de mettre sous les yeux), n'appartient pas originellement au domaine linguistique. Il renvoie, dans son sens le plus général, à toutes les façons par lesquelles les objets concrets ou les objets de pensée peuvent être rendus présents à l'esprit (on notera que la morphologie du mot lui-même –représentation-- invite à le comprendre comme un processus de réactualisation d'un événement antérieur). La représentation est ainsi abordée en tant qu'activité conceptuelle. Cette définition large implique une grande diversité des acceptions du terme, selon la discipline au sein de laquelle il est sollicité.

Dans le cadre linguistique, la notion de représentation peut être reprise –avec des adaptations spécifiques- dans l'une ou l'autre des ces acceptions. En particulier, le mot, selon qu'il est au singulier ou au pluriel, se charge de potentialités sémantiques différentes. Cependant, afin de pouvoir mieux cerner ce terme, nous proposons quelques points de vue de certains auteurs de disciplines différentes :

¹ Bourdieu, Pierre. 1982. *Ce que parler veut dire*. Paris: Fayard.

En linguistique F de Saussure¹ pense que, la représentation est l'apparition de l'image verbale mentale chez le locuteur. Pour lui, l'étape de la représentation, qu'il distingue de la signification, est celle de l'apparition de l'image mentale chez le locuteur. Cette approche pose plus de problèmes qu'elle n'en résout. L'image mentale procède-t-elle d'une représentation du monde (correspondant à un archivage mémoriel des expériences du monde) ou d'une représentation de la langue elle-même, des potentialités signifiantes sous les mots préexistant à leur emploi en discours ? La représentation est-elle un reflet mental du monde ? Ou bien, est-elle l'activité qui fait émerger des formes langagières, et au-delà des discours ? Autant de questions qui manifestent que la notion de représentation est, dans le cadre d'une approche proprement linguistique sur lequel le linguiste travaille.

Pour Jodelet Denise², ce concept correspond à « une forme de connaissance élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social ».

En linguistique cognitive, représentation renvoie à un processus permettant d'activer des images mentales, elles-mêmes portées par un lexique mental. Ce travail de représentation mentale s'effectue par le biais de l'activation des nœuds du réseau sémantique (aussi appelé réseau associatif) du mot lui-même (soit une structure de représentation des connaissances), s'étendant ensuite aux relations intra-lexicales internes au lexique mental. Cette phrase se conclut par une décision lexicale.

En analyse de discours, en s'inspirant de M.Bakhtine, L.Marin (1993) assigne aux représentations trois fonctions sociales

- «les représentations, en tant qu'elles construisent une organisation du réel à travers des images mentales elles-mêmes portées par du discours (...) sont incluses dans le réel, voire sont données

¹ F de Saussure, Jean du Bois, Mathée Giacomo, Lois Guespin, Christiane Marcellesi, Jean-Baptiste Marcellesi, Jean-Pierre Mével. Dictionnaire de linguistique. Larousse 2001.- p.410

² Jodelet Denise. Les représentations sociales : Un domaine en expansion. IN : Jodelet Denise (dir). Les représentations sociales.-5e éd. Paris : PUF, 1997.pp53-54.

pour le réel lui-même »¹. Ainsi, les représentations se configurent en discours sociaux qui témoignent les uns d'un savoir de croyance renferment des systèmes de valeurs dont se dotent les individus pour juger cette réalité.

- Ces discours sociaux se configurent soit de façon explicite en « s'objectalisant » (Pierre Bourdieu 1979)² dans des signes emblématiques (drapeaux, peintures, icônes, mots ou expression), soit de façon implicite, par allusion comme dans le discours publicitaire³.

- Ces discours de connaissance et de croyance jouent un rôle identitaire, c'est-à-dire constituent la médiation sociale qui permet aux membres d'un groupe de se construire une conscience de soi et partant une identité collective.

En pragmatiques, cette notion est diversement employée. Tantôt de façon restreinte comme dans *la théorie de la pertinence* de D. Sperber et D. Wilson pour qui la représentation est l'un des deux processus (l'autre étant celui de la computation) par lequel un sujet interprète les énoncés. Il faut en effet qu'il soit capable « de représenter mentalement ce fait et d'accepter sa représentation comme étant vraie ou probablement vraie ». Tantôt de façon large sous la domination de « représentations supposées partagées » se référant au savoir commun que sont censés partager les interlocuteurs pour que puisse s'établir l'intercompréhension. Certains lui préfèrent la notion de « schématisation » qui « a pour rôle de faire voir quelque chose à quelqu'un ; plus précisément, c'est une représentation discursive orientée vers un destinataire de ce que son auteur conçoit ou imagine d'une certaine réalité. »

C'est dans ce sens là qu'un autre terme intervient celui de représentations sociales : selon Moliner⁴, le terme désigne « un mode spécifique de connaissance du réel, substituant par un processus d'objectivation la perception à la connaissance, permettant aux individus de comprendre et

¹ Jodelet Denise. Les représentations sociales : Un domaine en expansion. IN : Jodelet Denise (dir). Les représentations sociales.-5e éd. Paris : PUF, 1997.-p53-54.

² Bourdieu Pierre, 1979: La distinction. Critique sociale du jugement, Les éditions de minuit, Paris.

³ Charaudeau Patrick, Dominique Maingueneau, op. Cité.-p 504

⁴ Moliner Pascal. Image et représentations sociales : De la théorie à l'étude des images sociales.-Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 1996.-p 26

d'interpréter leur environnement afin d'y agir efficacement, proposant enfin une vision du monde cohérente parce que déformée selon les intentions des acteurs sociaux qui les ont produites. »

Les représentations sociales sont donc un moyen de connaissances non savantes que l'homme utilise constamment, inconsciemment, pour déchiffrer le monde. Elles sont reconstruction de la réalité et constitutives de celle-ci. Cette reconstruction va dans le sens de la réduction de la dissonance cognitive : le réel est déformé, altéré, transformé en représentations et images constituées pour adhérer au système de normes et de valeurs du groupe social. C'est pourquoi les représentations sociales nous enseignent d'avantage sur les groupes sociaux qui les produisent que sur les objets sociaux qu'elles concernent.

Les représentations sont aussi liées aux idéologies puisque ces dernières les alimentent et les justifient. Nous entendons par idéologie « un système d'idées liées sociologiquement à un groupement économique, politique, ethnique ou autre, exprimant sans réciprocité les intérêt plus ou moins conscients de ce groupe. » Ou plus simplement un « système global d'interprétation du monde historico politique ».

Aussi, dans le cadre de la didactique des langues étrangères Pierre Bourdieu¹: ne distingue pas entre représentations et la réalité sociale où celle-ci est pour une grande part représentations ou produit de la représentation. Pour lui, il faut « inclure le réel dans la représentation du réel... »

Pour L. Wittgenstein², les représentations ne témoignent pas sur le monde mais sont le monde. Nous pourrions enfin dire que les représentations se mélangent avec la réalité et que pour le membre d'une communauté cela devient impossible de les dissocier puisqu'elles ne sont pas le reflet de la réalité extérieure, bien au contraire, elle font fusion avec cette dernière et devient pour ce groupe la réalité.

¹ Bourdieu Pierre. Choses dites.- Paris : édition de Minuit, 1987.- p 69.- Cité dans : ZARATE Geneviève. Représentations de l'étranger et didactique des langues.- Didier, 1995.-p 29-30

² L. Wittgenstein, Patrick Charaudeau, Dominique Maingueneau : Dictionnaire d'analyse du discours.- édition du seuil, Février 2002. Paris.-p 503-504

Ces représentations constituent une sorte de « carte mentale » provisoire, car susceptible de changer avec la construction de chaque nouvelle représentation. Cette « carte mentale » oriente notre perception, régit nos attitudes et nos opinions et détermine nos conduites.

Dans le cadre de la sociologie le terme de représentation est défini comme « le rapport entre la signification, la réalité et son image ».

Ceci, nous conduit à rapprocher ce point de vue à celui qu'on trouve en psychologie sociale où le terme «recouvrent l'ensemble des croyances, des connaissances et des opinions qui sont produites et partagées par les individus d'un même groupe, à l'égard d'un objet social donné»¹

.4. Les représentations sociales

La notion de représentation introduit une problématique de la perception, souvent vulgarisée à travers les termes d'« images », de « regard », de « point de vue » : il est à cet égard significatif que ces termes fréquents dans le langage courant, relèvent du domaine de la psychologie. Nous voudrions ici montrer comment la notion de représentation induit une description où la quotidienneté peuplée de significations dont le décodage peut être aléatoire car elles ne sont jamais énoncées dans leur totalité, est donnée comme complexe, où les acteurs s'approprient la réalité en utilisant les circonstances, en détournant parfois les objets de leurs usages codifiés, bref en imprimant l'empreinte de leur identité dans la relation au réel ; car l'individu est pris dans un contexte et ne peut être défini en tant qu'être psychologique unique. Le terme d'agent, renvoie à une vision dynamique de l'identité sociale. Ainsi, on peut dire que les représentations sociales ne sont pas une collection de subjectivités distinctes, mais au contraire le produit d'un travail social collectif à travers lequel les agents sociaux construisent leurs modes de connaissances de la réalité. Alors que, dans une définition objective, la réalité est une donnée que l'on atteint par la recherche d'une forme pure de la vérité en échappant à toute contingence, on partira ici d'une hypothèse

¹ L. Wittgenstein, Patrick Charaudeau, Dominique Maingueneau : Dictionnaire d'analyse du discours.- édition du seuil, Février 2002. Paris.-p 503-504.

opposée c'est dans ce sens que Pierre Bourdieu explique que « la réalité sociale est pour une grande part représentation, ou produit de la représentation »¹.

Les représentations n'arrivent donc pas sur la réalité, enrobant superficiellement un concentré de vérité ; mais elles contribuent à faire exister une réalité dont elles sont constitutives. Les représentations sociales constituent un mode à part entière de connaissances de la réalité, elles construisent aussi les limites entre le groupe d'appartenance et les autres, définissent «des proximités et des affinités, des éloignements et des incompatibilités »². Elles mettent le monde en ordre, puisque partager des représentations, c'est manifester son adhésion à un groupe, affirmer un lieu social et contribuer à son renforcement, les représentations participent à un processus de définition de l'identité sociales ; elles ne sont pas seulement solidaires de la description de l'espace où elles sont produites, elles s'appliquent également aux communautés extérieures aux groupes qui les produisent. Elles aménagent la relation entre le groupe et l'autre et contribuent à nommer l'étranger, selon le système de référence interne au groupe. Enfin, les représentations ne se côtoient pas dans une relation de simple juxtaposition, mais dans un espace concurrentiel où les enjeux sont ceux d'une lutte symbolique pour la conquête d'une reconnaissance sociale et parfois politique.

.5. Les représentations linguistiques

Selon Khaoula Taleb Ibrahimy, « *la langue que parle, que revendique l'individu comme étant la sienne, la vision qu'il peut en avoir en rapport avec les autres langues utilisées dans le même contexte n'est pas seulement un instrument de communication, elle est surtout le lieu où se cristallise son appartenance sociale à une communauté avec laquelle il partage un certain nombre de conduites linguistiques* »³, la langue peut être aussi un moyen que l'école utilise pour véhiculer des représentations linguistiques.

¹ Bourdieu Pierre, Choses dites. Paris : Edition de Minuit.- 1987. Collection Le sens commun- p .69

² Bourdieu Pierre., Op. Cité.- p.93

³ Taleb-Ibrahimy Khaoula., Les algériens et leur(s) langue(s) : Eléments pour une approche sociolinguistique de la société algérienne.- Alger : EL-HIKMA, 1995.-pp.72-73

Pierre Bourdieu¹ explique comment l'école peut être un instrument puissant d'une politique linguistique d'unification. Elle peut jouer un rôle important dans la transmission des connaissances et aussi la reconnaissance de la langue légitime ; car toute langue véhicule non seulement des savoirs savants (des représentations relatifs au corpus de cette langue), mais aussi des savoirs non savants (représentations relatifs aux valeurs sociopolitiques, économiques et culturelles), ceci dit nous pensons que, quels que soient les instruments et les objectifs de toute action sur les langues et leurs statuts, le rôle des représentations linguistiques des locuteurs est primordial dans le sens où il détermine les attitudes, les discours et oriente certains comportements sociaux y compris les pratiques linguistiques, elles peuvent carrément faire tourner la boussole dans le sens inverse ; car l'image qu'a un locuteur d'une langue donnée peut être définie comme «des conceptions que les locuteurs, ou groupe de locuteurs, ont de son rôle, de sa valeur, de ses fonctions et qui , pour être souvent non conscientes, sont néanmoins, à l'origine des comportements.»²

La notion de comportements langagiers marque une évolution, car il ne s'agit plus d'analyser les règles internes au système linguistique qui organisent la compétence d'un locuteur idéal (selon Chomsky) mais de s'intéresser à la diversité des locuteurs et à la diversité de leurs conduites qui dépendent inévitablement des représentations linguistiques qui sont attachées aux idéologies linguistiques qui s'alimentent dans les idéologies. Ces dernières seront diffusées par le biais de passeurs culturels qui véhiculent des discours épilinguistiques, des images, des comportements et des styles.

¹ Bourdieu Pierre., Boltanski Luc. Op. Cité.-pp.7-28-29

² Bautier-Castaing Elisabeth. La notion de pratique langagière: un outil heuristique pour une linguistique des dialectes sociaux. Langage et société, 1981.-p4 – Cité dans : Taleb-Ibrahimi Khaoula., Les algériens et leur(s) langue(s) .-Alger :EL-HIKMA,1995(a).- p.89

Le schéma ci-dessous, illustre bien ce phénomène

SCHEMA N°1¹ : Action des représentations linguistiques sur les discours et les pratiques des locuteurs.

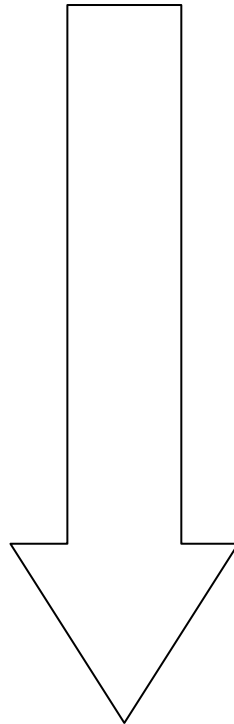
IDEOLOGIE LINGUISTIQUE

Passeurs culturels :

Documents écrits, Médias

Personnes.

Véhiculent
-images visuelles
-styles de comportements
-symboles
-discours épilinguistique :
Stéréotypes, valeurs sociales
des variétés linguistiques, proverbes.



REPRESENTATIONS LINGUISTIQUES

Discours épilinguistiques

Opinions, jugements, dictons...

Comportements

Dont:

Pratiques linguistiques

Sociaux :

Exemple : choisir d'étudier une langue
au lieu d'une autre.

Exemple : choix du code
dans une conversation

¹ Alik Amel, « Les représentations du français et de l'anglais chez des apprenants de troisième année du secondaire »(en ligne). Thèse de magister- Université de Constantine, 2005. p.38

.6. La langue en tant qu'objet de représentation

Faculté propre à l'espèce humaine et moyen privilégié de la communication, la langue est aussi un objet social. Elle entretient une relation assez spécifique avec les représentations sociales et peut même être le reflet de ces représentations, puisque les locuteurs peuvent avoir dans leurs répertoires plusieurs langues ou variétés de langues, leur croisement donnera naissance à des représentations et déterminera certains de leurs attitudes, opinions et comportements. A ce titre plusieurs auteurs se sont prononcés pour expliquer ce lien étroit entre la langue et les représentations.

Le sociolinguiste W.Labov¹ démontre que les usages et les langues sont pourvus de différentes normes subjectives que partagent les membres d'une même communauté linguistique. Ces normes servent à évaluer les productions qui, en fonction de la classe sociale à laquelle elles sont attribuées, sont soit valorisées, soit stigmatisées. Pour Pierre Bourdieu² « le marché des biens symboliques » accompagne l'unification politique, ce qui engendre une hiérarchisation des variétés en usage qui à leur tour sont taxées de valeurs non pas linguistiques mais purement sociales. La valeur de chaque variété est déterminée par un ensemble de lois extralinguistiques qui constituent le « marché linguistique ». La variété qui a plus de valeur est celle de la classe dominante, sa maîtrise représente pour les membres de la communauté le premier pas pour la réussite sociale. Par contre, les autres variétés (des classes dominées), subissent une dévaluation et un déclassement inégal même entre elles. Cette hiérarchisation des variétés est corollaire de la hiérarchisation sociale des locuteurs qui s'y identifient.

Houdebine³ représente la théorie de l'imaginaire linguistique qui est constitué de « **l'interaction** » des normes de différentes natures et de leur influence sur les langues et les usages. Elle distingue l'imaginaire linguistique objectif qui comporte les normes fonctionnelles comme les normes

¹ Labov William. Sociolinguistique : Territoire et objets : La variation (socio)linguistique.- Berlin : Mouton, 1976.-p.34

² Bourdieu Pierre., BOLTANSKI Luc. Le fétichisme de la langue. Actes de la recherche en sciences Sociales, 1975, 04,- p.02-32

³ Houdebine Anne-Marie., Dynamique et imaginaire linguistique des mots et des usages. JOURNEE DE L'ECOLE DOCTORALE DE L'UNIVERSITE. Paris V- RENE DESCARTES (1996 : Paris). / Actes Coordonnés par : PARLEBAS Pierre. Education, langage et société : Approches plurielles. -Paris- Montréal : L'Harmattan, 1997

systématiques, les normes statiques ou d'usage (tout ce qui concerne la langue officielle). Quant à l'imaginaire linguistique subjectif, il est constitué de normes relevant du domaine des représentations (tous ce qui concerne les dialectes, patois, jargons, etc.). Ceci nous ramène sur ce qui d'un caractère linguistique, peut donner lieu à des phénomènes ou a des discours épilinguistiques. Houdebine explique « qu'il s'agisse de langues ou d'usages, de mots, de tournures ou des prononciations, les sujets parlants témoignent de tels phénomènes : [...] associations, appréciations, opinions, fictions »¹. Ainsi, on peut dire que la langue est un objet de variation sociale, stylistique, géographique, sexuelle.etc.

La conclusion

L'analyse du discours cherche ces dernières années un rapprochement avec les sciences cognitives, en utilisant un vocabulaire partiellement emprunté aux sciences cognitives, comme mémoire discursive, référent de discours, etc. notre étude se fera sur la base d'une analyse sociolinguistique du discours.

Le choix de l'approche sociolinguistique dans notre étude des actes du langage et dans l'interprétation des textes est du à l'intérêt porté à la langue et les représentations linguistique et sociales envers cette langue (français dans notre étude). De ce fait, et dans la mesure de notre sujet qui s'articule autour du langage de la presse écrite, il serait utile de constater que tout producteur d'un acte langagier puisse puiser les ressources souvent cachées du pouvoir de la langue, dépassant en fin de compte la simple transmission d'un message émanant de l'émetteur vers le récepteur.

¹ Houdebine Anne-Marie. 1997. Op. Cité.-pp. 93-94

Le deuxième chapitre :

Les genres de discours

médiatique

L'introduction

Si les facteurs d'émergence et les modes de description des « événements médiatiques » ont été l'objet de réflexions fécondes dans le champ philosophique et des sciences sociales, elles n'en ont pas moins été présentes depuis une vingtaine d'années, dans des interrogations relevant des sciences du langage. Questionnant indirectement les présupposés de l'idéologie « positiviste » qui préside aux représentations de pratiques des acteurs professionnels de l'information, une ligne de travaux s'est affirmée dans ce secteur de recherche en déconstruisant les procédures de « mise en scène du réel » déployées par le discours informatif. Instrument de sémiotisation, le langage est désigné dans ces travaux, non pas comme un moyen de « représentation », mais bien comme un opérateur de reconstruction du monde impliquant des opérations articulées de « mise en langue » et de « mise en discours ». Perçu par le sens commun comme un « donné », s'imposant à des journalistes se campant dans des postures de purs « rapporteurs », l'événement peut être ainsi analysé comme un « bâti » résultant d'un processus d'autoréférentialisation du discours informatif dans lequel certains médias tendent à se dresser en référent suprême.

Parallèlement s'est développée, dans le secteur de la « linguistique appliquée », une autre filiation de recherche sur le « discours de presse ». La première étape de ces travaux s'est caractérisée par un intérêt suivi pour les différentes modalités énonciatives régissant la parole informative puis par une attention non moins soutenue pour les différentes formes d'intégration du « discours rapporté ».

Ces recherches ont ouvert une réflexion sur les contraintes discursives qui orientent la production journalistique et notamment sur celles liées aux « genres » dans lesquels tout sujet informant est conduit à s'inscrire. Catherine Kerbrat-Orecchioni¹ (1980, p. 170.) fait ainsi remarquer qu' : « Il est inexact de se représenter l'émetteur comme quelqu'un qui pour confectionner son message choisit librement tel ou tel item lexical, telle ou telle structure syntaxique... » des contraintes supplémentaires apparaissent qui fonctionnent comme autant de filtres limitant les possibilités de

¹ Kerbrat-Orecchioni, Catherine. 1980. *L'énonciation. De la subjectivité dans le langage*. Colin. Paris

choix (et orientant symétriquement l'activité de décodage), filtres qui relèvent de deux sortes de facteurs :

- 1- les conditions concrètes de la communication,
- 2- les caractères thématiques et rhétoriques du discours, c'est-à-dire en gros les contraintes de "genre".

La production de l'information médiatique est abordée par certaines approches comme un jeu langagier à visée d'influence associant dans une relation interactionnelle des partenaires de communication reliés par un contrat spécifique. L'examen de celui-ci et des actes de langage correspondants souligne que les instances de production de l'information ne se limitent pas, selon une représentation fonctionnelle, à faire-partager un savoir factuel et explicatif provisoirement détenu. Placées en permanence dans des situations de concurrence, elles sont conduites à déployer des manœuvres de captation de destinataires aux contours de plus en plus indiscernables, agis tout autant par un désir de satisfaction de leurs affects que par un désir de connaissance.

La constitution de l'écriture de presse en « genres rédactionnels » représente une forme de réponse à la multiplication des rôles qui s'impose à la profession avec l'éclatement progressif de la presse en supports à publics spécifiques (presse populaire/presse de référence/presse spécialisée).

Nouvelliste, courriériste et polémiste dans une presse d'opinion élitiste jusqu'au XIX^e siècle, le journaliste est progressivement conduit à endosser d'autres rôles pour gagner et conserver la confiance d'un nouveau type de lecteur porteur d'autres attentes. Narrateur direct de faits à travers le « reportage », il s'affirme également comme un analyste à travers des types d'articles. Autant de rôles qui mettent de plus en plus en jeu la crédibilité de cet acteur social, que sa position institutionnelle (renforcée au début du XX^e siècle par des attributs symboliques comme la carte de presse) ne préserve pas d'une « mise en soupçon ». Renouvelées et davantage codifiées, ces diverses formes de l'écriture journalistique sont venues ainsi enrichir et complexifier les jeux et enjeux d'influence qui sous tendent la communication journalistique.

1- La visée discursive

Selon Jean Michel Adam les formes d'écriture journalistique se présentent comme des «types textuels» ou des « formes textuelles » correspondant à différentes« visées communicatives »¹ :

- Une visée informative
- Une visée persuasive
- Une visée séductrice

Ces formes textuelles, correspondant à différents rôles revendiqués par les professionnels de l'information, engageant, à des degrés très variables, la légitimité de la parole journalistique.

En vertu d'un principe résultant d'une image idéale du rôle social du journaliste (celle du messager), il apparaît en effet que, dès que celui-ci tend à se démarquer du rôle de « pourvoyeur », c'est bien sa légitimité identitaire qu'il met en jeu. Car il remet simultanément en question une autre représentation contemporaine de l'activité journalistique : celle « d'objectivité ». Toute autre posture que celle de « pourvoyeur » réintroduit en conséquence une représentation antagonique profondément déstabilisatrice : la « subjectivité » de l'individu et ses corrélats, l'incomplétude, l'inexactitude, la partialité.

L'inscription dans des genres rédactionnels autres que ceux relevant de la visée « informative » engage donc les journalistes dans une logique graduelle de «délégitimation» qui remet en cause leur « droit à la parole », celui-ci ne pouvant être conservé que par la production de gages d'une crédibilité ouvrant à un processus de « reconnaissance ». Cette attribution par le destinataire d'une compétence à assumer des formes de discours marquées au sceau de la subjectivité peut être obtenue :

¹ Adam, J.-M. (1992), *Les textes : types et prototypes*, Paris, Nathan.

– sur le terrain du Savoir (références à des domaines de savoir acceptés par un groupe social et qui permettent des opérations de validation),

– sur le terrain du Savoir-faire, autrement dit l'aptitude à mettre en œuvre un acte de parole conformément à ses règles constitutives : l'aptitude à relever les détails pittoresques, non réclamée de l'agencier, le talent à jouer sur les implicites attendus chez le chroniqueur, etc.

Ces manœuvres de « crédibilisation » apparaissent donc essentielles pour nombre d'actes de langage journalistique. Car ce n'est qu'à ce prix que le journaliste peut maintenir une légitimité qui n'est jamais définitivement acquise, le risque n'étant pas seulement pour ce type d'acteur social de « ne pas savoir » ou de d'asserter quelque chose qui se révèle faux mais tout autant de « ne pas savoir-dire ».

Et dans le même registre Charaudeau¹ dit que la visée discursive désigne les intentions ou les objectifs généraux de l'auteur du texte. Elle implique une attitude par rapport au réel sur lequel l'auteur veut agir par son discours. Quatre visées semblent particulièrement pertinentes à l'étude du journalisme :

1-la visée factitive : l'auteur cherche à « faire faire », c'est-à-dire à amener son destinataire à agir d'une certaine façon.

2-la visée informative : l'auteur veut « faire savoir », transmettre un savoir à qui est censé ne pas le posséder.

3-la visée persuasive : l'auteur cherche à « faire croire », à amener son destinataire à penser que ce qui est dit est vrai, juste, bon et en somme désirable.

4-la visée gratificatrice : l'auteur souhaite « faire ressentir », c'est-à-dire provoquer chez l'autre un état émotionnel agréable ou désagréable.

¹ Charaudeau P. [2001b] « Visées discursives, genres situationnels et construction textuelle », in *Analyse des discours. Types et genres*, Éd. Universitaires du Sud, Toulouse.

La visée ne s'exprime pas nécessairement par ou dans un genre spécifique de texte. Ainsi la visée « gratificatrice » ne se retrouve pas seulement dans les textes de divertissement, mais peut au contraire toucher des textes qui par leur genre semblent relever d'emblée d'une autre visée peuvent alors se retrouver à l'origine d'un même texte ou genre de texte. Ainsi la nouvelle du journalisme de communication est marquée, dans son style notamment, par la visée gratificatrice, alors que cette visée est en principe absente de la nouvelle du journaliste d'information.

L'ironie en particulier, qui est liée au plaisir de la lecture et donc à la visée gratificatrice, est courante dans communication, mais beaucoup plus rare dans l'information. Les visées factitive, gratificatrice et persuasive, impliquent une présence plus grande du lecteur que la visée informative, plus fortement centré sur le référent.

Toutes les visées sont susceptibles de retrouver dans chacune des formes de journalisme. Ainsi en est-il de la visée informative, puisqu'elle constitue un trait spécifique du discours journaliste. Les journalistes de transmission et d'opinion accueillent toutes les visées, tandis que les journalistes d'information et de communication se concentrent sur les visées informatives et gratificatrice tout en présentant une mesure différente de ces visées.

2-Le discours journalistique

Selon Charaudeau¹ tout acte de langage est un acte d'échange interactionnel entre deux partenaires (sujet communicant et sujet interprétant) liés par un principe d'intentionnalité, cet échange se produisant toujours dans une certaine situation de communication. Le sujet communicant, en prenant possession de la parole s'institue en sujet énonçant, ou énonciateur, et institue du même coup le sujet interprétant en sujet destinataire. Le positionnement du sujet énonciateur dépend donc des données de la situation de communication dans laquelle se trouve le sujet communicant.

¹ Charaudeau, P. (1983) Langage et discours. *Eléments de sémiolinguistique*, Paris, Hachette.

Ces données sont d'ordre socio-communicationnel dans la mesure où elles déterminent, en même temps et dans des rapports de réciprocité, la nature identitaire des partenaires de l'échange, la relation que ceux-ci entretiennent entre eux, la visée d'influence qui justifie le fait de prendre la parole. Ce qui me fait définir la situation de communication comme un cadre fonctionnel instaurant des places et des relations autour d'un dispositif qui détermine : l'identité des sujets en termes de statuts et de rôles selon certains rapports hiérarchiques, la finalité de la relation en termes de visées pragmatiques (de « prescription », d'« incitation », d'« information », d'« instruction », etc.), le propos échangé en termes d'univers de discours thématisé, les circonstances matérielles selon le type de situation locutive et de support de transmission de la parole (écrit, audio-oral, audio-visuel, etc.).

Ces données fournissent (imposent) au sujet parlant des « instructions discursives » sur la façon de se comporter en tant qu'énonciateur, à propos de l'identité qu'il doit attribuer à son partenaire en tant que sujet destinataire, à propos de la façon d'organiser son discours (de manière descriptive, narrative et/ou argumentative), sur les topiques sémantiques qu'il doit convoquer. Cet ensemble de données externes et d'instructions discursives constituent ce que j'appelle un « contrat de communication », ou genre situationnel, qui surdétermine les partenaires de l'échange. Ainsi peuvent être distingués divers types de contrats (ou genres situationnels), tel le publicitaire, le politique, le didactique, le médiatique, etc.

- Le Contrat de communication médiatique

Encore une précision résultant des considérations précédentes : à force d'échanges langagiers, les comportements des partenaires se stabilisent en instaurant des normes communicationnelles. Ainsi se construisent des types de situation de communication qui, comme on vient de le dire, assignent des places et des rôles aux instances de l'échange et définissent leurs relations autour d'un dispositif socio-communicationnel. Mais il ne faut pas confondre ce dispositif avec l'acte de mise en scène du discours. Le dispositif fait partie des conditions contractuelles de production de l'acte langagier,

avec les instructions qu'il donne au sujet, mais il n'en constitue pas la totalité. C'est pourquoi il convient de distinguer acte de communication (englobant) et acte d'énonciation (spécifiant), et donc situation de communication et situation d'énonciation.

Mais en même temps, il y a rapport de réciprocité non symétrique entre les deux. Si la situation de communication surdétermine en partie le sujet en lui imposant des instructions discursives, celui-ci dispose d'une certaine marge de liberté pour procéder à une mise en scène énonciative qui respecte ces instructions, mise en scène qui d'ailleurs peut avoir, à terme, une influence sur le contrat lui-même.

C'est en se basant sur cette distinction que Charaudeau¹ propose de distinguer contrat de communication médiatique et contrat d'énonciation journalistique : le premier renvoie aux caractéristiques du dispositif impliquant une instance de production médiatique et une instance de réception-public, reliés par une visée d'information ; le second correspond à la façon dont l'énonciateur journaliste met en scène le discours d'information à l'adresse d'un destinataire imposé en partie par le dispositif et en plus imaginé et construit par lui..

Le contrat médiatique a été décrit dans son ouvrage sur le discours d'information (Charaudeau, 2005c)² et donc on se contentera d'en rappeler les données essentielles. L'information médiatique est déterminée par un dispositif dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Une instance de production composite comprenant divers acteurs ayant chacun des rôles bien déterminés, ce qui rend difficile l'attribution de la responsabilité des propos tenus. Cependant, cette instance se définit globalement à travers cinq types de rôles qui englobent tous les autres : de chercheur d'informations, ce qui la conduit à s'organiser pour aller aux sources de ces informations (réseau avec les Agences de presse, correspondants de terrain, envoyés spéciaux, relais

¹ Charaudeau P [2005 c] *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, De Boeck-Ina, Louvain-la-Neuve.

² Ibid

d'indicateurs) ; de pourvoyeur d'informations, ce qui l'amène à sélectionner l'ensembles des informations recueillies en fonction d'un certain nombre de critères; de transmetteur d'informations, ce qui la conduit à mettre en scène les informations sélectionnées en fonction d'un certain nombre de visées d'effet, et en jouant sur des manières de décrire et de raconter ; de commentateur de ces informations, ce qui l'amène à produire un discours explicatif tentant d'établir des relations de cause à effet entre les événements (ou les déclarations) rapportés ; enfin, de provocateur de débats destinés à confronter les points de vue de différents acteurs sociaux.

- Une instance de réception, elle aussi composite, mais sans détermination de rôles spécifiques, ce qui la rend on ne peut plus floue. On sait qu'en réalité, cette instance est double, car il ne faut pas confondre l'instance-cible, celle à laquelle s'adresse l'instance de production en l'imaginant, et l'instance-public, celle qui reçoit effectivement l'information et qui l'interprète¹. Cette dernière est difficile à saisir, ce qui n'empêche pas l'instance médiatique de tenter de la cerner à grands coups de sondages et enquêtes. Dès lors, l'instance-cible devient une construction imaginée à partir des résultats de ces sondages, mais surtout à partir d'hypothèses sur ce que sont les capacités de compréhension du public visé, ses intérêts et ses désirs (cible affective)².

Quant à la finalité de ce contrat, on sait qu'elle est double : une finalité éthique de transmission d'informations au nom de valeurs démocratiques : il faut informer le citoyen pour qu'il prenne part à la vie publique ; une finalité commerciale de conquête du plus grand nombre de lecteurs, auditeurs, téléspectateurs, puisque l'organe d'information est soumis à la concurrence et ne peut vivre qu'à la condition de vendre. La finalité éthique oblige l'instance de production à traiter l'information, à rapporter et commenter les événements de la façon la plus crédible possible : elle se trouve surdéterminée par un enjeu de crédibilité. La finalité commerciale oblige l'instance

¹ Charaudeau P [2005 c] *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, De Boeck-Ina, Louvain-la-Neuve. p62

² Ibid p64.

médiatique à traiter l'information de façon à capter le plus grand nombre de récepteurs possible : elle se trouve surdéterminée par un enjeu de captation¹ .

Ces données du dispositif médiatique assignent au sujet journaliste, en tant qu'énonciateur, certaines instructions discursives qui peuvent varier selon qu'elles obéissent à l'enjeu de crédibilité ou de captation.

Tout d'abord, des instructions sur le positionnement énonciatif, au regard du possible « engagement » du sujet énonçant » : l'enjeu de crédibilité exige de celui-ci qu'il ne prenne pas parti. D'où une délocutivité obligée de l'attitude énonciative qui devrait faire disparaître le Je sous des constructions phrastiques impersonnelles et nominalisées. Ce n'est pas à proprement parler de l'objectivité, mais c'est le jeu de l'objectivité par l'effacement énonciatif. On verra, cependant, que l'enjeu de captation le conduira parfois à prendre position.

Ensuite, l'événement ayant été sélectionné (La réforme de l'école par exemple), il s'agit pour le journaliste de rapporter les faits de la façon la plus précise possible, avec, comme on le dit en narratologie, un point de vue de narrateur externe qui tenterait de décrire fidèlement la succession des faits, et de mettre en évidence (ou à suggérer quand il n'en a pas la preuve) la logique d'enchaînements entre ceux-ci. Il en est de même pour l'activité qui consiste à rapporter des paroles, des déclarations, des discours et les réactions qui s'ensuivent. La mise en scène de ce que l'on appelle le discours rapporté devrait également satisfaire à un principe de distance et de neutralité qui oblige le rapporteur journaliste à s'effacer, et dont la marque essentielle est l'emploi des guillemets encadrant le propos rapporté. C'est là encore se soumettre à l'enjeu de crédibilité, mais on verra que ces principes de distance et de neutralité ne sont pas toujours respectés à des fins de captation.

¹ Charaudeau P [2005 c] *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, De Boeck-Ina, Louvain-la-Neuve. p71-73

Le discours journalistique ne peut se contenter de rapporter des faits et des dits, son rôle est également d'en expliquer le pourquoi et le comment, afin d'éclairer le citoyen. D'où une activité discursive qui consiste à proposer un questionnement (sans cadre de questionnement pas d'explication possible), élucider différentes positions et tenter d'évaluer chacune de celles-ci. Une fois de plus, l'enjeu de crédibilité exige que le journaliste énonciateur ne prenne pas lui-même parti, qu'il explique sans esprit partisan et sans volonté d'influencer son lecteur. Mais on verra plus loin pour quelles raisons il s'agit là d'un exercice quasi impossible, ce discours ne pouvant être ni vraiment didactique, ni vraiment démonstratif, ni vraiment persuasif. Sans compter que l'enjeu de captation tire parfois ces explications vers des prises de positions et des explications plus dramatisantes qu'éclairantes.

Enfin, les caractéristiques de la vie en société dans un régime démocratique étant d'alimenter l'espace de discussion public pour mieux délibérer et décider de son action citoyenne, l'instance journalistique se donne un rôle d'initiateur et d'animateur de ce débat par l'organisation de rencontres de personnalités politiques, de face à face entre politiques et diverses instances citoyennes, d'interviews de ces mêmes personnes, de tribunes d'opinions, etc. Selon les formes que prend ce débat social, le rôle du journaliste est varié : complètement effacé lorsqu'il donne la parole à des personnalités extérieures au journal dans les tribunes d'opinion, ou quand il se contente de jouer le rôle de « sablier », de distributeur du temps de parole, dans les débats télévisés, il peut être très présent dans la façon de mener une interview et d'interpeller les acteurs de la vis sociale. Ici, les principes de distance et de neutralité sont encore plus difficiles à tenir, car c'est le journaliste qui procède à la sélection des invités extérieurs, à la distribution des paroles et c'est lui qui par ses questions impose des cadres de questionnement. Parfois même l'enjeu de captation peut entraîner le journaliste à exacerber les antagonismes de façon à provoquer une polémique qui relève plus d'un spectacle pugilistique que d'un débat d'opinions.

3- Les caractéristiques du discours journalistique

Lorsque l'enjeu de captation est dominant – et il l'est souvent –, la visée informative disparaît au profit d'un jeu de spectacularisation et de dramatisation. Il finit par produire des dérives qui ne répondent plus à l'exigence d'éthique qui est celle de l'information citoyenne.

3.1. La suractualité

Selon Charaudeau¹ deux procédés discursifs transforment l'actualité événementielle en « suractualité » en produisant des effets déformants.

Le procédé de focalisation qui consiste à amener un événement sur le devant de la scène (par les titres de journaux, l'annonce en début de journal télévisé ou du bulletin radiophonique). Il produit un effet de grossissement. La nouvelle sélectionnée est mise en exergue, et du même coup elle envahit le champ de l'information donnant l'impression qu'elle est la seule digne d'intérêt. Cela participe d'un phénomène discursif plus général : toute prise de parole est un acte d'imposition de sa présence de locuteur à l'interlocuteur, et donc celle-ci doit pouvoir être justifiée. Ce qui la justifie est que le propos qu'elle véhicule soit obligatoirement digne d'intérêt, c'est-à-dire : pertinent. On retrouve là le principe d'intentionnalité. Dans la communication médiatique, le sujet qui informe étant légitimé par avance (contrat de communication), le propos véhiculé prend encore plus d'importance au point de faire oublier d'autres nouvelles possibles. Il impose une « thématization » du monde.

Le procédé de répétition qui consiste à passer une même information en boucle d'un bulletin d'information à l'autre, d'un journal télévisé à l'autre, d'un journal à l'autre et d'un jour à l'autre. Cette information, répétée de la même façon ou avec des variantes, produit un effet de réification : la nouvelle prend une existence en soi, se trouve par là même authentifiée, se fige et donc s'inscrit

¹ Patrick Charaudeau, « Discours journalistique et positionnements énonciatifs. Frontières et dérives », *Semen*, 22, Énonciation et responsabilité dans les médias, 2006, [En ligne], mis en ligne le 1 mai 2007.

de façon indélébile dans la mémoire. A preuve que ce sont ces nouvelles qui sont ensuite le plus facilement colportées dans les conversations ordinaires, se transformant parfois en rumeur. Il s'agit là encore d'un phénomène discursif général : la répétition d'un propos dans une configuration identique à elle-même donne l'impression d'être le gage d'une vérité : « La France n'est jamais autant la France que quand elle est la France ». Cette forme tautologique si décriée dans le modèle scolaire du bien écrire est pourtant bien utile dans une perspective de persuasion : elle « essentialise » le propos tenu et ce faisant paralyse à l'avance toute possibilité de contestation. Ici, c'est la répétition en boucle d'une catastrophe (le Tsunami), d'une prise d'otages, d'un attentat, de quelques cas d'affection virale (la grippe aviaire), d'actes de révolte (les banlieues), etc. qui finissent par essentialiser ces nouvelles, supprimant la possibilité de les recevoir avec esprit critique.

Par ces deux procédés et les effets qu'ils produisent l'énonciateur journaliste a beau disparaître derrière une absence de marques personnelles (« trois nouveaux cas de grippe aviaire ») ou l'emploi de marques impersonnelles (« Voilà ce que l'on peut dire à l'heure actuelle sur cette affaire »), la prise de parole focalisante et la récurrence essentialisante imposent au récepteur de la nouvelle une suractualisation événementielle.

3. 2. La surdramatisation

Charaudeau¹ dit que la dramatisation est un processus de stratégie discursive qui consiste à toucher l'affect du destinataire. Un affect socialisé, ce pourquoi il est possible d'avoir recours à des procédés discursifs qui ont des chances d'avoir un certain impact sur le récepteur. Depuis la rhétorique aristotélicienne, bien des écrits ont traité de la question des émotions pour ne pas avoir besoin de justifier ce type de stratégie. Les médias en usent et abusent parce qu'il est le meilleur

¹ Patrick Charaudeau, « Discours journalistique et positionnements énonciatifs. Frontières et dérives », *Semen*, 22, Énonciation et responsabilité dans les médias, 2006, [En ligne], mis en ligne le 1 mai 2007.

moyen de satisfaire l'enjeu de captation¹. On relèvera un cas de dramatisation particulièrement redondant dans la mise en scène médiatique des nouvelles du monde, celle de la triade victime/agresseur/sauveur. D'où trois types de discours : de victimisation, de portrait de l'ennemi, d'héroïsation, le tout obtenu par un procédé d'amalgame.

Le discours de victimisation met en scène toutes sortes de victimes : victimes présentées en grand nombre (pour compenser leur anonymat), ou victimes singulières différemment qualifiées : célèbres, ou innocentes, victimes du hasard ou de la fatalité, victimes de la logique de guerre ou victimes sacrificielles, etc. On se reportera à l'analyse que Manuel Fernandez a menée dans l'étude que le Centre d'Analyse du Discours a consacré au conflit en ex-Yougoslavie, pour en voir la catégorisation. Un tel discours est une invite de la part de l'énonciateur à partager la souffrance des autres, d'autant que celle-ci est rapportée soit par les victimes elles-mêmes, soit par des témoins extérieurs mais proches, et l'on sait que paroles de victimes et paroles de témoins sont indiscutables. Lecteur, auditeur ou téléspectateur se trouvent alors dans la position de devoir entrer dans une relation compassionnelle, relation compassionnelle vis-à-vis des victimes mais qu'ils auraient en partage avec l'énonciateur. Les voilà donc encore soumis à l'énonciateur qui se fait le porteur d'une voix tiers² qui dit le devoir de compatir. Le destinataire est mis en lieu et place d'un otage, otage de l'assignation à s'émouvoir.

Le discours centré sur la description de l'agresseur consiste à mettre en scène le portrait de l'ennemi. Et là, la surdramatisation est encore à l'œuvre, car ce n'est que dans la figure du « méchant absolu » que pourrait se produire (c'est une hypothèse) un effet de « catharsis » sociale. Le méchant, représentant du mal absolu, est à la fois objet d'attraction et objet de rejet, autrement dit de fascination. Ce n'est plus le « comment peut-on être Persan » de Montesquieu, c'est le « comment peut-on être à ce point maléfique » si ce n'est parce qu'on a partie liée avec des forces

¹ Charaudeau P. [2001a] « La télévision fidèle à sa propre idéologie », in *La télévision et la guerre. Déformation ou construction de la réalité ?*, De Boeck-Ina, Louvain-la Neuve.p147

² Charaudeau P. [2004] « Tiers, où es-tu ? », in *La voix cachée du tiers. Des non-dits du discours* L'Harmattan.

démoniaques. C'est le « côté obscur de la force », la puissance du diable que l'on retrouve de façon omniprésente dans les fictions fantastiques du cinéma moderne. Nous est donc livré le portrait d'un ennemi puissant dans son désir de malveillance et surtout indestructible ou renaissant en permanence de ses cendres¹, Saddam Hussein, bourreau du peuple avant son arrestation, puis dans sa déchéance de prisonnier, et de nouveau vigoureux dans son arrogance face à ses juges ; enfin, Ben Laden et ses sbires exécutants des basses œuvres, d'autant plus image méphistophélique qu'il est peu visible et s'évanouit lorsqu'on croit le saisir. Voilà donc le public, spectateur ou lecteur de cette mise en scène, assigné au rôle du devant/pouvant « purger ses passions » par le fait d'un énonciateur qui tout en s'effaçant jette sur son public les rets d'une fascination ensorcelante.

Le discours d'héroïsation consiste à mettre en scène une figure de héros, réparateur d'un désordre social ou du mal qui affecte ces victimes. Cette figure peut être celle de sauveteurs occasionnels (telle personne portant assistance), ou officiels (pompiers, services médicaux, Croix rouge, etc.). Ce peut être également celle d'un Grand sauveur porteur de valeurs symboliques comme ce fut le cas de G.W. Bush après l'attentat du 11 septembre qui, par ses déclarations contre « l'empire du Mal », pris simultanément plusieurs figures : celle de Vengeur, comme bras d'une volonté divine, du Dieu de la Bible qui châtie ; celle de Chevalier moyenâgeux, sans peur et sans reproche, qui appelle à la « Croisade contre les islamistes qui déclarent la guerre à l'Occident ». Si parfois, c'est le discours politique qui est créateur de ce genre de figure, les médias, quand ils ne les créent pas, contribuent à les diffuser, les colporter, voire les louer à travers des descriptions qui empruntent au discours épideictique. On voit de nouveau à l'œuvre cette stratégie discursive dans laquelle l'énonciateur tout en s'effaçant donne en pâture au public des figures de héros, l'assignant à s'y projeter et/ou à s'identifier à elles de manière aveuglante, ayant pour effet de suspendre tout esprit critique.

¹ Charaudeau P. [2001a] « La télévision fidèle à sa propre idéologie », in *La télévision et la guerre. Déformation ou construction de la réalité ?*, De Boeck-Ina, Louvain-la Neuve. p148

Cette stratégie de dramatisation est mise en scène à l'aide de divers procédés discursifs parmi lesquels : l'amalgame. L'amalgame est, pourrait-on dire, un procédé d'analogie abusif : deux événements, deux faits, deux phénomènes sont rapprochés sans mise à distance qui permettrait que cette comparaison eût un effet explicatif. En effet, lorsqu'une comparaison n'est pas d'ordre objectif, c'est-à-dire vérifiable, elle ne peut être explicative qu'à la condition de préciser le point de vue qui doit être pris en considération en mettant tous les autres à distance.

Les médias, en faisant des rapprochements entre des événements différents afin d'apporter une explication à leur existence, sans préciser l'aspect sur lequel il y a similitude, produisent un effet de globalisation qui empêche l'intervention de l'esprit critique : ici, ce sera l'analogie entre la découverte de camps de prisonniers en Bosnie et les camps de concentration nazis, ce qui aura pour effet de faire se confondre la purification ethnique serbe avec la shoah ; là, particulièrement à l'étranger, ce sera l'amalgame entre les récents événements des banlieues et les révoltes sociales dont la France serait coutumière, là encore le rapprochement entre la menace d'une épidémie de grippe aviaire et la pandémie de la grippe espagnole du siècle dernier. Ce procédé est d'autant plus pernicieux et malhonnête au regard de l'éthique de l'information qu'il suit la pente dite « naturelle » du processus d'interprétation étudié par la psychosociologie, à savoir : s'appuyer sur une mémoire globale, non-discriminante, qui met tout dans le même panier d'une émotion interprétative, et évite de se livrer à un effort d'analyse. L'effet est encore d'«essentialisation » auquel on a fait allusion plus haut. Ainsi le procédé d'amalgame est-il un moyen, pour l'énonciateur de garantir l'effet de sa visée de captation, tout en ayant l'air de s'effacer.

3.3. L'interpellation dénonciatrice

D'après Charaudeau¹ l'interrogation est une catégorie discursive (et non grammaticale) ambivalente du point de vue du rapport de force qu'elle instaure entre locuteur et interlocuteur. Position

¹ Patrick Charaudeau, « Discours journalistique et positionnements énonciatifs. Frontières et dérives », *Semen*, 22, Énonciation et responsabilité dans les médias, 2006, [En ligne], mis en ligne le 1 mai 2007.

d'infériorité du locuteur lorsqu'il demande une information (demande de dire) ou un service (demande de faire), mettant l'autre en position de supériorité, l'interrogation peut mettre ce même sujet en position de supériorité lorsque la question est une intimation à dire comme dans la salle de classe (le maître ou le professeur interroge un élève), ou dans le commissariat de police (un représentant de l'institution policière questionne un prévenu). L'interrogation peut également placer le sujet qui interroge en position de maîtrise du raisonnement, lorsque celle-ci est adressée à un destinataire tiers jouant le rôle tantôt d'allié, tantôt d'opposant, alors que le locuteur connaît la réponse (question rhétorique). Une variante de la question rhétorique est la question interpellatrice : elle est lancée à la cantonade, s'adresse à un public qui est pris à témoin, met en cause la responsabilité d'un tiers, en implicitant une réponse qui devrait faire l'objet d'un consensus.

C'est ce dernier type d'interrogation que l'on voit proliférer dans le discours journalistique : le sujet interrogeant est l'énonciateur journaliste, le public pris à témoin est le lecteur citoyen, le tiers mis en cause est interpellé en tant que responsable individuel ou institutionnel. Ainsi, l'énonciateur journaliste établit un rapport de complicité avec le lecteur citoyen en l'obligeant à accepter la mise en cause. Ce phénomène a été étudié à propos du conflit en Iraq (2003) ¹ devant la difficulté à expliquer le pourquoi et le comment du conflit, on a vu l'instance journalistique multiplier ce genre d'interrogation comme pour se dédouaner de l'absence d'explication : « que font les puissances internationales ? ». Cela, d'ailleurs, semble être une caractéristique nouvelle du discours journalistique, pour ce qui est de sa récurrence, toute personnalité ou institution faisant l'objet d'une mise en cause (« que fait... ?, que font... ? ») : Chef d'état, gouvernement, notable, classe politique, diplomatie, etc.

¹ Charaudeau P. [2001a] « La télévision fidèle à sa propre idéologie », in *La télévision et la guerre. Déformation ou construction de la réalité ?*, De Boeck-Ina, Louvain-la Neuve. p148

La conclusion

La position du journaliste émetteur ne doit pas être jugée à la seule aune des marques d'énonciation explicite qu'il emploie. Son positionnement peut être révélé en partie par celle-ci. Le positionnement du sujet énonciateur, d'abord n'est pas toujours manifesté de façon explicite, et peut même jouer sur des apparences trompeuses en ayant l'air de s'effacer dans l'instant même où il impose son point de vue en assignant certaines places à son destinataire. Sa position dépend d'un ensemble de procédés discursifs (descriptifs, narratifs, argumentatifs) et d'un ensemble de mots dont le sémantisme est caractéristique de son positionnement au regard de certaines valeurs, le tout en rapport avec les conditions situationnelles de production et la visée discursive. Le linguiste du discours est en cela distinct du linguiste de la langue : il ne doit accorder qu'une confiance proportionnelle aux marques verbales. Il sait qu'il doit traquer le sens au-delà de l'emploi des mots et des constructions phrastiques. Aller voir derrière le masque de l'effacement énonciatif, celui du positionnement discursif. Et c'est à travers l'analyse du discours médiatique et ses différents procédés discursifs et positionnements qu'on va relever les représentations concernant la réforme de l'école dans les écrits de presse.

**Le troisième chapitre : La réforme
de l'éducation en Algérie : changement
social et représentation identitaire**

L'introduction

L'Ecole algérienne dont l'orientation générale fut « ordonnée » le 16 avril 1976¹, aura longtemps été imaginée sur un mode culturel ambivalent. « *Le souci du législateur fut alors de parvenir à résoudre une équation singulièrement difficile et consistant, en gros, à présenter comme équivalents ou pour le moins non antagonistes deux ordres de faits, le spirituel et le temporel, le sacré et le profane, comme fondement d'une Loi d'orientation éducative à l'échelle de la nation* »².

L'enjeu de l'Algérie postcoloniale était alors de faire en sorte de proclamer outre une volonté de s'ouvrir aux catégories de la modernité intellectuelle et sociale, l'engagement de répondre à l'exigence émotionnelle des populations algériennes d'accomplir, à travers l'école, une œuvre historique d'authentification culturelle et identitaire.

C'est cette double exigence qui prétendait donc pouvoir réaliser une synthèse opératoire entre des représentations idéologiques qui avait conduit à l'organisation d'un système d'orientation scolaire structuré pour former un tout cohérent.

La réforme de l'éducation en Algérie vient donc mettre fin à cette ambivalence des valeurs qui fut à l'origine de nombreuses dysfonctions scolaires. Or celles-ci sont d'autant moins admissibles aujourd'hui que le gouvernement algérien souhaite aller vers des réformes en profondeur dont celle, évidemment prioritaire, de son système éducatif national. C'est que pour coller aux impératifs de performance économique et sociale induits par la transformation rapide du monde, il lui fallait vite aller vers plus de rationalité éducative, voire la construction d'écoles « intelligentes »³.

On rappelle, l'importance stratégique de ces nouveaux modèles scolaires appelés à supplanter les schémas traditionnels de formation, avant de dire pourquoi l'école algérienne qui s'était longtemps

¹ Se référer à l'Ordonnance du 16 avril 1976 organisant, les missions de l'Ecole algérienne.

² Nouredine Toualbi – Thaâlibi : *La refonte de la pédagogie en Algérie*, Casbah- Editions, Alger pour l'Office national des publications scolaires (O.N.P.S.)El Achour – Alger,2005.p19

³ Ibid..p20

comme « barricadée » derrière une série d'atavismes culturels et idéologiques, fait à présent l'objet d'une réforme structurelle.

1- Le Changement social et représentation identitaire en Algérie :

L'Algérie – à l'image de la plupart de ses voisins du Maghreb –, est restée longtemps en retrait du mouvement de transformation rapide du monde qui travaille l'ensemble des écoles et sociétés développées. Car, cependant que les concepts de mondialisation et de globalisation commençaient à poindre dans l'univers occidental, le champ socio - politique maghrébin semblait curieusement figé dans l'invariance de ses modèles de représentations culturelles et idéologiques : persistance des dirigeants à n'imaginer le monde qu'à travers des catégories d'ontologie, c'est-à-dire à partir de valeurs puisées dans un passé communautaire sacralisé (religion, rites et mythes), formant ainsi le creuset émotionnel de puissants réflexes de conservation idéologique et culturelle ; repli corrélatif de la société dans des actions symboliques (rejet de l'altérité culturelle) et politiques installant durablement le pays dans une « transition bloquée » ou « temps mort »¹.

Si bien que dans ces conditions de forte instrumentalisation politique de la chose culturelle, l'excommunication du modèle étranger ne tarda pas à constituer la règle à l'école comme dans la société.

N'y seront valorisés, de préférence aux valeurs dites exogènes, que les signifiants mythiques, mystiques ou, pour paraphraser E. Durkheim, que les caractères « gnoséologiques » d'une identité régulièrement « fantasmée » sur un mode ambigu mais arbitrairement prescrite à tous².

A partir de là, l'idée de modernité dans la société algérienne n'aura plus cours que dans le principe politique abstrait ; et ne sera réellement envisagée que dans la mesure où elle est conventionnellement, c'est-à-dire politiquement, limitée à sa stricte fonction « instrumentale ».

¹ G. Balandier : *Sociologie des mutations*, Anthropos, Paris, 1970

² E. Durkheim : *La Division du travail social*, Free Press, 1964

La représentation qui fondait une telle conviction des dirigeants algériens durant les années soixante dix et jusqu'aux douloureux événements du mois d'octobre 1988, était à peu près celle-ci :

« Bien que la modernité puisse être pensée comme étant le moyen de développement et de bien-être social, elle n'est cependant pas créatrice de cette émotion ni même de ce sens existentiel dont toute identité a besoin pour se nourrir et s'épanouir. La modernité, telle qu'elle était curieusement appréhendée par les dirigeants algériens, aurait plutôt tendance à annihiler ce caractère structurant de l'identité collective, créant ainsi le risque majeur d'une dénaturation »¹.

En conséquence, l'option habituellement proclamée en faveur de la modernité n'allait plus concerner que l'aspect utilitaire (modernisation des infrastructures sociales, d'éducation, de soins, de transport, etc.) et non les différents processus de reproduction ou d'accommodation de l'esprit d'initiative qui avaient donné naissance à ces facteurs de rationalité et de progrès. L'angoisse de la dénaturation identitaire sera, là aussi, constamment à l'origine de cette défiance à l'égard des facteurs culturels et intellectuels organisant la modernité véritable.

Ainsi, elles risquaient de remettre en question cette véritable *doxa* se rapportant à l'origine mythique, c'est-à-dire arabo-islamique de l'identité collective, les véritables techniques d'enculturation aux catégories d'universalité culturelle furent volontairement minorées dans les processus d'apprentissage à l'école. Et ce, alors même que le discours officiel continuait de mettre régulièrement l'accent sur le caractère non antagonique de la religion et de la modernité. Et c'est cette ambivalence dans les représentations culturelles et politiques qui avait conduit B. Etienne (1988) à dire que pour n'avoir pas à tenter l'aventure du changement socioculturel, les premiers dirigeants de l'Algérie postcoloniale s'étaient curieusement mis en tête «d'islamiser la modernité»².

¹ Nouredine Toulbi – Thaâlibi : *La refonte de la pédagogie en Algérie*, Casbah- Editions, Alger pour l'Office national des publications scolaires (O.N.P.S.)El Achour – Alger,2005.p22

² B. Etienne : *L'islam radical*, Hachette, Paris, 1987.

Aussi peut-on comprendre aujourd'hui pourquoi l'Ecole algérienne qui avait été, au lendemain de l'indépendance nationale, imaginée sur un modèle syncrétique eut surtout pour fonction, tant didactique que symbolique, d'œuvrer à « *l'authentification d'une identité culturelle sur un mode élogieux* ». ¹

Ce souci identitaire avait tout naturellement conduit les responsables de l'Ecole algérienne à en concevoir l'orientation selon une représentation essentiellement ontologique de l'existence. A partir de là, religion, traditions communautaires et même socialisme spécifique y formèrent la toile de fond de tout le système de représentation culturelle et identitaire. La « culture du sacré » qui procède d'une délectation de l'émotion collective, y fera même l'objet d'opérations didactiques importantes avec, pour corollaire psychologique négatif, la réfraction progressive de l'élève aux processus de changement et de novation culturels. Si bien que comparativement au haut niveau de rationalité dont se prévaut aujourd'hui cette « école mondialisée » précédemment évoquée, les différents acteurs du système éducatif algérien furent, malgré eux, placés dans une situation d'anachronisme pédagogique où la culture de l'émotion devait occuper l'essentiel de la transaction éducative. Il faut attendre le début des années quatre-vingts pour voir comment, sous l'effet de la crise économique ayant marqué l'échec des politiques de développement en Algérie, le désenchantement des populations va pouvoir accentuer à l'école et dans la société la dépendance psychologique des acteurs aux diverses modalités d'expression du sacré. D'ailleurs l'Islam politique qui avait, à partir des années quatre-vingt-dix, tenté d'ébranler les fondements républicains de l'Algérie, ne fut pas dupe de l'équation ; il avait fort bien compris l'avantage politique qu'il pouvait tirer de la déréliction économique de la société et du besoin corrélatif des populations à se sécuriser dans les « valeurs refuges » qu'il prône. Là pourrait même s'inscrire le véritable sens qu'il faudrait

¹ Nouredine Toulbi - Thaâlibi: L'identité au Maghreb. L'errance, Casbah- Editions, Alger, 2001.

un jour donner au procès de la modernité que l'islam radical, porté par une vision *eschatologique*¹ du monde, avait alors patiemment entrepris de mener.

2- La réforme de l'éducation en Algérie

La crise politique vécue par l'Algérie à partir des années quatre-vingt-dix a donc tout naturellement conduit ses dirigeants à remettre en question une bonne part de leurs anciennes certitudes.

Et cela d'autant plus que l'écroulement, à la même période, du bloc socialiste qui leur servait en partie d'adversaire, avait définitivement sonné le glas de leurs politiques antérieures en matière économique, sociale, culturelle et éducative.

L'une des incidences de cette crise et de la violence islamique qui en avait résulté est qu'elle fera justement l'opportunité à des débats récurrents sur l'état et les fonctions de l'Ecole : devenant subitement l'objet de l'anathème d'une grande partie de l'élite intellectuelle et de la société civile, le système éducatif algérien fut ainsi violemment pris à partie, les uns qualifiant l'Ecole algérienne de « sinistrée », d'autres allant même plus loin, n'hésitant pas à y voir plus simplement le « terreau du terrorisme ».

Quoi qu'il fût de l'objectivité de ces débats qui avaient cependant trop tendance à présenter l'institution scolaire comme le « bouc émissaire de l'anomie sociale »², le fait est que le gouvernement algérien semblait avoir déjà pris la mesure des changements qu'il devait vite entreprendre pour rendre confiance aux populations. Outre la réforme structurelle de l'économie, il s'était aussi résolu à aller vers une totale refondation du système éducatif national.

Sans doute avait-il finalement compris que par-delà les conflits endogènes que l'Algérie venait d'expérimenter, la crise vécue par le monde d'aujourd'hui est une crise beaucoup plus profonde,

¹ *Eschatologique* : Qui a rapport à L'eschatologie (du grec ἔσχατος / eschatos, « dernier », et logos, « parole », « étude ») est le discours sur la fin des temps. Étude des idées, doctrines théologiques ou philosophiques relatives à la destinée de l'homme après la mort...fr.wikipedia.org/wiki/Eschatologique

² Noureddine Toualbi - Thaâlibi: L'Ecole algérienne ou le bouc émissaire de l'anomie sociale, in *Liberté*, Alger, 2000.

plus extensive. Et que la complexité des nouveaux enjeux qui se profilaient en ce début de siècle n'allait plus tarder à déborder le champ restreint de l'économique et du culturel pour réactualiser les anciennes questions philosophiques ou même métaphysiques du véritable sens à donner à la vie de l'homme sur terre.

L'humanité est en passe de connaître une crise de valeurs décisive pour son avenir. Et que, de ce point de vue, l'Ecole sera bientôt appelée à faire face à « une crise des représentations et des modèles sociaux »¹ qui l'obligera à repenser la totalité de ses méthodes et objectifs.

Aussi, la question qui s'était rapidement posée aux responsables algériens en matière d'éducation et de formation devenait implicitement celle qu'Avanzini évoque explicitement par ailleurs : quel type d'homme doit produire l'école, sur la base de quelles valeurs, pour quel monde et pour quelle société ?

Les conclusions de la Commission nationale de réforme du système éducatif algérien (2000 - 2001) sont comme l'a rappelé le Chef de l'Etat lui-même –² le résultat d'une large réflexion qui voulait « réconcilier divers questionnements sur les nouvelles finalités de l'éducation et de la formation avec une réflexion objective sur l'état réel du système éducatif national dont il fallait reformuler les objectifs ». A partir de là, il devenait normal, par exemple, que la définition des objectifs de formation tienne rigoureusement compte des impératifs de la mondialisation et que l'effort de formalisation en matière de stratégie éducative soit l'affaire exclusive de la Commission nationale et non plus celle des politiques.

Il y a une série de questions tirées d'un article de P. Caspar (1998)³ qui avait particulièrement suscité l'intérêt : comment imaginer une politique de formation qui tienne compte des politiques de développement des ressources humaines, de gestion des entreprises, des emplois et des

¹ G. Avanzini : Quelles finalités pour l'éducation ? In *Eduquer et former*, Ed. Sciences humaines, Auxerre, 1998.

² Discours du Président de la République à l'occasion de la rentrée scolaire, Blida, 10 septembre 2005

³ P. Caspar : Les champs de la recherche, in *Eduquer et former*, Éd. Sciences humaines, Auxerre, 1998.

compétences? Quels indicateurs faut-il définir pour réaliser « l'articulation entre investissements matériels, investissements en formation et autres investissements immatériels... » liés à la recherche, à la communication et même à la prospective ? Comment organiser le lien logique nécessaire entre les niveaux d'enseignement pour donner davantage de cohérence aux systèmes de formation ; et pour que les formations universitaires et professionnelles s'adaptent mieux au marché du travail?

C'est donc ce type d'interrogations qui a le plus souvent occupé la Commission nationale de réforme du système éducatif algérien. Le souci de cohérer les stratégies de formation avec les nouvelles exigences de rationalité et de performance qu'implique un monde en transformation rapide, en fut incontestablement un principe directeur.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que l'accord d'association avec l'Unesco apporte, à travers le PARE, un appui technique remarquable à la réforme de l'éducation en Algérie. Cet accord montre à quel point le gouvernement algérien semble maintenant avoir correctement mentalisé l'impératif de restructuration de son système d'enseignement selon les nouvelles exigences scientifiques et technologiques du nouveau siècle.

Le Ministre algérien de l'Education nationale le rappelle d'ailleurs fort bien. Il semble donc qu'avec l'avènement de ce programme de l'Unesco, le gouvernement algérien marque avant tout sa détermination à « mondialiser » un système d'éducation et de formation qui était resté jusque-là replié sur lui-même.

Il est donc heureux de constater que l'époque où l'Ecole pouvait encore avoir, comme l'écrivait J .C. Passeron (1986), une «*fonction de légitimation symbolique de l'ordre social*»¹ soit aujourd'hui définitivement révolue.

Car, bien qu'elle se soit engagée dans des conditions difficiles de crise politique et sociale, il faut bien reconnaître maintenant que la démocratisation de la vie sociale en Algérie s'est également

¹ J. C. Passeron : Hegel ou le passager clandestin, la reproduction sociale et l'histoire, Esprit, n° 15, Juin 1986.

assortie d'une liberté d'expression et d'opinion qui permet à tous les acteurs du secteur de l'éducation de participer de toutes les façons possibles (y compris par la protestation syndicale) à la définition des objectifs de l'Ecole. C'est sans doute ce qui explique que depuis 2002, année de mise en œuvre effective de la réforme, les stigmates idéologiques de la pédagogie furent totalement expurgés du livre et du manuel scolaires qui retrouvent ainsi leur fonction originelle d'instruments didactiques du savoir universel.

Le fait est que malgré le caractère parfois prudent des transformations engagées, traduisant de temps à autre la persistance des anciennes ambivalences idéologiques du pouvoir politique, la réforme de l'éducation en Algérie semble avoir maintenant atteint un niveau d'application appréciable. Il faut l'encourager à aller encore plus vite et plus loin ainsi que, pour sa part, l'Unesco s'y attelle résolument.

Il est d'ailleurs légitime de dire, pour terminer, que c'est le constat d'un début de transformation qualitative de l'Ecole algérienne. Il faut espérer que l'exemple sera suivi et qu'il y'en aura d'autres.

C'est sans doute parce que l'Etat algérien avait fini par prendre la mesure de cette situation qu'il s'emploie à présent à extirper le politique de l'Ecole en organisant lui-même, à travers la Commission nationale de réforme de l'éducation, le premier débat démocratique sur l'éducation, qu'il montre depuis l'année 2000 à construire un nouveau système éducatif ouvert sur le monde et structuré autour des valeurs de la modernité intellectuelle et sociale.

La CNRSE : La commission nationale de réforme du système éducatif¹

La commission nationale de réforme du système éducatif a été installée sous l'autorité du président de la république le 13 mai 2000 ; ses membres (voir annexe2) sont désignés par le président, en

¹ Journal officiel de la république Algérienne n°27 du 06 Safar 1421/10 mai 2000.

raison de leur compétence, expérience et de l'intérêt qu'ils portent au système d'éducation et de formation.

La présidence de la commission est assurée par une personnalité nationale nommée par le président de la république ; il est assisté par quatre vice-présidents nommés dans les mêmes conditions

Le président de la commission assure l'animation et la coordination des travaux de la commission et il représente la commission auprès des autorités

Ses missions

La commission est chargée d'abord de procéder à une évaluation du système éducatif en place et d'établir un diagnostic de tous ses éléments constitutifs, afin d'étudier en fonction de cette évaluation, une réforme complète du système éducatif

- Ensuite de proposer un projet définissant les éléments d'une nouvelle politique éducatif.
- la commission a un délai de neuf mois à compter de la date de son installation pour présenter le rapport général de ses travaux qui servira de base à la refonte du système éducatif.
- Pour sa mission la commission étudiera et proposera les mesures urgentes et applicable de la rentrée scolaire qui suit sont installation.
- La commission est habilitée à :

*Demander aux administrations et organismes publics, tous documents ou autres, relatifs au système éducatif, dans le cadre de l'accomplissement de sa mission.

*Recevoir toutes études en rapport avec ses missions.

*Entendre toutes personnes présentant un intérêt pour la conduite de ses travaux.

*Faire appel à des experts et consultants nationaux ou étrangers ou relevant d'organisations internationales pour l'éclairer dans ses travaux.

3- Les langues en Algérie

L'Algérie, depuis sa conquête en 1830, a été administrée dans la langue française, et ceci jusqu'à son indépendance en 1962. Son système d'enseignement en langue arabe (à base notamment d'écoles coraniques) a été fortement minimisé durant la colonisation. Toutefois les langues parlées (arabes et berbères) se sont maintenues durant toute cette période. De ce fait en 1962, lors de l'accession à l'indépendance, selon Gilbert Grandguillaume, l'Algérie est un pays multilingue comportant quatre langues ¹ :

1) *La langue arabe dite classique ou coranique*, essentiellement écrite, mais peu diffusée du fait de sa mise à l'écart par le régime de colonisation. Elle est considérée principalement comme la langue de l'islam, valeur refuge durant la colonisation.

2) *La langue française* est la langue dominante, dans laquelle ont été formés les fonctionnaires, et qui est majoritairement enseignée dans les écoles. A l'indépendance le taux de scolarisation est faible, mais son extension va entraîner une diffusion massive de la langue française. Elle est aussi la langue de l'économie.

3) *La langue arabe parlée*, dite arabe dialectal, est la langue maternelle de la majorité de la population. Langue de la vie quotidienne, son utilisation à l'écrit est condamnée par les Etats arabes (Congrès de Tripoli, 1975) comme attentatoire à l'unité arabe – elle est différente selon les régions - , et de fait aucun Etat arabe ne le fait. L'Algérie a adopté ce point de vue.

4) *La langue berbère* est la langue maternelle d'une minorité importante de la population, principalement utilisée en Kabylie, dans les Aurès et dans le M'zab. Elle est essentiellement orale et elle ne peut être fusionnée ni avec l'arabe classique ni avec l'arabe parlé.

¹ Gilbert Grandguillaume, Arabisation et politique linguistique au Maghreb, Paris, Maisonneuve et Larose, 1983, et "Les enjeux de la question des langues en Algérie", in Les langues de la Méditerranée, R.Bistolfi dir. Paris, L'Harmattan, 2003, p.141-165. Autres publications sur mon site internet : <http://grandguillaume.free.fr>

En 1962, il y a donc deux langues écrites en Algérie, le français, en position majoritaire, et l'arabe, relégué dans des usages religieux. C'est cette langue arabe, modernisée et adaptée à des usages profanes, qui sera la langue de l'arabisation : elle est dans ce cas nommée *arabe moderne* ou *arabe standard* et son aire d'extension est l'ensemble du monde arabe.

3.1. La réforme linguistique

A partir de 1962, le gouvernement algérien va mettre progressivement en œuvre une réforme linguistique tendant à réintroduire la langue arabe moderne dans l'enseignement, l'administration et l'environnement public. Cette réforme répond à une triple motivation :

-L'arabe représente la face culturelle de l'indépendance : la langue française étant la langue du colonisateur et ayant été imposée, il paraît naturel de la remplacer par la langue arabe. Celle-ci devra donc la remplacer dans tous ses usages, dans l'enseignement, l'administration et l'environnement : tel sera l'objectif de la décision d'arabisation.

-L'arabe est la langue de l'islam : l'islam a été la valeur refuge durant la colonisation, quand l'Algérie n'avait pas conservé d'identité propre. De ce fait il existe chez les dirigeants et dans la population une volonté de restaurer à la fois l'arabe et l'islam.

-L'arabe est la langue de la nation arabe : ayant été longuement francisée, l'Algérie veut souligner son appartenance au monde arabe dont elle a reçu l'appui durant la guerre de libération.

3.2. L'arabisation dans l'enseignement

Jusqu'aux années 70 dans le primaire et 80 dans le secondaire, les établissements scolaires ont juxtaposé des sections bilingues et des sections arabisées, ayant chacune leurs enseignants, et leurs méthodes. Des enseignants européens ont longtemps côtoyé des enseignants des pays arabes. De cette confrontation de méthode et de programme a découlé une préférence des parents pour les

sections bilingues et une certaine dévalorisation de l'arabisation¹. Ceci d'autant plus que le secteur économique, et administratif en grande partie, reposait toujours sur la langue française. Les enseignants algériens, devenus peu à peu majoritaires, se divisaient en arabophones et francophones, reproduisant le schème d'une opposition entre un système moderne et un système archaïque. Le secteur bilingue s'est restreint du fait des décisions d'arabisation prises par les autorités, et par l'interruption de la formation de professeurs de français à la fin des années 80. De ce fait dans certaines régions, les enseignements de français prévus au programme n'étaient plus assurés. Dans les années 80, l'enseignement était devenu en grande partie monolingue.

Ce monolinguisme a entraîné un conservatisme pédagogique : avec l'arabe a été introduite par contagion la prédominance de la mémorisation, sur le modèle des écoles coraniques traditionnelles, dont le but était de faire apprendre le Coran par cœur. C'est ce que confirme M. Benramdane : « Le plus grave, c'est la conception même du dispositif pédagogique mis en place par les responsables et concepteurs. Il est fondé sur la mémorisation-restitution des connaissances. Les élèves algériens passent leur temps à apprendre par cœur. Cette aptitude est la caractéristique fondamentale de la méthode traditionnelle, laquelle méthode s'accommode très bien du maintien de l'ordre établi aux dépens de la pensée rationnelle. »²

4- L'influence du colonialisme dans les représentations des Algériens

Le français, comment peut-on qualifier cette langue ? Langue seconde ? Ou bien langue étrangère ? Il serait difficile de trouver un titre qui lui va à la perfection et qui la libérera de ce mystère qui la séquestre. Langue des colons, certainement, puisqu'elle a été introduite grâce à eux en 1830, langue seconde peut être, parce qu'elle a très bien réussi son intrusion dans le quotidien des Algériens. Langue étrangère, évidemment, puisqu'elle vient d'ailleurs, aux allures élégantes. Mais ce qu'il faut

¹ Gilbert Grandguillaume, Arabisation et politique linguistique au Maghreb, Paris, Maisonneuve et Larose, 1983, et "Les enjeux de la question des langues en Algérie", in Les langues de la Méditerranée, R. Bistolfi dir. Paris, L'Harmattan, 2003, p.141-165. Autres publications sur mon site internet : <http://grandguillaume.free.fr>

² Farid Benramdane, « Ecole contre nation : la preuve par neuf », Le Matin du 7/02/2002

savoir est que l'Algérien à l'époque coloniale était obligé d'apprendre cette langue et par crainte et par soucis d'intégrer ce qui représente pour lui la langue du peuple civilisé, le détenteur du savoir, de la culture et de l'information ; la langue du dominant qui séduit éternellement le dominé. Mais la question qui s'impose dans ce contexte est : est-ce que la langue française a été l'un des facteurs majeurs dans la décadence de la culture arabo-musulmane en Algérie, c'est une idée qui cache d'autres et engendre d'autres questions : la colonisation romaine, l'occupation byzantine, la conquête arabe... sont elles aussi la cause de l'anéantissement de la culture berbère ? Et le peuple Algérien est-il vraiment un peuple dépersonnalisé et acculturé ?

Toutes ces questions font partie des représentations que l'Algérien se pose sur l'origine de sa langue (l'algérien), son évolution et son développement. En effet, l'algérien d'une part pense que le français est la langue des colons, instaurée pendant la période coloniale, par la violence et contre la langue Arabe (qui était avant l'occupation langue de l'école algérienne, langue des institutions juridiques et religieuses...) ; d'autre part, il se voit obliger d'accepter cette héritage qui fait désormais partis de son acquis linguistique autant que l'Arabe et le Berbère. L'algérien cultivé en fin de compte se retrouve au bout du chemin avec plusieurs langues (Arabe, Français, Berbère, Anglais, ...) et surtout avec des représentations plus ou moins hétérogènes, puisque le contact entre plusieurs langues coexistantes au sein de notre société a donné naissance à une situation de diglossie qui «*existe non seulement dans la société multilingues qui reconnaissent officiellement plusieurs langues, non seulement dans les sociétés qui utilisent à la fois des variétés dites vulgaires et d'autres classiques, mais aussi dans les sociétés qui emploient différents dialectes ou registres, diverses variétés linguistiques fonctionnellement différenciées pour l'un ou l'autre motif*»¹. Aussi, il ne faut pas négliger l'inégalité du statut des langues en présence mise en évidence par les attitudes que les locuteurs ont à l'égard de ces différentes langues, les jugements qu'ils émettent et les modèles qu'ils associent à leurs usages. Ainsi, on remarquera que la conscience de l'Algérien

¹ GUMPERZ J.J., Sociolinguistique, Le bilinguisme social : Stable et de transition.-Paris, 1986.

englobe une multitude de langues, d'identités et de cultures qui coexistent, s'interpénètrent et permettent à différentes communautés d'exister comme le précise Grandguillaume ¹:

a- La communauté arabophone : les conservateurs de cette langue revendiquent l'Arabe et rejettent tout ce qui vient de l'extérieure (occident). La langue française symbolise pour eux la colonisation avec tous son poids négatif.

b- La communauté berbérophone : un groupe intellectuel qui revendique le statut de leur langue par opposition à l'Arabe classique. On parle dans ce cadre de revendication identitaire, l'exemple vivant dans notre société algérienne est démontré par la communauté Kabyle.

c- La communauté francophone : un groupe intellectuelle qui accuse les arabisants d'être fermés sur eux mêmes. Ils revendiquent à leur tour l'ouverture vers la mondialisation par le biais du bilinguisme et pourquoi pas le plurilinguisme qui ne peut exister que si cette langue étrangère existe.

Ainsi, on peut dire que les changements que l'Algérien a subi avant même le colonialisme français lui a permis non seulement de façonner des représentations et d'orienter ses attitudes et ses comportements, plus encore sa langue (l'algérien) dispose d'une panoplie de terrains diversifiés, ainsi que sa culture et son identité.

5- Le statut du F.L.E en Algérie

En Algérie, le français est désigné comme une langue étrangère à statut particulier, une langue scientifique et technique, une langue fonctionnelle. Cette diversité terminologique traduit la

¹ Gilbert Grandguillaume, Arabisation et politique linguistique au Maghreb, Paris, Maisonneuve et Larose, 1983, et "Les enjeux de la question des langues en Algérie", in Les langues de la Méditerranée, R.Bistolfi dir. Paris, L'Harmattan, 2003, p.141-165. Autres publications sur mon site internet : <http://grandguillaume.free.fr>

difficulté à donner au français un statut bien défini et déterminer la place qu'il occupe dans la réalité linguistique algérienne. Cette difficulté tient, selon DALILA MORSLY¹, à deux types de causes :

a- A un niveau symbolique, la langue a pris place pendant la période coloniale par le biais de la violence et contre la langue Arabe, qui représentée pour les Algériens une identité arabo-musulmane. La langue du colonisateur a usurpé son statut de la langue officielle aux dépend de la langue Arabe.

b- A un niveau plus objectif, il faut savoir et reconnaître que la difficulté est réelle.

La situation sociolinguistique en Algérie est en plein dynamisme, car l'arabisation a touché non seulement les cursus scolaires et universitaires mais aussi les institutions administratives et juridiques, ce qui a engendré une expansion progressive de l'arabe et un recul du français sans oublier la revalorisation des langues maternelles telles que les l'arabe dialectale et le berbère qui ont contribué eux aussi à ce recul. Mais pour arriver à cerner les pratiques langagières des locuteurs Algériens en langue française et leurs comportements communicatifs, il faut d'abord connaître les lieux et les modes d'intervention du français, tant au niveau institutionnel qu'au niveau des locuteurs pour arriver enfin à confronter cette réalité, avec les différents statuts affectés au F.L.E par le discours institutionnel.

Le français est présenté à des degrés divers, dans l'ensemble des cursus scolaires et universitaires. Au lendemain de l'indépendance, le français est enseigné dès la seconde année du primaire, son enseignement a progressivement été reporté à la troisième année, puis avec l'école fondamentale, il a terminé en quatrième année. Au niveau de l'enseignement secondaire, il intervient dans les matières scientifiques et les sections dites d'abord bilingues puis transitoires (sections non encore entièrement arabisées). Dans l'enseignement supérieur, il sert dans les sciences humaines ou

¹Dalila Morsly., La langue étrangère : Réflexion sur le statut de la langue française en Algérie. Français dans le monde.- 1983. Université d'Alger.-pp.22-23.

sociales, de langue de travail ouvrant l'accès à la documentation scientifique et technique, mais au niveau de la post-graduation, l'enseignement en français est toujours maintenu.

Néanmoins, la présence du français demeure importante dans les médias tels que : le journal télévisé, la majorité des films étrangers, de nombreux documentaires, la radio, dans la presse écrite, ainsi que la production littéraires de langue française qui a diminué au lendemain de l'indépendance avec l'apparition de la littérature de langue Arabe sans pour autant disparaître. Par ailleurs, la production universitaire et scientifique reste majoritairement en français.

Bien que nous ne disposons pas d'enquêtes sociolinguistiques permettant de déterminer le rôle respectif de chacune des langues parlées en Algérie, des enquêtes partielles ont été menées par des étudiants et des chercheurs et qui ont donné une idée de la place que prend le français dans la pratique linguistique des Algériens ; si on prend l'exemple des apprenants Algériens en milieu scolaire, on remarquera que pour la majorité la langue française n'est jamais leur langue maternelle et son usage en milieu familial est assez restreint, ces mêmes élèves déclarent lire et suivre les émissions de télévision et de radio aussi bien en Arabe qu'en Français, ce qui implique évidemment un comportement bilingue, trilingue ou plurilingue puisque le locuteur Algérien peut bénéficier dans son répertoire de plusieurs langue ou variétés de langues. On relève constamment ce passage, avec dominante selon les locuteurs ou les situations de communications, de l'une ou l'autre langue (de l'Arabe ou du Berbère au Français, du Français à l'Arabe ou au Berbère et bien entendu du Berbère à l'Arabe et vice versa chez les locuteurs berbérophones).

Cet état s'explique, par l'histoire linguistique de l'Algérie qui est l'histoire d'une longue cohabitation entre le français et l'arabe, entre le français et le berbère, mais aussi par les effets de la scolarisation massive.

La conclusion

Depuis plus d'une décennie, l'Algérie connaît une période de rapide transformation politique, économique et sociale; une transformation qui se caractérise par un processus de démocratisation, une transition d'une économie planifiée vers une économie de marché, ainsi que par une consolidation de l'identité nationale à travers une intégration officielle de la culture et de la langue Amazigh. Dans ce contexte, le système éducatif dans son ensemble est appelé à changer. Contenus et méthodes inadaptés, faible taux de réussite au baccalauréat, taux élevés de déperdition scolaire, pression de la demande au niveau de l'enseignement supérieur avec un effectif scolaire dépassant les huit millions d'élèves soit un quart de la population totale, chômage croissant de la population active jeune sont autant de symptômes qui requièrent une réforme du système éducatif dans un contexte de mondialisation économique et d'accélération du progrès technologique.

Afin de faire face à ces défis, l'Assemblée Nationale Populaire a voté la réforme du système éducatif en juillet 2002, visant à une mutation qualitative de son système d'enseignement afin de mieux répondre aux nécessités de la préparation des jeunes à un nouveau contexte de participation civique, sociale et économique.. En dehors d'ajustements et de modifications ponctuels, les programmes scolaires n'ont pas été révisés depuis 25 ans. La nécessité ressentie au début des années 1990 de réformer les programmes scolaires afin d'accompagner les importants changements sociaux a dû être reportée à cause de la situation d'instabilité qui a marqué cette période difficile de l'histoire de l'Algérie. Par conséquent, la refonte du système éducatif a été initiée en 2002 dans un climat de bouillonnement et de conflit suite à la place conféré aux langues en générale et à la langue française en particulier dans cette réforme et c'est ce qui va faire l'objet de notre étude dans le chapitre suivant.

La partie pratique

Le quatrième chapitre :

*La présentation et l'étude typologique du
corpus*

L'introduction

Les questions de langue sont partout un sujet d'intérêt médiatique. Les journalistes savent bien que lorsqu'il n'y a pas de guerres ou de sujets croustillants à se mettre sous la dent, on peut se rabattre sur un sujet linguistique.

Pourquoi ce sujet a-t-il cette importance ? Pourquoi les questions linguistiques sont-elles si problématiques? Parce que la langue est liée étroitement à ce qu'il y a de plus intime en nous :

-Notre pensée : comme être humain, nous naissons avec l'aptitude à maîtriser la fonction symbolique, la capacité à apprendre des signes définis à partir de d'autres signes plutôt que par référence à une situation matérielle. La langue (incluant le langage gestuel) est le moyen le plus puissant pour développer cette aptitude. Si le langage possède des aires de traitement qui lui sont propres, c'est que le rôle du langage n'est pas celui d'un simple code, comme plusieurs semblent le croire. Pensée et langage sont étroitement liés.

-Notre identité personnelle : Pour apprendre à parler, il faut se mettre à la place de l'autre. La langue, c'est l'autre en nous.

-Notre identité collective : La langue permet de pousser à l'extrême les relations sociales.

Notre travail se base sur la réforme de l'école et les représentations dans les écrits de presse durant la travail de la CNRSE où la langue française a pris une grande part, pendant plusieurs mois, cette information a défrayé la chronique nationale, réactivant les vieux débats «pour ou contre le français» et ramenant sur le devant de la scène les associations et les partis politiques conservateurs et le mouvement francophone dans la même vague.

La couverture médiatique du travail de la CNRSE peut se découper en différentes phases ; avant, après et pendant le travail de la commission et c'est cette dernière phase qui fait le sujet de notre étude.

La présentation du corpus

L'étude quantitative/ qualitative

Cette période fut très marquée par une fracassante vague médiatique, qui a alimentée durant longtemps nombre de discussions et de conflits entre partisans du français comme première langue étrangère et ses opposants.

Dans cette étude nous allons présenter les résultats des articles collectés, pendant cette période (entre mai 2000 et juin 2001), où le débat a fait rage, des quatre quotidiens choisis (El Moudjahid, Le Quotidien D'Oran, El Khabar, El Djoumhouria) qui sont au nombre de 115 articles dont 77 font référence à ce qui nous intéresse, voire la place de la langue arabe et la langue française dans le système éducatif, avec la nouvelle réforme en cours, et le conflit qui en a résulté. Nous allons reprendre deux thèmes, pour et contre l'enseignement du français comme première LE, afin des les analyser d'un point de vue quantitatif et qualitatif, car nous avons relevé particulièrement l'afflux de deux tendances vis-à-vis de la réforme. C'est ce que montrent clairement les tableaux et les graphiques ci-dessous.

Parmi les 77 articles collectés pour notre travail et comme le montre les tableaux et les graphes ci-dessous, on trouve :

-39articles dans le Quotidiens d'Oran journal privé d'expression française dont 20 sont en faveur du travail de la commission ce qui fait 51% et seulement 11 articles qui expriment l'opposition donc 28 % du totale des articles collectés parus dans ce journal et le reste des articles au nombre de 08 articles (21%) rendent compte des deux tendances et expriment une certaine neutralité.

Le tableau n°01 : les articles du Quotidien D'Oran

Titre du journal	Titre des articles	Date de l'article
Le quotidien D'Oran	Une commission pour faire l'école.	14 mai 2000
	L'école en déshérence.	18 mai 2000
	La langue arabe, selon le mouvement de Nahnah.	20 mai 2000
	Le "Réformisme" contre la réforme de Bouteflika.	03 juin 2000
	L'embarras du FLN.	06 juin 2000
	Langues, intérêts et chimères.	12 juin 2000
	Réquisitoire contre la francophonie.	17 juin 2000
	Djabballah, l'oppositionnisme et les "franco-laïcs "	// // //
	Jonction en attente.	16 juil. 2000
	La réforme de l'école en question.	20 sept 2000
	Il faut dépolitiser l'école.	27 sept 2000
	L'école de toutes les chimères.	02 oct 2000
	L'école de toutes les chimères.	03 oct 2000
	Les raisons d'une mutation.	07 oct 2000
	L'école de la deuxième chance.	26 oct 2000
	Cacophonie dans la commission de réforme de l'éducation.	29 oct 2000
	Quelle place pour les langues étrangères.	27 nov 2000
	Réforme du système éducatif: Fin de mission pour la commission.	10 jan 2001
	Les langues étrangères selon Bouteflika.	13 jan 2001
	Les défenseurs de la langue arabe s'insurgent contre Bouteflika.	23 jan 2001
	Fin de mission le 15 février.	// // //
	L'enseignement des langues étrangères dans le système éducatif.	24 jan 2001
	Benflis revient sur l'enseignement des langues.	29 jan 2001
	En attendant... la réforme éclairée.	01 fev 2001
	L'école fondamentale, c'est fini.	07 fev 2001
	Les menaces du FLN.	11 fev 2001
	Dernier examen pour les textes de la nouvelle école.	14 mars 2001
	Le système éducatif en question.	// // //
	Le système éducatif en question.	15 mars 2001
	L'ombre de la réforme: l'école de la discorde.	17 mars 2001
	Le système éducatif en question.	// // //
	Le système éducatif en question.	18 mars 2001
	Bouteflika et la réforme du système éducatif.	19 mars 2001
	Education: La refonte de l'école, c'est bien mais...	31 mars 2001
	Une commission et des interrogations.	15 avril 2001
	Retour sur l'école et les langues.	17 avril 2001
	Djabballah revient à la charge.	21 avril 2001
	La copie de Benmohamed recueille 20000 signatures.	23 avril 2001
	Un otage nommé école.	26 avril 2001

-8 articles dans El Moudjahid journal public dont la majorité sont en faveur de cette nouvelle réforme et soutiennent le travail de la commission voire 6 articles en faveur ce qui fait 75%.

Le tableau n°02 : les articles d'El Moudjahid

Titre du journal	Titres des articles	Date de l'article
El Moudjahid	Pour une école ouverte sur l'universel	29mai2000
	Education nationale en force	07juin2000
	L'école face aux nouveaux défis	22juin 2000
	L'école au premier rang des projets du président	13 juil 2000
	Le soleil domine les débats	15sept2000
	l'élite des langues	18oct2000
	Nous sommes arabes et personne ne réussira à nous complexer	17jan2001
	Le discours du président Bouteflika	27 fév. 2001

-10 articles dans El Djoumhouria journal public d'expression arabe, dans ce journal on trouve une égalité 03 articles (30%) rendent compte de l'opposition et 03 autres (30%) expriment un soutien au travail de la CNRSE et le reste 04 articles rendent compte du conflit sans prendre position.

Le tableau n°03 : les articles d'El Djoumhouria

Titre du journal	Titres des articles	Date de l'article
الجمهورية El Djoumhouria	مدرسة الحظ الثاني	08nov2000
	التعددية اللغوية فح جديد	19 nov2000
	الرئيس يرافع مجددا لصالح اللغات الأجنبية: اللغة	27fev2001
	ليست تجارة سياسية	
	إصلاح المنظومة التربوية. نحو المصادقة على مشروع التقرير النهائي	08 mar2001
	اللجنة الوطنية لإصلاح المنظومة التربوية تعرض تقريرها اليوم: جدال لغوي يسبق بدء النقاش	14 mar2001
	لا سياسة في التعليم	17avril2000
	التأكيد على البعد التاريخي و العلمي	29 avril2001
	المدرسة الجزائرية بريئة	15mai2001
	لا للفرنسة... لا للتعليم الخاص	16juin2001

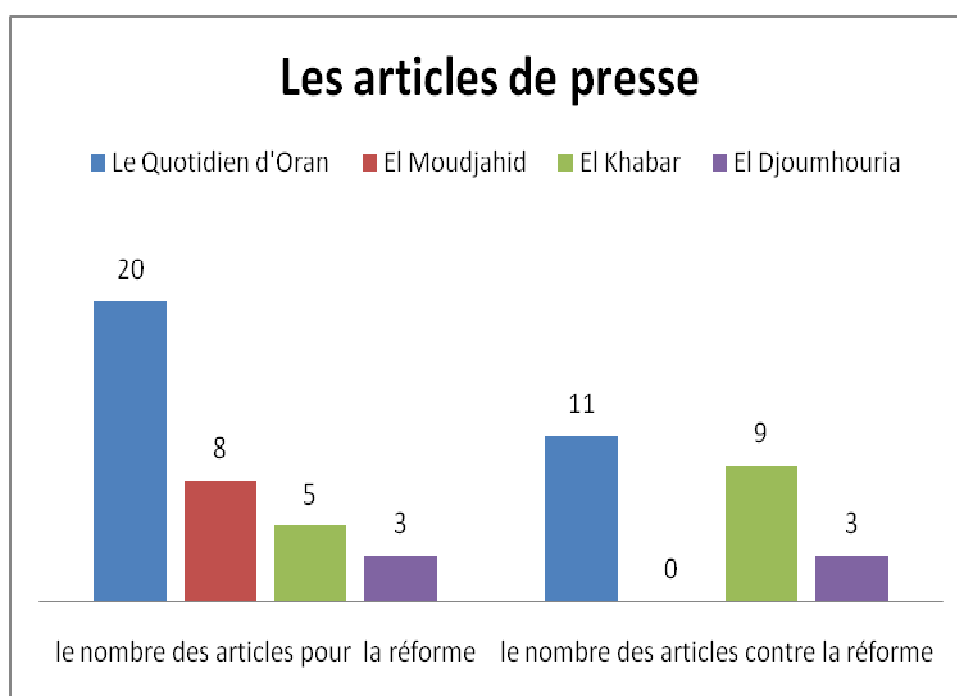
-20 articles dans El Khabar, journal privé d'expression arabe dont 09 articles (45%) expriment une opposition manifeste au travail de la commission et 05 articles (25%) l'opinion opposée, et les 06 articles restant rendent compte du conflit sans prendre position.

Le tableau n°04 : les articles d'El Khabar

Titre du journal	Titres des articles	Date de l'article
الخبر El Khabar	أصحاب العقد الوطني ليسوا للمهمة	03juin2000
	قيادة حمس تنتقد بوتفليقة من وهران	17juin2000
	إصلاح المنظومة التربوية بين جمهورية "سعدي" و عروبة "نحناح"	24juin2000
	جاب الله من عنابة: التيار الأستئصالي باشر في كسر الطابوهات	// // //
	بوتفليقة يغير رئيس لجنة إصلاح المنظومة التربوية	07oct2000
	تسييس المدرسة وراء نكبتها	18oct2000
	السياسات العربية وراء نكسة اللغة العربية	08nov 2000
	المنظومة التربوية العربية كرسست الهيمنة الغربية	09 nov 2000
	اللغة هي الهوية..فأما أن تكون عربيا أو لا تكون	11 nov 2000
	مع العولمة لا مكان للثقافة العربية ما لم تصبح فاعلة	14 nov 2000
	اللغة الفرنسية أقرب إلينا	23 jan 2001
	أحزاب في الائتلاف تحذر لجنة إصلاح المنظومة التربوية	24jan 2001
	الخلافات و الضغوط تعرقل إصلاح المنظومة التربوية	26 jan 2001
	مشاكل لجنة إصلاح المنظومة التربوية تزداد تفاقما	27jan 2001
	الشاعر عمر البرناوي : أنا غاضب من بن زاغو	01 fev 2001
	اللغة ليست هي المشكلة	07fev 2001
	هل يقتصر الخلاف على اللغات؟	08 fev 2001
	اللغة العربية تمر بمخاض عسير	15 fev 2001
	بوتفليقة يحذر طرفي الصراع في لجنة بن زاغو و يؤكد: "تعلم الانجليزية أولوية"	27 fev 2001
	جاب الله يرفض تقرير لجنة بن زاغو	07avril 2001

Tableau n°05 : Les tendances des articles en nombre

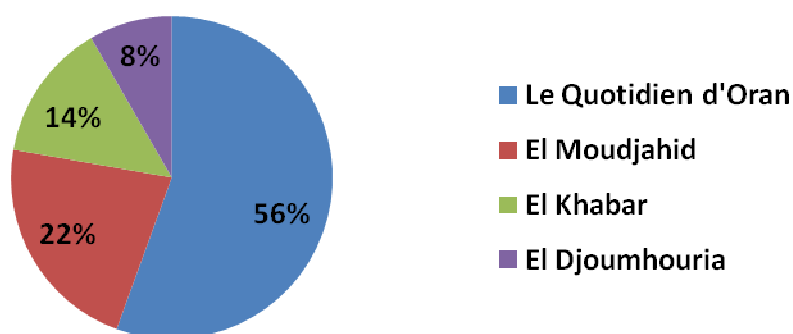
les journaux	le nombre des articles pour la réforme	le nombre des articles contre la réforme	le nombre total
Le Quotidien d'Oran	20	11	31/39
El Moudjahid	8	0	08/08
El Khabar	5	9	14/20
El Djoumhouria	3	3	06/10
Total	36	23	50/77



Graphique n°01 : Les tendances des articles en nombre

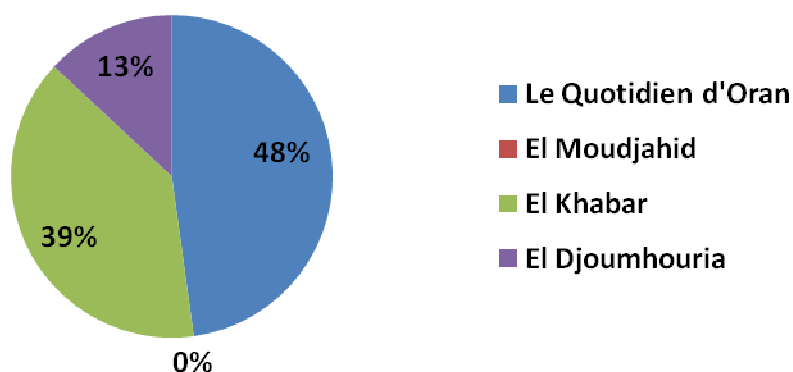
Comme le montre le tableau n°05 et la représentation graphique n°01, qui représentent les tendances des articles en nombre, que dans les journaux francophones « Le Quotidien d'Oran » et « El Moudjahid », on retrouve plus d'articles pour la réforme que contre la réforme par contre dans le journal « El Khabar » c'est tout à fait le contraire le nombre des articles contre et plus important que ceux pour la réforme et pour le journal arabophone « El Djoumhouria » le nombre des articles pour et contre la réforme est analogue. Le tableau (05) nous montre clairement que le nombre des articles pour la réforme est supérieur à celui des articles contre la réforme qui est de 36 articles contre 23.

Le pourcentages des articles pour la réforme



Graphique n°02 : Pourcentage des articles pour la réforme

Le pourcentage des articles contre la réforme



Graphique n°03 : Pourcentage des articles contre la réforme

Ce qu'on remarque à partir des représentations graphiques ci-dessus, qui représentent les articles collectés, que les journaux privés ont plus couvert l'événement (dés le lendemain du début du travail de la commission de la réforme qui a commencé son travail le 13 mai 2000), que les journaux publics et encore plus dans les journaux en langue française qu'en langue arabe. La presse écrite francophone est très répandue est lue par beaucoup d'algériens, mais ceci ne diminue en rien l'existence massive de la presse arabe et son large lectorat. Mais les positions restent divisées.

La typologie des discours journalistique

Il aurait été possible dans notre recherche de consacrer l'étude du discours de la presse écrite à une approche purement linguistique du langage où la stratégie discursive, une séquence de l'acte de langage, qui, à l'aide d'un ensemble d'opérateurs, vise à construire un certain type de situation discursive. L'énoncé interrogatif, la cause, la réfutation de la cause, le démenti, la négation polémique, l'hypothèse, le refus, la justification, la métaphore, etc. sont autant de stratégies discursives. Et par là même, démontrer dans le discours le principe de la cohérence et de la cohésion. Mais ce n'est pas seulement ce que nous visons, nous nous intéressons aussi à l'aspect sociolinguistique qui se rapporte aux représentations de la langue nationale et les langues étrangères dans la société algérienne et qui porte sur les enjeux socioculturels et politiques de la réforme.

Et cela à partir des articles collectés et où nous avons choisis des exemples pour illustrer notre typologie, et le choix était basé sur la redondance du thème dans les articles selon la position du journaliste ou les personnalités en présence. On a analysé les articles selon la typologie discursive de Charaudeau :

.1. La suractualité

D'après Charaudeau¹ deux procédés discursifs transforment l'actualité événementielle en « suractualité » en produisant des effets déformants.

Le procédé de focalisation qui consiste à amener un événement sur le devant de la scène. Il produit un effet de grossissement. Par ce procédé la réforme de l'école et l'école elle-même est mise en exergue, et le conflit entre deux tendances sur la langue à enseigner en deuxième année primaire du même coup envahit le champ de l'information donnant l'impression qu'il est le seul digne d'intérêt. Car l'école demeure la question magistrale qui occupe le quotidien et les médias algériens, ce qui justifie que le propos qu'elle livre soit obligatoirement digne d'intérêt, c'est-à-

¹ Patrick Charaudeau, « Discours journalistique et positionnements énonciatifs. Frontières et dérives », *Semen*, 22, Énonciation et responsabilité dans les médias, 2006, [En ligne], mis en ligne le 1 mai 2007.

dire : pertinent. On retrouve là le principe d'intentionnalité amené par les personnalités en présence dans ce conflit (hommes politiques, intellectuels et les journalistes eux même). Dans la communication médiatique, le sujet qui informe étant légitimé par avance, le propos véhiculé prend encore plus d'importance au point de faire oublier d'autres nouvelles possibles. C'est assez clair en voyant le nombre d'articles qui parlent de l'école et de la réforme pendant la période du travail de la CNRSE et seulement dans quatre quotidiens algériens ; qui sont au nombre de 115 articles, ce qui fait que pendant cette période les médias étaient focalisés sur l'école et tout ce qui la concerne ; cette focalisation fait que le sujet est sur le devant de la scène des médias .

Le procédé de répétition qui consiste à passer une même information en boucle d'un bulletin d'information à l'autre, d'un journal télévisé à l'autre, d'un journal à l'autre et d'un jour à l'autre. Cette information, répétée de la même façon ou avec des variantes, produit un effet de réification : la nouvelle prend une existence en soi, se trouve par là même authentifiée, se fige et donc s'inscrit de façon indélébile dans la mémoire. A preuve que ce sont ces nouvelles qui sont ensuite le plus facilement colportées dans les conversations ordinaires, se transformant parfois en rumeur. Cette forme pléonastique si décriée dans le modèle scolaire du bien écrire est pourtant bien utile dans une perspective de persuasion : elle « essentialise » le propos tenu et ce faisant paralyse à l'avance toute possibilité de contestation.

Selon Charaudeau la répétition joue un rôle considérable dans le processus de manipulation dont la mesure ou elle est utilisée comme principale ressource pour convaincre.

Ce procédé crée un sentiment d'évidence ce qui paraît étrange et sans fondement parce que non argumenté finit par paraître acceptable puis normal, au fil des répétitions. Cette technique crée l'impression que ce qui est dit et répété à quelque part été argumenté.

Dans un processus de communication, tout acte visant à convaincre en général, suppose un message, c'est-à-dire la mise en forme d'une opinion donnée. L'acte de convaincre n'est pas une

information sur ce que pense l'orateur ou l'auteur, c'est une mise en forme en vue de transformer le point de vue de l'auditoire ou du lecteur, de rendre une opinion acceptable alors qu'elle ne le serait pas autrement si elle était présentée de manière brute. Ce procédé est recensé comme étant manipulateur. C'est ce qu'utilisent les auteurs de ces articles pour convaincre le lecteur qu'ils soient journalistes, hommes politique ou intellectuels puisqu'ils utilisent tous la presse comme moyen de communication, ils emploient les procédés de conviction propres à la presse (argumentation, dramatisation, manipulation...)

« Mondialisation », « ouverture sur le monde », des termes dont usent les modernistes dans les articles pour convaincre le lecteur sur la nécessité d'un changement, cette redondance comme nous l'avons cité précédemment donne l'impression que ce qui a été dit est argumenté et crée un sentiment d'évidence et que la langue française et la langue de l'avenir, qui nous ouvre les portes de la mondialisation. Contrairement à ça les conservateurs parlent d' « occidentalisme », « déracinement », car ils considèrent que la langue française va nuire à l'apprentissage de la langue arabe.

.2. La surdramatisation

Selon Charaudeau la dramatisation est un processus de stratégie discursive qui consiste à toucher l'affect du destinataire. Un affect socialisé, ce pourquoi il est possible d'avoir recours à des procédés discursifs qui ont des chances d'avoir un certain impact sur le récepteur. Les médias en usent et abusent parce qu'il est le meilleur moyen de satisfaire l'enjeu de captation¹. On relèvera un cas de dramatisation particulièrement redondant dans la mise en scène médiatique des nouvelles du monde, celle de la triade victime/agresseur/sauveur. D'où trois types de discours : de victimisation, de portrait de l'ennemi, d'héroïsation, le tout obtenu par un procédé d'amalgame.

¹ Charaudeau P. [2001a] « La télévision fidèle à sa propre idéologie », in *La télévision et la guerre. Déformation ou construction de la réalité ?*, De Boeck-Ina, Louvain-la Neuve.p147

Le discours de victimisation met en scène toutes sortes de victimes : victimes présentées en grand nombre (pour compenser leur anonymat), ou victimes singulières différemment qualifiées : célèbres, ou innocentes, victimes du hasard ou de la fatalité, victimes de la logique de guerre ou victimes sacrificielles. Un tel discours est une invite de la part de l'énonciateur à partager la souffrance des autres, d'autant que celle-ci est rapportée soit par les victimes elles-mêmes, soit par des témoins extérieurs mais proches, et l'on sait que paroles de victimes et paroles de témoins sont indiscutables. Les lecteurs se trouvent alors dans la position de devoir entrer dans une relation compassionnelle, relation compassionnelle vis-à-vis des victimes mais qu'ils auraient en partage avec l'énonciateur. Les voilà donc encore soumis à l'énonciateur qui se fait le porteur d'une voix tiers¹ qui dit le devoir de compatir. Le destinataire est mis en lieu et place d'un otage, otage de l'assignation à s'émouvoir.

Comme il a déjà été dit, l'installation par le chef de l'Etat lui-même le 13 mai 2000 d'une Commission nationale de réforme du système éducatif, témoigne du caractère récurrent de cette problématique de l'école qu'une partie de l'élite intellectuelle nationale, relayée par un champ médiatique diversement inspiré, avait toujours décrite au moyen d'épithètes volontairement dramatiques : en « régression », « malade » .

La victime c'est « l'école », elle est devenue l'enjeu d'un conflit politique, entre les mains de ceux qui veulent « une école authentique » et ceux qui espèrent une école « ouverte à la mondialisation ». Entre conservateur et moderniste l'école est comme le dit l'article d'expression arabe « El Khabar » intitulé : " المدرسة ورقة في حساب التحالف الحكومي ". « *L'école est un billet au compte de la coalition gouvernementale.* »

¹ Charaudeau P. [2004] « Tiers, où es-tu ? », in *La voix cachée du tiers. Des non-dits du discours* L'Harmattan.

المدرسة ورقة في حسابات التحالف الحكومي

يبدو، من شبه المؤكد، أنها على علاقة مع ما بدأ يدور في صالونات السلطة من أن تغيير حكومة بن بيتور مسألة أيام فقط، لذلك راح حزب سعدي عبر بعض الدوائر يضغط للحصول على حقائب وزارية جديدة، وهو ما أدى إلى بروز نخوة لدى نحناح من تقلص "الكروطة" المخصصة، خاصة وأن العديد من الملاحظين سبق لهم أن أرتضحو أن الخاسر الأكبر في الحكومة الحالية هو حزب نحناح نظراً لهجوم الحقايب الوزارية ونوعيتها وهي التي لاتعكس وزن أحزاب التحالف داخل المجلس الشعبي الوطني.

ومن أجل الضغط للحصول على حقائب وزارية جديدة، يحاول كل طرف استعمال "إصلاح المدرسة" كورقة في الصراع، فنحناح يتحدث عن المحافظة على "كسب تهريب المنظومة التربوية"، وسعدي يبشر مناضليه - الذين لم يهضموا بعد مساندة لمسهى الرنام المدني - بأنه في الطريق رفقة بوتفليقة من أجل إيجاد "المدرسة الجمهورية"، وكل هذا في ساحة سياسية افتراضية لا تتحرك الا بمرور بعض المواعيد السياسية والانتخابية.

ب. أغريب

التي بعثت أبناءها لمزاولة الدراسة في باريس يوم إعلان المقاطعة المدرسية من قبل الأمسيين

وقد لبي دعوة نحناح في استنحاش هذا الملتقى، كل من وزير التربية الوطنية السابق علي بن محمد، ورئيس المجلس الشعبي الوطني الأسبق عبد العزيز بلخادم، ومليكة قريظو عضو في اللجنة الوطنية لإصلاح المنظومة التربوية، التي أكدت في تدفيلها على أن المدرسة الجزائرية القديمة لا تلقن الثقافة للتلميذ، ولا تعلمه سوى ستة ألوان و32 نمطا، لتمد المشاركين في هذا الملتقى بإيعمال "توصياتهم" وأنشغالاتهم التي مكثت اللجنة الوطنية لإصلاح المنظومة التربوية. وهو ما يعد نجاحا بالنسبة لنحناح في احتواء غضب قاعدته من تأثير مشروع الارسيدي علي الرئيس في ظل ما يشبه "السلبية" أو "التواطؤ" من قبل قيادة الحركة.

في حين، عبر بلخادم عن قناعته بأنه "لا يمكن إصلاح المنظومة التربوية دون الأخذ بعين الاعتبار الخطوط الحمراء الخاصة بكل مجتمع". وتعتبر خرجة نحناح أول أمس حلقة أخرى في الحرب الكلامية التي اندلعت بين الارسيدي وحسن، التي

دعا محفوظ نحناح رئيس حركة مجتمع السلم من وصفهم بـ "حراس اللغة العربية" للتحند بنية التصدي لمساوالتا تصريف المدرسة الجزائرية.

وجاءت دعوة نحناح هذه أول أمس في فندق السفير بالعاصمة في كلمته الافتتاحية لأشغال الملتقى الوطني الثاني لإصلاح المنظومة التربوية الذي نظمته حركته.

نحناح أكد في بداية كلمته على أنه "لم يأت لمنافسة أي أحد". وهو ما أراد من خلاله نفي ما تردد من محاولته إنشاء لجنة موازية للجنة إصلاح المنظومة التربوية التي أمسها الرئيس عبد العزيز بوتفليقة، رغم أن ذات اللجنة لم تسلم من انتقادات نحناح لتركيبتها، متساؤلا في ذات الوقت عن سر حل المجلس الأعلى للتربية - المنتخب ديمقراطيا كما قال - وتعيينه بلجنة مهينة.

وبلغة المنتقد لتوجهات الارسيدي، شريكه السياسي في حكومة أحمد بن بيتور، شدد نحناح على ضرورة تجنب "كسر كل الطابوهات" التي قد تؤدي الى فتح الحدود أمام "أنصار الغزو الثقافي"، خاصة وأن بعض الاطراف - كما أشار الى ذلك - "لا تخفي ارتباطها بفرنسا"، وهي "الاطراف

Monsieur Nahnah, le leader du HAMES, met l'école en position de victime, qu'il faut protéger contre l'occidentalisme et dans ce but il lance un appel à ceux qu'il nomme « les gardiens de la langue arabe » de se mobiliser pour affronter l' « occidentalisation de l'école algérienne » et parmi ces gardiens on nommera l'ex ministre de l'éducation Ali Benmohamed, qui prépare en parallèle du travail de la CNRSE un autre rapport pour le contrer, et a fait une pétition signée par vingt mille (20000) personnalités pour ajourner le travail de la CNRSE, car comme on le cite dans l'article, il est contre « la francisation du système éducatif », parmi ces personnalités on cite ; Abdallah Djabballah le leader du parti MSP l'un des plus fervents détracteurs de la commission ; le Docteur Taleb El Ibrahimy, qui, lui appelle pour l'école authentique, et avec bien d'autres personnalités encore qui militent contre la commission (CNRSE).

RÉFORME DU SYSTÈME ÉDUCATIF

La «copie» de Benmohamed recueille 20.000 signatures

F. Samir

Mais jusqu'où ira l'ex-ministre de l'Éducation ? Visiblement pas satisfait des procès médiatiques intentés à la commission de Benzaghoul, le Dr Benmohamed semble imprimer une nouvelle démarche à sa campagne de dénigrement contre les recommandations de la commission de réforme du système éducatif.

En effet, passé le stade de la promotion de sa «copie» via certains organes de la presse, une promotion couplée d'un véritable réquisitoire contre les «occidentalistes» de la commission Benzaghoul, l'ex-ministre de l'Éducation a fait lancer une pétition nationale pour, à la fois, contrer la «copie» de Benzaghoul et tenter de «vendre» sa «copie». Et ça marche ! Ainsi, si l'on croit le dernier listing paru dans les colonnes d'un quotidien national, ils sont près de 20.000, essentiellement des enseignants, à avoir pétitionné en

favor d'une «école authentique», slogan choisi par Benmohamed pour mener sa campagne. Si ce chiffre peut paraître appréciable pour l'initiateur de cette pétition nationale, rien n'indique pour autant qu'il suffit pour satisfaire l'ex-ministre de l'Éducation.

Aucune indication n'est avancée, en effet, sur la durée de cette campagne d'adhésion et, partant de là, sur le chiffre escompté par Benmohamed.

Parallèlement à cela, l'ex-ministre de l'Éducation, connu pour son hostilité à la «francisation» du système éducatif, ne se prive pas d'aller sur le terrain pour promouvoir sa «copie» et de solliciter le parrainage de formations politiques islamo-conservatrices résolument anti-Benzaghoul, comme ce fut le cas récemment lors d'un meeting à El Oued. L'auditoire était majoritairement composé de militants du parti de Nahnah. Et c'est toujours à El Oued et toujours à l'initiative des

«MSPistes» que le premier comité de soutien à l'«école authentique» a été installé. Autrement dit, d'autres comités de soutien pourraient incessamment voir le jour dans d'autres villes du pays.

Autant dire, que l'acharnement de Benmohamed de contrer les résolutions de la commission de réforme du système éducatif, résolutions officiellement rendues publiques, ne s'accommode pas de limites, aussi bien temporelles que géographiques. Jusqu'où ira donc l'ex-ministre de l'Éducation ?

Dans l'article du journal d'expression française « Le Quotidien D'Oran » intitulé « Un otage nommé école » ; ça nous confirme que l'école est présentée comme la victime des deux tendances aux yeux des lecteurs par la presse écrite pour plus de dramatisation.

Le discours centré sur la description de l'agresseur consiste à mettre en scène le portrait de l'ennemi. Et là, la surdramatisation est encore à l'œuvre, car ce n'est que dans la figure du « méchant absolu » que pourrait se produire. Le méchant, représentant du mal absolu, est à la fois objet d'attraction et objet de rejet, autrement dit de fascination. Nous est donc livré le portrait d'un ennemi puissant dans son désir de malveillance et surtout indestructible ou renaissant en permanence de ses cendres. Voilà donc les lecteurs de cette mise en scène, assigné au rôle du devant/pouvant « purger ses passions » par le fait d'un énonciateur qui tout en s'effaçant jette sur son public les rets d'une fascination ensorcelante.

Il va sans dire, que la mue qualitative à laquelle aspire à présent l'École algérienne et par-delà la complexité objective des moyens humains et matériels qu'elle suppose, n'est pas sans susciter quelques résistances, sinon même quelque hostilité de la part de tous ceux qu'angoisse, à titres divers, l'aventure du changement. On aura ainsi remarqué qu'une opposition s'était rapidement signalée dès l'installation de la Commission nationale de réforme de l'éducation pour stigmatiser la

« dérive » culturelle et identitaire de l'Etat et parfois même pour vouer aux gémonies les principaux acteurs du projet au prétexte qu'il remet en question les catégories de définition de l'identité algérienne.

Le choix des mots et expressions « *franco-laïque, colonisateur, France, courant de déracinement, casser les tabous* » termes dont usent les auteurs des articles, afin de convaincre l'opinion de la nécessité de refuser le changement et de garder ce qu'ils appellent "المدرسة الأصيلة" « *une école authentique* ». La récurrence de ces termes tout au long des articles créent et facilitent la conviction de l'opinion sur un danger bel et bien présent et dont la cause est le CNRSE en générale et la langue française en particulier, qui pourrait nuire à l'école et l'apprentissage de la langue nationale qui est la langue arabe. Par ces termes on veut faire de la CNRSE l'ennemi, qui représente le mal absolu au même titre que la langue qu'elle veut véhiculée.

Dans l'article parut dans le journal, d'expression arabe, El khabar (الخبر) intitulé

"أصحاب العقد الوطني ليسو للهمهمة" Abdallah Djabballah le leader du parti MSP (parti islamique) dit que ce qu'on veut de la commission c'est : "بيع ضميره و عقله و قلبه للغرب و لفرنسا خاصة"

« *Vendre sa conscience et son esprit et son Coeur à l'occident et à le France en particulier* »

Où il exprime sa colère et son refus, quant au choix des membres de la commission et condamne sa tendance « *Franco-laïque* » ; il affirme que 60% des membres de la CNRSE sont du courant « *التغريبي occidentaliste* » et il les désigne comme étant les alliés du colonisateur et de la France les ennemis des algériens et de la langue arabe, les accusant de faire parti d'un courant de déracinement « *التيار الاستتصالي* » dans un autre article du même journal, intitulé :

"التيار الاستتصالي باشر في كسر الطابوهات" « *le courant de déracinement procède à casser les tabous* »

قام شرطي بحمي زيزي بالاخضرية، في عطلة، بإطلاق النار على جاره

تتطلب العقاب والتشهير. وبعبارة أدق معاملة رجال الشرطة "الأقل حقا"

جاء الله من عنابة

التيار الإستصالي بأشر في كسر الطابوهات

● إحتج عبد الله جاب الله رئيس حركة الاصلاح الوطني على اقسام رنيس الجهورية على التحدث بالفرنسية امام البرلمانين الفرنسيين، مؤكدا انه بهذا الفعل يكون قد أخط من قيمته وقيمة بسلاده، وأضاف ان التيار الاستصالي بأشر في كسر الطابوهات بداية من فتح المجال للأقدام السوداء للدخول الى الجزائر التي ضرب اللغة العربية من خلال تشكيلة لجنة إصلاح المنظومة التربوية.

أوضح جاب الله في تجمع شعبي، مساء اول امس بقصر الثقافة والفنون بعنابة، بعد ان زار عددا من مكاتب الصحافة الوطنية بهذه الولاية منها مكتب "الخبر" في خطوة تعد الاولى من نوعها، ان الوضع خطير بعد ان

اصبحت فيه النخب الحاكمة غير وقيمة لسقومات الأمة منها اللقمة التي ضرب بها الرئيس عرض الحائط في فرنسا وهو أمر يجعل المستشرين غير واثقين في المستوح المتبع، منتقدا تشكيلة لجنة إصلاح المنظومة التربوية، حيث ذكر ان 60% من اعضائها من انصار التيار التفريبي، مفسيفا ان الذين ضرب ايضا من خلال وجود شخص على رأس المجلس الاسلامي الاعلى الذي فكره وثقافته وهواه هو فكر علماني وبخصوص عدم منح الاعتماد لحركة طالب الابراهيمي ذكر جاب الله ان هذا السلوك غير دستوري، معلنا انصار الحزب ان الحركة ستحصل على اعتمادها لاحقا، خاصة ان هناك مساءلة للنواب في هذا الموضوع. ع.زهيرة

Ce que Djabballah qualifie de tabou c'est la question des langues et pour être plus explicite l'apprentissage de la langue française en 2^{ème} année. Mais le message de l'homme politique montre une certaine appréhension envers la composante de la commission et son président qu'ils ont critiqué en l'accusant de parti pris, et envers les décisions qui vont être prises au sein de cette même commission. Il essaie par un vocable assez éloquent de convaincre le récepteur d'adhérer à son opinion ; que la commission et celui qui l'a mise en place Monsieur le président de la république ne prennent pas en considération le statut de la langue arabe. Car pour Djabballah l'introduction du français dès la deuxième année, ne va pas sans conséquences néfaste sur l'apprentissage de la langue arabe car ça n'aide pas à son acquisition en 1^{ère} année.

Dans l'article intitulé "Djabballah refuse le rapport de la commission de Benzaghrou", « جاب الله يرفض تقرير لجنة بن زاغو », « *Djabballah refuse le rapport de la commission de Benzaghrou* ».

donc en langue arabe car c'est à travers la langue arabe que notre identité nationale se fait comme le confirme l'article intitulé : "اللغة هي الهوية...فإنما أن تكون عربيا أو لا تكون" »La langue c'est l'identité ...ou bien tu es un arabe ou tu ne l'es pas. ».

Le recours aux valeurs spirituelles universelles attribue au texte une dimension stylistique assez séduisante et fort convaincante : religion, identité, colonisateur. L'usage des menaces et de l'autorité sont clairement mises en exergue aussi par l'auteur, traitant les membres de la commission de laïcs, hizb fransa (parti de France).

Il y a également recours à des méthodes consistant à intervenir émotivement, affectivement sur la relation qui s'établit entre ceux qui veulent convaincre et leur public. L'article pourrait déjà capter le côté émotionnel du lecteur et jouent ainsi sur la vulnérabilité. S'ensuit ensuite une autre menace : perte d'identité, et occidentalisme...

L'auteur essaie de s'adresser au lecteur de manière à faire émerger le côté révolté contre le colonialisme et la langue du colonisateur. Touché l'esprit du lecteur par ce qui peut le plus l'atteindre, voire sa religion et sa langue, vue l'histoire du peuple algérien avec le colonialisme français qui, jusqu'à maintenant (48 ans après l'indépendance) bloque certains face à cette langue « langue du colonisateur » qui considère que la langue française a été l'un des facteurs majeurs dans la décadence de la culture arabo-musulmane en Algérie.

La conjonction entre le besoin de préserver la foi musulmane et l'insertion dans un monde francophone sont entre autres les facteurs qui déterminent le profil sociolinguistique des conservateurs (arabo-islamique).

Il s'agirait de prendre en compte également ceux qui sont en faveur du travail de la commission voire l'enseignement de la langue française comme première langue étrangère en deuxième année fondamentale, pour essayer de considérer tous les paramètres à même de conduire aux différents possibles interprétatifs.

Pour l'autre tendance qualifiée de modernistes, cette nouvelle réforme va ouvrir l'école sur la mondialisation, l'ouverture sur le monde comme le montre l'article intitulé : « La langue arabe passe par une difficile parturition »



Le docteur Ahmed Hassani qualifie « l'école algérienne de renfermée sur elle-même » "المدرسة الجزائرية المنغلقة على نفسها"; dans cette article il met la langue arabe en position de victime à secourir et affirme qu'il faut qu'il y ait un croisement de langues pour pouvoir s'ouvrir à la mondialisation. Et le président Bouteflika dans un autre article "تعلم الانجليزية أولوية" lance un appel aux peuple de s'ouvrir aux langues et demande aux opposants : les islamistes, le FLN et l'ex ministre de l'éducation Benmohamed, de ne pas adopter pour une école « réactionnaire رجعية » qui laisserait le pays au moyen âge, avec ce discours on veut faire des conservateurs, les opposants de la modernisation; ceux qui veulent que l'école algérienne reste stagner au point mort.

Le journaliste dans l'article intitulé "نحو المصادقة على مشروع التقرير النهائي", affirme que les langues s'apprennent, pour accéder aux connaissances scientifiques, et pour faciliter l'ouverture sur d'autres cultures. Par là, redresser le niveau d'apprentissage de la langue arabe. Ce qui nous amène au point culminant du conflit qui est la place des langues étrangères à l'école, car c'est le point qui devise les membres de la commission aussi, pas seulement l'opinion publique "جدال لغوي يسبق بدء النقاش" et "اللغة ليست هي المشكل" en effet les membres de la commission ne sont pas d'accord sur le classement

des langues étrangères les conservateurs optent pour la langue anglaise comme première langue car c'est la 1^{ère} langue mondiale, et les moderniste pour le français car elle est plus proche de nous vu l'histoire.

Dans le même thème Malika Griffou apporte sa voix à Mr Bouteflika, dans l'article intitulée « Il faut dépolitiser l'école » dit que l'école algérienne a échoué et qu'il faut changer les choses dans le bon sens, ce qui explique que cette réforme est indispensable pour faire sortir l'école de son cloisonnement, et en faire sortir des citoyens prêts à faire face aux défis du monde moderne avec un esprit et des connaissances qui leur ouvriront les portes de la mondialisation.

Où on exhorte les deux tendances à ne pas politiser l'école et affirme que ce n'est pas l'apprentissage des langues étrangères qui va enlever aux arabes leur arabité. Et qu'il ne faut pas utiliser la langue pour des motivations politique, dans l'article "اللغة ليست تجارة سياسية" « la langue n'est pas un commerce politique » et comme argument pour sa position en faveur du français comme première langue étrangère, le président rappelle que « *la déclaration du 1^{er} novembre a été rédigée en langue française* » pour montrer que même pendant la période coloniale les algériens n'avaient aucun complexe envers la langue dite du colonisateur et il le confirme dans un autre article dans le journal El Moudjahid intitulé : « Nous sommes arabes et personne ne réussira à nous complexer ». Le sociologue Mahfoud Bennoune dans son article : «تسييس المدرسة وراء نكبتها» accuse Taleb El Ibrahimy de pousser l'école à s'enfouir dans ses racines, et c'est ce qui a eu un impact négatif sur le niveau d'enseignement en Algérie.

Et comme un autre argument, le président Bouteflika déclare que, pour l'apprentissage de la langue française, le personnel est déjà disponible est en place, ce qui n'est pas le cas de l'anglais, et nous rappelle ce qu'il qualifie de fiasco, l'expérience tentée au temps de l'ex ministre de l'éducation Benmohamed, pour l'apprentissage de la langue anglaise au premier palier ; en laissons le choix aux parents, qui ont opté à 99% pour le français comme première langue étrangère au lieu de la langue anglaise.

Et d'un autre côté dans l'article intitulé « L'école face aux nouveaux défis » des experts se sont concertés sur les finalités de l'école et trouvent que la crise identitaire bloque certaines personnes, et c'est ce qui les empêche d'avancer et de s'ouvrir à la mondialisation et aux langues étrangères, et n'arrivent pas à concevoir que l'ouverture sur le monde passe par la langue française ce qui ne les empêche pas de maîtriser la langue nationale.

L'ex ministre de l'éducation, jordanien dans son article :

"مع العولمة لا مكان للثقافة العربية ما لم تصبح فاعلة" « *avec la mondialisation, il n'y a pas de place pour la culture arabe si elle n'est pas active* » déclare que la langue arabe a besoin d'une base scientifique réflexive comme référence à son propre développement, ce qui signifie que ce n'est pas l'apprentissage des langues qui va détériorer la langue arabe c'est le fait qu'elle n'a pas une base scientifique qui l'aiderait à se développer, et c'est une manière de dire que les experts de la langue arabe doivent faire quelque chose pour lui rendre son lustre d'avant. Et en même temps rendre à l'école le prestige qui doit être le sien et, surtout, lui redonner le rôle de formation à la citoyenneté qui est essentiel, et qu'elle a perdu depuis longtemps.

Dans ce registre, nombre de personnalités selon les articles parus ont adhéré à la position des conservateurs et ont soutenu l'action menée par la commission de Benzaghoul et en parlant de la dépolitisation de l'école, du commerce de la langue ; ils les mettent au même statut que les conservateurs, qui est la position de victime.

Le discours d'héroïsation consiste à mettre en scène une figure de héros, réparateur d'un désordre social ou du mal qui affecte ces victimes. Cette figure peut être celle de sauveteurs occasionnels, ou officiels. Ce peut être également celle d'un Grand sauveur porteur de valeurs symboliques. Si parfois, c'est le discours politique qui est créateur de ce genre de figure, les médias, quand ils ne les créent pas, contribuent à les diffuser, les colporter, voire les louer à travers des descriptions qui empruntent au discours épideictique (louanges ou blâmes). On voit de nouveau à l'œuvre cette stratégie discursive dans laquelle l'énonciateur tout en s'effaçant donne en pâture au public des

figures de héros, l'assignant à s'y projeter et/ou à s'identifier à elles de manière aveuglante, ayant pour effet de suspendre tout esprit critique.

Le président de la république en installant la commission nationale de réforme de l'éducation, le 13 mai 2000, est devenu le héros de la nation comme le montre l'article du « Quotidien D'Oran » intitulé « L'école au premier rang des projets du président » et une partie de l'élite intellectuelle nationale a adhéré à son projet. Avec ce grand chantier qui va refaire l'école, il représente le sauveur de l'Ecole algérienne qui est décrite comme une institution devenue totalement obsolète et définitivement invalidée par une accumulation de facteurs de la régression intellectuelle et culturelle. Qualifiée de « sinistrée » et on l'a affublé de tant d'injustes sobriquets qu'elle fut, au bout du compte, rendue responsable de presque toutes les crises sociales et politiques qui ont tracé l'histoire de l'Algérie post-coloniale. Et c'est ce qui le montre l'article intitulé : « L'école en déshérence. ». Le chef d'état sauve l'école en lui ouvrant les portes de la mondialisation : « L'école de la deuxième chance. », "مدرسة الحظ الثاني", « Pour une école ouverte sur l'universel ».

Pour les conservateurs, les leaders des partis HAMES Mahfoud Nahnah et de NAHDA Abdellah Djabballah, et l'ex ministre de l'éducation Benmohamed sont considérés comme les défenseurs de la langue arabe ; et par conséquent ,défendre l'école algérienne de ses oppresseurs . C'est leur devoir envers la nation; contre ceux veulent détruire les valeurs arabo-islamiques; comme l'a proclamé Djabballah dans l'article intitulé " جاب الله يرفض تقرير لجنة بن زاغو ", « *Djabballah refuse le rapport de la commission de Benzaghrou* » sus-cité. C'est des héros à imiter et à soutenir comme l'ont fait les 20.000 signataire de la petition de Benmohammed dans l'article précédemment cité.

Cette stratégie de dramatisation est mise en scène à l'aide de divers procédés discursifs parmi lesquels : l'amalgame.

L'amalgame est, pourrait-on dire, un procédé d'analogie abusif : deux événements, deux faits, deux phénomènes sont rapprochés sans mise à distance qui permettrait que cette comparaison eût un

effet explicatif. En effet, lorsqu'une comparaison n'est pas d'ordre objectif, c'est-à-dire vérifiable, elle ne peut être explicative qu'à la condition de préciser le point de vue qui doit être pris en considération en mettant tous les autres à distance.

Les médias, en faisant des rapprochements entre des événements différents afin d'apporter une explication à leur existence, sans préciser l'aspect sur lequel il y a similitude, produisent un effet de globalisation qui empêche l'intervention de l'esprit critique. Il s'appuie sur une mémoire globale, non-discriminante, qui met tout dans le même panier d'une émotion interprétative, et évite de se livrer à un effort d'analyse. Ainsi le procédé d'amalgame est-il un moyen, pour l'énonciateur de garantir l'effet de sa visée de captation, tout en ayant l'air de s'effacer.

Ce jeu démagogique, souvent utilisé par les politiciens, Cette assertion des faits, fait croire au lecteur que l'auteur pense comme lui.

Cette mise en préparation basée sur l'affectif consiste à rendre acceptable une opinion en construisant un message qui est un mélange de cette opinion avec un élément extérieur de l'ordre de l'affect (colonisation), sans rapport immédiat avec cette opinion mais considéré lui, comme susceptible de sensibiliser l'auditoire, dans un sens favorable. On transfère ainsi, la charge affective de cet élément sur l'opinion elle-même.

L'évocation de la langue française comme étant la langue du colonisateur aurait pour but de faire ressurgir ou ressusciter le sentiment d'insécurité et d'émotion sur l'opinion qui, se sentant à nouveau menacé par la langue française finirait par accepter et adhérer à l'opinion de l'émetteur et c'est ce qu'on peut considérer comme la dramatisation des faits pour mieux capter l'attention du lecteur et c'est un procédé très utilisé dans la presse écrite.

3. L'interpellation dénonciatrice

L'interrogation est une catégorie discursive ambivalente du point de vue du rapport de force qu'elle instaure entre locuteur et interlocuteur. L'interrogation peut placer le sujet qui interroge en position de maîtrise du raisonnement, lorsque celle-ci est adressée à un destinataire tiers jouant le rôle tantôt d'allié, tantôt d'opposant, alors que le locuteur connaît la réponse (question rhétorique). Une variante de la question rhétorique est la question interpellatrice : elle est lancée à la cantonade, s'adresse à un public qui est pris à témoin, met en cause la responsabilité d'un tiers, en implicite une réponse qui devrait faire l'objet d'un consensus.

C'est ce type d'interrogation que l'on voit proliférer dans le discours journalistique : le sujet interrogeant est l'énonciateur journaliste, le public pris à témoin est le lecteur citoyen, le tiers mis en cause est interpellé en tant que responsable individuel ou institutionnel. Ainsi, l'énonciateur journaliste établit un rapport de complicité avec le lecteur citoyen en l'obligeant à accepter la mise en cause. Cela, semble être une caractéristique nouvelle du discours journalistique, pour ce qui est de sa récurrence, toute personnalité ou institution faisant l'objet d'une mise en cause.

Dans l'article cité précédemment intitulé "أصحاب العقد الوطني ليسو للمهمة" Abdallah Djabballah le leader du parti MSP (parti islamique), se demande si la commission de la réforme du système éducatif n'est pas juste un moyen de gommer l'identité nationale ou un outil pour construire une personnalité qui correspond au colonisateur.

" ماذا يراد من المنظومة التي يتزعمها تيار لاكي فرانكو فيلي, هل يراد بها مسح شخصية الأمة أم كأداة لإقامة شخصية تتناسب مع المستعمر؟

« *Qu'attend-on de cette réforme présidée par un courant laïc, francophile. Veut-on d'elle effacer la personnalité de la nation ou c'est un outil pour construire une personnalité qui va avec le colonisateur ?* »

Par cette question interpellatrice qu'il adresse aux lecteurs, qui sont pris à témoin, il met en cause la responsabilité de ceux qu'il appelle « les franco-laïcs ». Par cette interpellation, il essaie d'établir un

rapport de complicité avec les lecteurs et leur faire accepter la mise en cause de ces derniers dans le processus du déni de l'identité arabo-islamique représentée par la langue arabe, au profit de celle du colonisateur qui est bien sur la langue française.

L'article intitulé : « هل يقتصر الخلاف على اللغات؟ » « Est-ce que le conflit concerne seulement la question des langues ? ». Cette interpellation est très révélatrice dans la mesure où elle implique une réponse négative présumée par l'énonciateur de la part du lecteur ; qui implique le lecteur d'une manière directe en étant son compère possédant les mêmes connaissances sur l'évènement et qui cherche à avoir un certain impact sur le récepteur.

Evidemment, les hypothèses d'interprétation ne se limitent pas à celles proposées. De ce fait, l'acte de langage se présente sous le double aspect d'un explicite incomplet du point de vue de la signification de cet acte et d'un implicite qui prenant en compte les circonstances de discours, déterminerait la signification de cet acte de langage.

Il est clair que le processus d'interprétation du discours basé sur les conditions de production du discours, a pris en compte l'ensemble des savoirs supposés qui circulent entre les protagonistes du langage.

L'interprétation repose donc sur le fait que le sujet interprétant fait des hypothèses sur le savoir du sujet énonçant (émetteur) et sur les points de vue de celui-ci par rapport au propos langagiers et par rapport à lui-même, sujet destinataire.

Selon Charaudeau¹ on procède d'une visée d'incitation dans la mesure où il s'agit pour le sujet politique de persuader le citoyen des bienfaits de son projet ou de son action politique : il cherche à « faire faire » en « faisant croire ». A cette fin, il a recours à des stratégies discursives de crédibilité et de captation qui lui sont propres : se construire une image de leader incontestable, séduire son public pour l'amener à adhérer à sa politique et faire de son adversaire l'ennemi à combattre.

¹ Charaudeau P [2005 c] *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, De Boeck-Ina, Louvain-la-Neuve

En nous référant à l'approche de Charaudeau l'acte de langage est un jeu langagier entre l'explicite et l'implicite. Si l'explicite est ce qui est réellement exprimé, formulé, ce qui est suffisamment clair dans l'énoncé ; l'implicite, pour sa part, a une double utilité : exprimer quelque chose sans risquer d'être considéré comme responsable de l'avoir dit, mais aussi avancer une idée en la soustrayant aux objections éventuelles comme le fait le journaliste.

Pour le sujet émetteur, la production de tout acte langagier a un but bien précis. Il s'agit d'un projet de communication conçu par le projet communicant qui organise et met en évidence ses intentions pour produire des effets de conviction ou de séduction sur le sujet interprétant, pour amener celui-ci à s'identifier au sujet destinataire idéal construit par le sujet communicant.

C'est à ce niveau que se situe la stratégie du producteur de l'acte de langage. Cette stratégie de conviction est basée sur la création par l'émetteur d'un destinataire idéal supposé adhérer à ses opinions, convaincu de ce fait des propos du sujet communicant. Le sujet interprétant face au sujet communicant qu'est l'auteur pourrait s'identifier au sujet destinataire idéal conçu par le sujet communicant et de ce fait, assurer le succès de l'acte de langage.

Enfin on constate que même après la fin de la mission de la commission, et le dépôt du rapport au président de la république, le débat sur l'école n'a pas cessé, et a fait et fait toujours couler de l'encre comme le montre les articles ci-dessous. L'école demeure la question magistrale qui occupe le quotidien algérien étant donné que l'école représente la société. Une bonne école fait sortir de bons citoyens.

ÉVÉNEMENT

COMMISSION DE RÉFORME DE L'ÉDUCATION

Fin de mission le 15 février

La Commission de réforme du système éducatif, CNRSE, installée le mois de mai dernier, en sera bientôt au terme de son mandat qui est de neuf mois.

Par K. Azzoun

Elle doit remettre son rapport final au président de la République, le 15 février prochain. Ce document est déjà plus ou moins finalisé dans ses grandes lignes. Les cinq sous-commissions, chargées de son élaboration sont en train d'y apporter les dernières touches en prévision de l'ultime assemblée plénière qui doit se tenir au Club des Pins les 9, 10, 11 et 12 février prochain. Quand bien même la primeur du document final est réservée au président de la République, l'on sait néanmoins les idées fortes qui les sous-tendent et les grandes propositions qu'ils contiennent.

Parmi ces propositions, celle relative à l'enseignement des langues étrangères. Un des axes, sinon le seul qui a focalisé tant de passions entre deux tendances antagoniques de la commission. Selon un membre de cette commission que nous avons contacté, hier, le choix se serait finalement porté sur le français comme première langue étrangère. Elle devrait être enseignée dans le cas où la proposition serait suivie d'effet à partir de la deuxième année fondamentale. Notre inter-

locuteur qui est par ailleurs un excellent bilingue écarte toute motivation d'ordre idéologique quant à cette option : « C'est un choix dicté par souci de pragmatisme. La langue française pour des raisons historiques que tout le monde connaît est présente dans notre société. De ce point de vue, elle a plusieurs longueurs d'avance sur l'anglais. De plus, le personnel nécessaire pour la prise en charge de son enseignement existe. Ce qui n'est pas le cas pour l'anglais qui nécessiterait la formation et le recrutement de milliers d'enseignants pour assurer les cours. Notre interlocuteur nous rappelle l'expérience tentée du temps d'Ali Ben Mohamed où les parents avaient le choix entre l'anglais et le français pour leurs enfants comme première langue étrangère. « 99% des parents ont opté pour le français », nous dit-il, en estimant que l'expérience aura été « un fiasco ». En prenant en compte l'ensemble de ces paramètres, la commission a proposé que la langue de Shakespeare sera enseignée, à partir de la sixième année fondamentale. Au sujet des programmes, la sous-commission chargée de ce dossier a proposé une actualisation de leurs

contenus qui sont jugés caducs. Dans ce sens, l'enseignement de l'éducation religieuse et civique qui sont actuellement prodigués séparément seront fusionnés. Ils seront assurés par un même enseignant. Pour ce qui est du secondaire, proposition est faite de réduire le nombre de filières dans le sens d'un enseignement plus général. Quant à la spécialisation, elle viendrait en phase de graduation universitaire.

Le volet de la formation a fait également l'objet d'un diagnostic, de la part de la commission y afférente. Celle-ci a proposé de placer désormais la barre très haute, en ce qui concerne le recrutement des nouveaux enseignants qui doivent justifier désormais de diplômes universitaires pour prétendre embrasser la carrière d'enseignant. Ceux qui sont actuellement en poste bénéficieront de stages cycliques qui seront déterminants dans la progression de la carrière. Quant au volet strictement professionnel, la commission a insisté sur la nécessité du statut de l'enseignant. Ce sont-là donc les grandes lignes du projet de réforme de l'éducation. La question est de savoir si le président de la République ordonnera leur application sur le terrain ou il doit d'abord soumettre le projet au référendum, comme il l'avait laissé entendre, lors de sa visite à Batna.

Ce qui attend l'école selon la Commission

La réforme du système éducatif n'est pas et ne peut pas être la tâche de la seule Commission installée, à cet effet, par le président de la République, le mois de mai dernier.

Par Djamel Amrouche

C'est ce qu'a laissé entendre M. Benzaghoul, dans un entretien accordé à l'APS, dans lequel il a plaidé, notamment, pour « la conjugaison des efforts de tous les secteurs concernés » afin de « mettre cette réforme au diapason de l'évolution scientifique ». Même s'il ne les a pas nommés, on comprendra, tout de même, que M. Benzaghoul en appelle à l'aide des ministères de l'Éducation, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, des Finances, de la Santé... » La garantie des changements radicaux à même de développer l'école algérienne nécessite des moyens matériels et humains susceptibles de hisser le système éducatif au niveau des changements mondiaux en cours ».

Profitant de cette occasion, M. Benzaghoul a rappelé certaines des propositions émises par les 5 sous-commissions de la CNRSE, et - on le devine - sans doute contenues dans le rapport final « exhaustif » qui devrait être remis, dans moins d'un mois, à la présidence de la République. La formation de l'enseignant, l'enseignement des langues étrangères, l'introduction de l'outil informatique dans les différents cycles de l'enseignement, la coopération avec des experts de l'UNESCO et de l'ALESKO... sont là quelques-unes des questions sur lesquelles le recteur de l'université de Bab Ezzouar s'est attardé. Il insistera,

notamment, sur la nécessité d'offrir à l'enseignant une meilleure prise en charge de la formation et de perfectionnement. La CNRSE, soucieuse d'élever au plus haut le niveau de l'enseignant et, par là, celui de la qualité de l'enseignement dispensé, fixe un préalable de recrutement à un diplôme de baccalauréat, accompagné d'une formation universitaire allant de 3 à 5 ans. L'enseignant pourra même bénéficier d'une formation continue après sa nomination.

Concernant l'enseignement des langues étrangères, M. Benzaghoul a rappelé qu'un atelier avait été organisé en ce sens avec des experts de l'UNESCO et de l'ALESKO, sur la base des acquis et expériences réalisées par les systèmes éducatifs performants de par le monde. L'intervention d'Edith Cresson, commissaire à l'UE ainsi que celles des experts marocains s'inscrivent dans ce sens. On apprend, ainsi, que deux langues étrangères ont été retenues pour être intégrées dans l'enseignement, à savoir l'anglais et le français, mais on ignore tout des critères proposés pour accompagner cette mesure. On en dirait tout autant de l'introduction de l'élément informatique dans l'enseignement. Quels niveaux vont disposer de cet outil ? L'utilisation de micro-ordinateurs sera-t-elle élargie aux sciences exactes, aux sciences sociales, à la documentation et culture générale ? Autant de questions sur lesquelles M. Benzaghoul ne se prononce pas, mais à propos desquelles il n'omet

pas de dire, cependant, que cela se fera « en améliorant le niveau d'enseignement de la langue arabe qui exprime l'identité et la culture du peuple algérien ». Ceci, quand un consensus est dégagé pour contenir l'enseignement de tamazight dans les (seules) régions parlant cette langue » et, bien sûr, « en tenant compte de la demande des parents d'élèves ».

Abordant le volet « histoire », le président de la CNRSE mettra « l'accent sur la nécessité d'un procédé pédagogique scientifique pour l'enseignement de cette matière », dont l'absence est apparemment un fait évident. Du dire de plusieurs membres de la commission, des débats animés ont, déjà, eu lieu autour de cette question et, notamment, du rôle à accorder à ce facteur dans les futurs manuels scolaires. La proposition portant révision des programmes pédagogiques et des livres scolaires s'inscrirait dans cette optique, entre autres. « L'école vise à renforcer la culture démocratique et à consacrer les principes de solidarité et d'entraide sociales en vue de former un citoyen en mesure de défendre ses valeurs », dira M. Benzaghoul, en se référant à la lettre de mission de la CNRSE.

BOUIRA

Un patriote déc

Dans la nuit de samedi à dimanche, un patriote a été décapité par un groupe terroriste, près de Kadiria, dans la wilaya de Bouira.

Selon nos sources, il était presque minuit quand le patriote qui se rendait chez ses parents est tombé dans un guet-apens, tendu par des hommes armés.

Alertés par d'autres patriotes,

La conclusion

Comme nous l'avons souligné dans notre étude, la presse a pour but de transmettre l'information, de communiquer, exprimer ses opinions, jugements...etc. ; et pour ce faire, tout article de presse représentant une production langagière est soumis à des stratégies selon qu'il cherche à persuader, convaincre, etc.

Dans ce registre, la notion de stratégies selon Charaudeau repose sur l'hypothèse que le sujet communiquant conçoit, de façon à produire certains effets-de conviction ou de séduction- sur le sujet interprétant, pour amener celui-ci à s'identifier au sujet destinataire ,construit par le sujet communiquant, allant de ce fait au-delà d'une simple communication basée sur la production d'un message par un émetteur à l'adresse d'un récepteur.

Et le message ici et la réforme de l'école et le français comme première langue étrangère, à enseigner en deuxième année fondamentale.

Il est vrai que ce sujet a déjà fait l'objet, au sein de la commission Benzaghoul, d'un chaud débat entre tenants et adversaires d'un système éducatif accroché au train de la modernité et de l'universalité, et a donné lieu à un rapport qui semblerait servir de base aux réformes introduites graduellement dans le système d'enseignement. C'est bien pour cela que l'implication des élites intellectuelles, dans le débat, est indispensable. Et c'est ce qui s'est fait, beaucoup de personnalités se sont exprimées sur le sujet par le billet de la presse, qui a fait une sorte de suractualité et une dramatisation de l'évènement qui a fait ressortir deux tendances opposées « *conservateur* » et « *moderniste* » sur la place du français dans le système éducatif. Et d'après notre étude on constate que la langue française malgré sa place privilégiée auprès du peuple algérien vu son histoire, il reste encore des personnes qui la considère comme une langue à bannir, étant un legs colonial difficile à intériorisé. La perte de l'identité nationale générée par la langue arabe, qui garde au sein de la population une certaine estime notamment par son caractère religieux ou de langue sacrée, langue de l'Islam en est l'essentielle cause, en plus de quelques aspirations politiques pour accéder au

pouvoir, en employant la langue et la religion comme atout. Seulement la langue française a pris une place de choix dans la nouvelle réforme étant jugée, mieux maîtrisée que la langue anglaise et qu'il est facile de l'apprendre en milieu naturel et en plus de tout cela c'est une langue de science qui permettrait à nos apprenants de s'ouvrir au monde et accéder à la mondialisation.

La conclusion générale

Face à la vague informationnel dont nous sommes tous consommateurs, on a choisi de consacrer l'étude à la presse écrite d'un point de vue sociolinguistique ; et vue qu'il traite de la place de la langue nationale, et des langues étrangères dans la société algérienne , on a pris en compte le pouvoir ou le rôle déterminant du langage pour convaincre l'opinion publique dans l'utilisation de diverses stratégies d'un point de vue comme de l'autre, en s'appuyant sur ce que l'on appelle le quatrième pouvoir, lien essentiel et inévitable vers le peuple.

Notre travail s'est basé sur la réforme de l'école et les représentations dans les écrits de presse durant le travail de la commission de réforme du système éducatif algérien, constituée en février 2000 et installée par le président le 13 mai de la même année. Cette commission comme nous l'avons précisé précédemment était très controversée suite à sa composante en premier lieu, qualifiant sa majorité de laïcs francophile et en deuxième lieu, le point éminent, c'était à cause du choix de la langue française, comme première langue étrangère à enseigner, en deuxième année fondamentale, qui permettrait la promotion sociale et l'ouverture à la modernité.

La langue alors est devenue l'enjeu d'affrontements politiques. Des valeurs et des symboles qui pouvaient assurer l'unanimité nationale ont été détournés au profit de luttes claniques.

Ce qui aurait pu permettre de construire une personnalité algérienne nouvelle est devenu ainsi l'enjeu de divisions et de haines qui caractérisent la situation actuelle.

Comme nous le savons l'Algérie entretient avec la langue arabe un lien particulier qui tient à ses rapports anciens avec l'Islam, mais aussi à la façon spécifique par laquelle elle est entrée dans le monde moderne, par le biais d'une colonisation qui fut d'abord annexion, c'est-à-dire négation de son identité propre.

Cette « obsession » identitaire avait tout naturellement conduit l'apparition d'une opposition dès l'installation de la Commission nationale de réforme de l'éducation pour stigmatiser la « dérive » culturelle et identitaire de l'Etat et parfois même pour vouer aux gémonies les principaux acteurs du projet au prétexte qu'il remet en question les catégories de définition de l'identité algérienne.

L'angoisse de la dénaturation identitaire sera, constamment à l'origine de cette défiance à l'égard des facteurs culturels et intellectuels organisant la modernité véritable.

Aujourd'hui encore, ces résistances au changement se font parfois entendre dans la société, mais sans que les acteurs principaux de la réforme éducative (enseignants, élèves et leur parentèle) ne s'en émeuvent outre mesure.

Bien que la réforme du système éducatif national ait parcouru des étapes appréciables, il n'est pas rare d'observer à quel point les débats sur l'Ecole continuent de prendre une tonalité émotionnelle intense allant même jusqu'à parasiter en profondeur le caractère de stricte rationalité supposé propre à ce genre de dossier.

Mais si on veut réellement connaître la place qu'occupe la langue française dans notre réalité, la question reste sans réponse puisque son statut est vu par plusieurs ongles :

Dans la Charte Nationale, dans le chapitre consacré à la langue nationale, on trouve l'allusion suivante : « cette récupération totale de la langue nationale et sa nécessaire adaptation à tous les besoins de la société n'excluent pas un ferme encouragement à l'acquisition des langues étrangères ». L'absence de référence explicite au français traduit ici une volonté de renvoyer le français à un statut de langue étrangère et de ne pas tenir compte de la situation particulière dans laquelle se trouve cette langue par rapport aux autres langues étrangères. L'implicite, ici, quant à lui veut banaliser le statut de la langue française, selon Le président BOUMEDIENE, lors de la Conférence Nationale sur l'arabisation à Alger le 14 Mai 1975¹, définissait la langue française comme suit : « la langue arabe et la langue française ne sont pas à comparer, celle-ci n'étant qu'une langue étrangère qui bénéficie d'une situation particulière du fait des considérations historiques objectives».

¹ la 1ère conférence nationale de l'arabisation à Alger (14 -17 mai 1975). *La politique Algérienne de l'Arabisation*.<http://aan.mmsh.univ-aix.fr/volumes/1975/1975/ARABISATION-EN-ALGERIE.pdf>

Le dictionnaire de Didactique quant à lui, explique que : « langue seconde et langue étrangère se définissent comme non maternelles (...) mais se distinguent l'une de l'autre par le fait que la langue seconde bénéficie officiellement d'un statut privilégié. »

Toutes ces définitions expliquent plus ou moins la situation particulière dans laquelle se retrouve cette langue après l'indépendance et confirme qu'on ne peut pas retenir « langue seconde » puisqu'elle aurait trop dévoilé la situation particulière dans laquelle se retrouve cette langue « **Langue étrangère** » reste enfin de compte l'expression la plus adéquate pour refléter toutes ces contradictions actuelles.

Pour le plan de la recherche nous avons opté pour trois chapitres pour la partie théorique et une seule pour la partie pratique. Pour les chapitres théoriques, le premier s'intitule « éléments de définition » et englobe les théories mises en œuvre pour l'analyse du corpus, le deuxième chapitre « La presse écrite et les sciences du langage » dans ce chapitre on a abordé les différentes stratégies discursives propres à la presse écrite, et le troisième « Reforme de l'éducation en Algérie, renversement social et représentation identitaire » qui est un chapitre important, car dans ce chapitre on explique en quelques sorte ; pourquoi cette réforme a suscité tant d'oppositions dans la société algérienne. Dans la partie pratique, l'analyse que nous avons effectuée, démontre que le français semble être ressentie comme un passé amer, que comme un héritage utile par les partis conservateurs en opposition au partis moderniste.

Les langues sous tous leurs aspects, et les différents phénomènes qui leur sont attachés peuvent générer chez les locuteurs des différents groupes sociaux des représentations qui agissent inévitablement sur les attitudes, les discours et les comportements des locuteurs d'un côté et sur l'évolution structurelle et statutaire de ces langues.

Finalement, il serait très intéressant dans une future recherche de poursuivre l'évolution des représentations du F.L.E chez ces même tendances après l'étude des résultats de la réforme (étudier le français dès la deuxième année primaire). Pour les comparer avec les représentations qui ont fait l'objet de notre recherche, nous pensons que nous pourrions obtenir des résultats intéressants

concernant l'impact d'un contact précoce avec une langue étrangère. Toutefois, la réalisation de ce projet nécessitera des études longitudinales qui s'étendront sur plusieurs années.

Enfin, on pourra dire que toute action ayant un rapport avec la langue devrait passer par une étude des représentations linguistiques et sociales.

L'annexe

Annexe 1

Quelques uns des articles collectés pour notre travail

-Les articles du journal privé d'expression arabe « EL KHABAR »

21 الخبر

التبشير في منظمة الألسكو شحادة الخوري لـ "الخبر" "اللغة هي الهوية.. فإما أن تكون عربيا أولا تكون"

هدى الدكتور شحادة الخوري، الخبير السوري في المنظمة العربية للتربية والثقافة والعلوم "الألسكو" التابعة لجامعة الدول العربية وجود أزمة في مجال الترجمة بالوطن العربي

هل لنا أن نعريف المحطات التي مر بها شحادة الخوري حتى وصل إلى الألسكو؟

في مطلع السبعينيات، قمت بالإشراف على مشروع في وزارة التعليم العالي يرمي إلى ترجمة وتأليف مراجع جامعية تساعد المدرسين والطلاب على الاستزادة، لأن الكتاب المرجعي يختلف عن الكتاب المنهجي الذي تصنعه كل جامعة على حدة، فهد أكثر توسعا في كل علم من العلوم. وكنا نهدى الجامعات العربية والمراكز العلمية والمهات ذات العلاقة نسخا من هذه الكتب لتكون نموذجا مقننا على أن اللغة العربية قادرة على استيعاب المعرفة العلمية في هذا العصر. وفي مطلع الثمانينيات، تم اختيارني خبيرا في اللجنة العربية للتربية العلمية والعلوم الألسكو، التابعة للجامعة العربية وقد قمت هناك بعمل توجيهي وتنسيقي حول الترجمة، فوضعنا كتابا في مجلدين يتناول واقع الترجمة في الوطن العربي والسبل الكفيلة بترقيتها، اعتبارا أن الترجمة هي تواصل بين الحضارات وبين الثقافات ونحن اليوم في أمس الحاجة لنقل هذه المعارف العلمية والتقنية إلى لغتنا.

تسليما الجديديت من حيث اقتبستهم، ماهي في اعتقادكم الاسباب الكامنة وراء أزمة الترجمة في الوطن العربي؟

لا أستطيع القول أن هناك أزمة في الترجمة في الوطن العربي وإنما هناك أزمة نشأت في السبب في ذلك أن الترجمة ليست لها نهج يحددها، أحيانا يقوم بها أفراد يختارون الكتب التي يترجمونها دون استشارة أحد، مما جعل الكثير من الكتب المترجمة عدية الجذوى، وحتى على مستوى الوزارات والمؤسسات التي لها برامج في الترجمة تطرح مشكلة التنسيق فيما بينها. وقد كنت أحرص في منظمة الألسكو على توفير هذه الحلقة المفقودة، لكن مع إلقاء وحدة الترجمة التي سميت لتأسيسها في مطلع التسعينيات خسرت المنظمة مجالها حيويا لعملية التنسيق والتخطيط ما بين الاقطار العربية.

لماذا صغرت اللغة العربية في اعتقادكم عن مسابرة التطور العلمي الذي يشهده العالم اليوم؟

اللغة العربية تنهض ينهوض أهلها وتتخلف بتخلفهم ونحن فرضت علينا التبعية اللغوية مثلما فرضت علينا التبعية السياسية والاقتصادية.

واللغة العربية ليست عاجزة عن ملاحقة التطور، لأنها تلك خصائص القوة. ولوعدا إلى نهضة العرب الأولى في القرن الثاني للهجرة، ولاسيما أيام الرشيد والمأمون، تجدها استطاعت استيعاب كل معارف ذلك العصر ومنه انطلقت العربية على لسان علمائها الذين ابدعوا في كل المجالات؛ في الفلك والطب والهندسة وعلم النبات، بالإضافة إلى الآداب والفقه. وحتى في مطلع القرن التاسع عشر مع دولة محمد علي بصر، استرجعت اللغة العربية مكانتها، لكنها

تعرضت فيما بعد لعثرات. وأكثر دليل على مكانة اللغة العربية اعتراف هيئة "اللغة العربية" لفة رسمية منذ ربح فرنسا في 1956 في اللغة العربية في الهيئة العامة للأمم المتحدة ومجلس الامن وفي كل الهيئات المنضوية تحتها كمنظمة التربية والعلوم والثقافة "اليونسكو" ومنظمة الصحة العالمية" والوكالة الدولية للطاقة الذرية وهي تعتبر اللغة السادسة في العالم وان كانت في الحقيقة اللغة الرابعة من حيث الاستعمال بعد الانجليزية والفرنسية والاسبانية والمرتبة الرابعة بين لغات العالم ليس بالشأن القليل.

طرححت في الندوة السنوية حول "مكانة اللغة العربية بين اللغات العالمية" التي عقدت هذه الايام في الجزائر فذكرت فكرة ان السياسات العربية وراء تكتسب هذه اللغة، هل تصادقون هذا الرأي؟

هذا الكلام صحيح وأضيف أنه كلما حدثت نهضة قومية ترافقها نهضة لغوية فمثلا في دولة محمد علي بصر، استخدمت اللغة العربية في مدارس الطب والهندسة مدة 61 عاما من 1826 إلى 1887، أي إلى ما بعد الاحتلال البريطاني لتصاب بعدها بنكسة ناجمة عن نكسة النهضة ذاتها. واليوم ورغم تحقيق الاقطار العربية لاستقلالها السياسي والاقتصادي إلى حد ما، تبقى جهودها في طريق التمرير والتنمية الثقافية متواضعة، لأنها لم تحقق بعد التحرر الفكري المطلوب وهذا ما يجب ان نضاه أمام أعيننا، لا يجب أن نعرّب من أجل نشر الفاظ إلى العربية وإنما نعرّب حتى تكون عربا بالاساس؛ فاللغة العربية هي هويتنا؛ فإما أن تكون عربيا أو لا تكون، ويجب ان تفكر نحن أيضا ننتمى إلى هذه الأمة التي لها اعتماد تاريخي؛ فنحن لسنا أمة مرتجلة أو مصطنعة ولذلك يجب العمل لاجلها مكانتها اللاتقة في أقطارها.

ثقافة ولغة حية.

بصراحة، ماذا قدمت منظمة "الألسكو" للثقافة العربية؟

بدون تحيز، أقول أن المنظمة قدمت الكثير ولكن لا يخفى عليكم أنها لا تملك سلطة القرار حتى تفرض توصيا، وإقلا هي ترسم وتقدم التوجيهات للدول العربية من خلال مؤتمراتها الثلاثة؛ مؤتمر وزراء الثقافة العرب ومؤتمر وزراء التربية العرب ومؤتمر وزراء التعليم العالي العرب، لكنها لا تستطيع ان توجه أوامر لهذه الدولة أو تلك.

كيف تنظرون إلى مستقبل هذه اللغة ومن ثم مستقبل هذه الأمة، على اعتبار أن اللغة هي الهوية من منظوركم؟

أنت في الحقيقة ربطت بين مستقبل اللغة ومستقبل الأمة وقد أحسنت كثيرا، لأن مستقبل اللغة هو من مستقبل الأمة العربية. صحيح نواجه تحديات ومعوقات كثيرة، لكننا لا نراوح مكاننا، فنحن نسير نحو التطور وحتما المستقبل لنا.

أجرت الجولة، نصيرة صبيات

وزير التعليم العالي الأردني الأسبق لـ "الخبر" مع العولمة لا مكان للثقافة العربية ما لم تصبح فاعلة



المرور الأسبق الأردني

أكد الدكتور ناصر الدين الأسد وزير التعليم العالي الأسبق بالأردن وسفير سابق بالملكة العربية السعودية ورئيس المجمع الملكي لبحوث الحضارة الإسلامية ورئيس مجمع آل البيت أن اشكاليتنا تكمن في عقدة النقص التي تلازم بعض المسؤولين الكبار من صناعات القرار في البلاد العربية الذين يستهينون بكل ما يتصل بثقافتهم وقرائهم الحضارية.

● أشار الأسد إلى أن اللغة العربية ليست في حاجة إلى مجامع لغوية أو إلى مجالس عليا وإنما هي في حاجة إلى قاعدة علمية فكرية تستند إليها لتطوير نفسها.

كشف الدكتور ناصر الدين الأسد في لقاء خص به "الخبر" أنه لا يمكن للامة العربية أن تتطور ما لم تعد الاعتبار للفتها

انطلاقاً من فرضها كلفة تدريس. ويرضع في هذا السياق ان جميع المناهج والكتب المدرسية وطرق التدريس في البلاد العربية لا تؤدي الى التفكير العلمي المرغوب، معيياً عليها تركيزها على الماضي دون المستقبل. وهو ما جعلنا نعيش التخلف باستمرار. وأضاف يقول "كل الندوات التي عقدت في الوطن العربي لإصلاح المناهج التربوية كانت تنطلق من منطلق الترقيع أو التلقيق وليس الإصلاح الجذري. وهو ما جعلها تفشل في كل مرة.

وتأسف الدكتور ناصر الدين من صرف الجهود العربية لمسائل ثانوية كتعريب المصطلحات بدل التركيز على الامور الجوهرية التي بإمكانها أن تجعلنا أمة تساهم في النهضة الفكرية، الحضارية المعاصرة. وقال في هذا الصدد "إن اللغة العربية ليست في حاجة إلى مجامع لغوية أو مجالس لتطويرها وإنما هي في حاجة إلى قرار سياسي شجاع وإلى ارادة سياسية حقيقية تفرضها في الميدان". وأضاف أن تطويرها يجب أن يستند إلى قاعدة فكرية وعلمية وإلا ستكون مرهونة بالفشل مع ضرورة التعبئة الجماهيرية لضمان الوعي العربي

الدعم لها. وعن مستقبل الثقافة العربية في ظل التطور التكنولوجي الموجود مع ما تفرضه العولمة من متطلبات، قال الدكتور ناصر الدين الأسد "أن العولمة مفروضة علينا لأنها اقتضت بيوتنا عن طريق. وسائل الإعلام والانترنت، وبالتالي لا نستطيع رفضها وإنما يجب مواجهتها. وهذا لا يتم الا عندما يكون لدينا ما نقدمه للانسانية حتى يحدث التفاعل وألا نبقى خاضعين لها باستمرار. وهو ما يفقدنا تدريجياً شخصيتنا ويكسر مركب النقص الذي يلازمنا ويشبط كل عزائمنا".

أما عن تكيف اللغة العربية مع الكمبيوتر كشف أن الامر لا يتعلق باللغة وإنما بمدى طواعية الحرف العرب وهو ما تحاول البحوث العربية اليوم فعنه من خلال بحوث المغربي أحمد خنصر غزال الذي حقق نتائج جد ايجابية. وأبدى الدكتور الأسد في ختام حديثه تفاؤله بمستقبل الثقافة العربية رغم كل المعوقات التي تواجهها استناداً إلى الجهود التي تبذل لتحسينها.

مؤكداً أنه لا مكان للثقافة العربية ما لم تكن فاعلة، تأخذ وتعطي شأنها شأن الثقافات الأخرى. نصورة صبيات

الخبير اللغوي التونسي عبد اللطيف عبيد لـ "الخبر" المنظومة التربوية العربية كرست الهيمنة انثربوية

استعمال لغتنا القومية» واستطرد الدكتور عبد اللطيف عبيد، يقول «هذا لا يعني أنني أدعو إلى عدم تعلم اللغات الأجنبية أو تهيمتها وإنما يجب أن ندرسها كلغات لا كلفات تدريس كما هو معمول به في تونس والجزائر بخصوص اللغة الفرنسية وأن كان الأمر يرجع بالأساس إلى التبعية الثقافية التي ترجع بالأساس إلى الاستعمار والتي يجب تجاوزها مع استقلال هذه الشعوب».



أكد الدكتور عبد اللطيف عبيد، خبير لغوي ومعجمي تونسي، أن اللغة العربية لم تواكب التطور العلمي بسبب عدم استعمالها بالقدر الكافي في المجال العلمي، مشيراً إلى أن التعليم في تونس مثلاً لا يتم بدءاً من الأقسام الثانوية ووصولاً إلى الدراسات الجامعية إلا باللغة الفرنسية وهو الأمر الذي كان وراء وهن اللغة في الأقطار العربية، على حد قوله.

ويخصوص الاستراتيجية الكفيلة بتجاوز هذا الواقع اللغوي في بلدان المغرب العربي خاصة، حدد الدكتور عبد اللطيف عبيد ضرورة توعية السياسيين بأهمية اللغة في تنمية الشعوب والزامية اتخاذ قرار سياسي شجاع بهذا الخصوص، مع وضع مخطط لمدة 6 سنوات يرمي لعملية التعريب ويوفر الأدوات الأساسية للتعليم الجامعي والثانوي من خلال توفير المراجع اللازمة للتدريس.

وأرجع الدكتور عبيد أزمة الترجمة في بلدان المغرب العربي بصفة خاصة إلى هيمنة اللغة الأجنبية مما جعل الناس يتلقون المعرفة باللغة الأجنبية دونما حاجة إلى الترجمة، إلى جانب ضعف اللغة العربية وقلة استخدامها. وقال في ختام حديثه «إن الترجمة ضرورية وينبغي تشجيعها لأنها توطن المعرفة، على اعتبار أنها تنقلها إلى اللغة العربية ولا عداً لنا مع اللغة الأجنبية وإنما نريد تنمية شاملة تنصيرنا حفظ أحد أهم عناصر هويتنا العربية وهي اللغة العربية».

أجرت الحوار: نضرة صبيح

بطاقة هنية

الدكتور عبد اللطيف عبيد، خبير لغوي ومعجمي، أستاذ جامعي، يعمل في قسم الترجمة والتأليف في جامعة سوسة، وهو من مؤلفي المعجم لغوي كبير يضم 1600 صفحة في ثلاثة مجلدات تحت عنوان «معجم اللغة العربية المفيد»، صدر في باريس سنة 1993، كما شارك في تعريب معاجم مختصة في الفلاحة وعلوم القضاء والعلوم الاجتماعية المختلفة.

كشف الدكتور عبد اللطيف عبيد في حوار خص به «الخبر» على هامش الندوة الدولية حول مكانة اللغة العربية بين اللغات «أنه رغم وضع الجامع العربية والهيئات اللغوية والاتحادات العلمية لمشرات الألف من المصطلحات، إلا أنها بقيت جامدة لا تراوح مكانها، مشيراً إلى أن العبرة ليست في وضع المصطلح وإنما في ضرورة استعماله، ضارباً مثال ما عرفه الإعلام الرياضي العربي من تطور نتيجة استخدام اللغة العربية فيه مما جعلها تتطور بشكل إيجابي.

وقد الدكتور عبيد مقولة عجز اللغة العربية عن تطوير نفسها، قائلاً «كل لغة قادرة على التعبير شرط أن تتاح لها الفرصة في مجال الاستخدام».

وعن الأسباب الكامنة وراء ظاهرة عدم استخدام اللغة العربية في الحياة العملية، كشف الدكتور عبد اللطيف عبيد أن الأمر واجع بالأساس إلى نقص الوعي بالقضية اللغوية، مما تولد عنه ضعف الإرادة السياسية وحتى الشعبية أحياناً، بدليل اعتقاد البعض بأن استخدام اللغة العربية يؤدي إلى التخلف، مما جعله يعارضون أي حركة في مجال التعريب وقال بهذا الصدد «إن المنعكس هو الذي حدث في الوطن العربي، إن استخدام اللغات الأجنبية هو ما أدى بهم إلى التخلف لأنه جعل المعرفة حكراً على النخبة وحرمت جماهير الشعب من العلم» وقال «إن التعليم الناجح لا يكون ناجحاً إلا إذا كان بلغة المتعلم، أما إذا علمنا المتعلم بلغة أجنبية فإن استيعابه للعلوم سيكون منقوصاً». وأضاف أنه «لأسباب تربوية وحضارية وتنموية لا مفر لنا من

حاج صالح يعين على رأس أكاديمية اللغة العربية،

بوتفليقة يغير رئيس لجنة اصلاح المنظومة التربوية

قرر الرئيس عبد العزيز بوتفليقة، مساء الخميس، إبعاد رئيس اللجنة الوطنية لإصلاح المنظومة التربوية حاج صالح عبد الرحمان من منصبه، وفضل تعيين ناك، السابق بن زاغو بن علي في منصب رئيس اللجنة الوطنية. وهي المرة الأولى التي يصدر فيها قرار عن الرئيس بخصوص تشكيلة اللجنة منذ تنصيب أعضائها في أفريل الماضي.

● تفادى بيان رئاسة الجمهورية الحديث عن "الإسالة" أو "إثارة الخلافات داخل اللجنة والتي أهدمت على رأسها الرئيس الأخرى، وأكدت بالتاكيد المنظومة التربوية قد عين في منصب رئيس الأكاديمية الوطنية للغة العربية خلفا للراحل التيجاني هدام، وهو ما سيسمح له بـ"مواصلة العمل الذي أنجزه سلفه الجليل ويعطيه نفسا جديدا من شأنه أن يمنح اللغة العربية المكانة التي تليق بها كأداة لإشعاع المعرفة ونائل للإبتكار العلمي والتكنولوجيا وفقا لنص وروح المنصوص المستفهم من إنشاء الأكاديمية"، والتي ظلت بدون رئيس منذ وفاة الرئيس السابق قبل سنة.

وذكر البيان أن الرئيس الجديد للجنة إصلاح المنظومة التربوية

سيعمل مع أربعة نواب له وهم خليفة مسعودي، الطاهر حجار، إبراهيم حراوية وعمر إسكندر.

وكان بن زاغو بن علي، وهو من مواليد ولاية تلختة، قد عين قبل شهرين في منصب عميد جامعة الجزائر خلفا لطفة حنين زرقيني، وكان تولى في السابق بعض المناصب الدبلوماسية في الخارج قبل أن يتفرغ للتدريس في مسلك التعليم العالي كأستاذ جامعي.

وذكرت أوساط مطلعة أن حبر الاله حاج صالح قد تولاه قبل أسبوع خلال انعقاد الدورة الرابعة للجنة حيث أبدت بعض الفعاليات داخل اللجنة مخطات عن أسلوب إدارة رئيس اللجنة للمناقشات والتي تميزت، كما تذكر، بالتحيز لصالح توجه دون آخر.

وكانت الترميمات "الإستعجابية" التي رفعها حاج صالح إلى الرئيس بوتفليقة قد أثارت "قلبا" داخل اللجنة على أساس أن بـ"نفسها كان محل تحفظ وأخرى بلغت باسم اللجنة إلى رئيس الجمهورية، رغم أنها كانت محل رفض من غالبية الأعضاء، أساسا أنها تعكس "توجهها حزبيا" دون آخر داخل اللجنة. وجاء التمهيد بعد أقل من أسبوع على انتهاء الدو

ر، والتي خصصت لمناقشة الترميمات التقييمية حول واقع المنظومة التربوية والتي انتهت بتعيين عدد من المفكرين بصياغة التقرير المحور الأول للتقرير الابتدائي.

وحسب مصادر "الخبر" فإن أبرز الانتقادات التي كانت توجه للرئيس السابق إحياءه لتوجهه على حساب آخر، مما أفقد عمل اللجنة "إدارة وتسييرا إيجابيا للأفكار والرجال" مسددا لفرز حساسيات كبيرة لدى الأعضاء خلال المناقشات حول واقع المنظومة التربوية وكذا توجه اللجنة، مما جعلها تفرغ مكانها فاضحة وأن مهمتها تكسب أهمية كبيرة لتحديد توجهات التعليم في الجزائر.

وكانت الأوساط الإعلامية قد تحدثت خلال الأشهر الماضية عن خلافات داخلية بين أعضاء اللجنة بسبب إصرار كل طرف على تعبير مقترحاته بعيدا عن النظرة الأكاديمية بعيدة عن الحسابات الأيديولوجية.

بدأت الخلافات حول اللجنة منذ إعلان عن تشكيلتها حيث أبدت مجتمع السلم وبعض الأحزاب أهمية احتجاجا واضحا على ما تته "هيمنة الشخصيات نية" ودعت الرئيس بوتفليقة

إلى الحذر من كل تقرير أو مقترح قد تبغفه إياه في ختام مهمتها المحددة بسنة كاملة. وكان رئيس الجمهورية قد حث أعضاء اللجنة على ضرورة معالجة القضايا التربوية "بالتجرد من الإعتبارات الذاتية" ولمح إلى إمكانية إجراء استفتاء وطني حول توجهات المنظومة التربوية في حال عدم حصول إجماع على التقرير النهائي للجنة المقرر تقديمه إلى المسؤول الأول في قصر المرادية قبل نهاية شهر أفريل المقبل.

ويتصارع على إدارة أشغال اللجنة ممثلون عن توجهين أساسيين؛ يمثل الأول في أنصار جبهة التحرير الوطني وبعض القوى المؤيدة لها سواء كانت حزبية أو تنظيمات من المجتمع المدني، ويدعم هؤلاء نظرة "مراجعة نقائص المنظومة الحالية" دون التخلي عن "ثوابت المجتمع وقيمه".

أما التوجه الثاني فتفوده خليفة مسعودي نائبة رئيس اللجنة وعضوة المجلس الشعبي الوطني، وتدعو إلى مراجعة شاملة لمبادئ وفلسفة التعليم بما يمكنها من الإبتحاح أكثر على اللغات والثقافات الأخرى في عصر العولمة.

أرسماني

ندوة مكانة اللغة العربية بين اللغات العالمية

السياسات العربية وراء نكسة اللغة العربية

أكد المشاركون في الندوة الدولية حول مكانة اللغة العربية بين اللغات العالمية أن السياسات العربية وراء نكسة هذه اللغة لعدم تبنيها منظومة تربوية تشجع استخدامها في المجالات العلمية.



عن نصير

● أوضح خبراء اللغة العربية في ندوة مكانة اللغة العربية بين اللغات العالمية التي نظمتها المجلس الأعلى للغة العربية على مدار ثلاثة أيام بفندق الأوراسي والتي حضرها أكثر من 21 مختصاً من مختلف الدول العربية (تونس، المغرب، ليبيا، مصر، الأردن، العراق، لبنان، سوريا)، أن اللغة العربية قادرة على مواكبة التطور العلمي وأنها غير عاجزة عن مسايرة العصر بدليل أنها كانت حاضرة حضارة الاغريق واليونان وناشرة لحضارة عربية إسلامية نهلت منها الغرب لمدة خمسمائة سنة كاملة. وقال الدكتور ناصر الدين الأسد وزير السابق للتعليم العالي بالأردن ورئيس مجمع آل البيت في هذا الصدد إن اللغفة العربية استطاعت أن تنشر وتقدم مشاركة إيجابية في الحضارة الإنسانية نتيجة ما تحمله من علم وفلسفة وفكر، ودعا إلى ضرورة تدريس المواد العلمية باللغة العربية، وضرورة إدخالها إلى مراكز البحوث حتى تصبح هذه اللغة بفضل الاستعمال لغة علمية. ولرجع الدكتور ناصر الدين الأسد نكسة اللغة العربية إلى عدم استخدامها. مؤكداً أنه لا جدوى من التركيز على مسألة المصطلح لأنه

لا يحقق النهضة الفكرية المنشودة، وإن الأهم هو البحث عن الفكر بالأساس. وتطرق كلمة الدكتور شاكر الفحام وزير سابق ورئيس مجمع اللغة العربية بسوريا إلى الثورة الجزائرية وما حملته من قيم إنسانية تحررية وتوقف عند ثورة التحرير التي قامت بها الجزائر عقب استقلالها مستطرداً للحديث عن مآثر اللغة العربية وأهميتها. وركزت بقية المحاضرات التي قدمت خلال اليومين الماضيين على إبراز دور العرب في

النهضة الأوربية ودور اللغة العربية في الأثماع الحضاري مع توضيح المرتكزات اللسانية لتعليمية اللغة العربية في وسط تعدد الثقافات، إلى جانب الحديث عن موقع العربية بين اللغات الأجنبية وأثر هذه اللغة في اللغات العالمية مع توضيح واقع اللغة العربية عربياً ودولياً وواقعها في ظل العولمة والتحديات التي تواجهها في هذا العصر.

قام شرطي يحي زيزي بالأحضرية،
في عطلة، بإطلاق النار على جاره
تتطلب العقاب والشهيم، وبعبارة
أدق معاملة رجال الشرطة "الأقل حفا

جاب الله من عنابة

التيار الاستقصالي يأسر في كسر الطابوهات



● إختج عبد الله جاب
السله رئيس حركة
الإصلاح الوطني على
أقسام رئيسية
السجدة هورية على
التحدث بالفرنسية
اسام البرلمانيين
الفرنسيين، مؤكدا أنه
بهذا الفعل يكون قد
أخط من قيمته وقيمة
بسلاده، وأنصاف ان

اصبحت فيه الشعب
الساكنة غير وطنية
لسفوحات الأمة منها
اللغة التي ضرب بها
الرئيس عرض الحائط
فسي فرنسا وهو أمر
يجعل المستعربين غير
والغيبين في المنهج
المتبع، متفقا تشكيلة
لجنة اصلاح المنظومة
التربوية، حيث ذكر ان

التيار الاستقصالي يأسر في كسر
الطابوهات بداية من فتح المجال
للأقدام السوداء للدخول الى الجزائر
الى ضرب اللغة العربية من الال
تشكيلة لجنة اصلاح المنظومة
التربوية.

60٪ من اعضائها من انصار التيار
التفريجي، مضيفا ان الذين ضرب
ايضا من خلال وجود شخص على
رأس المجلس الاسلامي الاعلى الذي
فكره وثقافته هو انه فكر علماني.

وبخصوص عدم منح الاعتماد
لحركة طالب الابراهيمي ذكر جاب الله
ان هذا السلوك غير دستوري، مقلنا
انصار الحزب ان الحركة ستحصل
على اعتمادها لاحقا، خاصة ان هناك
مسألة للنواب في هذا الموضوع.

عز هيرة

المدرسة ورقة في حسابات التحالف الحكومي

دعا محفوظ نعنخاج رئيس حركة
مجتمع المسلم من وصفهم بـ "حراس
اللغة العربية" للجنة، بقية "التصدي
المسؤولا لتصديب المدرسة
الجزائرية".

● وجاءت دعوة نعنخاج هذه اول امس
في فندق السفير بالعاصمة في كلمته
الافتتاحية لاشغال الملتقى الوطني
الذاتي لاصلاح المنظومة التربوية
الذي نظمته حركته.

نعنخاج أكد في بداية كلمته على انه
"لم يأت لمناقشة أي أحد"، وهو ما
أراد من خلاله نفي ما تردد من محاولة
انشاء لجنة موازية للجنة اصلاح
المنظومة التربوية التي أسسها
الرئيس عبد العزيز بوتفليقة، رغم ان
ذات اللجنة لم تسلم من انتقادات
نعنخاج لتكوينها، متسائلا في ذات
الوقت عن سر حل المجلس الاعلى
للتربية - المنتخب ديمقراطيا كما قال
- وتكوينه بلجنة معينة.

ولم يفته المتقد لتوجهات الارسيدي،
شريكه السياسي في حكومة احمد بن
بيتور، شدد نعنخاج على ضرورة تجنب
"كسر كل الطابوهات" التي قد تؤدي
الى فتح العذوة امام "انصار الغزو
الثقافي"، خاصة وان بعض الاطراف -
كما أشار الى ذلك - "لا تخفي
إرتباطها بفرنسا"، وهي "الاطراف

التي بعثت أبنائها لمزاولة الدراسة في
باريس يوم اعلان المقاطعة الفرنسية
من قبل الاممسي".

وقد لى دعوة نعنخاج الى انتخاج
اشغال هذا الملتقى، كحل من وزير
التربية الوطنية السابق علي بن محمد،
ورئيس المجلس الشعبي الوطني
الاسبق عبد العزيز بلخادم، ومليكة
فريفسو عضو في اللجنة الوطنية
لاصلاح المنظومة التربوية، التي
أكدت في قد ولها على ان المدرسة
الجزائرية التقليدية لا تملك الشفاعة
للتلميذ، ولا تعلمه سوى ستة ألوان
و32 نغما، لتعد الضاركين في هذا
الملتقى بياصمات "توصياتهم
وانشغالاتهم التي مكنت اللجنة
الوطنية لاصلاح المنظومة التربوية".

وهو ما يعد نجاحا بالنسبة لنعنخاج
في احتواء غضب قاعدته من تأثير
مسرور الارسيدي على الرئيس في
ظل ما يشبه "السلمية" أو "التواطؤ"
من قبل قيادة الحركة.

في حين، عبر بلخادم عن قناعته بأنه
"لا يمكن اصلاح المنظومة التربوية
دون الأخذ بعين الاعتبار الخطوط
الحمراء الخاصة بكل مجتمع".
وتعتبر خرجة نعنخاج اول امس حلقة
اخرى في الحرب الكلامية التي
اندلعت بين الارسيدي وحسن، التي

يبدو، من شبه المؤكد، انها على علاقة
مع ما بدأ يدور في صالونات السلطة
من ان تغيير حكومة بن بيتور مسألة
أبام فقط، لذلك راح حزب سعدي عبر
بعض الدوائر بضغط للحصول على
حفايا وزارية جديدة، وهو ما أتى الى
بروز نفوذات لدى نعنخاج من تفلس
"الكوطة" المخصصة، خاصة وان
العديد من الملاحظين سبق لهم ان
أرضحو ال خامس الاكبر في
الحكومة الحالية هو حزب نعنخاج نظرا
لحجم الحفايا الوزارية ونوعيتها
وهي التي لاتعكس وزن احزاب
التحالف داخل المجلس الشعبي
الوطني.

ومن أجل الضغط للحصول على
حفايا وزارية جديدة، يحاول كل طرف
استعمال "اصلاح المدرسة" كورقة
في الصراع، فنعنخاج يتحدث عن
المحافظة على "مكتسب تعريب
المنظومة التربوية"، وسعدي يصر
مناضليه - الذين لم يهضموا بعد
مساندته لمسعى الرئام المدني - بأنه
في الطريق رفقة بوتفليقة من أجل
إيجاد "المدرسة الجمهورية"، وكل
هذا في ساحة سياسية اقراضية لا
تتحرك الا ببروز بعض المواعيد
السياسية والانتخابية.

ب. أفر ب

رئيس جمعية الناشرين الجزائريين إسماعيل أمزيان لـ "الخبر" نادي بعدم تسييس المنظومة التربوية

بعد تعيينه لهيئة انتخابية جديدة مدتها سنة، استطاع الرئيس الحالي لجمعية الناشرين الجزائريين إسماعيل أمزيان أن يمتص حركة الغضب التي انفجرت داخل الجمعية، ويبتكث ثقة الناشرين المقبلين على تنظيم معرض دولي للكتاب في سبتمبر القادم. في هذا الحوار الذي خص به الخبر، يتحدث إسماعيل أمزيان عن التحضيرات لهذا الحدث الثقافي الهام، ويعرج على سياسة الكتاب في الجزائر، وما حدث داخل جمعية الناشرين.

بعضانات التحويل، الجمعية (السررسوم والعضرات) والاجتهاد؟
● أقول دون ديمagogية ولا شعبية أن التحضيرات للمعرض الدولي المبرمج خلال سبتمبر المقبل، انطلقت منذ عدة أشهر، وتلقينا أكثر من 250 طلب مشاركة من البلدان العربية.

أما في ما يتعلق ببعضانات التحويل والاجراءات الجسركية بالنسبة للمعارضين الأجانب، فإن العراويل زالت نهائيا، واستفدنا من التجارب السابقة ويمكنني اليوم ان اطمئن ضيوفا بان مسألة التحويل تم حلها وحسمها بفضل مجهودات وزير الثقافة والاتصال.

ونحن نعتبر هذا المعرض بمثابة تظاهرة ثقافية وفكرية، فهو ليس فقط اسبوعا تجاريا لتسويق الكتاب، بل لدينا برنامجا ثقافيا لاعطاء الكتاب مكانته اللائقة به، ويتمثل هذا البرنامج في دعوة بعض كبار رجال الفكر والثقافة من جزائريين مقيمين في الخارج وأوربيين وعرب للمشاركة في حلقات وندوات فكرية تنظم على هامش المعرض، ونطمح ان نقدم لقرائنا معرضا حسب المعايير الدولية.

تجرون حاليا مشاورات مع وزارة التربية في سبيل بلورة ارضية اتفاق حول الكتاب المدرسي، أين وصلت مساعيكم بهذا الخصوص؟ وهل من اتفاق واضحة؟

● بالفعل نحن متفائلون بالاتفاق، وقد شاركنا في أيام دراسية حول الكتاب المدرسي بالمعهد الوطني للدراسات الاستراتيجية بمشراكة المعهد الوطني للبحوث التربوية وجمعية الناشرين الجزائريين، وقمنا بتنظيم يوما دراسيا بالتعاون مع وزارة التربية، ويكمن هذا التفاؤل في تفهم كل الاطراف لأهمية الكتاب المدرسي الذي هو أساس كل صناعة وطنية للكتاب. تفاؤنا يأتي من كوننا توصلنا الى اقناع الاطراف الاخرى ان الكتاب المدرسي هو رمز السيادة الوطنية، ليس فقط في الجزائر بل في كل المجتمعات الاخرى. ان مطالبنا بتطبيق هذا المبدأ ليس بالمسألة الجديدة، بل هو مبدأ معمول به في المغرب وتونس وفرنسا وكندا... الخ، فهل يعقل ان تسلم دولة ما صناعة ووضع كتابها المدرسي، كتاب أطفالها لدولة اخرى؟ يستحيل ذلك.. إنها قضية سيادة وطنية.



الجمعية الفاعلين والنشطين. ولأن الجمعية هي ذات وزن في العالم العربي ساهمت في بداية التسعينات في تجسيد الصراع القائم آنذاك داخل اتحاد الناشرين العرب، خلال اجتماع الاتحاد في بيروت والقاهرة وكان الفضل في تلطيف الاجواء بين الاخوة الاشقاء وهذا باعتراف الناشرين العرب.

والمشاركون في الاجتماع قرروا تجديد الثقة فيكم لمدة سنة اخرى، هل هذا يعني ان العوامل التي سببت عدم رضى البعض زالت نهائيا؟

● تجديد الثقة لمدة سنة في الرئيس وأعضاء المكتب ليست هدية من السماء، والأكثر من ذلك انها تجديد الثقة بدون شروط، بل حتى الذين تم استعمالهم من طرف بعض الاطراف صوتوا لصالحنا وندموا على ما فعلوا، بعد ان ادركوا أنهم استعمالوا فعلا من طرف أناس ليسوا حتى بمنخرطين في جمعيتنا.

أما بخصوص زوال عوامل عدم رضا البعض، فأعتقد انه يجب التمييز بين المصالح الذاتية والانية الضيقة والمصلحة العليا للبلاد والمتمثلة في بعث نهضة ثقافية طموحة، وتوسيع الفضاء الثقافي الذي يجب ان يربط بتنظيم معرض دولي جزائري يكون في مستوى طموحات الجزائريين وأقصد بذلك معرضا دوليا بكل ما تحمله كلمة دولي من ثقل أي مشاركة عربية واسعة وغربية متميزة.

أنتم الآن على موعد مع معرض دولي للكتاب في سبتمبر القادم، هل تمت التحضيرات بصفة نهائية، وبالاخص فيما يتعلق

الناشر

المنتخبون لاجل العام داخل جمعيتكم قبل انعقاد اجتماعها الاخير، يقولون بانها كانت على وشك الانفجار، فإذا ترون؟
● الواقع ان المنتخبين لنشاط الجمعية وأعمالها لا يقولون ذلك، أما الذين يقولون بانها كانت على وشك الانفجار فهم قلة قليلة، ليسوا بأعضاء داخل الجمعية، وهي فئة مهمشة لا تسلك ثقافة نشر ولا تعرف الا بعض الشيء من النشر وسياسة الكتاب، بل لا تفرق بين سياسة النشر وصناعة الكتاب، والخطر من ذلك تخطط بين النشاط الجمعي والعمل الثقافي، أي لا تفرق بين الجمعيات والناشرين، فهم أناس همهم الوحيد المشسار كفة في المعارض والمهرجانات. أما جمعيتنا فهي ليست جمعية «أعراس» بل جمعية حقيقية من أجل ترقية الكتاب وتوسيع جمهور القراءة.

المنتخبون لنشاط الجمعية يعترفون بالكثير من المكتسيات التي حققتها وهي المطالبة بتعديل القانون المتعلق بالكتاب المدرسي وشبه المدرسي، وإدخال تعديلات عليه بعد ان كان لا يتماشى مع طموحات الناشرين الجزائريين بصفة عامة.

كما يعترف هؤلاء أيضا بأن الجمعية تعمل جاهدا من أجل المساهمة في وضع صناعة وطنية للكتاب، بواسطة العمل المشترك مع الهيئات التي لها علاقة من بعيد أو قريب بالكتاب نشرا وتوزيعا وتجارة وثقافة، حتى خلال «السنوات الحمراء» التي عاشها المجتمع الجزائري حينما فر المستثمرون الأجانب وبعض من الناشرين الخواص الى ما وراء البحر، ولم ترك بلادنا قحلاء وجرداء من الإنتاج الثقافي.

خلال هذه السنوات المساوية «شمرنا» على سواعدنا وأنتجنا الكتاب الثقافي والعلمي ولم نترك أبناء الجزائر تحت الحصار الثقافي، وكل هذا بفضل نشاط الجمعية وعدم استسلامها.

ويعرف المنتخبون لنشاط الجمعية جيدا، باننا لم نستسلم ولم نترك ميدان النشر يتيمًا، وتفاعاً كل الناس بغزارة الإنتاج الفكري والثقافي خلال أوج تفاقم الأزمة، وكانوا يرددون: «غريب أمركم أنتم في الجزائر.. البلاد تحت النار والرصاص وأنتم استطعتم نشر الكتاب وتوزيع الافكار؟» وكل هذا كان بفضل تضامن وتلاحم أعضاء

في تصعيد مناخه لوقوفها من الرئيس

قيادة "حمس" تنتقد بوتفليقة من وهران

إختار قادة "حمس" مدينة وهران التي اتسمت بزيارة الرئيس بوتفليقة الأخيرة لها بالتشجيع وترتد الأعصاب (حسب الإراء محفوظة نعنح) لفتح النار على الرئيس وإعلان التلاق معه.

لأنه لا يبايعه حل للمفتردين وعائلاتهم من جهته وجه محفوظ نعنح انتقادات لأذعة لبوتفليقة مركزا "على التراجع الكبير الذي سجلته حماية التعريب منذ صعوده للسلطة وإستناد مطلق المنظومة التربوية للراشدين من خلال حل المجلس الأعلى للتربية المنتخب (الذي كانت "حمس" تحتل فيه مكانة كبيرة وتشكيل لجنة لإصلاح التعريب تاريخ أعضائها مجهول. كما انتقد تشكيله الوفد الراق للرييس في زيارة الدولة التي يؤذيها حاليا فرنسا.

وتلحق محفوظ نعنح أيضا خلال الندوة التي سمحت التجمع الشعبي للسلوك الذي يتبعه بعض الراسمين حين يتحدثون بالفرنسية معتبرا ذلك "إستهانة بالدستور والشعب وقوانين الجمهورية". ودافع عن رئيس الجمعية الجزائرية للدفاع عن اللغة العربية عثمان سعدي الذي تعرض حمس رئيس حركة حمس لمضايقات شديدة بسبب موقفه الثابت والشجاع من قضية التعريب، ومن ذلك غلق مقر جمعيته بالعاصمة. هوراي محمد

التربوية واللغة العربية. وكان من أشد أولاء الأسادا لبوتفليقة أحمد الدان مسؤول الهيئة السياسية العليا في حركة "حمس" الذي صرح بأن موقف رئيس الجمهورية أثناء لقائه بالثواب الفرنسيين "جعلنا نسحب أصواتنا وانتخاباتنا" وهذا أثناء تعليقه على موقف فرنسي صرح بأن حديث بوتفليقة باللغة الفرنسية في مقر الجمعية الوطنية الفرنسية شرف لهم حيث قال أحمد الدان أن واجب الرئيس الجزائري تشريف الجزائريين وليس غيرهم. كما انتقد أحمد الدان بشدة تصريحات الرئيس أمام نفس الهيئة حول تفضي سيطرة أفكار القرون الوسطى (الإسلامية) على الجزائر، حيث قال مسؤول الهيئة السياسية العليا لحمس أن القرون الوسطى رمز التخلف والظلمية هي قرون مسيحية سيطرت فيها الكنيسة في وقت كان الإسلام في أوج قوته. ليطالب في الأخير من وجد حلا للجيش الإسلامي



نعنح

● عبر جل المتدخلين في الندوة التجمع الشعبي اللذين نظمتهما حركة مجتمع السلم، مساء أول أمس الخميس بالباهية، عن امتعاضهم وقلقهم من المنحى الذي أخذته تصريحات ومساعي المسؤول الأول للبلاد، خاصة فيما يتعلق بالمنظومة

رئيس اتحاد عمال التربية والتكوين في وهران

مشاكل لجنة إصلاح المنظومة التربوية تزداد تفاقماً

التلاميذ لها. وأضاف أنه لا توجد الامكانيات اللازمة لتطبيق التوصيات الأولية للجنة بن زاغو والتي أكدت على زيادة الحجم الساعي للغة الفرنسية.

وأعلن مسؤول التنظيم في الأمانة الوطنية للنقابة الحرة عن شروع ابتداء من الفأح فبراير القادم في تنظيم ندوات ولائية تحتتم بندوة وطنية حول المنظومة التربوية لتبيين موقف عمال القطاع الذين همشوا.

وكان المؤتمر قد انتخبو عشية الخميس الماضي مجلساً ولائياً مكون من 99 عضواً بينهم 21 امرأة، كما انتخبوا المكتب الولائي الجديد بعد الفراغ الذي عاشه هذا التنظيم بوهران طيلة عام كامل. كما صادقوا على التقرير المالي الذي أثيرت حوله ضجة كبرى خاصة فيما يتعلق بتسيير التعازنية الخدمائية.

هواري محمد

الدائر حول إصلاح المنظومة التربوية. وصرحوا بأن موقفهم سيتحدد عقب صدور التقرير النهائي للجنة بن زاغو. إلا أنهم وجهوا انتقادات ضمنية لاذعة لتشكيلة اللجنة وتصريحات رئيسها حول اللغة لفرنسية. حيث أعاد السيد إيدار رئيس الاتحاد التذكير باستنكار نقابته لعدم استشارة عمال القطاع، ممثلين في النقابات الأربعة الموجودة، من قبل السلطات أثناء تشكيل اللجنة. كما انتقدوا تصريحات بن زاغو "للخبر" حول قرب اللغة الفرنسية من الجزائريين، حيث اعتبر السيد إيدار أن الجزائر المستقلة حققت من خلال أتباع فرنسا للغة هذه الأخيرة ما لم تحققه فرنسا للفتها بالجزائر طيلة مدة استعمارها للبلاد. وأضاف أن الوضع داخل المدارس يحتاج إلى تدعيم تدريس اللغة العربية التي أصبحت مادة مستقطبة في كل المستويات نتيجة ضعف تحصيل

ذكر رئيس الاتحاد الوطني لعمال التربية والتكوين، في وهران، أن قضية لجنة إصلاح المنظومة التربوية والصراعات المتعددة داخلها والتصريحات المتناقضة حول تدريس اللغات أصبحت تمثل قلقاً لرئيس الجمهورية الذي اضطر مؤخراً لإجراء تعديل مس رئيس اللجنة غير أن ذلك لم يحل المشكل الذي يزداد تفاقماً مع مرور الأيام.

● وأضاف ذات المتحدث أنه مثلما ذهب المجلس الأعلى للتربية بذهاب صاحبه، ويقصد الرئيس زروال، ستذهب لجنة إصلاح المنظومة التربوية وعملها بذهاب بوتفليقة لأنها أنشئت بدون معطيات، وأكد أنها ستذهب بدون تقييم، كما قال.

ورغم أن مسؤولي النقابة الحرة حاولوا خلال المؤتمر الولائي لمنظمتهم المنعقد بوهران في نهاية الأسبوع الماضي، التقليل من أهمية النقاش

الشاعر عمر البرناوي من مستشفى «قيستا فروشي» بفقر نمسا

«أنا خاضب من بن زاغو»

من المؤلف جدا أن نكتب عن صاحب «ملحمة الجزائر» ونشيد «من أجلك يا وطني»، الشاعر عمر البرناوي كشمخص مريض يعالج حاليا بباريس. واذ تمنى له الشفاء العاجل، فإننا نؤكد على إيمانه الكبير بقدره الله على شفائه والقضاء نهائيا على مرضه، كما أكد له الأطباء ذلك.

بإذن من وزارة الصحة

ومن المؤلف أكثر، أن نكتب عما تعرض له شاعر الجزائر قبل يومين من قبل إدارة مستشفى «قيستا فروشي» بـ «فيل جويف»، المدينة اليهودية بباريس، التي أقدمت على وقف علاجه بحجة أن تصريح التكفل بالعلاج الذي منحه إياه صندوق الضمان الاجتماعي الجزائري لم يعد صالحا، لأنه «إما يحتاج إلى تمديد أو إصلاح في بعض بنوده».

وكان الشاعر عمر البرناوي قد تحصل على تصريح بتغطية إستشفائية بفرنسا ابتداء من 27 ديسمبر المنصرم لمدة شهر وثلاثة أيام، وهذا ما يوضح أن تاريخ انتهاء صلاحية هذا التكفل يكون يوم 1 فيفري وليس يوم 28 جانفي. وفي حديثنا مع الاستاذ البرناوي مساء يوم الثلاثاء، أكد لنا أنه لم يسهضم تبيسرات إدارة المستشفى بخصوص قرار توقيف العلاج عنه، فمن جهة تقول الإدارة أن تصريح التكفل بالعلاج غير مقبول لأنه المعني كشمخص متقاعد والوثيقة مصادق عليها من قبل صندوق الضمان الخاص بالموظفين ومن جهة أخرى تقول ذات الإدارة أن التصريح

يحتاج إلى تمديد بعد أن انتهت مدة صلاحيته.

ويتساءل الشاعر عمر البرناوي، إذا كان الأمر كذلك، فلماذا وافق المستشفى على التكفل به وأهتم بعلاجه وكان حريصا أيضا على تدقيق الفحوصات ومتابعتها بمستشفيات متخصصة أخرى؟

إذا كان الأمر كذلك، فلماذا وافق المستشفى على التكفل به وأهتم بعلاجه وكان حريصا أيضا على تدقيق الفحوصات ومتابعتها بمستشفيات متخصصة أخرى؟

ولتصحيح هذا الوضع، إتصل الشاعر بالعينين في الجزائر وأتمرت هذه الاتصالات، حسبما جاء في حديثه معنا، بتكليف وزارة العمل بتمديد هذه الوثيقة حتى إتمام مدة الاستشفاء، وكما تم الوعد به، كان من المنتظر أن تستقبل إدارة مستشفى «فيل جويف» التمديد المطلوب يوم أمس الأربعاء.

وبصفتهم عضوا في اللجنة الوطنية لإصلاح المنظومة التربوية، يرد

أرفض رفضا باتا ما ورد على لسان رئيس هذه اللجنة، السيد بن زاغو بن علي في جريدة الخبر ليوم الثلاثاء من أن الفرنسية هي الاقرب إلينا... فهذا الموقف سياسي أكثر منه بيذاغوجي واللغات ليس فيها الاقرب والابعد وقد أبلغت هذا الرأي بالتفصيل إلى اللجنة عن طريق فاكس أرسلته إليها عبر سفارتنا بباريس. وإذا كان ليس من حق أي عضو أن يتكلم باسم أي اتجاه سياسي أو حزبي، فإني أسأل السيد بن زاغو باسم أي اتجاه عبر عن رأيه؟..».

تحضيرا للمهرجان الدولي

للمسرح الجامعي

فعاليات الأسبوع

المسرحي متواصلة

تواصل فعاليات الأسبوع المسرحي الجامعي إلى غاية يوم بعد غد؛ حيث وبعد العاصمة والبلدية، نزلت عروض التظاهرة ضيفة على باتنة، لتختتم بهران. وقد انطلق هذا الأسبوع المسرحي يوم السبت الماضي بالاقامة الجامعية للبنات بين عكسون وتم إلى غاية اليوم تقديم تسمية عروض مثلية للعديد من الاقامات الجامعية؛ حيث حددت لجنة التنظيم مشاركة 15 فرقة مسرحية من وهران، تلمسان، المدينة، بجاية.

محاضرات؛ الدكتور أحمد حساني

اللغة العربية تمر بمخاض عسير

وصف الدكتور أحمد حساني المدرسة الجزائرية بـ "المنفلقة على نفسها" وأعاب عليها هذا الانفلاق الذي "لا يساير التطور العلمي الحاصل من حولها" وقال أنها باتت عاجزة عن تقديم المعرفة للمتعلم، مما دفع به الى البحث عنها خارج حدود المدرسة.

ص. نصيرة

في صنع المعرفة، ودعا القائمين على الدراسات المستقبلية العربية الى ايجاد الروافد التي ترفع مستوى البحث النظري والتطبيقي لترقية اللغة العربية لتضمن لها حضورا دائما في الميدان ومعنى ذلك- يقول المحاضر- ان المتكلم العربي مطالب بأن يكون متعدد اللغات انطلاقا من لغته العربية، مقترحا في هذا الباب إعادة النظر في البرامج والبيداغوجيا، الى جانب تنمية التفكير العلمي.

ص. ن

مؤكد ان العولمة هي ظاهرة انسانية "ينبغي التعامل معها بوعي حضاري ينطلق من ادراك المميزات الذاتية والخصوصيات الثقافية والفكرية أمام غياب الآليات الاقتصادية للتأثير فيها". وخلص الى ان العقل العربي مضطر الى تحقيق التقاطع المنهجي بين مرجعيتين فكريتين، مصدرا الاولى الجوهر العلمي المعرفي للتراث والثانية هو استيعاب النظرية اللسانية العالمية للانتقال من مرحلة التلقي السلبية الى مرحلة المشاركة الفعالة

وقال الاستاذ حساني، محاضر بكلية الآداب واللغات والفنون بجامعة وهران، في محاضرة القاها بمقر المجلس الاعلى للغة العربية حول "واقع اللغة العربية بين تأثير الماضي وتحديات العولمة"، إن الطرق التعليمية المنتهجة حاليا في المنظومة التربوية تقدم نموذجا احادي للغة لا مكانة له مستقبلا، وان اللغة العربية تمر بمخاض عسير في ظل تداخل الثقافات وحتمية تقاطع اللغات،

لجنة إصلاح المنظومة التربوية تستعد

لتقديم تقريرها لبوتفليقة

هل يقتصر الخلاف على اللغات ؟

هل اللجنة الوطنية لإصلاح المنظومة التربوية مقبلة على الانتهاء؟ وهل ستلتقي رئاسة الجمهورية بتقريرين من اللجنة المذكورة بخصوص تقرير واحد؟ سؤالان يطرحان بعد الاختيار الصادرة عن أوساط اللجنة أو حتى عن بعض أعضائها التي تتحدث عن خلافات داخل اللجنة التي يترأسها السيد علي بن زاغو عميد جامعة باب الزوار حائيا.

يقترح هؤلاء إدراج هذه المادة الى جانب التربية الاخلاقية والمدنية المستهدف منها تدریس وترقية قيم التسامح واحترام الآخر وغيرها من قيم المواطنة. ويشان التسرب المدرسي، الجرح الغائر في جسد المنظومة التربوية الجزائرية، ستقدم اللجنة اقتراحات تخص الجانب البيداغوجي (لكون الجوانب الاقتصادية والاجتماعية من اختصاص هيئات أخرى غير المدرسة). وستقترح اللجنة عدة إجراءات لمعالجة هذه المعضلة بالتكفل بالاطفال الذين يبدون عدم تكيف مع المنظومة التربوية واعادتهم فيسما يسند الى مقاعدها، اضافة الى اقتراح مسارات دراسية وتكوينية تراعى ميول الاطفال وكذا اقتراح مساعدات مادية لتلاميذ الفئات الضعيفة في الريف والمدن للتخفيف من السلاقتدرس والتسرب المدرسي.

لا يخصص المدرسة العمومية... وهم للمدرسة الخاصة وفيما يخص موضوع التوجيه في مجال التعليم، هناك إجماع داخل اللجنة على عدم تخصيص المدرسة العمومية، لكن هذا لا يعني رفض المبادرة الخاصة الموجودة حاليا في مجال التكوين المهني بموجب قانون صادر في 1994. وحتى في مجال التعليم العالي الذي فتح الباب أمامه قانون توجيه التعليم العالي، والاكثر من ذلك توجد مدارس خاصة في التعليم العام (الاساسي بشكل خاص) وهي تعمل في الوقت الحاضر. والرأي السائد لدى اللجنة هو ان لا مانع من وجود هذا التعليم الخاص ولا في فتح مدارس خاصة جديدة ولكن بشرطين اثنين هما تولى الدولة فرض احترام القانون في هذا المجال ومراقبة المحتوى المقدم في هذه المدارس.

... وإجمالاً، ستتكفل لجنة إصلاح المنظومة التربوية، حسب ما هو مرسوم لها، باقتراح منظومة تربوية لا تتكرر جذورها في ذات الوقت الذي تواجه فيه تحديات العمولة بالتركيز على اللغات والعلوم والتكنولوجيا، ولا يتم هذا دون "خلافات".

فالدعوة الى تطوير تعليم اللغة العربية والتربية الدينية فهما جزء من اللجنة انها "محاولة للتفكير لتراثنا ولتختنا بل وحتى إقامة مجتمع آخر مثلما صرح بذلك أحد أعضاء اللجنة. في حين، يرى الفريق الآخر ان مطالب وحتى إتهامات جماعة صديقي إيديولوجية لا تراعي مصلحة الاجيال ولا مصلحة البلاد التي لا تقيدتها مواقف الانعزال والهروب الى الماضي والتخلي عن مواجهة تحديات الحاضر. بقى في الاخير التساؤل عما ستنتهي اليه الجمعية العامة المقبلة التي لم تحدد بعد، والتي سيتم فيها البت في أمر التقرير (110 صفحة) الذي يقال انه صرح انه لن يقبل الا بتقرير واحد صادر عن اللجنة. وتحسبا لهذا بدأت مجموعة من الاعضاء (المقربين من جماعة صديقي) تتحدث عن عزمها على إرسال تقرير ثان الى الرئيس، الى جانب الحديث عن مساع لتكفل نواب من البرلمان بالملف وانتزاعه من اللجنة التي عينها الرئيس بوتفليقة منذ ثمانية اشهر لتقديم اقتراحات لإصلاح منظومة التعليم الجزائرية...

ع. فيصل

● سنبداً أولاً بنقاط الاتفاق وهي عديدة.. حيث ان أول نقطة تحظى بإجماع اعضاء اللجنة المكونة من 150 عضواً تتمثل في ضرورة الاسراع بإصلاح وضعية المدرسين على مختلف المستويات، فليس من المعقول، كما يرى الاعضاء، ان يبقى المدرسون أقل الموظفين أجراً. هذا المطلب الاستراتيجي قد يحال على المجلس الشعبي الوطني للنظر فيه حتى قبل الشروع في تطبيق توصيات اللجنة. ومقابل هذا يمتد الاتفاق أيضاً الى مسألة ضرورة ترقية تكوين المدرسين ورسكلتهم. النقطة الثانية التي حظيت بإجماع اعضاء اللجنة على اختلاف مشاربهم تتمثل في ضرورة اصلاح البرامج على أساس تخفيفها، إذ هناك اتفاق داخل اللجنة وخارجها، بطبيعة الحال، على ان برامج التعليم الجزائرية "مشقة". وفي نفس الصدد يسود الاعتقاد داخل اللجنة على وجوب تطبيق منهجية حية وعصرية وليس الاعتماد على الاملاء والحفظ...

اتفاق على تعدد اللغات واختلاف حول ترتيبها لا يوجد خلاف حول ضرورة تدريس لغتين أجنبيتين، الفرنسية والانجليزية، الى جانب اللغة العربية لغة التعليم الاساسية. فالمطلوب من استاذ وتلميذ المستقبل التعامل مع عدة لغات أو على الأقل لغتين إثنين. واستناداً الى مصادر متطابقة من داخل اللجنة فهناك اتفاق داخل اللجنة على جعل اللغة الفرنسية لغة ثانية، وهذا امر يقربه حتى من يسمون أنفسهم "التيار الوطني العروبي" الذي يقوده النائب علي صديقي، عضو اللجنة المركزية لحزب جبهة التحرير الوطني ورئيس لجنة التربية بالمجلس الشعبي الوطني. فهذا التباين، حسب اعضاءه، يصرح بان الانجليزية هي لغة العلم والتبادل التجاري لذا يجب ترك الاختيار للتلميذ ليداية تعلمها منذ السنوات الاولى (الثانية) من التعليم الاساسي. في حين يفضل مخالفوهم الرأي اللغة الفرنسية لعدة اعتبارات مثل تجرية التعامل مع اللغة والثقافة الفرنسيين، كثرة التبادل مع فرنسا التي توجد بها جالية جزائرية كبيرة، وجود الموارد البشرية القادرة على تعليم الفرنسية، وإجمالاً هناك إعجاب بالتجربة اللبانية في التعليم التي تدرس بها لغتان أجنبيتان الفرنسية والانجليزية منذ السنوات الاولى الى جانب اللغة العربية بطبيعة الحال. وقد حازت التجربة اللبانية، حسب هؤلاء وغيرهم، على صفة النموذجية من طرف اليونسكو المنظمة الاممية المتخصصة.

وبخصوص اللغات داتما تساند أغلبية اعضاء اللجنة اقتراح تدريس الفرنسية في السنة الثانية بينما تقترح جماعة صديقي الابقاء على الوضع الحالي وهو تدريسها ابتداء من السنة الرابعة من التعليم الاساسي. من جهة ثانية، تصرح جماعة صديقي بوجود رغبة في ابعاد التربية البندنية من التعليم وهو ما يرفضه "خصوصهم" الذين يرون وجوب تعلمها على ان يكون ذلك متكيفا مع أعمار التلاميذ. إذ ليس من المعقول، كما يضيفون، ان يدرس الاطفال مسائل فقهية كبيرة، وهي موضوع خلاف، في سن الثامنة أو العاشرة. كما

اللغة ليست هي المشكل

ما نحتاج اليه في الجزائر ليس إنزال اللغات الأجنبية إلى السنة الثانية، وإنما الأفضل أن يبقى تدريس اللغات ابتداء من السنة الرابعة كما هو معمول به حالياً، ليتمكن الطفل من التحكم في العربية أولاً، نظراً لكثرة اللهجات في الجزائر والتي تصيق تعلم اللغة العربية، وإفا الضرورة تتطلب إعادة النظر في سياسة تدريس اللغات، لأن المشكل لا يكمن في التدريس المبكر أو المؤخر للغات أو الزيادة في حجم الساعات، وإنما المشكل يكمن في إعداد المعلمين إعداداً جيداً، ثم تكثيف من الوسائل التعليمية الضرورية من كتب وأشرطة ومخابر، مع إعطاء الاختيار للتلميذ، ووليّه اختيار اللغة الأجنبية الأولى: الإنجليزية أو الفرنسية دون فرض لغة معينة، لأن هذه التجربة تعد مكسباً للمنهج الواسع التربوية الجزائرية، فهي بحاجة إلى تامين وليس إلى التراجع. كما أنها كلفت ميزانية ثقيلة في تكوين المعلمين في هذه اللغة فلا ينبغي إجهادها بجملة قلم دون أي سند علمي.

ذكر السيد بن زاغور بأن اللجنة قد أخذت من التجربة التونسية، نقول للسيد المخترم أن تونس لا تعاني تنوعاً في اللهجات مثل الجزائر والمغرب، والأجدد باللجنة أن توصي بتصميم الأترنيت في المؤسسات التربوية الجزائرية مثل ما هو معمول به في تونس، حيث كمل الثانويات التونسية 365 مبروطة بالأترنيت، وخالياً بدأت التجربة تعتم على مستوى الإكليات، وأين نحن من هذا، مع العلم أن التلاميذ الجزائريين ليسوا عاجزين عن استعمال الأترنيت، وإفا العجز يكمن في تجهيز المؤسسات، وما تجرية محلات الأترنيت، المنتشرة عبر المدن الجزائرية إلا شاهد على ذلك، فهي خاصة بالشباب المتدربين، ولم يجدوا عائفاً في التعامل معها، هذا من جهة. كما أن هناك ألمع الباحثين الجزائريين الذين تخرجوا في المؤسسات التربوية الجزائرية ويصنعون حالياً عبر العالم كباحثين وخبراء ويشهد بكفاءتهم، هذا من جهة أخرى، لأن مشكل اللغة ليس بمشكل في الوقت الحالي، حيث بإمكان أي متعلم أن يتقن أية لغة إذا ما وفرت له شروط التعلم مثل: المخابر والتعليم المبرمج. وأخيراً نقول للسيد رئيس اللجنة ما جاء في الحوار ليس بجديد وهو معروف لدى العام والخاص، وذكر بالتفصيل في وثائق المجلس الأعلى للتربية، بالرغم من النقائص الموجودة على مستوى تشكيلة اللجنة الوطنية لإصلاح المنظومة التربوية. غير أن المجلس الأعلى للتربية يستعين في كل مرة بذوي الاختصاص خارج المجلس، وتوصل في النهاية إلى نتائج جد مقبولة في عموميتها أكثر بكثير مما هو وارد في محتوى حوار السيد رئيس اللجنة الوطنية لإصلاح المنظومة التربوية. وخير ما نختم به الكلام هو في التأيي السلامة وفي العجلة الندامة، وكل ما بدأ بسرعة ينتهي بسرعة، كفاتنا من الإصلاحات المكتبية المعتمدة على الآراء الشخصية والإيديولوجية البعيدة عن الطموحات المستقبلية للمجتمع الجزائري المعاصر.

د محمد لوزقي بركان
جامعة الجزائر

يلاحظ من القراءة المتأنية للحوار الذي أجراه رئيس اللجنة الوطنية لإصلاح المنظومة التربوية الوارد في جريدة "الخبر" ليوم الثلاثاء 23/01/2001. أن هموم المدرسة ونقائصها تكمن في عدم اعتماد اللغات الأجنبية منذ السنوات الأولى من التمدرس. اللغة الأقرب في نظر رئيس اللجنة هي اللغة الفرنسية بالرغم من كونها ليست في مستوى اللغة الإنجليزية من حيث التحكم في التكنولوجيا، إلا يرى السيد رئيس اللجنة ومن كان معه مع هذا الرأي، أن هذا يمثل تناقضا صريحا، ويؤدي بالضرورة إلى تأخير عملية التطور سنيين إلى الوراء، والمدرسة الجزائرية في أمس الحاجة إلى استثمار أي دقيقة من عمرها فيما يفيدها ويمكنها من مسايرة العصر، لأن أي دقيقة تضيع لا يمكن تعويضها. نحن نضيع آلاف الساعات في الاجتماعات والصراعات، عوضاً من استثمارها في الدراسات والبحوث التي يمكن أن تبين لنا مواطن الاختلالات بكيفية علمية. منها يمكن تشخيصها بناء على نتائج الدراسات، وأخيراً تقديم العلاج المناسب ربعا للوقت والجهد والمال.

كما أن السيد رئيس اللجنة يقول: «أن التحكم في اللغة الوطنية لا يطرح أي إشكال حالياً، والصرع اللغوي الذي يتكلمون عنه لا وجود له على الإطلاق، لأن كل أطفالنا يجيدون اللغة العربية».

وهنا يجدر بنا أن نقول للسيد رئيس اللجنة، هل قامت اللجنة بدراسة وتأكدت من هذا علمياً، أم قيل لها فقط. لأن الواقع غير ما ذكره السيد بن زاغور، حيث نجد مستوى أطفالنا في اللغة العربية لا يختلف كثيراً عن مستواهم في اللغة الفرنسية والإنجليزية، لأن ظروف التمدرس لا تساعد الأطفال على التعلم الجيد خاصة في السنوات الأخيرة، لذا من الأحسن أن يكون عمل اللجنة أكثر تركيزاً على إصلاح العوامل التي تعيق عملية التعلم انطلاقاً من تحديد الأهداف وتحديد المحتويات وتنظيمها من طرف المختصين، بما فيها الكتب المدرسية وتنويعها، ورسكلة المكونات دورياً وتكثيفها من «الديداكتيك» وأساليب التقويم الحديث، ويكون ذلك حسب أهداف واحتياجات المعنيين بناء على التشخيص المستمد من الدراسات والتحقيقات، وليس من التقارير الإدارية المعمول بها حالياً، حيث صرقت ملايير دون أن تحقق الأهداف التي نفقت من أجلها، وتكثيف المؤسسات من الوسائل البيداغوجية الضرورية تسهيلاً لعمل المربين وتشويقاً للمتعلمين، حيث ساعدتهم على الاستيعاب الجيد والتفكير المنطقي. كما توفر لهم الوقت والجهد، وفي حالة توفير هذه الجوانب، فإن مشكل تدريس اللغات الأجنبية في السنوات الأولى غير وارد. إذ أخذنا بجيراننا المغاربة، فتدريس اللغات الأجنبية يبدأ في الطور الثاني. كما أن المواد العلمية تدرس باللغة العربية من الأساسي إلى الثانوي، فلم يطرح مشكل ضعف مستوى طلبية المغرب في اللغات الأجنبية، بل مستواهم يضاهي مستواهم في اللغة العربية، فهم يتابعون دراساتهم في العلوم التكنولوجية والطبية باللغة الفرنسية دون أي إشكال.

بوتفليقة يحذر طرفي الصراع في لجنة بن زاغو ويؤكد تعلم الانجليزية أولوية

أكد، أمس، الرئيس بوتفليقة على ضرورة تعلم اللغات الأجنبية وبالأحرى اللغة الأولى الإنجليزية، باعتبارها، كما قال، لغة التكنولوجيا والعلوم.

العقصور الوسطى، محذرا إياهم من مغبة استعمال قضية اللغة للمتاجرة السياسية.

ويأتي موقف الرئيس بوتفليقة من اللغات بعدما طلب بن زاغو من الرئاسة، مثلما أفادت مصادر متطابقة، بمنح مهلة إضافية لتسليم التقرير النهائي، وأوضح المصادر نفسها أن لهذا الطلب علاقة مباشرة بالخلافات القائمة بين أعضاء اللجنة في عدة قضايا أهمها مسألة اللغة. وقد اتهمت أطراف من داخل اللجنة، بعد التأخر في تحرير التقرير النهائي، بن زاغو ومؤيديه بمحاولة الانفراد بإعداد التوصيات وإدراج مواقفهم دون معارضة الأعضاء الآخرين. كما أن لجنة اصلاح المنظومة التربوية كانت في المدة الأخيرة عرضة لانتقادات من طرف شخصيات واحزاب أكدت ضرورة تمسك الجزائر بقيمتها الثقافية الأصلية وانتماؤها الحضاري العربي الاسلامي.

للسذكير، فإن الوزير السابق للتربية، علي بن محمد، قد بادر، منذ أيام، الى عرض لائحة تربوية وطنية للوقوف في وجه تقرير اللجنة وإقناع الرئيس بعدم الاخذ به كونه "مشروعا استعماري قديما" من ترويج عناصر ذات "توجهات إنسلاخية إستثنائية".

وبرأي الملاحظين، فإن رسالة بوتفليقة بشأن اللغات، وإن لم تكن مباشرة، فهي تحذير للطرفين والتأكيد على أنه سيلجأ الى استفتاء شعبي بخصوص المنظومة التربوية.

م. شوقي

● أثار رئيس الجمهورية، في زيارته لولاية البليدة، قضية تعلم اللغات وما يدور حولها من جدل وخلاف وسط أعضاء اللجنة الوطنية لاصلاح المنظومة التربوية، خاصة بين مؤيدي اللغة الفرنسية والرافضين لها. واعتبر القاضي الاول في البلاد، وهو يدشن مكتبة المركز الجامعي، أن تعلم اللغات الأجنبية محظور أو طابو، ملحا على التفتيح أكثر عليها. وفي اشارة واضحة الى بن زاغو رئيس اللجنة والأعضاء المؤيدين لمواقفه والمدعين لفكرة اللغة الفرنسية أقرب إلينا والمطالبة بتدريسها من السنة الأولى أو الثانية ابتدائي، فإن الرئيس بوتفليقة بتفضيله اللغة الانجليزية يكون قد فصل بصفة نهائية قبل أن يرفع اليه التقرير النهائي للجنة الوطنية لاصلاح المنظومة التربوية، حيث أكد أن تعلم هذه اللغة يجب أن يكون من الابتدائي. وذهب الى أبعد من ذلك حين اعتبر أن الفرنسية مجرد لغة نظرية عكس الانجليزية التي تصلح، أكثر من غيرها، للتطبيقات، وهو ما يتطلع اليه اطفالنا مثلما قال، وتفرضه ثورة التكنولوجيا في العالم. أما بخصوص الطرف الثاني في الصراع، خاصة الاسلاميين والافالان، الذين يتشبثون باللغة العربية كثابت من ثوابت الشعب ويقداستها كونها لغة القرآن واطهروا معارضة شديدة لجماعة بن زاغو، فإن رئيس الجمهورية أوضح بشأنهم أن الجزائر لا ترغب في مدرسة رجعية تبقي البلاد في

مع قرب انتهاء أجل عمل لجنة بن زاغو

الغلافات والضغوط تعرقل إصلاح المنظومة التربوية

بالمشروع الاستعماري القديم في الساحة الوطنية، وان العناصر ذات التوجهات الانسلاخية والاستنصالية هي التي تقوم بالترويج له في أوساط الشباب.

ويسرى بن محمد ان المدرسة الجزائرية ملك للأمة وتعليمها مكسب وطني وتاريخي، وهو يرفض بسفورة كل مشاريع الإصلاحات التربوية التي تتنكر للشوايت الوطنية وفي مقدمتها مرتكزات الهوية الجماعية للأمة.

ويؤيد وزير التربية السابق فكرة اللجوء الى استفتاء شعبي حول مستقبل المنظومة التربوية بشرطين اثنين، الاول ضمان النزاهة والشفافية المطلقة بإشراف هيئة وطنية على العملية من أولها الى آخرها والثانية ان يكون السؤال في مستهفي الدقة والوضوح من نوع "هل تريدون ان يتعلم ابنناؤكم كل صواد دراستهم باللغة العربية؟" أو من نوع "هل توافقون على تعليم ابنناؤكم كل صواد دراستهم العلمية باللغة الفرنسية؟".

وفي نفس الاتجاه، نظمت امس حركة مجتمع السلم اجتماعا تشاوريا لإطاراتها المختصة في قطاع التربية قصد بلورة فكرة والخروج بموقف من اللجنة وتقريرها رغم انه معروف عن الحركة انها انتقدت لجنة بن زاغو.

وصرح نائب رئيس الحركة المكلف بالعلاقات الخارجية لـ "الخبر" ان التقرير لا يجب ان يمس القضايا الجوهرية بل التقنية والعلمية والا سيمس بضمير الشعب الجزائري، وتتفق "حمس" مع كل الاطراف والاشخاص التي لها نفس التوجهات.

واضاف محمد مغارية ان "الحركة ستتنظم لقاءات اخرى لاثراء الموضوع. لكن ليس في الوقت الراهن. كون هناك امور اهم والاولوية للحملة المكشوفة التي تستهدف البلاد والتي تحتاج الى مجند الجميع لانقاذها".

م. ر.



أكدت مصادر مطلعة من محيط اللجنة الوطنية لأصلاح المنظومة التربوية ان هذه الاخيرة قامت بإخطار رئاسة الجمهورية بشأن التأخر الذي وقع أثناء إعداد التقرير النهائي الذي سييسلم للرئيس يوم الثلاثاء ويالتالي وجددت نفسها مضطرة الى تقديم عهدها بأيام اخرى بعد ان كان من المنتظر ان تنتهي مهمتها الاربعاء المقبل.

تأخر

يحدث هذا في الوقت الذي تشهد فيه المنظومة التربوية صراعات إيديولوجية قد تأتي على تماسك هذا القطاع في المستقبل وتؤكد الانقسام الواقع في مجال اللغة المختارة للتدريس بين مزيد للغة الفرنسية وتمسك باللغة العربية.

وقد تسبب هذا الجدل في بروز اختلافات على مستوى اللجنة الوطنية لأصلاح المنظومة التربوية، واتهم بعض الاعضاء رئيس اللجنة بن زاغو بعد التباطؤ الذي عرفه إنجاز التقرير، بمحاولة الانفراد بإعداده رفقة عناصره، وهو ما فنده في تصريح سابق لـ "الخبر"، حيث قال "ان العملية تحتاج الى بعض الوقت والامكانيات".

وإذا كانت مهمة اللجنة تنتهي بعد غد الاربعاء، فانه لم يتم بعد إعداد التقرير، وفي هذا السياق اشارت مصادر في هذه الهيئة انها على اتصال مباشر برئاسة الجمهورية وتم

إخطارها بهذا التأخر، وسينجز التقرير في الايام القليلة المقبلة، اما الجمعية العامة فسيتم عقدها بعد عيد الاضحى.

تم اعضاء من اللجنة عن تاريخ الجمعية العامة، وقالوا انها "لم تؤجل مادامت اللجنة لم تحدد من قبل تواريخ انعقادها، كما حاولوا إبراز مهمتهم في اطار اصلاح القطاع التربوي".

واصبحت اللجنة في الايام الاخيرة عرضة للتهجمات المتتالية من قبل بعض الشخصيات والحزاب السياسية التي تؤكد في كل مرة تمسك الجزائر بقيمتها الثقافية الاصلية وركائز إنتمائها الحضاري العربي الاسلامي والذي مكن شعبيها من مقاومة الاستعمار الفرنسي.

ومن بين المعارضين لهذه اللجنة والرافضين لتقريرها قبل المصادقة عليه، وزير التربية السابق علي بن محمد الذي وجه لائحة تربوية شعبية وطنية لإجهاض تقرير اللجنة واقناع الرئيس بالعدول عنه حيث يعتبر تقرير اللجنة

إثر تصريحات بين زاغو لـ "الخبر"

أحزاب في الائتلاف تحذر لجنة إصلاح المنظومة التربوية

كشفت ردود فعل الأحزاب السياسية بشأن تصورها لتقرير اللجنة الوطنية لإصلاح المنظومة التربوية عن الانقسام الواسع للتطبيق السياسية، والاختلاف في كيفية رؤيتها للمواضيع، ففي الوقت الذي يؤكد فيه التيار الديمقراطي دعمه وتأييده لعمل اللجنة، أعربت الأحزاب الإسلامية عن عدم ارتياحها للتركيبة البشرية واستعدادها لمعارضة التقرير إذا كان لا يتماشى والقيم الوطنية، فاتحة بذلك المجال للصراعات السياسية والحزبية.

قبل أن يعقب على تصريحات، بين زاغو "إننا في مرحلة التعددية والديمقراط والحديث عن اللجنة ليست من للأحزاب هي عقدة تجاه الديمقراطية والتعددية، وهناك ضعف الحجة". وأكد نائب "حمس" أن "أي مشروع إذا لم يمر عبر المؤسسات الدستورية ولا يعبر عن تطلعات الشعب، فسوف لن يكتب له النجاح ومآله الفشل محالة".

وحسب المتحدث، فإن "أزمة الثقة تتوسع، وكحركة النهضة ان يقدر للنقاش ولا يفرض بطريقة فوقية لأهذه الفوقيات هي التي أوصلت اليلالي إلى أزمة".

كما أشار سالم شريف إلى أن "حركة حمس" متفتحة لأي مشروع يطرح شريطة أن لا تهيمن عليه أفكار تيار معين.

وهو نفس السياق الذي جاء فيه رد فعل حركة النهضة، حيث قال الأمين الوطني المكلف بالأعلام الطاهر حبشي أن "تصريحات، بين زاغو وضحت بعض القضايا بخصوص عمل اللجنة وأهدافها بناء على الرسالة التي قدمها رئيس الجمهورية. لكن بعض ما ورد من أفكار لا يخدم المنظومة التربوية". وكمثال تحدث الطاهر حبشي عن ما ورد في الحوار بشأن "اللغة الفرنسية أقرب إلينا"، وقال "من حيث الواقع التاريخي نحن أقرب من فرنسا، لكن مستقبل المنظومة التربوية يحتاج إلى اللغة الانجليزية كونها لغة العلم والمعاملات الاقتصادية ووسائل الإعلام والاتصال، وبالتالي يجب تجاوز مثل هذه الأفكار حتى لا نجد الجزائر نفسها أسيرة اللغة الفرنسية".

أما بشأن تأكيد بين زاغو على أن "اللجنة ليست منبرا للأحزاب السياسية"، رد الطاهر حبشي "أن هذا تقليص لدور الأحزاب السياسية لأن القضية مصيرية، ومن الطبيعي وجود أعضاء لهم ميولات سياسية وصراعات، لكن المهم أن يعطي التقرير النهائي البعد الحضاري للأمة الجزائرية".

وكشف مسؤول النهضة عن "موقف حركته إذا كان تقرير اللجنة يسير في الاتجاه المعاكس"، وقال "سنعارضه بالقول الصريح وسنعلن عن وجهة نظرنا في الوقت المناسب". من جهته، علق مسؤول الإعلام بجهة التحرير الوطني قائلا "هناك مبالغة من طرف الذين يدعون للتطرف والقوا في اقتراحاتهم لاسيما الرغبة في التقليل من ساعات تدريس اللغة العربية".

ويضيف عبادة "لكن لحد الآن لم تتمكن من إصدار موقف رسمي مادام لن ينشر بعد، لكن سندعمه ونسانده إذا تجاوز مع التحولات التي تحدث في العالم ويواكب التطورات في مجال التكنولوجيا، وان لا يمس بالقيم الوطنية".

في حين رفض الأفاضل الدخول في نقاش حول إصلاح المنظومة التربوية، وتكون بفشل اللجنة في عملها كون النظام لم يتغير، وأضاف بوعيش أنه تم تصيب لجنة دون أن يتم تحديد مهمتها ومعرفة أهدافها الحقيقية، أما عرض التقرير للاستفتاء فيقول المتحدث "أنه هروب للامام، وكان من الأجدر انتقاء التركيبة البشرية والتخلي عن المحافظين الذين يرفضون التقدم والديمقراطية".

ر. مالك

أثار الحوار الذي أدلى به أول أمين رئيس اللجنة الوطنية لإصلاح المنظومة التربوية بين زاغو لـ "الخبر" ردود فعل متباينة، إلا أن جميع التشكيلات السياسية أكدت على وجود أعضاء من مختلف التيارات السياسية.

لقد تمحورت إستفساراتنا حول الكيفية التي ترى بها هذه التشكيلات السياسية للجنة والصراعات المتواجدة بداخلها. وعن احتمال لجوء الرئيس بوتفليقة إلى عرض عمل وتقرير هذه اللجنة للاستفتاء الشعبي.



محمد بن زاغو رئيس اللجنة الوطنية للإصلاح التربوي

فبالنسبة للتيار الديمقراطي، فإن الإشكال غير مطروح بتاتا ويرى التجمع من أجل الثقافة والديمقراطية أن "اللجنة مكونة من أعضاء مختصين في مجال التربية قبل أن يكونوا مهيكليين في أحزاب سياسية". ويقول النائب فرج الله "أن هدف هذه اللجنة اقتراح توصيات من شأنها إبعاد المدرسة الجزائرية عن الأيديولوجيات والصراعات الحزبية، وفتح الأفاق نحو إنشاء مدرسة حديثة يتعلم فيها التلاميذ حقوقهم واجباتهم".

ويعترف "الارسيدي" أن هذه اللجنة تعاني من صراعات داخلية على حد قوله "أن المدرسة الديمقراطية والجمهورية لا تخدم هذه الأطراف كونها تستغلها للدعم السياسي والحزبي".

وعبر "الارندي" عن ارتياحه لعمل هذه المنظومة، وقال ميلود شرفي أن "التجمع الوطني الديمقراطي يرفض الحديث عنها وهو مرتاح لتركيبتها البشرية، وليس على علم بالصراعات التي تحدث بداخلها كما سوف لن يعارض رئيس الجمهورية، إذا ما كان يرغب في عرض تقرير هذه اللجنة للاستفتاء، كونه من صلاحياته الدستورية".



محمد بن زاغو رئيس اللجنة الوطنية للإصلاح التربوي

لكن للأحزاب الإسلامية حديث آخر عن الموضوع، حيث أول رد فعل كان لحركة مجتمع السلم، وعلى لسان أمينها الوطني المكلف بالتنظيم سالم شريف نصر الدين الذي ذكر بتحنظ حمس من تركيبة اللجنة يوم إنشائها.

الباحث محفوظ بنون يؤكد تأسيس المدرسة وراء نكبتها!



محفوظ بنون

المنطق العلمي وسهوت بالتححرر الفكري سيما مع جهود "بنون" الذي غلب العلم على الايمان وبلغت كتب دار الحكمة آنذاك مليون كتاب. واستطرد الباحث بنون بالقول: "مكتبتنا ليس بها اليوم أكثر من 500 ألف كتاب" متجاوزا بذلك "عهد" التدوين و"سلطة الفقهاء" التي كانت ممنوحة لهم، فاتحاً المجال للاستفادة من علوم الاجناس الاخرى ويقتضي الديانات مما ولد فيما بعد فكراً عربياً اسلامياً متحرراً انتج نهضة علمية مع ابن رشد وابن الهيثم والبيروني لتراجع الامور بعد عودة الفقهاء الى سياسة التحريم والى قتل المبدأ العلمي، مما أدى الى الانحطاط في نهاية الامر. وأسقط الباحث كل هذه الخلفيات التاريخية في تحليله لواقع التربية في الجزائر الذي تأثر أولاً بالاستعمار الذي عمل على تجهيل الناس ثم بالمدارس التقليدية التي كان يعمل فيها من لا علم ولا تكوين لهم وهم الذين أدمجوا فيما بعد في سلك التربية وما أحدثه ذلك من انعكاسات سلبية على العطاء التربوي.

وبعد استعراضه للتجارب الالمانية والامريكية واليابانية الذين كونوا ميكانيزمات التغيير في منظوماتهم التربوية أعطت نتائج ايجابية قال في ختام حديثه: "أنا لست ضد تعليم الدين في المدرسة لكن بأي طريقة وبأي كيفية؛ هل كظاهرة حضارية تاريخية وما حملته من تغييرات أم من وجهة نظر تقليدية تنحصر في كيفية الوضوء وغسل الميت؟" وكشف أنه "إن بقيت الامور على هذه الحال، لا نجد بعد أربع سنوات أستاذاً واحداً يدرس مادة الرياضيات".

ص. نصيرة

إتهم الباحث في علم الاجتماع، الدكتور محفوظ بنون، الوزير السابق للتربية في عهد الرئيس يومدين، السيد أحمد طالب الابراهيمي بأنه وراء دفع المدرسة الجزائرية الى تبني سياسة الانقماش في الجدور وهو ما أثر سلباً على المستوى التعليمي.

● أوضح الدكتور محفوظ بنون في ندوته التي عقدها أول أمس بقصر الثقافة لتقديم كتابه الجديد "تربية، ثقافة وتنمية" الصادر مؤخراً عن دار "مارينور" أن عباسي مدني من خلال دعوته لعدم دراسة البيولوجيا من قبل الطلبة يكون قد دعا الى أفكار تقتل علم البيولوجيا عندنا مع أنها "علم الحياة". وفي تجديده للخطوط العريضة التي جعلت قطاع التربية في الجزائر يعرف تراجعاً خطيراً، أوصلنا الى مقولة بوضياف الشهيرة "المدرسة الجزائرية منكوبة" بكشف أن النظام التربوي عندنا عمل على خرق المنظومة التربوية وكشف أنه ضد إصلاح المنظومة التربوية بدون تجنيد المعلمين وقال أن 85 بالمائة منهم لا يحصلون حتى شهادة البكالوريا ودعا في هذا الاطار الى ضرورة تبني سياسة تكوين المكونين على المدى القصير والمتوسط والطويل، مع اتخاذ سياسة عقلانية وموضوعية بدون تدين المدرسة أو جعلها وضعية على التقاليد، على اعتبار أن المدرسة العصرية من وجهة نظره تؤدي الى التفسير وتولد التفكير النقدي الذي يسمح بفهم التقاليد. وقبل أن يتطرق الباحث محفوظ بنون الى وضعية النظام التربوي عندنا، حدد الاطار الاقتصادي الذي لازمه منذ الاستقلال سيما في مجال الهيكلة الصناعية والتي كانت من العوامل التي دفعت الى أزمة المدرسة لعدم الاعتماد على الصناعة القاعدية التي كان يمكن أن تدفع الى الامام لا العكس. وأرجع الدكتور بنون جدلية التعليم في المدارس التقليدية والمدارس العصرية الى جذورها التاريخية من خلال العودة الى الحضارة العربية الاسلامية التي بلغت أوجها لما اعتمدت

رئيس اللجنة الوطنية لإصلاح المنظومة التربوية لـ "الحير"

اللغة الفرنسية أقرب إلينا

اتسمت اعمان اللجنة الوطنية لإصلاح المنظومة التربوية منذ تنصيبها بنقاش حاد وساخن، ولا سيما، فيما يتعلق بتدريس اللغات ومحتوى البرامج والطرق البيداغوجية. النقاش افرز صراعات كبيرة بين أعضاء اللجنة صنفه البعض في خانة الصراع بين مؤيدي "التعريب" ومؤيدي "التقريب". في هذه القضية وهضابا أخرى يتحدث بين زاغو الذي بدأ صارما في مواضعه.

ان طرق التعليم تتغير حسب سن الطفل. وعلى سبيل المثال، اثبتت البحوث التي زدنا بها خبراء "اليونسكو" انه في بعض البلدان العربية تعليم اللغة الأجنبية، حسب البلد المعني، يبدأ من الحضنة، وهذا لا يخلق لنا أي مشكل ذي طابع بيداغوجي. لهذا يجب اكتساب لغة أجنبية واحدة في الأول، ثم فيما بعد التفكير في لغة ثانية.

ربما مسألة اللغات هي التي اثارت صراعات كبيرة بين أعضاء اللجنة، خاصة الاصلاح على ضرورة ادراج اللغة الفرنسية، ابتداء من السنة الاولى ابتدائي، وهو ما اعتبره "تقريباً".

المدرسة الجزائرية. وهل ادراج اللغة الإنجليزية لا يعتبر "تقريباً" في مفهوم هؤلاء؟

هدفتنا من تعليم اللغات لأطفالنا هو منحهم قدرة التحكم فيها وليس الزج بهم في معارك تاريخية لم تعد من عالمنا اليوم، وإنما يجب تزويدهم بالوسائل الضرورية للمصنعة والتكيف مع الواقع الحالي لا تحولوا معارك ابائنا وأجداننا إلى اولادنا. لان همتنا في اللجنة هو ما هي فائدة الطفل والمدرسة الجزائرية ومن ثمة فائدة الجزائر؟ هذا هو

انشغالتنا، ولا مكان في اللجنة للنقاش الايديولوجي والسياسي. لكل افكاره، ولكل موافقه، غير ان عضويتنا في اللجنة تفرض علينا الالتزام بكوننا مبرين ومختصين بعاشروا النظام التربوي للاستفادة من تجاربنا الميدانية كجزائريين تمهيم المصلحة العليا للبلاد ومصصلحة أطفالنا، لاننا اولياء تلاميذ في المدارس وفي الجامعات. للتذكير، فان اللجنة غير ميسسة، ومن يريد ممارسة السياسة فما عليه الا البحث عن مكان مناسب لذلك. وأظن ان الرئيس قد اعطى توجيهات بهذا الشأن في رسالته التوجيهية وفي كثير من تصريحاته. وأظن ان التحكم في اللغة الوطنية، لا يطرح أي إشكال حالياً، والصراع اللغوي الذي يتكلمون عنه لا وجود له على الاطلاق، لان كل أطفالنا يجيدون اللغة العربية.

وليعلم الجميع ان ما يهتسا هو المحتوى والإساليب البيداغوجية، فاللغة العربية ليست "نقطة فقط، أو "ذهب الاب إلى سوق الفلاح" و"الأم في المطبخ" لدينا ثقافة عربية ثرية يجب استغلالها. بروج افه يجري تحضير تقرير مواز لتقريركم من طرف المعارضين لكم داخل اللجنة، ما قولكم؟ هم أحرار، يحضرون ما شاوروا من التقارير، الشايات ان التقرير الوحيد المتعرف به هو الذي سوف تحضره وتصادق عليه اللجنة الوطنية. ولسنا مطالبين بتحرير "كتالوج" خاص بمواقف هؤلاء وأولئك، مهمتنا ليست هذه، وإنما تقديم اقتراحات ملموسة لإصلاح المنظومة التربوية.

ولا يعني ابدأ أننا نقصي رأي الاقلية في اللجنة، سنشير إلى ذلك على هامش التقرير. ان اللجنة تعمل في شفافية تامة وفق نظام داخلي، وماعداً ذلك فيمكن اعتباره مجرد شوشرة وتلاعب. أظن ان محاولات ضرب اللجنة بدأت منذ تنصيبها، وقد قيل عنها الكثير، من اذا أراد أي حزب التعبير عن رأيه فيما يتعلق بالمنظومة التربوية، يجب برنامجها السياسي فليختر ايمان المناسب لذلك بعيداً عن الاحاد الأثنا في اللجنة لئلا نمثلين في اللجنة السياسية.

غير منطقي. فاعتدنا على إنشاء لجان فرعية تهتم كل واحدة بقضية معينة ومحددة، علاوة على ذلك استنجدنا بخبراء من مختلف الوزارات والجانب وجمعيات أولياء التلاميذ والطلبة ومنظمات عالمية مختصة، اضافة إلى تجارب اشقائنا في تونس والمغرب والبلدان العربية في تونس والمغرب والاقتراحات بالجانب البيداغوجي في معناه الواسع، يعني المحتوى، الطرق البيداغوجية، تعليم اللغات الأجنبية والتحكم في اللغة الوطنية بالتكوين وضرورة تحسينه في جميع المستويات، بإعادة النظر في النظام التربوي من حيث بنيتة وهندسته، بتحديد العلاقات بين التعليم الاساسي والتعليم الثانوي والتكوين المهني والتعليم العالي، وهناك اقتراحات خاصة بالمجامعة لخصوصية مشاكلها، علاوة على اقتراحات تخص الوسائل المادية والمالية التي يجب توفيرها قصد اصلاح المنظومة التربوية. وقد استنبطت الاقتراحات من عمل اللجان الفرعية بالدرجة الاولى ومن الجلسات العلنية لاجراء اللجنة المنعقدة مرة كل شهر، بالاعتماد، طبعاً، على تجارب بعض الدول وخبراء اليونسكو واللاسكو من خلال التطرق إلى اهم الاتجاهات في العالم، ودراسة التكنولوجيات الجديدة التي هزت النظام التربوي، قضية تعليم اللغات الأجنبية حساسيتها في العالم العربي خاصة.

على سبيل ذكر اللغات الاجتبية وضرورة تعلمها، فقد أكد مؤخرًا الرئيس ان لغة التكنولوجيا هي الانجليزية، مطالبا بتدريسها في السنوات الاولى من الابتدائي في مواقع هذه اللغة في تقريركم؟ هناك نقطة محل اتفاق كل أعضاء اللجنة، وهي يجب ان يتحكم أطفالنا بالدرجة الاولى في اللغة الوطنية، ومن ثمة تعليم لغة أو لغتين اجنبيتين، وكان هناك نقاش كبير لمعرفة ماهيا هاتين اللغتين، لانه كما هو معروف، في الجزائر، واضح جدا ان الامر يخص الفرنسية والانجليزية، وإنما المعركة في أي ترتيب، تدخلان هاتان اللغتان، اللغة الانجليزية، أكيد، إنها اللغة الإيجتر السطحافي العالم، وهي لغة التكنولوجيا والحلول. الآن، بالتنسبة الينا، هل هي حقيقة اللغة التي نسمح لنا بنهل العلوم والتفتح على العالم، لان الهدف من تعليم اللغات الاجتبية هو هذا. ونظراً لمخيط الجزائر وموقعها الجغرافي والسياسي، يبين جلياً ان الانجليزية ليست هي اللغة التي نسمح لنا في الوقت الراهن بتحقيق ذلك.

عندما نتحدث عن اللغة الفرنسية، فإننا نتحدث عن اللغة التي تعلمها جميع أطفالنا في الجزائر، وهي لغة التكنولوجيا والحلول. الآن، بالتنسبة الينا، هل هي حقيقة اللغة التي نسمح لنا بنهل العلوم والتفتح على العالم، لان الهدف من تعليم اللغات الاجتبية هو هذا. ونظراً لمخيط الجزائر وموقعها الجغرافي والسياسي، يبين جلياً ان الانجليزية ليست هي اللغة التي نسمح لنا في الوقت الراهن بتحقيق ذلك.

ونظراً لمخيط الجزائر وموقعها الجغرافي والسياسي، يبين جلياً ان الانجليزية ليست هي اللغة التي نسمح لنا في الوقت الراهن بتحقيق ذلك.

عندما نتحدث عن اللغة الفرنسية، فإننا نتحدث عن اللغة التي تعلمها جميع أطفالنا في الجزائر، وهي لغة التكنولوجيا والحلول. الآن، بالتنسبة الينا، هل هي حقيقة اللغة التي نسمح لنا بنهل العلوم والتفتح على العالم، لان الهدف من تعليم اللغات الاجتبية هو هذا. ونظراً لمخيط الجزائر وموقعها الجغرافي والسياسي، يبين جلياً ان الانجليزية ليست هي اللغة التي نسمح لنا في الوقت الراهن بتحقيق ذلك.

الجزائر: مضمون

أشرفت ليجنتكم على نهاية مهمتها، فما هي الخلاصات التي توصلتم اليها بشأن المنظومة التربوية؟ أريد، فقط، في البداية توضيح بعض الامور تتعلق بكيفية عمل لجننتا، خاصة وأنه قيل عنها الكثير. وقيل انها صير لصراعات كبيرة. وهذا امر طبيعي بالنسبة لقضايا هامة تتعلق أساساً باستقبال أطفالنا ومن ثمة مستقبل البلاد. طبعاً اتسمت اعمالنا بنقاش حاد احياناً اللجنة اعتمدت في عملها على الرسالة التوجيهية لرئيس الجمهورية التي تحدد، بصفة دقيقة، مهام اللجنة. وكان علينا ان نجد اجوبة مقنعة لعدد من الاشغالات والمسائل العالقة، وتقدم اقتراحات.

والجدير بالذكر ان منظومتنا التربوية كانت، حقاً، في حاجة إلى اصلاح عميق من اجل تحقيق اهداف فعالية. المدرسة الجزائرية تواجه عالمًا جديدًا بدأت ملامحه ترسم في الافق اقتصادياً وجيوستاسياً.

ويجب ان نحضر أطفالنا إلى هذه التحولات العميقة كباقي اطفال العالم. إذن يجب على المدرسة ان توفر للأطفال وسائل الادماج في العالم بكل معطياته الجديدة بصفة طبيعية. إذن لا بد من توفير وسائل الوصول إلى المعرفة، إلى قدرة التفكير، إلى تكوين فكر نقدي تجديدي، وهذه هي الحصا التي يجب زرعها في أطفالنا ليكونوا مواطنين سعداء في بلادهم، فخورين، واصحاب مشروع لتنمية البلاد بعيداً عن أي دياغوجية وإيديولوجيا، مثل كل المدارس في العالم، أظن انها المهمة الاساسية للجننتا، ولكل عضو رايه، وخبرته في الميدان تتناقل للوصول في آخر اعمالنا إلى جلسة من الاقتراحات الملموسة نرفعها إلى رئيس الجمهورية.

أما عن الملاحظات الاولى، فقد حاولنا على مستوى اللجنة حوصلة المشاكل التي تعيشها مدرستنا وكذلك النتائج التي حققتها منذ الاستقلال، لانه لا يمكن اغفال المتكاسب الهامة التي حققتها المدرسة الجزائرية، لكن توجد كذلك الكثير من النقصات المتمثلة اساساً في محتوى التكوين ونوعيته، الذي أدى إلى ضعف مستوى تكوين أطفالنا، فكان لا بد لنا ان نبحث عن اسباب التدهور. ولعل اهمها المعطيات البيداغوجية، وأظن أننا لم نأخذ بعين الاعتبار التطور الحاصل في الامااط البيداغوجية العصرية، في حاجيات الاطفال، وفي بيسيولوجيتهم، حيث اقتضت مهمة المدرسة على غرس العقائد والايديولوجيات، في الوقت الذي كان فيه من المفروض غفيتها ان تبت في أطفالنا الاعتزاز بالنفس كونهم جزائريين، وتربيتهم أكثر بجذورهم وبلغتهم وتاريخهم، وتمنحهم في نفس الوقت القدرة على التفكير والنقد ليكونوا مواطنين مسؤولين في بلادهم.

عسى ضوء هذه الملاحظات والحصباة التقييمية للمنظومة التربوية. ماهي اهم التوصيات التي تتسور رقمها إلى رئيس الجمهورية؟ لقد حاولنا تنظيم اللجنة حتى نتسكن بالفعل من التطرق إلى المشاكل الجوهرية، وكما هو معروف ان اللجنة تضم 158 عضواً وغير يمكن ان نباشرها في جلسات علنية جماعية. لانه

لقد حاولنا تنظيم اللجنة حتى نتسكن بالفعل من التطرق إلى المشاكل الجوهرية، وكما هو معروف ان اللجنة تضم 158 عضواً وغير يمكن ان نباشرها في جلسات علنية جماعية. لانه

عندما نتحدث عن اللغة الفرنسية، فإننا نتحدث عن اللغة التي تعلمها جميع أطفالنا في الجزائر، وهي لغة التكنولوجيا والحلول. الآن، بالتنسبة الينا، هل هي حقيقة اللغة التي نسمح لنا بنهل العلوم والتفتح على العالم، لان الهدف من تعليم اللغات الاجتبية هو هذا. ونظراً لمخيط الجزائر وموقعها الجغرافي والسياسي، يبين جلياً ان الانجليزية ليست هي اللغة التي نسمح لنا في الوقت الراهن بتحقيق ذلك.

في يوم دراسي حول المنظومة التربوية نظمتها حركة الاصلاح

جاب الله يرفض تقرير لجنة بن زاغو

ورضع رئيس حركة الاصلاح تقرير لجنة بن زاغو في اطار "الحرب الشاملة" على الشعب الجزائري، حيث اشار الى انها لم تقتصر "على حقوقه السياسية والاجتماعية والاقتصادية بل تعدت كل ذلك لتمس كل مقومات شخصيته"، معتبرا، في نفس الوقت، "الانفتاح على اليهود والتهجم على قانون الاسرة وتشجيع العمل والحديث باللغة الفرنسية وعقد ملتقى اوغسطين الروماني ومشروع تعديل قانون العقوبات والاجراءات الجزائية الذي طال حرية التعبير لرجال السياسة والاعلام وأئمة المساجد، خيانة للامة وتمهيدا للاعتراف بالاقدماء السوداء بالجنسية الجزائرية. من جهة ثانية ندد جاب الله بالتصعيد الامني مؤكدا على موقف حركته من السياسة المنتهجة من السلطة وقصور معالجتها للوضع الذي حذر من تطوره الى ما هو اسوأ اذا استمرت "سياسات السلطة في غلق المجال السياسي والاعلامي"، داعيا النخب الراضية لسياسة السلطة الى تشكيل "جبهة التصدي".

م.شوقي



عبد جاب الله

المستحيل ان تنجح منظومة تربوية ذات سياسة تعليمية لانكية الروح فرنسية اللسان في المحافظة على وحدة أمة عربية مسلمة وفي تعزيز أمنها واستقرارها".

وانتقد جاب الله بشدة "القائمين على أمر الدولة" الذين اهملوا أمر المنظومة التربوية ولم يوجهوها، كما اوضح، في الاتجاه الصحيح، أي بمعنى "نحو معالجة النقص الموجود وتحقيق ما تريده الامة من التعليم... نحو ما يفيد في احياء مجد الاسلام والعربية وحب العمل والاعتماد على النفس، وتثبيت قيم التكافل والتعاون الاجتماعي".

اعتبر عبد الله جاب الله، رئيس حركة الاصلاح الوطني، اول امس، تقرير لجنة بن زاغو "من اخطر معالم التأمر على الامة"، كونه يتنكر لعقيديتها وفتنها واخلاقها وتاريخها ومصالحها الوطنية والقومية والاسلامية".

عبر جاب الله في الكلمة التي القاها، في اليوم الدراسي الذي نظمتها حركته حول المنظومة التربوية بمشاركة عدد من الدكاترة والاساتذة والشخصيات السياسية الوطنية، عن رفضه المطلق لمحتويات التقرير النهائي للجنة الوطنية لاصلاح المنظومة التربوية الذي انجزه، كما قال، اعضاء اغلبهم من التيار العلماني اللانكي درسوا في فرنسا والغرب عامة وتأثروا بما هناكلك من مذاهب وافكار وتحرر من المبادئ واستهانة بالقيم الدينية والاخلاقية، كما اعتبر المشروع "غريبا عن الامة ومحاربا لها، يريد ان يحقق لفرنسا ما عجزت عن تحقيقه بنفسها خلال عقود احتلالها للجزائر". واستبعد جاب الله ان تنهض منظومة تربوية "تقوم على سياسة تعليمية غريبة عن الامة، ومن

ثقافة

الهوية.. والثقافة العربية

التعددية اللغوية فخر جديد..



«لست اعرف لسالتك جوابا لاني لست عربيا فاجيبك عن سؤالك...! فقال له العربي: مع هذه الفصاحة العربية؟»

فقال الرومي: ان كان العلم باللسان ينتقل الانسان من جسده الى جنس من حفظ لسانه.. فانت اذن رومي فان فصاحتك بلسان السروم ليست دون فصاحتي بلسان العرب.. فعلى قياس قولك ينبغي ان تكون انت روميا وكون انا عربيا..!

ويضيف الدكتور رضوان السيد: ان الواضح من هذه القصة ان الرجلين ما كنا يريان للغة مدخلا في الهوية.. لكن ربما كان مفهوم اللغة الام قد انتشر في تلك الفترة المبكرة من تاريخ الاسلام او ان القصة موضوعة للحيلولة دون انتساب الموالي للعرب الذين كان يبلغ بهم الاتقان للغربية أحيانا درجة يتجاوزون بها الكثير ممن كانت العربية لسانهم «الأم» والحسين الصوري، سيد فصحاء

اللغوي الذي الاضطراب ار ترك تلك اللهجات حين يجد الجد والفرع الى الفرنسية يكربون منها ويرضعون من لبنها على انها لغة الحضارة والعلم والتكنولوجيا ومن مزاحمة اللغة العربية في عقر دارها وبين اشباعها او انصارها ويجعل اللهجات المحلية ضرت لها، ولم تكن قط الا اخوات ودودات عبر اربعة عشر قرنا من التعايش اللغوي.. ويستشهد بما جاء في كتاب الشيخ محمد المبارك الي «تاريخ الجزائر القديم والحديث» من ان البربر في إفريقيا الشمالية ظلت بجانب اللغة العربية كالعامة بجانب البعض اليوم فلقد ظلت احتا لها توادها، لا ضرة لها تضارها..»

إدوارد خراط (روائي مصري معروف) فضل ان يتحدث عن «الثقافة العربية والعولمة» فيرى بأن رفض «العولمة» بمفهوم الهيمنة لا يعني رفض «الأخر» تلك تفرقة أساسية، ذلك أن موقف الثقافة من «الأخر» لا ينبغي ان يكون سوقف الانصهار والذوبان أمامه ولا موقف الانقطاع عنه ونفيه وانكاره وإنما هو - بالضرورة - موقف الحوار والتفاهم، وعلاقة تسامح، علاقة اخذ وعطاء، لا علاقة تهويل او تهويم او تهوين، ذلك ينطبق على الآخر الغربي العالمي كما ينطبق على النص التراثي القومي او الجنس التراثي الانساني.. كما يؤكد «إدوارد خراط»: «أن التنمية الثقافية الخلاقة مرهونة بازدهار ملكات الفرد والمجموعة في مناخ يحترم العقلانية.. ويضعها في المقام الاول كما يحترم حرية الاختلاف.. ويرى انه يمكن ان تصد هذه الخطوط السريضة في ميدان التربية والتعليم وفي مجالات الاعلام الجماهيري ومحاربة قوى التعصب..»

البصرة منذ مطلع النصف الثاني من القرن الاول الهجري خير مثال على ذلك.. يقول الدكتور رضوان السيد انه اورد هذه القصة ليس من أجل لفت الانتباه لمقاربة مسألة الهوية ذاتها التي يصعب تحديدها بعد جامع وخاصة لدى الأمم التاريخية مثل امتنا العربية التي تبقى هويتها في حالة تحقق مستمر.. أما الدكتور عبد الملك مرتاض رئيس المجلس الاعلى للغة العربية فتطرق الى موضوع التعددية اللغوية.. فيرى بانها فخر جديد لتعريف الهوية الوطنية حيث يقول: ان اهل الغرب بعامة وفرنسا خاصة يستعذبون ممارسة

هذا الشعب لمحاولة الإبقاء على نفوذهم اللغوي في البلدان التي كانوا بالامس القريب يحتلونها.. وخصوصا في إفريقيا الشمالية.. ذلك أنهم لما رأوا بعض تلك الشعوب تسعى الى استرجاع شخصيتها الوطنية وهويتها القومية، شارت ثابرتهم وجن جنونهم.. ففكروا.. ثم دبروا.. ثم قرروا ان ينادوا برفع قميص عثمان جهارا وان يبشوا روح الشقاق والخلاف بين المتساکين في بلدان المغرب العربي بحجة منح الحقوق لسلاقيات وأول ما يأتي في رأس اللائحة الطويلة التي كانوا هم أول السالين لها حيث كانوا يتحكمون في رقاب الشعوب المغاربية التعددية اللغوية. ويسترسل الدكتور مرتاض: ان الفرنسيين الذين هم فيما يبدو لا يرحون يحنون الى الهيمنة التي كانوا يمارسونها بالامس على تلك الشعوب ويعلمون حق العلم ان بعث لهجة من اللهجات الميتة من رسمها البالي لا يعني فقط الحياولة بين متكلمي تلك اللهجة وما يريدونه من تطور وتقدم وهم اثناء ذلك ينصبون لهم الفخر

ع. ميموني

تضمن العدد الجديد (503) من مجلة العربي عدة مواضيع هامة فكرية وسياسية وأدبية وعلمية وفنية. ونحاول في هذا العدد الاطلالة على مواضيع تتعلق بالهوية والثقافة العربية ساهم في اثراتها عدد من الاقلام العربية المعروفة على امتداد الساحة العربية بوزنها المعرفي وبأبحاثها وإسهاماتها في الندوات الفكرية والأدبية العربية فضلا عن المؤلفات التي اثرت بها المكتبة العربية نذكر منهم د. العسكري ورئيس تحرير «العربي» الدكتور عبد الملك مرتاض رئيس المجلس الاعلى للغة العربية، الدكتور حسين نصار عميد سابق لكلية الآداب بجامعة القاهرة..

السير.. عكس السير..

الدكتور العسكري تحدث في موضوعه المعنون بـ«زمان.. السير عكس السير» عن المفارقات الثقيلة الوظطة التي يسقط ظلها بإطراد فوق المشهد الثقافي العربي الراهن.. تلك المفارقات المتصلة في ذلك الاتساع المتزايد لظاهرة المهرجانات الثقافية العربية بكل تخصصاتها الذي شهدته العقود الاخيرة من القرن الماضي. هذا من ناحية والاصرار المتزايد - من ناحية أخرى - من قبل القوى الرافضة للتطور والتفعللة في ثنائيا البناء الاجتماعي العربي على التضييق على خزيات الفكر والتعبير والتواصل الفكري والثقافي على السنويين الوطني والقومي.. ويطل الدكتور العسكري من تأفدة التشاؤم على المشهد الثقافي العربي فيراه بأنه سائر نحو انكفاء واضحة وخاصة مع بداية هذا القرن.. وذلك في حقول الاتساع الثقافي المجتمعي الى مواقع اقل تحررا وتقدما وانطلاقا من بدايات القرن الماضي الذي تفجرت فيه روح عربية وثابة تبثت عن العلم والمعرفة وتطلعت الى الجديد من حولها.. وحولت نفث القبار عن تاريخها وتراثها الثقافي والعلمي واختصار الزمن للحاق بالحضار الحديثة بعد طول سبات استمر مئات السنين..

الهوية..

ودعا الدكتور العسكري الى تعزيز أسباب وسبل حضورنا الفعال في ساحات المعترك الحياتي الحقيقي الذي يعيشه العالم، معترك الصراع الذي يتحول على المستوى العالمي بإطراد الى جبهة الصراع بين الثقافات.. أما الدكتور رضوان السيد وهو مفكر لبناني حاول في بداية موضوعه المعنون بـ«هل تمهد الهوية الثقافية للوحدة السياسية العربية؟» الرجوع الى كتاب «الفرج بعد الشدة» للتوخى.. واقتبس منه هذه الحكاية: «... أن عربيا أسره الروم في عهد معاوية، واطلق سراحه بعد سنوات طوال أيام عبد الملك بن مروان، لقي في طريقه روميا أثناء وجوده في الاسر يتقن العربية فطلبه من أصل عربي فسأله: «من أي العرب انت؟» فضحك وقال:

علي بن محمد يحاضر حول المدرسة بوهران لا للفرنسة.. لا للتعليم الخاص

الاستثنائيين،
القاضي بفتح
المجال للتعليم
الخاص والذي
صنف الى ثلاثة
(3) اصناف
يتقدمها التعليم
الخاص اذ طالبوا
بالاعتراف
بالمدارس الخاصة
بداية من سبتمبر
المقبل علما وان
تكاليف تلميذ واحد
في الابتدائي تصل
الى 6 ملايين
«فتصـوروا
المستفيد من هذا
التعليم؟ وما ينجر
عن هذا الاجراء من
تفريق بين انباء
الوطن الواحد»



هدد الوزير الاسبق
للتربية السيد علي بن
محمد الاربعاء الفارط
خلال ندوة «المدرسة
اساس الوحدة الوطنية»،
المنظمة بقاعة الفتح
بوهران من قبل جمعيتي
الجيل الثقافية والارشاد
والاصلاح بانتهاج جميع
طرق وأساليب الاحتجاج
منعا لتنفيذ قرارات لجنة
اصلاح المنظومة التربوية
«حتى ولو اقتضى الامر
الخروج في مسيرات
وطنية» يقول الوزير
السابق.

كما جدد علي بن محمد
مطالبه التي تقدمها رفض
تهميش اللغة العربية
وادخال الفرنسية في المواد
العلمية وكذا تعليمها في

يقول الوزير الى جانب الصنف الثاني المتمثل في
التعليم المشترك والذي يستدعي من الدولة التنازل
على عدد من المدارس لصالح الجمعيات الخاصة
وتدعيمها ماليا. وكذا المدارس الدولية والتي أكد في
شأنها ذات المتدخل ان الهدف منها واحد في إشارة
له لفرنسا التي تنوي اقامة شبكة من المدارس
تليها مستقبلا جامعات ولما لا؟ يقول علي بن
محمد. وفي تدخله اعتبر عثمان سعدي رئيس
الجمعية الجزائرية للدفاع عن اللغة العربية
الحاضر في هذه الندوة الثانية ان الاصلاحات التي
جاءت بها لجنة بن زاغو محاولة للقضاء على
الوحدة الوطنية مشيرا الى ان جمعية بن زاغو
تحاول - حسب - بلقنة الجزائر، ليختم اللقاء
بالاعلان عن تأسيس جمعية الدفاع عن اللغة
العربية بوهران. م. قولال

السنة الثانية ابتداء واقصاء اللغة الانجليزية
بادراجها في المتوسط (7 أساسي)، إذ اعتبره بمثابة
اقصاء كل منافس للغة الفرنسية الى جانب رفضه
لتغيير اسم مادة التربية الاسلامية بمادة التربية
المدنية والاخلاقية واستبدال المدرسة الاساسية
بالمدرسة القاعدية. ناهيك عن قرار اللجنة الوطنية
لاصلاح المنظومة التربوية القاضي بتعليم التربية
الدينية في الثانوي التي تشمل كل الديانات «بحجة
التفتح على الغير» يضيف وزير التربية السابق.

وقد أبدى ذات المتحدث في لقاء بالمجتمع المدني
وممثلة الاحزاب والجمعيات استياءه من قرارات
لجنة الاصلاح التي تصب كلها في قالب واحد -
حسب علي بن محمد - وهو تغريب «المدرسة
الجزائر» التي ربطها بوحدة الوطن والشعب كما
اعاب نفس المسؤول السابق قرار «شرذمة

على هامش الملتقى الدولي للتربية والتعلم بوهران اصلاح المنظومة التربوية و آراء الباحثين التأكيد على البعد التاريخي والعلمي



بعد الجانب التربوي مفتاح التقدم والتطور في بلد في العالم السعي لتطوير المنظومة التربوية في الجزائر هو سعي في الحقيقة ليجاد الفتح الاساسي لمواكبة التغيرات الاجتماعية الاقتصادية الجارية في العالم. ونحن على ابواب اصلاح المنظومة التربوية في بلادنا تطرح جملة من الاسئلة اهمها: هل ضعف يمكن في ضمنونها من مبادئها مفاهيم ام الامر يرجع اساسا الى صعوبة وعدم اليقظة؟ وهو السؤال المطروح لخبعة من سناخذة المشاركين في اشغال الملتقى الدولي لعقد مؤخرًا بجامعة وهران حول التربية والتعليم في السونان العربي ومواجهة تحديات. وقد تحدث لنا الاستاذ (عبد العزيز حديد) بجامعة مستغانم بيان اول اصلاح سري للمنظومة التربوية في الجزائر حدثت قضى امره 16 افريل 1976 اي بمعنى ان برها يناهز 25 سنة ولم يقع لها تغيير رغم ان علومات تغيرت واصبحت في عصر الانترنت شار الى الولايات المتحدة الامريكية والضجة التي عرفتها عام 1960 حين صعد «دوري» - ارجارين - الى الفضاء وقد اشير باصبع الاتهام للمنظومة التربوية بأنها لم تمكن الامريكيين تحقيق الصعود ووضفوها بالدرسة ناشلة وما نجم عن ذلك هو اصلاح المنظومة في التطورات العلمية لكن في بلادنا منذ 1976 تحدثت اي تغييرات ومؤخرًا جرت تعديلات وهي غير منسجمة حسب قوله - وايضا في التراث عنها بعد ذلك وبالرجوع الى قراءة ضوية ومساندتها ذكر بانها في الظروف التي شئت فيها كانت مبادئه جد متطورة ولا يمكن تصنيف لها اليوم الا القليل ومثلا الديمقراطية في التعليم واتاحة الفرص لكل واملين بغية التعلم وتربية النشء على المساواة لعديل واما فيما يخص المفاهيم التربوية الملاحظ ان البعد التكنولوجي والعلمي هو رزها اذ انه زيادة على اكسابه التلميذ المعارف فامية كان يهدف كذلك الى تمكين التلاميذ تعامل مع الومضات الجديدة كالقدرة على استدلال والبرهنة لكن هذا البعد لم يتم تحقيقه عدة اسباب اهمها ان المناهج وما تضمنته من داف لم تساير المبدأ والمفهوم المذكور آنفا.

قوية تتأثر فقط بما هو ايجابي من البلدان المتقدمة و طرح جملة من الاقتراحات اهمها نشر الوعي الديمقراطي لدى الصغار منذ الطفولة لان الديمقراطية لا تأتي من اعلى المستويات ولا بقرار سياسي وانما تنمو من الادنى بفضل المدرس والتربية والاهم من كل ذلك عدم تسلط المعلمين بفتح مجال الحوار والتقدم البناء للتلميذ تنمية وتنشيط قدراتهم العقلية. ان ذن التربية هي اساس التقدم. فيما تؤكد الاستاذة «الزهرة شعبان» بجامعة وهران بان التفاعل بين المعلم والتلميذ هو الذي ينصق المنظومة التربوية وتشير في قولها باصبع الاتهام الى المدرس الذي يستعمل نوعا من السلطة او التسلط غير المفيد كما ركزت في حديثها معنا على ضرورة اتباع تقنيات واساليب نفسانية اجتماعية في الفعل التربوي. واما الاستاذ «مكي محمد» بجامعة وهران فهو جرد متفائل باصلاح المنظومة التربوية الجزائرية باعداد الوسائل التعليمية باخراجها من الازمة التي تتخبط فيها منذ 25 سنة تقريبا وذكر بانها في البلدان المتقدمة يتم اصلاح المنظومة كل سبع او عشر سنوات لكننا نحن في الجزائر منذ 1976 الى غاية 2001 سمر وفق خطى التمهينات فقط واخضاف بان الملتقى تخصصت عنه عدة نتائج اهمها ايجاد الحلول للمشاكل السائدة في مجال التربية والتعليم مثل توحيد أنظمة تكوين الاطر التربوية اكاوميا ومهنيا وتقاسمها ضمن مؤسسة واحدة ومخصصة والعمل على توفير مدرسة قادرة على مواجهة التحديات.

الدنيا لتعليم الاناث مثلا ثم للتعليم التقني والفني وظلمة التسرب الدراسي والعنف ومشكلة التوجيه واقتراح بعض الافاق المستقبلية التي تسير عليها المنظومة التربوية كإعادة النظر في مفهوم البيئة الاجتماعية للفرد وايضا في مفهوم الانسان ثم مفهوم التربية عند السياسيين لان التعليم لا يمكن ان يتم الا في بيئة سياسية مفهومة ويضيف الاستاذ «الاخضر الاكل» بجامعة العاصمة ويضيف الجزائر ميدانيا رايه حول الملتقى الدولي الذي تناول قضية جد مهمة والمتعلقة في التربية والتعليم ومواجهات التحديات في الوطن العربي وذكر بانها اذا لم يكن هناك نظام تعليمي يسعي الى تخريج افراد يماكنهم رفع التحدي سيقى المجتمع دائما في دائرة التخلف فالتربية هي توظيف المأخر لبناء المستقبل وتجد عند الامم المتطورة ان الدراسات الاستشرافية او الدراسات التنبؤية توقع مكانة تلك الدولة او ذلك الوطن في الساحة العالمية خاصة ساحة الصراع الحضاري واخضاف في حديثه معنا بان البعد التاريخي مادة ضرورية لاصلاح المنظومة التربوية وهو الخبرات الماضية ذات التأثير المستمر في الحاضر ويتكون هذا البعد من اللغة والدين والتراث والتفاعل اي الابداع البشري وهكذا فالبرهنة لها عوامل مشتركة كالتمييز الحضاري واستثمار وتوظيف التراث المشترك بين الامم.

تسوي الكتب المدرسية لا تقدم البعد العلمي..

ويضيف نفس الاستاذ حديثه مشير الى كتاب سنة التاسعة اسامي للغة العربية كثال عن له حيث انه يتضمن اربعين نصا منها نصان حيان فقط والنصوص الاخرى هي اديبة وغير سيلة اي مفيدة ومتنوعة بصرف وهو ما لا يفتح بتكوين الفكر العلمي للطلاب ومن جهة اخرى يرى الاستاذ (عبد العزيز محمد) ان ترابط بين المواد لم يتحقق في السوايق لان في جاز البرامج اتجهت كل اجنة نحو انجاز هاج او برنامج من المنظور الداخلي للمادة فقط الاضافة الى عدم تاهيل وتكوين المعلمين تعامل مع هذه المفاهيم والمفهوم الثالث هو استدراك والدعم الدراسي الذي وقع عليه خلط تشويه سواء على مستوى اذعان التلاميذ او وايضا ان ربطوه بالضعف والصحيح هو مكن فالاستدراك ليس عقابا للتلميذ بل مساعدة على الاستمرار اكثر في حالة مرض او ييبا عن الحضور وهذا البعد يتالك كفاءة برة للمعلمين والشار الى ضرورة اعداد المعلمين تحضير الوسائل التربوية المادية بمفاهيم جديدة في ظل اصلاح المنظومة التربوية.

.. البعد التاريخي شرط ضروري

اما الاستاذ «مراد بوعياية» بجامعة الجزائر صامعة فيري ان الاشكالية تكمن في تحديد فاهيم والغرق بين التربية والتعليم فهناك من يرى بان التعليم اشمل من التربية ومفهوم من ول العكس والتوافق لا يمكن ان يكون الا اذا ان تحديد المفهوم الصحيح حتى نتفق نحن عرب على الخلاف القائم ويقول حسب رايه ان تربية اشمل من التعليم ولكنها موجودة في بيت قبل المدرسة وتحدث ايضا على المشاكل التي تتخبط فيها المدرسة الجزائرية كالجزئية

المؤتمر السادس عشر للاكاديمية الجزائرية فضاء للفكر

التي سيقسام في ارساء قواعد وأمنش تعما للموسيقى كمادة اساسية ضمن البرنامج الدرا واصف انه سيتم على هامش هذه الفعاليات معرضا بمكتبة الحامة سيضم كتبا مختلفة في الموسيقى العربية القديمة والحديثة منها (أ) تقليدية عربية، وكذا صور تذكارية للماضي ساهموا بها معاهم المتفرقة في تميم وهذا الاندلسية عن غيرها. كما يرمج خلال هذا مسابقة ويميني الاذاعة تخص التعزيف على التقليدي الضاربة في اعماق التاريخ القديم لا فيها كبار العازفين العرب من تونس ومغ و فلسطين والعراق والجزائر.

أكد السيد الأمين بشيشي نائب رئيس الأكاديمية العربية للعلوم والتقنية ان المؤتمر السادس عشر الذي تحتضنه الجزائر في الفترة ما بين 28 افريل الجاري الى 3 ماي القادم يتكفل على معالجة مجموعة من الحوارات يقوم الباحثون والاشقاء في مجال العلوم الموسيقية بشرحها ومناقشتها وأوضح السيد بشيشي في اثناء مع (ر ا ج) ان اول محور للتسوية الخاصة بالموسيقى الاندلسية ستخصص لدراسة ويبحث مصادر ومراجع الموسيقى الاندلسية وليها تسليط الضوء على مختلف المحطات التاريخية التي ارسيت هذا الفن وكذا مسار ومهام مختلف المدارس العاملة في هذا المجال.

كما سيتم مناقشة مختلف الاسس التقنية والعلمية التي تقوم عليها الموسيقى الاندلسية منها القامات والآذان والقالب والاشكال والاراج وسيخصص المحور الاخر لدراسة اساق الموسيقى الاندلسية حيث سيجادل الباحثون والمهتمون بهذا الموضوع بتوحيد الرؤى المستقبلية لهذا الفن التميز والحريق في ظل المستجدات والتكنولوجيا الحديثة.

وأشار السيد بشيشي الى ان المؤتمر يتناول محاور اخرى ضمن فعاليات ستخص اساسا التربية الموسيقية في المنظومة البيداغوجية وكذا مختلف السبل والامكانيات

الحدث

اللجنة الوطنية لاصلاح المنظومة التربوية تعرض تقريرها اليوم

جدال لغوي يسبق بدء النقاش

● اللغتان الانجليزية والفرنسية تثيران الانشقاق بين اعضاء اللجنة.
● دعوة الى تشجيع التعليم الخاص ولا مركزية تسيير المؤسسات التعليمية.

بعضائنا

تنطلق اليوم اشغال الجمعية العامة الثامنة للجنة الوطنية لاصلاح المنظومة التربوية وذلك لمناقشة مشروع التقرير النهائي المكون من 286 صفحة، والذي من المقرر تسليمه الى رئيس الجمهورية السيد عبد العزيز بوتفليقة بعدما تتم المصادقة عليه خلال الجمعية العامة التي ستعقد غدا في اشغالها اليومية.

ويرى بعض الملاحظين ان موعد اليوم سيكون حداثا ساخنا لمن يخلو من التوترات لا سيما بعد تصارب المواقف والرؤى، وانفجار خلافات بين اعضاء اللجنة او بمعنى اصح بين المحافظين المتسكنين باللغة الانجليزية والمعاصرين الذين ينشئون باللغة الفرنسية. وقد ادى هذا الانقسام اللغوي داخل مكتب اللجنة الى حد اتهام ابن زاغر رئيسها بتعهد التباطؤ في انجاز التقرير، والانتقاد باعدائه، بينما اجاب هذا الاخير ان «العالمية تحتاج الى بعض الوقت والامكانيات».

من جهة اخرى فقد امتد هذا الانشقاق من صف اللجنة الى شخصيات اخرى حزبية وسياسية، حيث ابدى وزير التربية السابق معارضته لمضمون التقرير، ووجه لائحة تربوية شعبية وطنية لاجهاضه، واقناع الرئيس بالعدول عنه، واكد يحيى بن محمد ان المدرسة الجزائرية عكس سلامة وتعريفها مكسب وطني وتاريخي، كما ابدت حركة «مخمس» رفضها ايضا لاقضاء اللغة العربية، وهو ما جعل السيد عبد العزيز بوتفليقة يرد عليها من البليدة اثناء زيارته لها بان اللغة ليست تجارة سياسية. وحسب المعلومات المتسربة من داخل اللجنة، فان هناك مفاجآت جديدة ستثيرها الجمعية العامة اهمها اقتراح اعطاء التعليم الخاص مكانة جيدة، حيث ستعرض اللجنة بضميمة قوانين دقيقة تفصل فتح المجال للقطاع الخاص للاستثمار، الى جانب المطالبة باستقلالية ولا مركزية تسيير المؤسسات التربوية، وهي اقتراحات وصفها الملاحظون لهذا

الملف بخرجات جديدة، تباغت توقعات المتنبئين، وتناقض في نفس الوقت موقف وزارة التربية التي كان مسؤولها الاول ابو بكر بن بوزيد قد نطق شرعيتها رغم وجود بعض المدارس التي ما زالت تنشط دون حصولها على الاعتراف، ومن ثمة تساهل الملاحظون ان لم تكن هذه الاقتراحات خطوة مقنعة نحو تحضير خصوصية مرتقبة للقطاع ولبو في شكل جزئي.

ومع ذلك فان الجدل الذي سبق انعقاد الجمعية، انحصر عموما في مسألة تعليم اللغات باعتبارها اداة حساسة ترتبط بالهوية والعولة والتكنولوجيا، وتمتد خلفياتها الى الارث الاستعماري. وفي هذا السياق فقد تبين ان هناك اقتراحين، الاول يتبناه التيار الديمقراطي الذي يعزل الانجليزية في اللجنة، ويهدف الى تكريس اللغة الفرنسية في المدرسة الجزائرية ابتداء من السنة الثانية اساسي مع تسخير تدريس مسواد علمية كالرياضيات والفيزياء والكيمياء والمواد

التقنية بهذه اللغة، مع اقضاء تعليم اللغة الانجليزية الى غاية السنة السابعة، بحجة ان الفرنسية هي لغة التعليم الجامعي ايضا.

في حين يدافع اصحاب النشار الثاني عن اللغة الانجليزية استجابة لانتشار هذه اللغة دوليا وامتهادها في العلوم والمعارف، ولتلك يطالب هذا التيار بتدريس المواد العلمية بالفرنسية. وبين هذا التيار، وذلك ينظرون للدفاع عن اللغة

الى مرافعات دفاعا عن مصالح كل لغة. الى جانب هذا فقد استهدت الاصلاحات إعادة النظر في مضمون البرامج والمناهج البيداغوجية والكتب المدرسية، مع الاجماع على تدريس اللغة الامازيغية في مختلف الجهات الناطقة بالامازيغية مع مراعاة طلبات اولياء التلاميذ.

ومع ذلك، تبقى مسئلة الاقتراحات، توصيات جزئية من تقرير يهدف الى تصحيح قطاع التربية، وهي المهمة التي اوكلت الى لجنة كشف بعض اعضائها عن غياب الديمقراطية.

الحزب - الاتحاد الامم

الحدث

اصلاح المنظومة التربوية

نحو المصادقة على مشروع التقرير النهائي

● من المقرر ان يسلم هذا المشروع الى رئيس الجمهورية السيد عبد العزيز بوتفليقة بعد المصادقة عليه خلال الجمعية العامة.

النساجعة العالم. كما استعانت اللجنة بخبراء من منظمتي الاليسكو واليونسكو للاستفادة من التجارب التربوية لاسيما تلك الجارية في الدول العربية خاصة في مجال تدريس اللغات الاجنبية في الطور الاول من التعليم. وتستدعي الاصلاحات ايضا اعادة النظر في مضمون البرامج والمنهاج البيداغوجية والكتب المدرسية مما يقتضي تزويد الاساتذة والمعلمين والتلاميذ بكل الوسائل اللازمة الكفيلة بتعزيز روح الابداع عند الطفل وتنمية ملكاته في مجالات الملاحظة والتمييز والنقد والحوار بدلا من جعله ينفظ الدروس دون استيعابها بطرق علمية.

وللاشارة فان اللجنة الوطنية لاصلاح المنظومة التربوية تتشكل من 158 عضوا من اطارات وباحثين وبيداغوجيين وجامعيين من مختلف الاختصاصات ومن رجال الادب والفن والعلوم ومن شخصيات بارزة في مجالات التربية والاجتماع والثقافة كما شارك في اشغال اللجنة اولياء التلاميذ وطلبة ومعلمون وباحثون.

وقد انقسمت اللجنة اثناء عملها الى خمس لجان فرعية قصد تسهيل البحث والاعمال.

وتتمثل هذه اللجان الفرعية في لجنة فرعية مختصة في المناهج والبيداغوجية ولجنة فرعية لمناقشة ملف تكوين الاساتذة والمعلمين ولجنة فرعية مكلفة بملف تنظيم قطاع التربية والعلاقة ما بين التعليم الثانوي والتكوين المهني والتعليم العالي ومن لجنة فرعية اخصت بدراسة ملف التعليم العالي والبحث العلمي ولجنة فرعية اهتمت بملف تدريس اللغة العربية واللغات الاجنبية والامازيغية.

واج

وتسهيل التقترح على الثقافات الاخرى مع الرفع من مستوى تعليم اللغة العربية التي تعتبر اللغة الرسمية والوطنية التي تعبر عن هوية وثقافة الشعب الجزائري.

وبخصوص اللغة الامازيغية فقد تم التوصل الى اجماع يقضي بتدريس الامازيغية في مختلف الجهات الناطقة بالامازيغية مع مراعاة طلبات اولياء التلاميذ. كما تنص الاقتراحات على وجوب اعطاء الامة مادة التاريخ وتدريسها بحكمة وتوفير وسائل بيداغوجية علمية متطورة من شأنها ان تجعل الطفل يميل اليها بشغف قصد الاطلاع على تاريخه الحقيقي والتعرف على اصالته وثقافته ومبادئه مع غرس حب الوطن في نفسه والتضحية في سبيله.

وتلح الاقتراحات ايضا على ضرورة تعزيز الثقافة الديمقراطية في المدرسة وخلق مبادئ التضامن والتآزر الاجتماعيين والدفاع عن الوحدة الوطنية قصد تكوين مواطن يدافع عن مبادئه وقيمه وقادر في الوقت نفسه على التكيف مع المحيط الخارجي في ظل العولمة والشمولية.

ومن ضمن الاقتراحات كذلك ادخال وتعميم وسائل التكنولوجيات الحديثة في المدارس قصد تلقين الطفل والمعلم على السواء وسائل الاتصالات العلمية والتكنولوجية الحديثة تماشيا مع التطورات العلمية في هذا الميدان.

ولقد استندت اللجنة الوطانية في مرجعياتها ومناقشاتهما الى خصوصيات المجتمع الجزائري حول قضايا التربية والتكوين مع الاخذ بعين الاعتبار المكاسب والتجارب التي حققتها المنظومات التربوية

ستعقد اللجنة الوطنية لاصلاح المنظومة التربوية يومي الاربعاء والخميس المقبلين بقصر الامم (نادي الصنوبر) جمعيتها العامة الثامنة لمناقشة مشروع التقرير النهائي الخاص باللجنة.

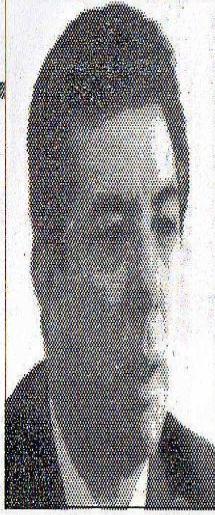
ومن المقرر ان يسلم هذا المشروع الى رئيس الجمهورية السيد عبد العزيز بوتفليقة بعد المصادقة عليه خلال هذه الجمعية العامة.

لقد عقدت اللجنة الوطنية لاصلاح المنظومة التربوية منذ تنصيبها من طرف رئيس الجمهورية في شهر ماي خلال السنة الماضية سبع جمعيات عامة عكفت على شخص وتحديد النقاط التي تعاني منها المنظومة التربوية بصفة عقلانية وموضوعية قصد التوصل الى تقديم اقتراحات من شأنها ان تساهم في جعل المدرسة الجزائرية تواكب التطورات العلمية دون التخلي عن قيم ومبادئ ومميزات الامة.

وبذلك توصلت اللجنة الى اعداد تقرير مفصل ونهائي يتضمن عدة اقتراحات ستعرض للمناقشة في اطار الجمعية العامة المرتقبة ليم بعد ذلك المصادقة عليها وتسليمها الى رئيس الجمهورية.

ومن شأن هذه الاقتراحات التي تم التوصل اليها المساهمة في تصحيح قطاع التربية وجعله يساير التطورات العلمية والتكنولوجية من خلال التقليل تكوين المعلمين ورسكلتهم بصفة دائمة ومتواصلة ضد تلقينهم تقنيات واساليب التعليم بطرق عصرية وحديثة.

كما تضمنت الاقتراحات ادماج تعليم اللغات الاجنبية (الفرنسية والانكليزية) في مختلف اطوار التعليم للسماح بالارتقاء المباشر الى المعارف العلمية



بن محمد يحاضر حول إصلاح المنظومة التربوية

المدرسة الجزائرية بريئة

التجهيز مما بات لازاما تعليم اللغة الفرنسية، وفي الثانية ابتدائي مع منح التلميذ مصطلحات الحساب في حين تدرس اللغة الانجليزية حسب تقرير لجنة اصلاح المنظومة التربوية في السابعة أساسي، وهو الفضاء الذي استخلصه الوزير السابق من تقرير اللجنة الذي يحمل 300 ورقة تحمل تحليلات حول الحداثة، العولمة، النورشات و«الاشياء التقليدية» التي طرحت في كل العهود الى جانب أشياء أخرى -يضيف نفس المحاضر كانت موجودة في التسعينيات وتراجع عنها لكنها أعيدت في تقرير اللجنة وتسميات أخرى كالتعليم التأهيلي الذي غير بمصطلح التكوين الاحترافي، والمدرسة القاعدية بدل المدرسة الأساسية والتي تضارب الآراء حولها من الاعضاء من صدها بـ 9 سنوات خمسة منها في الابتدائي وأربعة في الاكمامي وآخرون طالبوا بـ 10 سنوات لتصبح بذلك المنظومة التربوية أطول منظومة في العالم.

للعلم اللقاء الذي احتضنته قاعة السعادة نظمتها جمعية جيل المستقبل الثقافية وحضره جمع من الاساتذة الجامعيين وممثلي الاحزاب والجمعيات.

محمد، ق

من المأخذ التي سجلتها الفئة «المغضوب عليها من قبل علي بن محمد» على المدرسة الجزائرية، هو أن مستواها انخفض بعد 1980، وكان هؤلاء يضيف الوزير لا يعلمون كيف كان مستواها قبل هذه السنة» مشيرا ان المأخذ هذا موجه لضرب المدرسة الاساسية التي ظهرت مع 1980 محطة التقسيم السائد آنذاك وجعلت مستوى التلمذيين الجزائريين واحد، هذا الى جانب كون المدرسة الجزائرية -حسب هؤلاء- (يضيف علي بن محمد) سيطرت عليها ايدولوجية الارهابيين الذين تخرجوا منها وهي الفكرة التي وصفها الوزير المحاضر بالبلدية، كون أن كل عليل أو مجرم ينسب للمدرسة التي درست فيها «فكيف لايقول الايطاليون ان مدرستهم أخرجت المافيا؟ يتساءل علي بن محمد مؤكدا في الوقت ذاته أن هؤلاء المستعربين نسوا أدبتناسوا أن المدرسة التي أهانوها هي التي أخرجت الرجال الواقفين من سلك الامن والجيش والثقافيين وغيرهم ممن وقفوا الند للند ضد الارهاب.

ولعل لب الخلاف لدى الوزير السابق -والذي شكلت لاجله اللجنة هو المأخذ الثالث والمتمثل في كون اللغة العربية عند المستعربين بحاجة لآليات

ذكر الوزير السابق للتربية علي بن محمد أمس في لقائه بممثلي الاحزاب والجمعيات والمجتمع المدني بوهران أن الاغلبية الممثلة للجنة الوطنية لاصلاح المنظومة التربوية ما هي الا «أقلية مستغربة استثنائية» هدفها تحويل المدرسة الجزائرية «لا ساحة للصراع فحسب وانما أداة لتفريب الامة ونزع جذورها من الساحة الوطنية».

وقد حصر الوزير السابق أغراض هذه «الاقلية» في ثلاث نقاط هامة بالنسبة له تنصدرها تهميش اللغة العربية وابعاد التربية الاسلامية من المنظومة التربوية، وكذا تهميش اللغات الأجنبية لاعطاء الفرنسية الصدارة، إضافة الى إنشاء شبكة المدارس الخاصة، مشيرا في الوقت نفسه أن هذه الفئة التي رفعت منذ سنوات قليلة شعار الاصلاح الجذري بدل اصلاح المنظومة التربوية والذي تطور (الشعار) ليصل الى «اعادة التأسيس» بغرض محو آثار المدرسة الجزائرية، هذه الفئة عدت على المدرسة الجزائرية مأخذ عديدة، جعلتها سب لرفع صوتها والمطالب بجلب البديل «هذا الأخير يخدم الآخر أكثر مما يخدم الجزائر لتبين يضيف الوزير - أن الصراع كان ضد الهوية الوطنية».

اصلاح المنظومة التربوية

مدرسة الحظ الثاني

وفي نهاية الأشغال أشار رئيس اللجنة الى النوعية الجيدة للمداخلات ولفكر التفتح والمسؤولية التي تحل بها المتدخلون وهي ميزات ايجابية تبرز وجود قدرات الحوار المتميز بالديمقراطية والرزانة. وتذكر ايضا بتاريخ انعقاد الجمعية العامة القادمة الذي سيكون يومي 22 و23 نوفمبر 2000.

أما الورشة المغربية التي عرفت مشاركة المنع الشخصيات من المغرب وتونس والجزائر فقد أعطى فرصة لتقديم اقتراحات بناءة لتصورات فيما يخص اصلاح المنظومة التربوية في البلدان الثلاثة وسمحت بالتأكيد لمعظم أعضاء اللجنة الوطنية الحاضرين بتبادل ثرى لوجهات النظر لمسائل حساسة ومصيرية ذات العلاقة بتكوين الفرد والمواطن والمساهمة في انماء الشخصية الوطنية وتعليم اللغة الوطنية وتقويتها وادراج وتعليم اللغات الأجنبية وتعليم المبادئ الاسلامية والتاريخ والجغرافيا الوطنية وايضا استراتيجيات اعداد وتنفيذ الاصلاحات نفسها. أما المحاضرة التي نظمت حول (مدرسة الحظ الثاني) فقد عرفت ايضا مشاركة معظم أعضاء اللجنة وسمحت بتوضيح هذا المفهوم ذي العلاقة الوطيدة بالتسرب المدرسي وبالتعرف على خصائصها البيداغوجية الاجتماعية البيديهية للتجربة نفسها بالنظر الى المحيط الذي سمع لها بالبروز. وأج

الاساسية واستراتيجيات تنفيذها ومنها خاصة الجزائر والدمقرطة والتوجه العلمي والتقني وما يرتب عنها على البعد الوطني والعالمي والعصرنة وايضا دراسة وتفحص التحديات الجديدة وتأثيرها على المدرسة والبيداغوجية.

وقدمت اللجنة الفرعية الثانية المكلفة بتكوين المكونين بعد التذكير بمسارها المنهجي (الاشكالية والرهانات المرتبطة ارتباطا وثيقا بمهمة التربية الجزائرية وايضا مسؤوليتها وما ينتج عنها من رهانات التكوين). واقترحت اللجنة الفرعية بعض نقاط التفكير تبعها تبادل لوجهات النظر تواصل الى اليوم التالي اي 26 أكتوبر. وقدمت اللجنة الفرعية الثالثة المكلفة بتجديد تنظيم المنظومة عرضا شاملا للتوجهات العالمية التي تميز التطورات الحديثة للانظمة التربوية وتنظيمها. وخرج النقاش بابرار اهمية التكفل بهذه التطورات وهذا بالأخذ بعين الاعتبار خصوصيات المحيط السياسي والاقتصادي والاجتماعي والثقافي للجزائر. وأخيرا ذكرت اللجنة الفرعية الرابعة المكلفة بـ (جامعة الغد والبحث العلمي) العوامل الاساسية للتشخيص وأشار الى أفاق العمل لمرحلة صياغة الاقتراحات. وسمح النقاش بإبداء بعض الأعضاء مساهمات هامة خلال الجمعيات العامة وتكفلت اللجنة الفرعية بأخذ رؤوس الاقلام لدراستها واثرائها في جلسات اعمالها.

والمتمثلة في تقديم تقرير يكون بمثابة قاعدة لعملية اصلاح المنظومة التربوية. وركز السيد بن زاغو على التوجيهات التي تضمنتها رسالة مهمة التي حددتها رئيس الجمهورية لهذه الهيئة حيث يتعين على أعضاء اللجنة الوطنية تقديم تجاربهم كبيداغوجيين ومختصين لاقتراح مخطط توجيهي يرتكز من جهة على المبادئ العامة من حيث الأهداف والاستراتيجيات وعلى أجال التنفيذ التدريجي للسياسة التربوية الجديدة ومن جهة اخرى على تطور الوسائل البشرية والمالية والمادية التي يجب توفيرها والعوامل التي على اساسها سيتم اعداد اجراء تشريعي جديد يسير منظومة التربية والتكوين.

وقد حدد رئيس اللجنة طرق العمل وأكد أن الحوار الثري الذي يعتبر أمرا طبيعيا مثل هذه المسائل ذات الهمية يجب ان يسولي الهمية للتصور الموضوعي والعمل والرزانة التي تطبع هذه المسؤولية وأن يحترم أيضا الأجال المحددة للجنة. وتبع تدخل رئيس اللجنة ممثلو اللجان الفرعية على مدى نصف يوم لكل لجنة فرعية وهذا بتقديم عروض كانت محل نقاش ثري وحر وديمقراطي. وقد عرضت اللجنة الفرعية الأولى نقاطا أساسية لاطار المرجعي للبيداغوجية لتنفيذها في اطار المنظومة الجديدة. وبالمناسبة تم اثراء المفاهيم

عقدت اللجنة الوطنية لاصلاح المنظومة التربوية جمعيتها العامة العادية يومي 25 و26 أكتوبر 2000 وعلى هامشها نظمت نشاطين ملحقين الأول يوم 24 أكتوبر بتنظيم ورشة حول اصلاحات المنظومات التربوية في الدول المغاربية. اما النشاط الثاني فنظم مباشرة بعد الجمعية العامة اي يوم 27 من نفس الشهر بالقاء محاضرة تلاها نقاش عام حول (مدرسة الحظ الثاني) التي يادر بها الاتحاد الأوروبي.

وجاء في بيان أصدرته اللجنة أمس (الثلاثاء) ان الجمعية العامة سجلت مرحلة انتقالية هامة حيث انتهت الرحلة الأولى التي سخرت لتشخيص واقع المنظومة التربوية الوطنية وتم الانتقال الى المرحلة الثانية التي من خلالها تقوم كل لجنة فرعية بأعداد اقتراحاتها لاصلاح المنظومة التربوية الوطنية.

وقد افتتح النقاش بكلمة ألقاها رئيس اللجنة الوطنية لاصلاح المنظومة التربوية السيد بن علي بن زاغو ذكر فيها انه من الطبيعي ان يتم التركيز خلال مرحلة التشخيص على الاختلالات والنقائص (ولكن ذلك لايعني التنكر للجهود التي بذلتها الأمة في مجال التربية لكل الأطفال الجزائريين وايضا لافراد سلك التعلم).

وذكر ايضا بالمهمة التي ألقاها السيد رئيس الجمهورية على عاتق اللجنة

الرئيس يرافع
مجددا لصالح
اللغات الأجنبية
الخدمة ليست
تجارة سياسية
م. بن عمار

عاد رئيس الجمهورية السيد عبد العزيز بوتفليقة أمس بالبلدية ليؤكد على أهمية تدريس اللغات الأجنبية بدءا من المدرسة الابتدائية وتحسين مستوى أداء المنظومة التربوية.

وقد بدأ الرئيس هذه المرة أكثر تشددا عندما وصف بعض القوي التي حذرت في الفترة الأخيرة من عودة الفرنسية للهيمنة على المدرسة الجزائرية بأنها قوى رجعية تريد الإبقاء على البلاد في العصور الوسطى.

ولاحظ الرئيس في صرد الدفاع عن موقفه حيال مسألة اللغات الأجنبية بأنه من الضروري الانفتاح على هذه اللغات بصفة أكبر لأن الجزائر لا تعيش في جزيرة بمعزل عن بقية العالم.. وقد ربط بعض الملاحظين بين هذه التصريحات المعلنة في ولاية البليدة وبين احترام النقاش أخيرا على الساحة الوطنية بين أنصار اللغة الفرنسية والانجليزية على ضوء الاتباء التي تحدثت عن خلافات عميقة داخل اللجنة الوطنية لصالح المنظومة التربوية التي تعترض رفع تقريرها النهائي إلى رئيس الجمهورية مع نهاية الشهر الجاري.

وكان محفوظ نمناح رئيس حركة حماس من السباقين إلى انتقاد رئيس هذه اللجنة الأستاذ بن زاغو الذي أبدى ميلا للفرنسية باعتبارها اللغة الأقرب إلى الجزائر من الانجليزية بحكم عوامل تاريخية ولذلك لم يستبعد بعض المراقبين أن تكون تصريحات الرئيس بوتفليقة رسالة واضحة إلى محفوظ نمناح التي تعد ولاية البليدة مسقط رأسه وبعثت لاندمازه.

م. بن عمار

ser a des entropies

ÉDUCATION

La refonte de l'école, c'est bien mais...

Oran : A.B. Ahlem

C'est jeudi matin que se sont clôturés les travaux de la rencontre nationale organisée conjointement par l'ACVO et l'association culturelle et scientifique «Imam Abdelhamid Ibn Badis», dont le thème général s'articulait autour de «l'école algérienne : réalités et perspectives». Différents thèmes se rapportant au système éducatif ont été abordés au cours de ces journées.

On citera l'intervention d'un psychologue qui s'est intéressé à «la relation du professeur avec son élève». Le professeur Charef D., enseignante au département de psychologie de l'université d'Oran, a traité «le rôle de la langue de l'enfant dans la phase pré-scolaire».

Une autre intervention abordera «les fautes linguistiques dans le livre scolaire». La problématique de la réforme du système éducatif a également été mise sur le tapis par un professeur de psychologie, M. Ghiath. «Le système éducatif algérien a connu plusieurs réformes dont les plus connues sont l'adoption de l'école fondamentale en 1976 et la réforme de l'enseignement supérieur en 1971.

La constitution du haut conseil de l'éducation suivra en 1997 et enfin celle de la commission nationale de la refonte du système éducatif en mai 2000", expliquera le même intervenant qui reviendra sur les conditions sans lesquelles, selon lui, aucune réforme ne pourrait donner de résultats probants. A ce titre, il dira : «il faut tout d'abord constituer

une structure qui aura pour tâche le suivi constant des réformes entreprises, car c'est un travail de longue haleine qui ne peut s'effectuer à la hâte. Cette tâche ne peut être attribuée qu'à des chercheurs universitaires dont la compétence dans le domaine n'est plus à démontrer. Enfin, toute réforme doit se baser sur des recherches entreprises sur le terrain et non pas sur des avis ou des déductions personnels». L'intervenant mettra l'accent sur les problèmes de fond du système éducatif qui doivent être résolus en premier lieu. «On ne peut entreprendre une quelconque réforme sans se pencher sur les véritables problèmes du système éducatif, à savoir le manque de moyens pédagogiques, les problèmes des enseignants, les programmes, pour ne citer que ceux-là», expliquera-t-il. Le conférencier mettra toutefois en exergue l'effort de la commission nationale de réforme du système éducatif. «C'est sans aucun doute un travail positif, mais il doit être enrichi.

Ceci ne peut se faire qu'en l'exposant aux éducateurs et parents d'élèves et à la société civile en général afin qu'il soit débattu. On devrait arriver à une sorte de consensus avant toute application. C'est la seule garantie de sa réussite», insistera le même intervenant.

RÉFORME DU SYSTÈME ÉDUCATIF

La «copie» de Benmohamed recueille 20.000 signatures

B. Samir

Mais jusqu'où ira l'ex-ministre de l'Éducation ? Visiblement pas satisfait des procès médiatiques intentés à la commission de Benzaghrou, le Dr Benmohamed semble imprimer une nouvelle démarche à sa campagne de dénigrement contre les recommandations de la commission de réforme du système éducatif.

En effet, passé le stade de la promotion de sa «copie» via certains organes de la presse, une promotion couplée d'un véritable réquisitoire contre les «occidentalistes» de la commission Benzaghrou, l'ex-ministre de l'Éducation a fait lancer une pétition nationale pour, à la fois, contrer la «copie» de Benzaghrou et tenter de «vendre» sa «copie». Et ça marche ! Ainsi, si l'on croit le dernier listing paru dans les colonnes d'un quotidien national, ils sont près de 20.000, essentiellement des enseignants, à avoir pétitionné en

faveur d'une «école authentique», slogan choisi par Benmohamed pour mener sa campagne. Si ce chiffre peut paraître appréciable pour l'initiateur de cette pétition nationale, rien n'indique pour autant qu'il suffit pour satisfaire l'ex-ministre de l'Éducation.

Aucune indication n'est avancée, en effet, sur la durée de cette campagne d'adhésion et, partant de là, sur le chiffre escompté par Benmohamed.

Parallèlement à cela, l'ex-ministre de l'Éducation, connu pour son hostilité à la «francisation» du système éducatif, ne se prive pas d'aller sur le terrain pour promouvoir sa «copie» et de solliciter le parrainage de formations politiques islamoco-conservatrices résolument anti-Benzaghrou, comme ce fut le cas récemment lors d'un meeting à El Oued. L'auditoire était majoritairement composé de militants du parti de Nahnah. Et c'est toujours à El Oued et toujours à l'initiative des

«MSPistes» que le premier comité de soutien à l'«école authentique» a été installé. Autrement dit, d'autres comités de soutien pourraient incessamment voir le jour dans d'autres villes du pays.

Autant dire, que l'acharnement de Benmohamed de contrer les résolutions de la commission de réforme du système éducatif, résolutions officiellement rendues publiques, ne s'accommode pas de limites, aussi bien temporelles que géographiques. Jusqu'où ira donc l'ex-ministre de l'Éducation ?

MULTIMÉDIA ET LANGUES ÉTRANGÈRES

AU MENU DE L'EDUTECH 2001

Benflis revient sur l'enseignement des langues étrangères

Par Samir Ben

L'observateur aura remarqué que même si les technologies de l'information et de la communication dans le milieu scolaire ont été le prétexte au salon inauguré hier par le chef du gouvernement, la question de l'enseignement des langues étrangères aura pris une part importante dans l'allocution de M. Benflis qui a duré une vingtaine de minutes.

La commission de M. Benzaghrou n'ayant pas encore remis son rapport sur la réforme du système éducatif au président de la République, le chef du gouvernement a donné hier un aperçu des «tendances lourdes» des choix voulus par le locataire d'El-Moudia quant à l'enseignement des langues étrangères dans l'école algérienne. Le Premier ministre dira que «l'ambition du gouvernement (comprendre celle du président de la République, NDLR) est d'intégrer les langues étrangères dès les premiers paliers de l'enseignement».

Dans une tentative de se placer au-dessus de la polémique qui

s'installe sur les langues étrangères, M. Benflis «gratifiera» les opposants à ce qui se prépare au niveau de la Commission nationale de réforme du système éducatif (CNRSE) d'un «ceci ne veut aucunement dire l'abandon de l'arabe, au contraire l'école doit préparer des citoyens fiers de leur langue en maîtrisant les langues étrangères». Plutôt «chiche» comme argumentaire mais «riche» en informations sur ce qui se prépare. Sur un autre registre, même si le Premier ministre a parlé en long et en large de l'apport des technologies de l'information et de la communication dans le milieu scolaire, en demandant aux séminaristes de dégager des recommandations et des «propositions claires pour introduire les technologies de l'information et de la communication dans le système éducatif pour définir le volume des ressources humaines et matérielles à mobiliser pour ce genre de projet», l'observateur ne peut que conclure à l'imminence d'une décision allant dans ce sens. Sachant que ce salon est placé sous le haut patronage du président de

la République qui a envoyé un message aux participants qu'a adressé le Premier ministre à l'assistance.

Le premier responsable du secteur de l'éducation, M. Boubeker Benbouzid, brandit le réseau TarbiaNet qui permettra, s'il est mené jusqu'au bout, de relier l'administration centrale du ministère de l'Éducation, les directions de l'éducation ainsi que les établissements scolaires à l'Internet. Les coûts et les échéances n'ont pas été rendus publics.

Le salon EDUTEch 2001 s'étalera jusqu'au 1er février prochain. Le séminaire qui est organisé en marge est consacré aux «usages pédagogiques des nouvelles technologies de l'information et de la communication et l'enseignement des langues étrangères». A noter que vers la fin du mois de mars, un autre salon consacré aux nouvelles technologies de l'information et de la communication sera organisé, sous le haut patronage du président de la République. L'organisateur n'est autre que la coordination des comités de soutien au programme de Bouteflika.

COMMISSION DE RÉFORME DE L'ÉDUCATION

L'école fondamentale, c'est fini

L'abandon de ce système qui a produit l'échec est l'une des recommandations phares de la commission Benzaghrou. La Commission de réforme de l'éducation, qui aura été depuis sa mise en place, le mois de mai dernier, l'un des points de fixation du débat politico-médiatique, est pratiquement au terme de sa mission.

Par K. Azoun

Rencontre hier, l'un de ses membres nous a fait un point de la situation à quelques jours de la remise du rapport au président de la République. Petit changement dans le calendrier: la dernière assemblée générale qui doit entériner le contenu du rapport est décalée au 18 février, alors qu'elle était initialement pour le 15 du même mois. «Ce décalage s'explique par le retard mis par deux sous-commissions dans l'élaboration de leur rapport», nous affirme notre interlocuteur qui ajoute que la date de remise du rapport au président n'est pas encore fixée.

Le rapport quant à lui s'étalera «sur 110 pages avec des annexes». Au sujet de son contenu: «C'est un ensemble de recommandations dont la seule finalité est de rendre performant le système dans tous ses paliers». A propos de l'enseignement des langues étrangères, notre interlocuteur nous a bien confirmé que la commission recommande que la langue de Voltaire soit enseignée à partir de la deuxième année. «Contrairement à ce qui s'écrit ici et là, ce choix n'a rien

d'idéologique. Si on a opté pour le français comme première langue, c'est parce qu'elle est plus présente dans notre environnement pour des raisons que tout un chacun connaît.

En plus, le personnel qui prendra en charge cet enseignement est disponible. Il y a actuellement des enseignants de français au primaire qui travaillent avec des horaires allégés. Il faut les rentabiliser». Choix de raison, ajoute encore notre interlocuteur qui dit que «les mêmes conditions ne sont pas réunies pour l'anglais». Il nous rappelle en outre le dernier sondage demandé par le ministère de l'Éducation, selon lequel plus de 83% des parents sollicités ont choisi comme première langue pour leurs enfants le français. La langue de Shakespeare ne sera donc, selon les recommandations, enseignée qu'à partir de la septième année.

La question de la langue est également posée au niveau de l'université. Après constat, les membres de la commission ont recommandé que l'enseignement dans les filières scientifiques arabisées qui ne disposent pas de documentation adéquate se fas-

se en français. Il va sans dire que cette recommandation donnera bien du grain à moudre aux tenants de l'arabisation «volontariste» qui ne manqueront pas de crier au scandale politique. Notre interlocuteur nous dit à ce propos que certains membres qui font de l'agitation sur cette question sont des relais des partis politiques. Ils sont minoritaires. Ils ne feront pas le poids lors du vote du rapport final». Et c'est parce que ce groupe est minoritaire qu'il serait en train de préparer un rapport parallèle, comme cela a été écrit dans certains journaux.

La sous-commission qui a travaillé sur les conditions socioprofessionnelles des enseignants recommandera l'inscription «en urgence» d'un statut particulier au programme de l'Assemblée nationale populaire. Mais plus que la problématique des langues ainsi que le toilettage des programmes la recommandation la plus importante concerne l'articulation même du système d'enseignement. A en croire notre interlocuteur, c'en est fini du fondamental. On retournera à l'ancien système c'est-à-dire primaire, moyen, secondaire, avec cette nouveauté que le palier moyen s'étalera sur 4 ans comme cela était le cas dans les années soixante et soixante-dix. Manifestement, le rapport de la CNRSE rompt avec les replâtrages qui ont jusqu'ici été pratiqués pour maquiller le sinistre.

RÉFORME DU SYSTÈME ÉDUCATIF

Dernier examen pour les textes de la nouvelle école

La Commission nationale chargée de la réforme du système éducatif achève sa mission demain. Ses membres se retrouveront au Palais des nations en session plénière, dernière du genre, qui sera consacrée à l'adoption du rapport final.

La commission accuse ainsi un retard de quelques semaines du projet de loi, à des traitaillements inter. L'origine est liée aux divergences technologiques qui animent sa composition. Créée le mois de mai de 2000, la lettre de mission présidentielle lui a imparti une période de neuf mois pour terminer ses travaux. Le caractère sensible et stratégique de l'école dans la formation des hommes fait que les pesanteurs politiques ont déteint sur le cours des délibérations, dont les querelles ont déjà coûté le limogeage du premier président, Hadj Salah, pour cause de parti pris.

Le rapport est donc fin long de 286 pages, le document de la commission qui sera remis, aussitôt après son adoption, au président de la République, consigne les faiblesses, les dysfonctionnements et les carences du système éducatif national. Un diagnostic détaillé qui autorise une thérapeutique profonde. Ce qui retient l'attention, de par la polémique qu'elle suscite, est la question des langues étrangères. Le rapport de la commission retient dans ses recommandations d'enseigner la langue française dès la deuxième année fondamentale. Elle préconise également de dispenser dans la même langue les matières scientifiques (physique, chimie, mathématiques) ainsi que les matières techniques. L'enseignement de l'arabe intervient à la 7ème année fondamentale. Cette option semble être celle du courant dit démocratique, majoritaire au sein de la commission. Ses ani-

mateurs sont dépeints par le camp adverse - composé de ce qu'on appelle les conservateurs, se recrutant essentiellement parmi les personnalités proches du FLN et des islamistes - comme étant des « francophiles ».

Les opposants au statut du français, première langue étrangère, font valoir l'argument de la technologie pour imposer l'anglais. Celle-ci garantirait un meilleur accès au savoir technique et son rayonnement international dépasse celui de la langue de Molière. Selon cette thèse, non retenue dans le rapport, l'enseignement des matières scientifiques doit continuer à être dispensé en langue arabe sous une forme améliorée dans les méthodes et les instruments.

Les animateurs de cette tendance entendent, selon des sources proches de la commission, faire entendre leur voix. Et bruyamment. Ce qui augure une belle empoignade. Leurs relais à l'extérieur de la CNRSE, les islamistes du MSP et de Nahda, ainsi que les personnalités attachées à l'arabisation, comme l'ancien ministre de l'Éducation Ali Benmohamed, s'agitent et crient à la remise en cause des constantes nationales, n'hésitant pas à politiser le débat. Cet ex-ministre a même lancé une pétition nationale appelant à la tenue d'un référendum sur la langue d'enseignement à privilégier. Et refuse d'imputer l'échec de l'école à la politique d'arabisation.

Les « démocrates » de la commission estiment faire preuve de réalisme en réintégrant le français pour des considérations liées à l'environnement, à la situation géogra-

phique du pays, mais aussi à l'héritage qui fait de cette langue un legs colonial. Et considèrent, d'autre part qu'ils traduisent dans les faits les appels du président Bouteflika à se décomplexer vis-à-vis des langues étrangères en général et du français en particulier. La deuxième pomme de discorde entre les deux groupes a trait à l'école privée. Le projet de rapport de la commission préconise de reconnaître l'enseignement privé en mettant en place un dispositif législatif clair à même de régir son fonctionnement et définir son environnement. Ainsi, il est recommandé de consacrer une autonomie de gestion des établissements éducatifs en rapport avec la prééminence du rôle des associations, des collectivités locales et de tout le reste des parties concernées par la vie de l'école. La commission propose par ailleurs de créer des instances pédagogiques nationales indépendantes chargées, d'une part de la recherche, de l'orientation et du contrôle, et d'évaluation et de suivi d'autre part. Elle recommande également d'allonger le cursus scolaire moyen d'une année (devant passer de 12 à 13 ans).

Le rapport ne perd pas de vue les conditions socio-professionnelles de la famille de l'éducation. L'amélioration des conditions de travail, la formation du personnel doivent accompagner les réformes. Le recrutement des enseignants est soumis au préalable du bac et d'une formation universitaire de 3 à 5 ans. Les programmes, les moyens didactiques, l'enseignement scientifique de l'histoire, l'éducation civique... sont des sujets auxquels des chapitres entiers ont été consacrés.

L'approche se veut fondamentalement scientifique pour extraire l'école des oripeaux de l'intégrisme et de l'irrationnel. Des mesures d'urgence sont prévues pour la rentrée prochaine.

Ces dernières années, le système d'éducation et d'enseignement national essuie de sévères critiques. Qualifié de non performant, parfois de défaillant, voire de gravement déficient. Mais au-delà des appréciations partiales et subjectives, c'est par rapport à des objectifs donnés et en fonction de leur niveau de réalisation, qu'on peut évaluer, et donc critiquer, un système éducatif ou autre.

Par Mohamed Mebarki
1ère partie

Rappelons d'abord que, pour l'école, dans sa compréhension la plus large, les objectifs essentiels universellement admis sont au nombre de trois :

L'élévation du niveau scientifique et culturel du citoyen, pour permettre l'accès à un minimum de savoir.

La formation de cadres et l'acquisition d'un savoir-faire, pour assurer le développement du pays.

La contribution aux côtés de la société pour la prise en charge des problèmes de la société globale et de leur apporter des solutions.

Partant de là et au vu des indicateurs quantitatifs et qualitatifs classiques, on peut considérer que l'école algérienne ne répond plus aux attentes légitimes de la société. En effet, il devient notoi-

re que le niveau de l'enseignement dispensé a accusé un affaiblissement tangible à tous les paliers : les déperditions sont importantes, puisqu'on enregistre quelque 500 000 élèves qui abandonnent les cycles primaires et secondaires annuellement. Le taux de réussite au BEF est à peine de 50% alors que celui du baccalauréat varie, bon an mal an, entre 20 et 25%. Les 30% de l'année 2000 ne sont pas significatifs, à notre avis, de résultats d'une décision pédagogique connue. L'université n'est guère mieux lotie puisque la durée moyenne des études est de six ans pour un cycle de quatre années. A titre d'exemple, le taux de passage de la première à la deuxième année en sciences exactes et technologie n'a jamais dépassé les 30%.

D'un autre côté, le système d'enseignement et de formation doit prendre en charge le développement économique en adaptant une partie de ses formations, en particulier au niveau des derniers paliers, pour assurer la sortie de techniciens, d'ingénieurs, de gestionnaires et de cadres qualifiés, capables d'assurer la conduite de l'appareil économique et administratif du pays. Il ne s'agit bien entendu pas de faire dans la généralisation pour faire de l'école un centre de formation. Mais dans ce cadre-là, l'école algérienne n'assure plus sa fonction, car malgré l'orientation scientifique et technologique voulue pour le système éducatif algérien, il est resté figé, relativement au développement rapide des sciences et de la technologie, d'un côté, et de l'évolution du monde, de l'autre.

Notre système s'est caractérisé par l'absence d'initiative dans la création de nouvelles filières de formation et par une faiblesse

dans l'adaptation des programmes. Des spécialités comme le droit communautaire (au moment où le monde s'organise en communautés de pays), les sciences de la communication et tant d'autres spécialités ne sont pas enseignées ou peu développées dans notre pays.

Quant à l'autre objectif principal de l'école et qui concerne la recherche de solutions aux problèmes sociaux et culturels globaux, il est loin d'être réalisé. D'aucuns considèrent même qu'elle porte une part de responsabilité dans les grandes dérives qu'a connues le pays ces dernières années.

Ces rapides éléments de constat montrent clairement la nécessité de réformer le système éducatif algérien de façon sereine et méthodique. Pour éviter le piège de la politisation et de l'idéologie, il est nécessaire de saisir et d'analyser les vraies causes ayant amené à la situation d'impasse actuelle. Ceci permettra aussi de proposer des solutions de sortie de la crise. Les raisons sont à notre avis de deux types : socio-politiques et organisationnelles.

LES CONSIDÉRANTS D'ORDRE SOCIAL ET POLITIQUE

Il est faux de croire que l'état actuel de notre système éducatif relèverait uniquement du fonctionnement interne de celui-ci. Les origines sont aussi exogènes.

La raison essentielle du dérapage du système algérien d'enseignement et d'éducation réside dans le fait qu'il manque d'orientation politique claire, et ce, depuis longtemps. La dernière ré-

forme sérieuse de l'enseignement supérieur, définie avec des objectifs et des moyens, remonte à 1971. Le dernier texte sérieux d'orientation politique du système éducatif remonte à 1976, avec notamment l'ordonnance de 1976. En dehors de cela, de petits changements sont venus pallier des situations nouvelles, non maîtrisées. Cette façon de procéder a souvent compliqué la situation, car les décisions sont prises hâtivement, de manière irréfléchie et se révèlent souvent inadéquates ou inadaptées. Ainsi le système éducatif algérien fonctionne, à notre avis, depuis une dizaine d'années, sans fil conducteur et pour ainsi dire, sans âme.

L'autre raison est que les actions « purement politiciennes » greffées au système, déjà en difficulté, ont contribué au marasme et à l'absence de visibilité.

Nous citerons à titre d'exemple l'introduction de l'école fondamentale. En éliminant une année dans le deuxième palier, afin de libérer plus de places pour un plus grand nombre d'enfants, l'école fondamentale a augmenté le volume et les exigences de travail de l'élève, en dépassement avec les capacités d'assimilation de l'adolescent. De ce fait, c'est un grand nombre d'enfants qui n'a pas suivi le rythme. Quant à l'université, l'exemple typique de la projection démagogique est celle politique de la carte universitaire, initiée au milieu des années quatre-vingt et qui voulait que chaque wilaya du pays ait son université, au moment où les universités existantes commençaient à subir le poids du nombre (d'étudiants). Le résultat est que des établissements universitaires ont ouvert leurs portes et leurs bâtiments, vides d'équipements scientifiques, avec des enca-

dreurs à peine sortis de leur premier cycle universitaire. L'injustice a été alors installée en lieu et place de la justice recherchée. De plus, la situation antérieure qui permettait aux enfants du même pays de se connaître en fréquentant les bancs des mêmes universités et grandes écoles, est remplacée par la situation qui veut que chaque Algérien doit rester « devant chez lui ». La carte universitaire a ainsi créé un cloisonnement entre les enfants d'un même pays.

La motivation pour aller à l'école a disparu progressivement au fil du temps et constitue largement un problème pour l'école. En effet, l'université algérienne produit des diplômés qui vont au chômage, quand des jeunes de leur âge, envoyés très tôt à la rue, arrivent à bien gagner leur vie dans le « trabendisme ».

Même si cette situation ne décrit pas totalement la réalité, il reste que l'université n'assure ni reconnaissance ni promotion sociales. Ce marasme a été précédé par la désaffection de l'enseignement technique et pratique, qui a accompagné la disparition des collèges d'enseignement technique du palier moyen.

Cette situation est provoquée à notre sens par la non-maîtrise par les pouvoirs publics des besoins en encadrement de l'économie algérienne. Il n'est pas normal d'affirmer, à peine vingt-cinq ans après l'indépendance, que le pays ait fait le plein en cadres moyens et supérieurs. Tout comme l'absence de politique des salaires a dévalorisé certains (la plupart) métiers et donc certaines spécialités d'enseignement et de formation.

A suivre

* Professeur, ancien recteur
Député RND

L'école algérienne a été depuis 1962 un véritable laboratoire de tests idéologiques et politiques. Toutes les expériences copiées ou calquées sur des écoles étrangères plutôt socialistes ont fait des générations successives d'innocentes victimes. La débâcle malheureuse de l'institution pédagogique nationale est le fruit amer de ces expériences sur l'enfance cobaye algérienne.

Par Berrou Ahmed ()*

La dernière expérience du nom d'école fondamentale a donné le coup de grâce au système éducatif national par l'entrée en force de la langue arabe handicapée par l'absence d'un dictionnaire technologique et technique.

Ainsi, l'école fondamentale qui devrait préparer les élèves à embrasser divers corps de métier, n'a pu remplir sa mission par manque de vocabulaire précis et concis indispensable à tout stage d'apprentissage. Messieurs, Mesdames les membres, il est urgent de faire un dia-

La réforme du système éducatif en question

gnostic réel à la situation catastrophique que vit notre école pour pouvoir cerner les vrais problèmes et leur trouver un remède immédiat et définitif que nul pouvoir à l'avenir ne puisse remettre en cause. Il est impératif de signaler que le grand malheur de notre système éducatif est venu par :

1) La formation hâtive et inadéquate des enseignants dont la majorité a été recrutée sans aucune vocation professionnelle.

2) 70% du corps enseignant est constitué d'une gent féminine dont un nombre important est souvent malade et prend des congés de maladie et d'accouchement au détriment de ses élèves (les périodes d'accouchement s'étalent souvent au début de la rentrée et vers la fin d'année scolaire).

3) Une mauvaise formation malgré les journées pédagogiques très courantes (pas sérieuses du tout).

4) Manque flagrant des moyens psychopédagogiques et didactiques.

5) L'automatisme du système d'apprentissage du maître à l'élève en lui faisant apprendre par cœur la quasi-totalité des leçons sans aucune compréhension du cours.

6) La lourdeur des programmes dans chaque cours, le nombre de matières et le volume horaire important en comparaison avec la situation sociale de l'élève (la majorité vit au-dessous du seuil de pauvreté)

7) L'ignorance de certaines matiè-

res par une grande partie des enseignants reflète le faible niveau de l'élève.

8) Certains établissements sont dirigés par des directeurs qui ne sont ni pédagogues, ni administrateurs, ni même capables de mener à bien le manque de formation psychopédagogique et de culture générale à leurs enseignants.

9) Les inspecteurs généraux d'enseignement font souvent un travail d'inspection au lieu de formation.

10) Conclusion : il faut éviter de tomber dans l'égoïsme idéologique et militer à mettre l'intérêt de l'élève au-dessus de toute considération politique ou régionale.

Il est temps de comprendre que c'est la technologie qui impose la nature de la langue à enseigner. A l'heure de la mondialisation, l'Algérie ne peut rester marginalisée à cause de certaines idéologies et certains comportements maladroits. Posons toujours le problème au peuple algérien tel que la réalité l'impose ! Quel type d'enseignement voudrait-on ? Et quelle langue voudrait-on utiliser ?

a) Faut-il arabiser l'école algérienne du primaire à l'université à condition de réunir toutes les conditions nécessaires requises par le système éducatif mondialement connu dans les pays développés ?

b) Faut-il revenir à l'ancien système d'enseignement général Arabe-Français + une seconde langue ?

c) Ou faut-il Amazigher l'école algérienne ?

Dans ce cas, une seule alternative s'impose. Proposer les 3 systèmes éducatifs au peuple algérien par un vote afin que les parents d'élèves décident définitivement du devenir de leurs enfants.

Pour joindre l'utile à l'agréable voici quelques suggestions :

1) Transformer les CFP en Collèges d'Enseignement Technique sous tutelle du Ministère de l'Education.

2) Création des écoles maternelles au sein des écoles primaires pour les enfants de 5 ans.

3) La gestion des écoles primaires doit être rattachée aux CEM.

4) Nombre d'élèves par classe (30 élèves au maximum).

5) Doter chaque direction de l'éducation d'un médecin qui évitera de dériver les maladies de complaisance par un contrôle rigoureux. Les certificats médicaux ne seront acceptés au niveau des Ets que par ce médecin contrôlé.

6) Eviter le recrutement des vacataires qui n'ont pas de formation spécialisée et de base psychopédagogique.

7) Rassembler certaines matières en une seule :

a) Culture générale (Histoire - Géographie + Divers).

b) Littérature arabe (grammaire (1h) - éducation civique, morale et religieuse (1h), lecture (1h), rédaction (1h).

c) Littérature française (grammaire (1h), rédaction (1h), lecture (1h), orthographe (1h).

d) Sciences et technologie (en arabe ou en français au choix).

e) Mathématiques (en arabe ou en français au choix).

f) Enseigner l'initiation des différentes spécialités post-universitaires à partir de la 2ème et la 3ème année secondaire.

g) Activité sportive et culturelle (Samedi-Jeudi).

h) Apprendre à l'élève à participer dans différentes opérations d'embellissement et d'hygiène afin de lui inculquer l'amour de l'école.

i) Réactiver les sorties pédagogiques.

8) Décerner des prix et des séjours balnéaires en été à la meilleure équipe administrative et enseignante au niveau de chaque wilaya.

● Sanctionner également la mauvaise équipe administrative et enseignante par des avertissements successifs au point de l'écarter définitivement de l'éducation.

● Instituer une indemnité annuelle pour l'enseignant (indemnité de blouse et d'affaires scolaires).

● Vacances d'hiver: une Semaine.

● Vacances de printemps: une Semaine.

● Vacances d'été du 20 Juin au 25 Septembre.

() Postionnaire 17, Mouzina Sfar*

MALIKA GREFFOU AU «QUOTIDIEN D'ORAN» «Il faut dépolitiser l'école»

L'école algérienne a échoué. C'est un fait. Aujourd'hui, il faut changer les choses. Dans le bon sens. Mais alors quelles mesures pour assurer la meilleure réforme ? Il était attendu de la Commission qu'elle fasse des propositions urgentes pour éviter une situation de crise - encore une autre - pour cette rentrée de septembre.

Entretien réalisé par Djamel Antouche

La Commission de réforme n'en a pas. «C'est seulement prochainement, nous apprend un de ses membres, que va commencer le vrai travail de proposition et d'orientation». Le ministre de l'Éducation, lui, n'a pas hésité à passer à l'action. A proposer ses propres mesures. N'était-ce pas piétiner sur les travaux de la Commission chargée de la réforme du secteur ? Par ailleurs, ses mesures suffisent-elles ?

Pour Mme Greffou, les propositions qu'aurait à avancer la Commission ne pourraient se passer d'une «rallonge budgétaire». A ce titre, elle salue le geste du ministre de l'Éducation. Mais elle précise toutefois: «La réforme, c'est aussi un travail de profondeur», c'est-à-dire «la relève». Il faut assurer la relève. A ce titre, il faut désidéologiser, dépolitiser l'école, et rendre à cette dernière sa véritable fonction: éduquer, enseigner. Le cas de l'école privée aujourd'hui en est un exemple réussi, où parents, élèves et administration participent en commun au succès de la vie de nos enfants.

- Le Quotidien d'Oran: Il était attendu de la Commission de réforme de l'éducation des propositions et des mesures urgentes pour la rentrée scolaire. Qu'en est-il ?

- Malika Greffou: D'abord, j'aimerais compléter votre information en vous rappelant simplement que la Commission, au départ, ne s'était pas fixé l'objectif de proposer des mesures d'urgence pour la rentrée. C'est d'ailleurs sur mon insistance qu'un groupe ad hoc a été mis en place. Ce groupe a retenu principalement des mesures à caractère matériel. Ces mesures, vous faites bien de le souligner, ne pouvaient être réalisables sans rallonge budgétaire pour le ministère. Certains ont dit que c'était peut-être cela le but visé...

- Q.O.: Et vous-même, qu'auriez-vous proposé pour cette rentrée ?

- M.G.: Personnellement, mon souci à moi c'est la relève. C'est là l'urgence ! C'est une vraie question de devenir national. On ne peut continuer indéfiniment de faire l'impasse sur ces questions parce qu'elles n'intéressent pas les politiques. Notre société ne peut plus se permettre d'être ainsi aveuglée. Et à mon avis, nous courons ainsi droit à la catastrophe, à plus ou moins long terme.

Cependant, il est très difficile de pouvoir généraliser aujourd'hui en Algérie un modèle d'éducation de type «monde développé», car il est bel et bien hors de portée des ressources humaines mobilisables. Or, comme il est difficile aussi d'espérer un véritable changement de l'intérieur du système, l'émergence d'un modèle d'éducation de niveau international est encore possible, mais dans des proportions réduites. Cela, à condition de solliciter et de mobiliser d'urgence un encadrement qui connaît les valeurs universelles issues notamment de l'ancienne génération.

Il est peut-être temps aujourd'hui de penser à une stratégie pour préparer la relève, en mobilisant toutes les compétences disponibles, (anciens instituteurs, cadres marginalisés de différents secteurs, associations scientifiques...). En s'appuyant sur ces compétences, le changement est possible dans l'immédiat. Cet encadrement peut être en effet directement opérationnel, étant constitué de lecteurs véritables. Ils peuvent d'emblée accéder et assimiler les différents modèles pédagogiques actuels en vigueur dans le monde développé.

Il y a donc lieu de soutenir d'urgence des écoles pour l'émergence de la relève. Elles joueront un rôle moteur en matière de formation de maîtres et pourront dans l'avenir faire tâche d'huile. Toutefois, ces écoles pourront être plus efficaces si elles exercent leur enseignement en

autonomie par rapport à la tutelle ministérielle (autonomie de gestion et autonomie pédagogique).

- Q.O.: Peut-on établir un parallèle entre les propositions que vous venez de formuler et celles du ministère ?

- M.G.: Ces propositions étaient identiques. Certains observateurs avertis m'ont fait remarquer que tout s'est passé comme si le ministère voulait utiliser la Commission pour avaliser des mesures à caractère inflationniste.

- Q.O.: Le ministre de l'Éducation a récemment annoncé des changements. Qu'en pensez-vous ?

- M.G.: Sur de nombreux points, j'ai noté un ton nouveau, et un certain nombre de constats sont faits par le ministre de l'Éducation. En cela, c'est déjà un progrès. Quant aux mesures d'urgence annoncées lors de cette entrevue de presse, je ne peux me prononcer tant que je n'en connais pas la teneur.

- Q.O.: Le ministre a abordé notamment la question de l'école privée en avançant l'idée de contrôle de ces écoles...

- M.G.: Il est enfin reconnu officiellement que l'école publique et l'école privée sont complémentaires, et l'Etat reconnaît aussi que l'objectif de l'école c'est la qualité, les performances et les résultats. Quant au contrôle ou au non-contrôle, jusqu'à présent, le ministère de l'Éducation ne finance ni ne subventionne les écoles privées. Donc le ministère n'en a pas la tutelle.

Mais, en effet, on pourrait discuter d'un cahier des charges à travers lequel l'Etat donnerait son agrément et son soutien matériel et financier, en contrepartie d'une qualité de prestation pédagogique définie par rapport à des objectifs cognitifs.

- Q.O.: Le ministre a également parlé d'écoles préparatoires. Est-ce une idée réalisable ?

- M.G.: J'observe qu'une fois de plus, on parle du contenant et pas du contenu. Si le contenu est ce à quoi nous avons été habitués, alors cette idée d'école préparatoire me fait peur. Car, si à l'école primaire algérienne, il y a de l'enseignement et du conditionnement, à l'école préparatoire il n'y a que du conditionnement, car elle en est l'antichambre.

LA COMMISSION DE RÉFORME DE L'ÉDUCATION Le véritable travail commence aujourd'hui

Les membres de la commission de réforme de l'Éducation - au nombre de 170 - doivent se réunir, aujourd'hui et demain, au Palais des Nations, au Club des Pins, en vue d'identifier les grands axes sur lesquels la commission est appelée à intervenir. A trois mois seulement de l'expiration du délai qui lui a été accordé. «C'est qu'on vient juste de finir le déblayage du terrain», explique un membre de la commission.

C'est dire la difficulté pour ses constituants, aussi pluridisciplinaires soient-ils, à tracer une plate-forme qui prendrait en considération et les visées objectives du projet, telles que définies par M. Bouteflika, et celles du terrain, via les contradictions qui minent notre société, et qu'un texte ne saurait constater. «C'est seulement maintenant que le travail d'orientation va commencer», ajoute notre source. Le pas accompli par la commission dans son travail de «défrichage» du terrain, il faut bien le noter, est grand. Et c'est seulement à partir de demain que

des orientations seront données aux membres des 5 sous-commissions, en vue de cibler des objectifs précis», explique notre source. Les six mois écoulés ont davantage servi de prise de contact et d'identification du terrain. Des propositions devront être faites par les participants à l'issue de ces deux journées de travail. Sortir l'école de l'embrigadement idéologique de quelque courant ou parti politique, revenir à la mission première de l'école, veiller à rendre leur statut respectif, aussi bien à l'enseignant qu'à son élève, opter pour une méthode d'enseignement moderne adaptée aux données de l'heure, c'est-à-dire ouverte sur le monde, mais qui ne renie rien de l'entité «Algérie», en tant qu'espace socio-culturel et civilisationnel. «En somme, fait remarquer notre interlocuteur, il s'agit de faire, à ce stade de la réflexion, une évaluation de l'état des lieux, savoir ce qui a été fait, et ce qui reste à faire». Du fait, on comprend pourquoi la commission n'a pas fait de propositions «urgentes», comme attendu, spécia-

les rentrée scolaire. Mme Griffou ne faisait — elle pas remarquer que la commission n'allait pas faire de propositions spéciales septembre? Paradoxalement, des indiscretions vont jusqu'à reconnaître la paternité de la commission de réforme de l'Éducation dans les mesures d'urgence apportées par le premier responsable du secteur, M. Benbouzid, à la veille de la rentrée scolaire, au secteur de l'Éducation.

Ce qui s'appellerait «empiétement» sur le travail d'une commission officielle installée un certain mois de mai par le premier magistrat du pays. «Le ministre a repris les propositions du comité ad hoc, installé à cette effet», constatent nos sources, qui signalent aussi que «le ministre a réduit de trop certains chiffres»... Ces mêmes sources, cependant, ne manquent pas de saluer le geste de M. Benbouzid, qui, pense-t-on, traduit les préoccupations de la commission de réforme et apporte un mieux aux changements à introduire.

P. A.

RÉFORME DU SYSTÈME ÉDUCATIF

Une commission et des interrogations

La réforme de l'éducation est l'un des grands chantiers que Abdelaziz Bouteflika promettait d'ouvrir, ne ratant jamais l'occasion d'émettre une appréciation critique sur le rendement du secteur.

Omar Sadki

Et de fournir les pistes d'une chirurgicale révision. Qu'en est-il deux ans après son investiture, trois ans avant la fin de son mandat ?

Le bilan se rapporte essentiellement au travail effectué par la Commission nationale chargée de la réforme du système éducatif qui vient tout juste de mener à terme sa mission d'un mandat de 9 mois. Installée le 20 mai 2000, la CNRSE a adopté son rapport final à la mi-mars de cette année, non sans avoir suscité une montagne de critiques alimentées par les milieux conservateurs au nom de la défense des constantes nationales. La place réservée aux langues étrangères en général et à la langue de Molière en particulier semble irriter au plus haut point ces milieux qui crient à une remise en cause de l'arabisation et à une disqualification de la langue nationale dans l'enseignement technique et scientifique.

Le président de la République partage avec des pans entiers de la société le constat peu reluisant d'une école au rabais qui produit de l'échec. Dépréciation de la qualité du diplôme, déperdition scolaire, piètre formation... sont les défauts majeurs de la cuirasse. Bouteflika a même comparé le diplôme universitaire algérien de ces dernières années au dinar qui se dévalue au gré du temps, regrettant la période phare des années 70 où l'université algérienne rayonnait même sur les pays voisins et africains. L'aveu d'échec s'accompagne dans le discours du président du souci de procéder à une profonde révision du système d'enseignement, du préscolaire à la post-graduation, devant rectifier les orientations et renouveler les capacités créatives. A l'occasion de la clôture de l'année universitaire 1999-2000, le chef de l'Etat situe la finalité de la révision: «La réforme du système éducatif protégera sans doute les générations futures de ceux qui se sont joués de l'avenir de nos enfants par l'improvisation, le marchandage idéologique, la spoliation identitaire et la pensée unilatérale de quelque nature qu'elle soit». Au plan technique, «notre université n'a pas atteint le niveau requis et ne répond pas aux critères en vigueur dans les universités des autres Etats qui respectent la science et les hommes de science». Le propos sur l'école est souvent doublé d'une référence récurrente aux langues étrangères que Bouteflika lie immanquablement à l'enjeu de l'ouverture sur le monde et de l'adaptation aux évolutions rapides de la technologie et de l'informatique. A chacune de ses haltes dans un établissement sco-

laire et conjoncturellement, le président de la République insiste sur la réhabilitation des langues étrangères, assurant que cela n'est pas antinomique avec la promotion de la langue arabe. Le 18 mars dernier, il a déclaré à ce sujet, en marge de la cérémonie de sortie de la 10ème promotion des étudiants magistrats à l'Institut de Ben Aknoun, que «notre attachement à la langue nationale qui compte parmi les constantes, devait égaler notre ouverture sur les langues étrangères. Et la première langue étrangère est celle de l'informatique et de l'Internet». Forte de ces repères, la commission a développé sa réflexion sur plusieurs axes: les programmes, les moyens didactiques, la formation des formateurs, l'organisation, l'enseignement supérieur, les modalités de modernisation de l'école à l'aune de la société de l'information, les langues étrangères... Le rapport, long de 286 pages, contient les recommandations jugées révolutionnaires par certains et inopportunes par d'autres. Les lectures sont élaborées selon le camp idéologique d'appartenance. La place faite au français en tant que première langue étrangère à enseigner dès la 3ème année primaire et l'enseignement dans cette langue des matières scientifiques et techniques à partir du lycée, a visiblement indisposé les idéologues de l'arabisation qui ruent alors dans les brancards. Le FLN, lors de son comité central du week-end dernier, affirme rejeter en bloc cette option perçue comme une menace sur la langue arabe qui «risque de disparaître de la société algérienne», selon les termes de Boualem Benhamouda. Auparavant, ce sont les islamistes du MSP, de Nahda ainsi que les associations périphériques qui ont donné de la voix sur ce sujet. Dans le but évident de jeter l'opprobre sur le travail de la commission et acculer le président à relativiser la portée de ses recommandations. Les dernières déclarations de Abdelaziz Bouteflika montrent à l'évidence que le doute est planté chez lui, donnant l'air d'avoir succombé à la pression. «J'espère que la commission ne nous mettra pas dans la gêne pour ne pas avoir à recourir à l'arbitrage du peuple», a-t-il indiqué à Ben Aknoun. Une phrase interprétée comme une marque du recul. Le recours au peuple signifie référendum. C'est-à-dire ce que revendiquent exactement les islamo-conservateurs. Ce serait un pied de nez à l'approche scientifique et rationnelle qui a présidé à l'élaboration de la réforme. Le bilan de Bouteflika, en la matière, sera incontestablement jugé à l'aune de sa capacité à mettre en oeuvre les recommandations de la commission.

RÉFORME DU SYSTÈME ÉDUCATIF

Une commission et des interrogations

La réforme de l'éducation est l'un des grands chantiers que Abdelaziz Bouteflika promettait d'ouvrir, ne ratant jamais l'occasion d'émettre une appréciation critique sur le rendement du secteur.

Omar Sadki

Et de fournir les pistes d'une chirurgicale révision. Qu'en est-il deux ans après son investiture, trois ans avant la fin de son mandat ?

Le bilan se rapporte essentiellement au travail effectué par la Commission nationale chargée de la réforme du système éducatif qui vient tout juste de mener à terme sa mission d'un mandat de 9 mois. Installée le 20 mai 2000, la CNRSE a adopté son rapport final à la mi-mars de cette année, non sans avoir suscité une montagne de critiques alimentées par les milieux conservateurs au nom de la défense des constantes nationales. La place réservée aux langues étrangères en général et à la langue de Molière en particulier semble irriter au plus haut point ces milieux qui crient à une remise en cause de l'arabisation et à une disqualification de la langue nationale dans l'enseignement technique et scientifique.

Le président de la République partage avec des pans entiers de la société le constat peu reluisant d'une école au rabais qui produit de l'échec. Dépréciation de la qualité du diplôme, déperdition scolaire, piètre formation... sont les défauts majeurs de la cuirasse. Bouteflika a même comparé le diplôme universitaire algérien de ces dernières années au dinar qui se dévalue au gré du temps, regrettant la période phare des années 70 où l'université algérienne rayonnait même sur les pays voisins et africains. L'aveu d'échec s'accompagne dans le discours du président du souci de procéder à une profonde révision du système d'enseignement, du préscolaire à la post-graduation, devant rectifier les orientations et renouveler les capacités créatives. A l'occasion de la clôture de l'année universitaire 1999-2000, le chef de l'Etat situe la finalité de la révision: «La réforme du système éducatif protégera sans doute les générations futures de ceux qui se sont joués de l'avenir de nos enfants par l'improvisation, le marchandage idéologique, la spoliation identitaire et la pensée unilatérale de quelque nature qu'elle soit». Au plan technique, «notre université n'a pas atteint le niveau requis et ne répond pas aux critères en vigueur dans les universités des autres Etats qui respectent la science et les hommes de science». Le propos sur l'école est souvent doublé d'une référence récurrente aux langues étrangères que Bouteflika lie inmanquablement à l'enjeu de l'ouverture sur le monde et de l'adaptation aux évolutions rapides de la technologie et de l'informatique. A chacune de ses haltes dans un établissement sco-

laire et conjoncturellement, le président de la République insiste sur la réhabilitation des langues étrangères, assurant que cela n'est pas antinomique avec la promotion de la langue arabe. Le 18 mars dernier, il a déclaré à ce sujet, en marge de la cérémonie de sortie de la 10ème promotion des étudiants magistrats à l'institut de Ben Aknoun, que «notre attachement à la langue nationale qui compte parmi les constantes, devait égaler notre ouverture sur les langues étrangères. Et la première langue étrangère est celle de l'informatique et de l'Internet». Forte de ces repères, la commission a développé sa réflexion sur plusieurs axes: les programmes, les moyens didactiques, la formation des formateurs, l'organisation, l'enseignement supérieur, les modalités de modernisation de l'école à l'aune de la société de l'information, les langues étrangères... Le rapport, long de 286 pages, contient les recommandations jugées révolutionnaires par certains et inopportunes par d'autres. Les lectures sont élaborées selon le camp idéologique d'appartenance. La place faite au français en tant que première langue étrangère à enseigner dès la 3ème année primaire et l'enseignement dans cette langue des matières scientifiques et techniques à partir du lycée, a visiblement indisposé les idéologues de l'arabisation qui ruent alors dans les brancards. Le FLN, lors de son comité central du week-end dernier, affirme rejeter en bloc cette option perçue comme une menace sur la langue arabe qui «risque de disparaître de la société algérienne», selon les termes de Boualem Benhamouda. Auparavant, ce sont les islamistes du MSP, de Nahda ainsi que les associations périphériques qui ont donné de la voix sur ce sujet. Dans le but évident de jeter l'opprobre sur le travail de la commission et acculer le président à relativiser la portée de ses recommandations. Les dernières déclarations de Abdelaziz Bouteflika montrent à l'évidence que le doute est planté chez lui, donnant l'air d'avoir succombé à la pression. «J'espère que la commission ne nous mettra pas dans la gêne pour ne pas avoir à recourir à l'arbitrage du peuple», a-t-il indiqué à Ben Aknoun. Une phrase interprétée comme une marque du recul. Le recours au peuple signifie référendum. C'est-à-dire ce que revendiquent exactement les islamo-conservateurs. Ce serait un pied de nez à l'approche scientifique et rationnelle qui a présidé à l'élaboration de la réforme. Le bilan de Bouteflika, en la matière, sera incontestablement jugé à l'aune de sa capacité à mettre en oeuvre les recommandations de la commission.

RÉFORME DU SYSTÈME ÉDUCATIF

Fin de mission pour la commission

La commission nationale chargée de la réforme du système éducatif évalue ses activités. Elle a tenu pour cela une session, les 3 et 4 janvier dernier au palais des Nations.

Par Omar Sadki

Le président de cette commission, le professeur B. Benzaïghou, avait alors présenté un rapport sur les activités réalisées en atelier par les experts dans les différentes sous-commissions.

Il en ressort que l'atelier organisé le mois de décembre dernier avec les experts de l'UNESCO a permis d'aller au fond de l'analyse précédemment faite sur les systèmes éducatifs dans les pays arabes, les grandes tendances de l'éducation dans le monde, les implications de la mondialisation sur l'école et l'université ainsi que sur les relations de l'école et les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Il est, d'autre part, signalé que le bureau de la commission a convoqué plusieurs réunions pour harmoniser et rendre cohérentes les propositions formulées par les sous-commissions. Celles-ci ont pour mission de travailler en groupes restreints, comme l'appellation le suggère et de soumettre ensuite à la plénière l'objet de leur recherche.

La plénière est le lieu où les propositions sont débattues, voire amendées. Lors de cette session, la sous-commission, chargée de plancher sur le profil de l'université de demain et de son pendant, la recherche scientifique, a présenté ses propositions se rapportant aux statuts des établissements et des acteurs de l'enseignement su-

périeur. Cela s'est étendu à la réforme des programmes et l'instrument linguistique, l'orientation et l'évaluation, la mise en cohérence du secondaire et du supérieur ainsi que l'enseignement privé.

Le groupe d'expert a également traité les points relatifs aux pôles d'excellence et la formation de l'élite, la recherche et la post-graduation ainsi que les oeuvres universitaires.

Quand à la sous-commission chargée de la rénovation pédagogique, elle a fait part de ses propositions relatives à l'enseignement des langues arabe, Tamazight et langues étrangères mais aussi à l'enseignement des mathématiques et des sciences, l'histoire, la géographie, la philosophie, l'éducation morale, civique et religieuse.

Les outils didactiques et la recherche pédagogique ont polarisé l'attention des membres de la sous-commission, signale-t-on.

La formation du personnel d'encadrement, des formateurs et d'inspection a aussi fait l'objet de recherche d'une sous-commission ad-hoc. Un rapport a été aussi présenté sur l'organisation générale de l'enseignement primaire et du collège et la durée de l'enseignement obligatoire, l'architecture du post-obligatoire (enseignement général et technologique, enseignement technique et professionnel, formation professionnelle).

Ces volets sont étudiés en relation avec la nécessaire cohérence

à établir avec le palier supérieur, l'université. Le communiqué de la commission nationale pêche par un manque délibéré de précisions se contentant de livrer les axes sur lesquels elle a axé son travail depuis qu'elle a été créée au mois de mai 2000.

Le mois prochain, elle aura épuisé le délai qui lui est imparti dans la lettre de mission qui a accompagné sa mise en place. La session du début de ce mois a été donc l'occasion de faire le point et d'apporter les ultimes retouches au rapport final qui sera solennellement remis au président de la République dans quelques semaines. Nous savons que la pomme de discorde qui a mis à mal la cohésion du groupe est relative à la place du français dans le système éducatif national.

Francophones et Arabophones s'opposent sur le choix de la première langue étrangère à enseigner, dès la 3e année primaire.

Il semble que le rapport, faute de consensus, sera présenté au chef de l'Etat sans proposition précise sur ce point.

Les deux courants divergent également sur le contenu du programme de l'éducation religieuse. Hadj Salah aurait été dégommé de son poste de président pour avoir exprimé une propension à favoriser l'avis des arabisants de la commission. Son successeur, Benzaïghou, paraît imprimer une autorité plus neutre au déroulement des travaux. Ce n'est peut-être pas par hasard que le communiqué de la commission prend le soin de préciser que le rapport final, même s'il reflète les propositions de la majorité, mentionne toutefois le point de vue de la minorité.

EDUCATION

Les langues étrangères, selon Bouteflika

Par K. Azzoun

La commission chargée d'établir le schéma diagnostic de l'institution scolaire ainsi que la thérapie idoine est pratiquement au terme de sa mission.

Elle doit remettre à la fin du mois de février son rapport au président de la République. Mais ce dernier, sans attendre le terme du délai, donne le ton de ce que seront les recommandations. Du moins sur la problématique controversée des langues étrangères.

A l'université de Batna, il choisit au hasard un étudiant à qui il demande de lui faire la synthèse en langue étrangère d'une démonstration qu'il venait de lui faire en arabe. Le pauvre étudiant s'y est mêlé les pinceaux. Et le président de tomber à bras raccourcis sur ceux qui, au nom «des constantes nationales», voyaient dans l'enseignement du français une concession à notre souveraineté. «Un clivage factice entre les arabophones et les francophones a trop coûté pour le pays», dit le président, qui plaide pour une «désidéologisation» de l'enseignement des langues étrangères. «Est-il pensable qu'en Égypte et en Arabie Saoudite on enseigne l'anglais dès la première année du primaire, et chez nous on nous

fait croire que l'enseignement des langues étrangères peut parasiter l'apprentissage de la langue arabe ?» Tout en récusant de manière véhémente cette approche qui n'est pas dénuée d'intentions politiciennes, le président de la République brise un nouveau tabou en rappelant certaines vérités historiques jusque-là absentes du discours politique officiel. A l'adresse des ténors qui sont partis en croisade contre la Commission de réforme de l'éducation, notamment sa composante humaine, il déclare tout de go: «La plupart de ceux qui ont été aux premières lignes du mouvement national ne maîtrisaient pas la langue arabe». Et d'enchaîner: «D'ailleurs, la déclaration du Premier Novembre était rédigée, dans sa version originale, en français». Face à des éventuelles réticences, le président n'exclut pas le recours au référendum pour trancher la question de l'école. «C'est au peuple algérien de choisir s'il veut la mondialisation ou le retour au moyen-âge», dit-il. Et nous croyons savoir à ce propos que la commission que préside M. Benzaghrou a opté pour le français comme première langue étrangère à enseigner en 2ème année fondamentale et l'anglais à partir de la 7ème année.

PARTICIPATION DE L'ALGÉRIE AU SOMMET DE YAOUNDÉ

Les défenseurs de la langue arabe s'insurgent contre Bouteflika

Par Benyoub Djilali

La participation de l'Algérie au Sommet France-Afrique qui s'est tenu à Yaoundé ne semble pas être du goût de l'Association algérienne de défense de la langue arabe, qui se réveille soudainement pour se soulever énergiquement contre le président de la République qui est directement accusé de faire le jeu des intérêts politico-culturels français.

L'AADLA, qui accueille la nouvelle «avec inquiétude», lit dans le geste de Bouteflika un acte politique qui vise, dit-elle, au retour «de l'Algérie dans le giron d'un système de relations où les changements de forme arrivent mal à masquer la permanence du fond».

Ce qui n'est pas surprenant outre mesure pour cette association aux sorties conjoncturelles très discutables, c'est que le président ait de son propre chef adopté une politique culturelle qui assoit les bases de ce retour. Elle en veut pour preuve le gel de la loi sur la généralisation de la langue arabe, ce qui

ouvre la voie, est-il encore dit dans son communiqué rendu public hier, «au retour de la langue française comme langue quasi officielle». L'utilisation du français par le président dans ses discours, notamment au sommet de Crans Montana, est un encouragement dans cette voie. Ce sont aussi «les hommages appuyés rendus à la culture «pied-noir» et «coloniale» qui semblent indisposer cette association au palmarès peu reluisant en terme de contribution à la sauvegarde et à la promotion de la langue qu'elle s'acharne à défendre.

Elle s'attaque par ailleurs à la Commission de réforme du système éducatif dont l'installation, dans son optique, obéissait aux mêmes objectifs. L'organisation de M. Otmane Saadi donne l'air de déceler des tentatives anti-nationales partout dans les démarches officielles et des ennemis de la langue arabe dans chaque geste de rapprochement entre Etats ou personnalités. C'est ainsi qu'elle prédit «la prochaine adhésion à l'organisation de la Francophonie». Pourtant, le pré-

sident a à maintes reprises affirmé que l'Algérie n'adhérera pas à la Francophonie. Il a réitéré ce refus lors de sa visite au Canada, répondant ironiquement à un représentant québécois qui l'interrogeait sur la question en lui disant: «J'assisterais si c'est vous qui m'invitez!».

Alors que le volet culturel de ce sommet, faut-il encore le rappeler, ne revêt qu'un aspect facultatif et secondaire, l'AADLA lui accorde plus d'importance qu'il n'en a, évacuant les volets économique et de coopération qui sont la raison d'être de cette rencontre.

Toutefois, elle tente de resituer la problématique au niveau économique mais simplement sous l'angle de la domination. En effet, la volonté affichée par le pouvoir de mener à terme les négociations avec l'Union européenne et celles pour l'adhésion à l'OMC, est assimilée à une entreprise de soumission à la tutelle française. Et elle ne s'empêche pas de l'accuser de succomber «au vieux leurre colonial qui se répète sous des allures modernes».

ÉVÉNEMENT

COMMISSION DE RÉFORME DE L'ÉDUCATION

Fin de mission le 15 février

La Commission de réforme du système éducatif, CNRSE, installée le mois de mai dernier, en sera bientôt au terme de son mandat qui est de neuf mois.

Par K. AZOUH

Elle doit remettre son rapport final au président de la République, le 15 février prochain. Ce document est déjà plus ou moins finalisé dans ses grandes lignes. Les cinq sous-commissions, chargées de son élaboration sont en train d'y apporter les dernières touches en prévision de l'ultime assemblée plénière qui doit se tenir au Club des Pins les 9, 10, 11 et 12 février prochain. Quand bien même la primeur du document final est réservée au président de la République, l'on sait néanmoins les idées forces qui les sous-tendent et les grandes propositions qu'ils contiennent.

Parmi ces propositions, celle relative à l'enseignement des langues étrangères. Un des axes, sinon le seul qui a focalisé tant de passions entre deux tendances antagoniques de la commission. Selon un membre de cette commission que nous avons contacté, hier, le choix se serait finalement porté sur le français comme première langue étrangère. Elle devrait être enseignée dans le cas où la proposition serait suivie d'effet à partir de la deuxième année fondamentale. Notre inter-

locuteur qui est par ailleurs un excellent bilingue écarte toute motivation d'ordre idéologique quant à cette option : « C'est un choix dicté par souci de pragmatisme. La langue française pour des raisons historiques que tout le monde connaît est présente dans notre société. De ce point de vue, elle a plus de longévité que d'avance sur l'anglais. De plus, le personnel nécessaire pour la prise en charge de son enseignement existe. Ce qui n'est pas le cas pour l'anglais qui nécessiterait la formation et le recrutement de milliers d'enseignants pour assurer les cours. Notre interlocuteur nous rappelle l'expérience tentée du temps d'Ali Ben Mohamed où les parents avaient le choix entre l'anglais et le français pour leurs enfants comme première langue étrangère. « 99% des parents ont opté pour le français », nous dit-il, en estimant que l'expérience aura été « un fiasco ». En prenant en compte l'ensemble de ces paramètres, la commission a proposé que la langue de Shakespeare sera enseignée, à partir de la sixième année fondamentale. Au sujet des programmes, la sous-commission chargée de ce dossier a proposé une actualisation de leurs

contenus qui sont jugés caducs. Dans ce sens, l'enseignement de l'éducation religieuse et civique qui sont actuellement prodigués séparément seront fusionnés. Ils seront assurés par un même enseignant. Pour ce qui est du secondaire, proposition est faite de réduire le nombre de filières dans le sens d'un enseignement plus général. Quant à la spécialisation, elle viendrait en phase de graduation universitaire.

Le volet de la formation a fait également l'objet d'un diagnostic, de la part de la commission y afférente. Celle-ci a proposé de placer désormais la barre très haute, en ce qui concerne le recrutement des nouveaux enseignants qui doivent justifier désormais de diplômes universitaires pour prétendre embrasser la carrière d'enseignant. Ceux qui sont actuellement en poste bénéficieront de stages cycliques qui seront déterminants dans la progression de la carrière. Quant au volet strictement professionnel, la commission a insisté sur la nécessité du statut de l'enseignant. Ce sont-là donc les grandes lignes du projet de réforme de l'éducation. La question est de savoir si le président de la République ordonnera leur application sur le terrain ou il doit d'abord soumettre le projet au référendum, comme il l'avait laissé entendre, lors de sa visite à Batna.

Ce qui attend l'école selon la Commission

La réforme du système éducatif n'est pas et ne peut pas être la tâche de la seule Commission installée, à cet effet, par le président de la République, le mois de mai dernier.

Par Djamel Amrouche

C'est ce qu'a laissé entendre M. Benzaghoul, dans un entretien accordé à l'APS, dans lequel il a plaidé, notamment, pour « la conjugaison des efforts de tous les secteurs concernés » afin de « mettre cette réforme au diapason de l'évolution scientifique ». Même s'il ne les a pas nommés, on comprendra, tout de même, que M. Benzaghoul en appelle à l'aide des ministères de l'Éducation, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, des Finances, de la Santé... » La garantie des changements radicaux à même de développer l'école algérienne nécessite des moyens matériels et humains susceptibles de hisser le système éducatif au niveau des changements mondiaux en cours ».

Profitant de cette occasion, M. Benzaghoul a rappelé certaines des propositions émises par les 5 sous-commissions de la CNRSE, et - on le devine - sans doute contenues dans le rapport final « exhaustif » qui devrait être remis, dans moins d'un mois, à la présidence de la République. La formation de l'enseignant, l'enseignement des langues étrangères, l'introduction de l'outil informatique dans les différents cycles de l'enseignement, la coopération avec des experts de l'UNESCO et de l'ALESCO... sont là quelques-unes des questions sur lesquelles le recteur de l'université de Bab Ezzouar s'est attardé. Il insistera,

notamment, sur la nécessité d'offrir à l'enseignant une meilleure prise en charge de la formation et de perfectionnement. La CNRSE, soucieuse d'élever au plus haut le niveau de l'enseignant et, par là, celui de la qualité de l'enseignement dispensé, fixe un préalable de recrutement à un diplôme de baccalauréat, accompagné d'une formation universitaire allant de 3 à 5 ans. L'enseignant pourra même bénéficier d'une formation continue après sa nomination.

Concernant l'enseignement des langues étrangères, M. Benzaghoul a rappelé qu'un atelier avait été organisé en ce sens avec des experts de l'UNESCO et de l'ALESCO, sur la base des acquis et expériences réalisées par les systèmes éducatifs performants de par le monde. L'intervention d'Edith Cresson, commissaire à l'UE ainsi que celles des experts marocains s'inscrivent dans ce sens. On apprend, ainsi, que deux langues étrangères ont été retenues pour être intégrées dans l'enseignement, à savoir l'anglais et le français, mais on ignore tout des critères proposés pour accompagner cette mesure. On en dirait tout autant de l'introduction de l'élément informatique dans l'enseignement. Quels niveaux vont disposer de cet outil ? L'utilisation de micro-ordinateurs sera-t-elle élargie aux sciences exactes, aux sciences sociales, à la documentation et culture générale ? Autant de questions sur lesquelles M. Benzaghoul ne se prononce pas, mais à propos desquelles il n'omet

pas de dire, cependant, que cela se fera « en améliorant le niveau d'enseignement de la langue arabe qui exprime l'identité et la culture du peuple algérien ». Ceci, quand un consensus est dégagé pour contenir l'enseignement de tamazight dans les (seules) régions parlant cette langue » et, bien sûr, « en tenant compte de la demande des parents d'élèves ».

Abordant le volet « histoire », le président de la CNRSE mettra « l'accent sur la nécessité d'un procédé pédagogique scientifique pour l'enseignement de cette matière », dont l'absence est apparemment un fait évident. Du dire de plusieurs membres de la commission, des débats animés ont, déjà, eu lieu autour de cette question et, notamment, du rôle à accorder à ce facteur dans les futurs manuels scolaires. La proposition portant révision des programmes pédagogiques et des livres scolaires s'inscrit dans cette optique, entre autres. « L'école vise à renforcer la culture démocratique et à consacrer les principes de solidarité et d'enrhaime sociale en vue de former un citoyen en mesure de défendre ses valeurs », dira M. Benzaghoul, en se référant à la lettre de mission de la CNRSE.

BOUIRA

Un patriote déc

Dans la nuit de samedi à dimanche, un patriote a été décapité par un groupe terroriste, près de Kadiria, dans la wilaya de Bouira.

Selon nos sources, il était presque minuit quand le patriote qui se rendait chez ses parents est tombé dans un guet-apens, tenu par des hommes armés.

Alertés par d'autres patriotes,

L'enseignement des langues étrangères dans le système éducatif

Des collègues de la CNRSE ont soulevé le problème des fautes de traduction des livres scolaires, notamment ceux des programmes scientifiques (physique, mathématiques par ex.), problème gravement préjudiciable à l'avenir de l'Algérie. C'est ainsi qu'a été proposé le maintien de la langue étrangère dans l'enseignement de ces matières.

Par Naïra Zélal *

Partant du principe que lorsqu'on n'est pas capable d'effectuer un saut périlleux, il vaut mieux s'abstenir de l'effectuer pour ne pas mourir, je pense aussi qu'en l'absence de vrais bilingues et, dans le même temps, spécialistes, il vaut mieux ne pas s'aventurer dans la traduction de ce que l'on ignore.

Lors du colloque sur « La place de la langue arabe dans le monde » qui s'est tenu récemment à l'Aurassi et auquel ont participé des littéraires de l'Université d'Alger, je suis intervenue, au cours des débats, pour parler de ma propre expérience puisqu'en tant que francophone, rentrée de Paris, je devais, dès 1982, enseigner l'orthophonie en arabe.

A mon sens d'ailleurs, l'intérêt de ce colloque n'était pas la narration de l'histoire des arabisants, mais de parler de l'expérience, quand elle existe, des francophones dans le processus d'arabisation des sciences en Algérie. Et par science, je m'entends, il ne s'agit point des sciences sociales et humaines. J'ai d'ailleurs relevé et même exprimé publiquement qu'aucun médecin, biologiste, physicien, informaticien, ingénieur... n'était présent au colloque.

La réponse ne relève pas de la cybernétique et je l'ai également exprimée: pour arabiser une matière scientifique, il faut, en effet, détenir deux qualités: être, à la fois, parfait bilingue arabe / français et spécialiste. Or le bilingue n'est pas spécialiste et le spécialiste n'est pas bilingue, en Algérie.

Et comme je l'ai dit en sous-commission (CNRSE), je demeure perplexe au constat qu'aucun Algérien ne m'ait demandé de rendre compte de mon expérience d'arabisation de l'orthophonie, laquelle n'existe pourtant pas dans les pays arabes ni dans les pays maghrébins. Et en 1982, je n'étais pas bilingue.

Et j'insiste sur ce point pour que l'on prenne conscience qu'il s'agit là d'un cas particulier. En effet, arabiser, tout en créant, tout en lançant la recherche et la post-graduation dans une science, n'est point à mettre en équation avec arabiser une science existante.

existe déjà et pour laquelle existe déjà une terminologie en arabe. Je ne discuterai pas vraiment, ici, un point qui relève d'un autre débat profond, celui qui consiste à dire qu'arabiser n'est point simplement: traduire une terminologie.

Le cas de l'orthophonie est un exemple unique, aussi parce qu'elle n'est une science sociale que partiellement (et les sciences sociales, en fait, n'ont point eu, par rapport à l'orthophonie, beaucoup de mal pour être arabisées, exercées en institution clinique. Frère aîné de l'orthophonie, le corps médical n'a d'ailleurs pas, comme il aurait pu et, je pense, voulu le faire, aidé à la mettre sur pied en Algérie.

L'arabisation en fut le frein essentiel. Et, en 1982, j'étais face à l'ultimatum: arabiser tout en créant l'orthophonie ou tout lâcher. Si j'avais tout lâché, on n'aurait plus entendu parler d'orthophonie aujourd'hui, alors que même le soin à l'étranger est impossible, pour des facteurs d'ordre linguistique.

J'ai donc choisi de l'arabiser et sans moyens. D'ailleurs, le terme orthophonie n'a pas son équivalent en arabe et je défie le meilleur arabisant de pouvoir me le traduire valablement. Pour ma part et par honnêteté scientifique, je l'ai translittéré: « orthophonia ».

Cet enseignement est arabisé aujourd'hui en tant que chaire académique avec sa licence de baccalauréat + 04, avec stages et mémoire (et pour la 1ère fois, en ce début d'année, vous avez pu voir que dans la liste des vœux pour les bacheliers, une licence d'orthophonie figure dans la liste des licences algériennes. C'est là une première depuis l'indépendance).

Cette licence est dotée de ses deux postgraduations (et maintenant nous suivons le nouveau régime magister-doctorat algérien), de son association, sa revue, sa formation continue, ses projets internationaux et, depuis septembre 2000, de son laboratoire. En septembre 2000, nous avons également obtenu d'instituer la chaire académique d'orthophonie à l'Université de Sétif. Je suis fière de cet acquis.

Par quels moyens suis-je parvenue à ces résultats? Enseignement de la langue arabe comme deuxième langue par de véritables poètes, des hommes de culture.

J'ai, en effet, eu la grande chance d'avoir, au cours de mon secondaire, au lycée de Tlemcen, des enseignants comme Benyellès, Briki, Gaouar... avec lesquels étudier l'arabe était un plaisir motivant.

Des étudiants, des collègues, la technique de la translittération m'ont également été d'un gros apport. Mais tout s'est fait sous mon contrôle, en tant que spécialiste.

L'arabisation des outils d'investigation orthophonique ne fut guère un problème, puisque tous mes travaux de linguiste, depuis 1973, ont trait à la langue

ger va bientôt publier le premier test orthophonique-neuropsycholinguistique algérien, adapté au contexte linguistique algérien, résultat du projet de coopération scientifique avec un laboratoire de Toulouse « Le Mirail » (91 MDU 177).

Ce fut là, outre les observations ci-dessus exposées, le résumé de mon intervention au colloque d'El-Aurassi. Les arabisants les plus durs et très haut placés ont été très satisfaits à l'écoute de mon rapport d'expérience, laquelle, par ailleurs et me semble-t-il, doit être édifiente, à trois titres essentiels:

1 - Sans la langue française, le soin orthophonique algérien n'aurait jamais existé, alors qu'il s'inscrit directement dans la réponse à un besoin social et contribue à réduire la dépendance de l'étranger. Les thérapies sont effectuées à travers l'usage de techniques étonnantes dans la langue/s du patient.

En effet, il existe, aujourd'hui, des centaines de mémoires de graduation écrits en langue arabe dans des thèmes de pointe: fentes palatines, laryngectomies, aphasie, dysphonies, dyslexie, bégaiements, IMC, etc... mémoires qui sont une mine bibliographique pour les générations montantes.

Nous avons une quinzaine de magistrats dont les 04 derniers et ceux qui vont venir sont rédigés en arabe. Un Doctorat d'Etat, écrit en français et en arabe, a été soutenu en juin 1999. Et, actuellement, 90% du corps pédagogique des 04 ans de graduation sont couverts par ces mêmes jeunes postgradués. Ils enseignent tous l'orthophonie en arabe. C'est un acquis et l'effort se poursuit.

2 - Deuxième enseignement: Sans la langue étrangère, la langue arabe mourrait. C'est au contact des langues de science que l'arabe redeviendra une langue de science.

L'orthophonie offre matière scientifique nouvelle, moderne, à traduire. Cette discipline, à l'origine, a été conçue, conceptualisée et publiée en français, parce que créée par la Française Borel Maissony.

Mes travaux et publications en anglais contribuent à l'enrichissement de la langue arabe de mes enseignements et encadrements.

Par conséquent, non seulement il ne faut pas cesser l'enseignement de la langue étrangère mais aussi il faut la considérer comme étant une arme permettant à une langue arabe scientifique d'émerger. Faute de quoi, ce serait tuer l'arabe. Utiliser constamment la langue étrangère, au service de la langue arabe, est donc un impératif d'ordre scientifique, pour une arabisation réelle.

D'ailleurs, je fais en sorte que mes postgradués écrivent leurs thèses en français et en arabe, même si des éléments persistent et que cela

ce propos par des exemples de cas concrets. Un magister a été déposé à mon département de Bouzarreah, le 04 septembre 2000. La candidate a eu la compétence et j'ai travaillé dur avec elle car j'exige une rédaction, un style, une typographie parfaits, en vue d'une rédaction bilingue.

La recherche de ce magister a trait à un thème de pointe: « la rééducation fonctionnelle des pré-requis (déglutition, réflexe nauséeux, reflux gastro-oesophagien, soufflé, psychomotricité), en vue d'une parole chez l'enfant infirme moteur cérébral ».

Praticienne orthophoniste, au service de la rééducation fonctionnelle du Pr Ahras, au CHU de Ben Aknoun, depuis 08 ans, cette candidate qui est la seule orthophoniste-spécialiste dans l'IMC en Algérie et que j'ai envoyée en stage à l'hôpital de la Thimone à Marseille et chez le Pr C. Hamonet, auteur du livre sur l'IMC, lequel est chef du service de rééducation fonctionnelle à l'hôpital Henri Mondor à Paris, a reçu de grandes félicitations publiques de la part des médecins pédiatres et rééducateurs, lors de la semaine sur l'IMC, le mois passé, tenue à l'INSP.

Elle l'a écrite, à mon encouragement, dans les deux langues parce que le Pr Ahras qui présidera le jury et le Pr Graugaud qui a expertisé la thèse doivent donner leur avis sur ce travail. Je les ai proposés dans le jury, parce qu'en tant que scientifique, je veux que la future post-gradue décroche un titre honnêtement et ce, alors que je peux, sur le plan administratif, me passer de leur jugement. Ce thème de recherche a trait à un domaine médical, son évaluation par des médecins est donc une nécessité scientifique.

Le bilinguisme est donc constructif d'un avenir solide pour le pays. La langue étrangère, spécialisée de la langue arabe et porteuse de science, permettant à l'étudiant futur chercheur de produire des idées qui feront avancer le pays, est une réalité avec laquelle il faut, désormais et sans complexe, compter. Le travail que j'ai réalisé n'a pas été l'oeuvre d'un arabisant, c'est aussi pour cela que je m'exprime moi-même sans complexe.

3 - Enseignement, un peu moins optimiste de cette notion d'arabisation de la science. Un postgradué, fut-il porteur d'un grade magistral, s'il est exclusivement arabisant-monolingue, ne pourra pas se construire, à travers les colloques internationaux. Par définition, un colloque est nécessaire car il fait le point, à rythme régulier, sur l'état d'avancement des recherches, dans le monde, dans un domaine donné.

J'ai de grosses appréhensions avec mes postgradués monolingues, parce que seuls les bilingues prennent la parole dans un contexte international. Le simple fait de parler une langue étrangère, capable d'échanger au cours scientifique.

effet, capable d'échanger au cours scientifique.

Tenus en Tunisie, en Espagne, en Amérique, en Suisse, au Maroc, en Mauritanie, en France, au Danemark, en Hollande... la totalité des congrès, auxquels j'ai contribué, de 1985 à août 2000, ont pour langue française quand il s'agit d'une rencontre maghrébine et internationale c'est-à-dire n'impliquant que quelques pays, l'anglais quand il s'agit d'un congrès mondial.

Par ailleurs, des psycholinguistes comme Frédéric François qui dirige mon 3^e cycle à Paris V - Sorbonne écrit que l'enfant, tout petit, n'a pas conscience des différences intralinguistiques entre les différents systèmes linguistiques avec lesquels il interagit. C'est comme la natation: à 02 ans, jeté dans une piscine, l'enfant en réémerge, en flottant très aisément. Un adulte de 18 ans, ne sachant pas nager, se noierait dans la même situation. Donc, prolongement pédagogique de cette thèse cognitiviste universelle, il est nécessaire, voire vital, d'enseigner le français le plutôt possible dans le primaire.

J'ai envoyé les deux ordres d'étudiants (des mono et des bilingues, car je ne fais pas de discrimination entre mes étudiants) en stage, aux hôpitaux de Paris. Ceux qui savent prendre la parole dans les colloques et restent favorisés sont évidemment les stagiaires algériens bilingues.

Combien existe-t-il, en Algérie, de chercheurs inscrits dans des organismes scientifiques de statut mondial, c'est-à-dire anglophones et qui peuvent participer à leurs congrès? C'est, entre autres, parce que le hasard et peut-être la chance ont fait que j'aie commencé mon parcours universitaire par une licence d'anglais que j'aie personnellement pu accéder à ce niveau.

Alors, donnons à nos enfants la possibilité d'accéder au savoir international par cette chance qui nous reste, ce butin de guerre qu'est le français. Quant à l'anglais, son enseignement devrait figurer comme un projet à long terme, eu égard à l'investissement qu'il exige.

Ou bien, allons-nous faire de nos enfants des diplômés au savoir limité, estropié, bref, local? Ce terme de « science locale » renferme d'ailleurs en lui-même une antinomie: le fruit d'un travail scientifique est universel par définition.

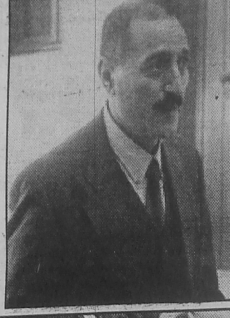
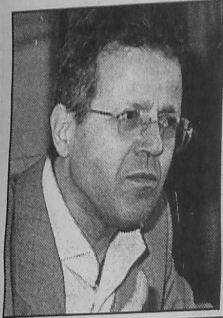
Dernière remarque: En raison de la nécessité de traduire mes cours, je suis contrainte de simplifier mes connaissances, voire de les vulgariser.

Pour lutter contre la frustration de ne pas pouvoir dire tout ce que je veux dire en arabe, langue dans laquelle je ne dis que ce que je peux dire, je participe ce processus à travers la formation continue de l'Association.

Trois ministres répondent à cinq députés

L'éducation nationale

en force



Les travaux de l'Assemblée populaire nationale (APN), ouverts hier matin, ont été consacrés aux questions orales et au dossier de l'éducation nationale avec les perspectives attendues de la commission nationale de la réforme du système éducatif qui a largement dominé le cours de la séance plénière. Pendant que plus de 500.000 collégiens planchent sur les épreuves du BEF, M. Aboubekr Benbouzid, le ministre de l'Éducation nationale, subit l'examen des députés du FFS et du MRN.

Les députés Mohamed Arezki Ferrad du parti de Ait Ahmed et Hassan Laribi de la formation de Djballah se sont relayés sur la tribune pour ressasser des vérités connues de tous et dont les solutions à moyen et long termes se trouvent en réflexion au niveau de la commission nationale, installée dernièrement à cet effet par le Premier magistrat du pays.

L'école qu'on dit malade de ses méthodes, de ses structures, de ses échecs scolaires a été de toutes les lectures, une position politique que le responsable du secteur a tenté d'éclaircir.

Pour M. Benbouzid, "la faiblesse et l'échec scolaire" sont imputables aussi bien à l'orientation et ses choix, aux programmes qu'à la qualité de la formation des formateurs quand on mesure les incidences de plus de 180.000 instituteurs et enseignants, c'est-à-dire plus de 65 % du corps enseignant demandant en urgence des cycles de formation supplémentaire.

D'autres facteurs interviennent pour compliquer cette situation qui a des raisons historiques. Le problème de l'insuffisance des enseignants en sciences exactes alors que plus de 50 % des bacheliers veulent aller en filière sciences naturelles et que le reste se répartit

sur les autres filières.

Mais en attendant les résultats de la Commission nationale de la réforme du système éducatif, dont le délai est de neuf mois, le ministère de l'Éducation entreprend un travail de fond avec la préparation en 1999 d'un dossier de formation des enseignants dont l'enveloppe dépasse les 7 milliards de dinars s'étalant sur 5 ans pour plus d'efficacité et de résultats.

En septembre 1999, un contrat relie le ministère de l'Éducation au ministère de l'Enseignement supérieur pour la formation dans les grandes écoles de pédagogues du fondamental.

Au sujet d'une question relative au statut administratif des inspecteurs concernant le transfert du versement des salaires aux directions de wilaya, le ministre de l'Éducation note que ce transfert ou cette forme de décentralisation ne concerne que les

salaires et par conséquent ne traite pas de tout les aspects professionnels ou pédagogiques. Ce ne sont que les nécessités administratives pour activer le versement des salaires des inspecteurs de l'éducation conformément aux instructions du ministère des Finances.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports a dû répondre aux préoccupations du député RND de Chlef et éventuellement féliciter son équipe, l'Olympique de Chlef pour son accession en nationale I. Revenant aux infrastructures sportives dans la wilaya de Chlef, le ministre M. Abdelmalek Sellal consent sur le constat et promet de tout faire pour remédier à la situation qui n'est pas le propre seulement de cette wilaya mais vécue sur l'ensemble du pays.

Le sport et les activités de jeunesse ont émaillé l'intervention du ministre de la Jeunesse et des Sports pour

plaider la politique nationale qui œuvre à relancer ce secteur névralgique et pourtant souffrant de nombreux anachronismes. Le déficit en moyens matériels, financiers, en gestionnaires fait qu'il faut aller dans le fond des choses pour amorcer une réelle politique.

M. Sellal prépare un projet ambitieux pour relever le secteur et améliorer sa gestion. L'enseignement supérieur a également fait l'objet d'une intervention relative à la promotion d'un CFP en un institut national de formation pour lequel le ministre de l'Enseignement supérieur a apporté les compléments d'interventions.

Les travaux de l'APN reprendront probablement dimanche ou lundi avec l'examen du projet de loi relatif au logement social, en examen à partir d'aujourd'hui au niveau de la commission de l'APN.

Houria A.

Journée d'étude sur la formation professionnelle

Le privé investit le créneau

Actualisation et adaptation du cadre réglementaire, évaluation et contrôle technique et pédagogique, ainsi qu'organisation des évaluations et des examens de fin de formation, sont les principaux thèmes autour desquels s'articulent les travaux des deux journées d'étude sur la formation professionnelle privée, qui se déroulent à l'INFP, Alger.

M. Karim Younés, ministre de la Formation professionnelle, a présidé, hier, la séance d'ouverture. Lors de son allocution, le ministre dira que «cette rencontre a pour objectif d'étudier et de proposer les mécanismes et les voies qui permettent de faire évoluer les dispositifs actuels d'intervention de la formation professionnelle privée sur le marché de la formation et d'améliorer les relations avec l'institution étatique qui a la charge de la réguler». Il rappellera ensuite que depuis 1991, l'administration de la formation professionnelle a permis à toutes les personnes qui le souhaitent, de solliciter un agrément pour exercer l'activité de dispensateur de la formation professionnelle. A cet effet, a-t-il été précisé, «plus de 450 établissements privés agréés ont été créés. Ce potentiel de la formation a permis de prendre en charge annuellement près de 24.000 jeunes. Mais cela ne représente que 16% par rapport à la demande non prise en charge par le secteur public». Pour ce qui est de la vision de l'Etat sur la formation privée, M. Karim Younés a souligné que trois principes fondamentaux caractérisent la politique des pouvoirs publics, notamment l'affirmation de la libéralisation de l'activité de la formation professionnelle, l'action de la formation privée doit être concertée et coordonnée. Toujours dans la même optique, quatre principes doivent guider l'approche de développement de ce secteur, à savoir intégrer dans le cadre réglementaire des éléments évolutifs et prospectifs, assouplir et accompagner obligatoirement l'investissement, contrôler et réguler l'action de formation.

De son côté, M. Belkassam Charif, président de l'Association nationale des établissements de formation agréés, a estimé qu'après dix ans d'exercice, le secteur privé de la formation professionnelle a connu un développement important ; cependant il ajoutera que des insuffisances dans le dispositif qui le régit, nécessitent des solutions, surtout les questions pédagogiques et juridiques dont des nouvelles données sont relevées, c'est pourquoi cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la révision de certains points, notamment la réadaptation du décret exécutif N°91-141 du 11 mai 1991 fixant les conditions de création et de contrôle d'établissements agréés de formation professionnelle.

Pour ce qui est des autres difficultés, elles portent principalement sur la rigidité de la procédure exigée pour l'augmentation de la capacité de l'établissement, le manque de protection du stagiaire vis-à-vis de son établissement et l'absence de mesures incitatives en faveur des établissements qui veulent engager des formations dans des filières prioritaires.

Par ailleurs, sont invités aux travaux de ces journées, les représentants des administrations centrales de ministères, d'institutions bancaires, d'une soixantaine d'établissements agréés de formation professionnelle et du secteur de la formation professionnelle (corps d'inspection, institutions d'ingénierie pédagogique, etc.).

Ferrad

Systeme éducatif L'école face aux nouveaux défis

Quelle éducation pour le 21^e siècle ? Une préoccupation à laquelle tentent de répondre des experts nationaux et étrangers présents au séminaire de deux jours organisé, depuis hier, à cet effet par l'Institut national de recherche en éducation, en collaboration avec l'Association pour le développement de la recherche en sciences sociales et, le Consortium international de développement en éducation du Canada. De toute évidence, tout système éducatif est le reflet de la société à laquelle il appartient. La nôtre est malade. Un constat dont l'impact négatif sur le système éducatif national n'est plus à démontrer.

Depuis une décennie, au moins, un débat est engagé sur la question de l'école. Débat qui n'a cessé de s'enfoncer dans des dimensions idéologiques et politiques sur fond de polémiques, au regard des divergences dans les conceptions et les points de vues des acteurs impliqués d'une manière directe ou indirecte dans la réflexion autour du devenir de l'école algérienne et, par conséquent, de ses orientations futures. Si cet affrontement des positions s'avère nécessaire et nature pour l'émergence d'une stratégie adoptée de réforme de notre école, il ressort de cette controverse, une tendance à occulter les dimensions essentielles de la question et à négliger certains enjeux vitaux pour le pays contraint de se conformer au cours de la mondialisation.

C'est pourquoi, estiment les experts, il est urgent de définir les finalités, les principes et les orientations qu'on aspire à donner à un système éducatif appelé à former les jeunes générations sur une projection de 20 années au

moins. Une projection qui nous appelle, d'ores et déjà, à un débat plus serein sur les « conflits d'idées » actuels, l'urgence étant de placer l'école sur les rails de la mondialisation à la lumière d'expériences qui auront fait leurs preuves ailleurs de par le monde. L'INRE, en faisant appel à des experts internationaux, notamment français et canadiens, objecte d'élargir son champ de concertation dans un souci de tirer des enseignements requis par une vision qui se veut futuriste et moderniste de notre système éducatif.

Si utile il y a de profiter de ces acquis modelés par les exigences et les impératifs du nouveau monde, auquel doit adhérer notre pays, judicieux est de signaler que l'Algérie a des spécificités socioculturelles auxquelles elle ne peut échapper dans sa conception de l'école de demain.

La crise identitaire, entre autres, ne peut être surpassée sans un débat franc et à tous les niveaux, tel que l'a souligné un expert algérien. Une conviction partagée par un courant soucieux plutôt de perpétuer à travers l'école les instruments de préservation et de reproduction de l'identité culturelle de la nation, à l'opposé d'un courant parallèle qui se bat, lui, pour la levée de tout monopole sur l'école de quelque ordre qu'il soit : culturel, idéologique ou politique. Ainsi, si la réforme de notre système éducatif obéit à un vœu majoritaire, il reste que le consensus sur le modèle et le contenu du système ambitionné demeure tributaire non d'une simple volonté mais de potentialités en matière de savoir et de moyens de communication. Possède-t-on ces potentialités ? Une question que se posent les experts.

D. Akila

Conférence internationale à Alger

"La place de la langue arabe au plan universel"

● M. Abderrahmane Hadj Salah : "La langue arabe souffre d'un problème politique et non technique".



Comment restituer à la langue arabe son prestige scientifique universel d'antan à l'heure des défis du 21^e siècle ? Telle est la problématique parmi tant d'autres qu'experts, chercheurs et enseignants universitaires de 17 pays arabes tentent d'aborder, une fois de plus, à l'occasion de la conférence internationale de trois jours sur « La place de la langue arabe au plan universel », qui se tient, à l'hôtel El-Aurassi, depuis hier. Une manifestation organisée par le Conseil supérieur de la langue arabe sous le haut patronage du Président de la République. La question de référence aux antécédents civilisationnels comme assise de développement de la langue arabe, semble faire l'unanimité des réflexions exprimées par les experts. M. Abderrahmane Hadj Salah, président de l'Académie algérienne de la langue arabe, se situe parmi ceux qui réclament l'unification des concepts linguistiques dans le monde arabe, et la création d'une banque de données de toutes les œuvres de recherche. Et, c'est à ce niveau que cet universitaire algérien fera relever le caractère dispersé des efforts réalisés jusqu'ici, et les écarts considérables dans les concepts établis par les chercheurs. Développer la langue, ne peut se faire en dehors d'une synergie entre le savant et son environnement, a conclu M. Hadj Nacer. Adopter la langue arabe aux exigences de l'époque est une autre condition pour son accès à l'universalisme recherché. Un thème qui sera abordé par le Pr Chaker Faham ancien ministre et président de l'Académie syrienne de la langue arabe. Concis et précis, il retracera l'expérience syrienne dans

le domaine de « l'arabisation » des sciences. Un exposé qui sera précédé d'une rétrospective sur le parcours de la langue arabe à l'ère de la renaissance.

En fait, la langue arabe, a su, à une époque donnée, traduire l'acte scientifique et véhiculer le savoir scientifique aussi complexe soit-il, dans toute l'Europe. « Aujourd'hui, il s'agit de rétablir les liens entre la langue et notre patrimoine », a affirmé M. Faham qui, recommandera la nécessité de vulgarisation et de généralisation des concepts. Le docteur Nacereddine El-Assad de Jordanie, se distinguera, lui, par une intervention très choquante sur les motifs de décadence du rôle de la langue arabe et sur les raisons de son recul face aux défis du siècle. Sans mésestimer les efforts de recherche accomplis par les pays arabes, l'intervenant reprochera aux experts arabes, le fait de s'intéresser à la forme et non au contenu de la langue, autrement dit, on s'est contenté de créer des concepts au lieu d'élaborer d'abord une assise scientifique et culturelle à même de servir de base à un réel développement des sciences, dans cette même langue. « Nos universités enseignent aujourd'hui en arabe, qu'ont-elles créé ? A-t-on réussi, le décollage industriel ou culturel escomptés, s'est interrogé le docteur El-Assad. « La langue arabe a prouvé son pouvoir de véhiculer les sciences dans toute l'Europe moyen-âgeuse, surpassant les langues latines. Aujourd'hui, il est question de revoir le fondement pragmatique de cette langue, ou encore d'avoir une approche plus scientifique de celle-ci », a-t-il dit déduit.

Faut-il noter que les travaux de cette conférence se sont ouverts, sous la présidence du président du Conseil supérieur de la langue arabe, M. Abdelmalek Mortadh, en présence de M. Saïd Bouchar, président du Conseil constitutionnel, des membres du Parlement, des membres du Gouvernement de M. Mahmoud Bouayad, conseiller auprès du Président de la République ainsi que de représentants du corps diplomatique arabe accrédité en Algérie.

D. Akila

Le Dr Nouredine Zakri, chercheur algérien Lauréat du prix international de la Fondation Abdelhamid Choumane

Le Dr Nouredine Zakri de l'Université des sciences et technologies Houari Boumediène (USTHB, Alger), a reçu le prix international de la Fondation Abdelhamid Choumane, décerné aux jeunes chercheurs arabes en physique et en géologie pour l'année 1999. Ce prix lui sera remis demain lors d'une cérémonie qui sera organisée à l'université jordanienne (Amman) en présence de MM. Walid El-Maâfi, Ibrahim Azzedine et Abdelhamid Choumane, respectivement, recteur de l'université, directeur général de la Fondation et le président du conseil d'administration de la Fondation.

M. Abderrahmane Hadj Salah, président de l'Académie algérienne de la langue arabe "Le rôle de l'école est primordial"



" Cette rencontre permet de faire le point sur la place de la langue arabe par rapport à la mondialisation, à la science et à la technologie. Mon expérience de linguiste m'a prouvé qu'il n'existe pas dans le monde une langue qui ne puisse être adaptée à son siècle."

La langue arabe souffre d'un problème politique et non technique, c'est la langue de 22 Etats, et il est très difficile de faire en sorte qu'il y ait une seule terminologie. C'est une langue plurielle diversifiée, il n'est pas possible de l'unifier.

Ce qu'il y a lieu de faire c'est arriver à un accord tacite entre les gouvernements et les ministères arabes pour généraliser cette langue dans les écoles et les mass-media qui jouent un rôle aussi important que celui de l'Académie."

F. L.

M. Abdelmalek Mortadh, président du Haut conseil de la langue arabe "Unifier les académies"



" Cette rencontre est la première du genre, car aucun pays arabe n'a pu réunir 17 pays pour discuter de la langue arabe. Les représentants de ces pays sont là pour se poser deux questions. Quelle est la place de la langue arabe parmi toutes les autres langues ? Est-elle capable de s'adapter à la technologie, à la science et à l'Internet ?"

On peut déjà répondre à cette deuxième question en disant que la langue arabe est une langue scientifique. Elle l'a prouvé dans le passé : l'algèbre, la médecine, les chiffres... ont tous été véhiculés par la langue arabe.

Mais aujourd'hui, que font les Arabes pour l'évolution de leur langue ?

Il existe un réel problème de terminologie, pour cela, il faut faire en sorte d'unifier toutes les académies qui existent dans chaque pays arabe pour une recherche sérieuse sur les meilleures manières de replacer cette langue au même niveau que les autres langues."

F. L.

M. Abdellatif Abid, professeur de terminologie à l'université de Tunis

DECRETS

**Décret présidentiel n° 2000-101 du 5 Safar 1421
correspondant au 9 mai 2000 portant création de
la commission nationale de la réforme du système
éducatif.**

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 53, 65, 77 et 125 (alinéa 1er) ;

Décérète :

Article 1er. — Il est créé, sous la haute autorité du Président de la République, une commission nationale de la réforme du système éducatif, désignée ci-après "la commission".

Le siège de la commission est fixé à Alger. Elle peut se réunir, à l'initiative de son président, en tout autre lieu du territoire national.

CHAPITRE I

MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Art. 2. — La commission est chargée de procéder, sur la base de critères scientifiques et pédagogiques, à une évaluation du système éducatif en place en vue d'établir un diagnostic qualifié, objectif et exhaustif de tous les éléments constitutifs du système d'éducation, de formation professionnelle et d'enseignement supérieur et d'étudier, en fonction de cette évaluation, une refonte totale et complète du système éducatif.

Art. 3. — La commission est, dans ce cadre, chargée de proposer un projet définissant les éléments constitutifs d'une nouvelle politique éducative comportant, notamment, une proposition de schéma directeur portant, d'une part, sur les principes généraux, les objectifs, les stratégies et les échéanciers de mise en œuvre graduelle de la nouvelle politique éducative et, d'autre part, sur l'organisation et l'articulation des sous-systèmes ainsi que l'évaluation des moyens humains, financiers et matériels à mettre en place.

Art. 4. — La commission présente, dans un délai de neuf (9) mois à compter de la date de son installation, les résultats de ses travaux sous forme d'un rapport général qui servira de base à la refonte du système éducatif dans son ensemble et à l'élaboration d'un nouveau dispositif légal régissant le système d'éducation et de formation.

Art. 5. — Dans le cadre de la démarche générale de sa mission, la commission étudiera et proposera, sur la base du diagnostic établi, dans un rapport circonstancié, les mesures qui lui apparaîtront nécessaires et urgentes applicables dans des domaines jugés prioritaires dès la rentrée qui suit la date de son installation.

Art. 6. — La commission est, dans le cadre de l'accomplissement de sa mission, habilitée à :

— demander aux administrations et organismes publics la communication de tous documents, études et informations statistiques ou autres, relatifs au système éducatif de nature à compléter son information ;

— recevoir toutes études en rapport avec ses missions ;

— entendre toute personne dont l'audition présente un intérêt pour la conduite de ses travaux ;

— faire appel à des experts et à des consultants nationaux ou étrangers ou relevant d'organisations internationales pour l'éclairer dans ses travaux.

CHAPITRE II

COMPOSITION ET ORGANISATION

Art. 7. — Les membres de la commission sont désignés par le Président de la République *intuitu personae* en raison de leur compétence, de leur expérience et de l'intérêt qu'ils portent au système d'éducation et de formation.

Art. 8. — La présidence de la commission est assurée par une personnalité nationale nommée par le Président de la République. Le président de la commission est assisté de quatre vice-présidents nommés dans les mêmes conditions.

Art. 9. — Le président de la commission assure l'animation et la coordination des travaux de la commission et de ses démembrements, exerce son autorité sur l'ensemble des personnels de soutien mis à la disposition de la commission, autorise le recours à l'expertise et à la consultation et certifie la réalisation des travaux y afférents.

Il représente la commission auprès des autorités compétentes.

Les vice-présidents assistent le président de la commission dans l'exercice de ses fonctions.

CHAPITRE III
FONCTIONNEMENT

Art. 10. — La commission se réunit en session ordinaire au moins une fois par mois. Elle peut se réunir en session extraordinaire à l'initiative de son président.

Le président fixe l'ordre du jour des réunions.

Art. 11. — Lors de sa première séance plénière, la commission élabore et adopte son règlement intérieur qui doit fixer les règles de son fonctionnement, la conduite de ses travaux ainsi que celles des sous-commissions et des groupes de travail.

Art. 12. — La commission peut créer en son sein des sous-commissions et/ou des groupes de travail auxquels elle fixe un plan de charge ainsi que l'échéancier de réalisation des travaux qui leur sont confiés.

Art. 13. — La commission est dotée d'un secrétariat permanent disposant des moyens humains, matériels et financiers nécessaires à son fonctionnement.

Art. 14. — Les crédits nécessaires au fonctionnement de la commission, notamment ceux relatifs à l'hébergement, à la restauration et au transport, sont individualisés et inscrits à l'indicatif des services de la Présidence de la République qui assurent la gestion pour le compte de la commission.

Les dispositions du présent article seront précisées par arrêté conjoint du secrétaire général de la Présidence de la République et du ministre des finances.

Art. 15. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Safar 1421 correspondant au 9 mai 2000.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.



Décret présidentiel n° 2000-102 du 5 Safar 1421 correspondant au 9 mai 2000 portant désignation des membres de la commission nationale de la réforme du système éducatif.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 53, 65, 77 et 125 (alinéa 1er) ;

Vu le décret présidentiel n° 2000-101 du 5 Safar 1421 correspondant au 9 mai 2000 portant création de la commission nationale de la réforme du système éducatif ;

Décète :

Article 1er. — La composition de la commission nationale de la réforme du système éducatif, créée par le décret présidentiel n° 2000-101 du 5 Safar 1421 correspondant au 9 mai 2000, susvisé, figure en annexe du présent décret.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Safar 1421 correspondant au 9 mai 2000.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

ANNEXE

**LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION
NATIONALE DE LA REFORME
DU SYSTEME EDUCATIF**

Président :	Arrada Moussa
Hadj Salah Abderrahmane	Arous Zoubir
	Athmani Rachid
Vice-présidents :	Attatfa Djillali
Benzaghou Benali	Azzout Belkacem
Messaoudi Khalida	Bakri Abdelkrim
Hadjar Tahar	Barkat Mourad
Haraoubia Brahim	Bekada Mohammed
Membres :	Belabid Ali
Abbassi Brahim	Bennadji Chérif
Abbas Leïla	Benhacine Brahim
Abed Yamina	Benahliliba Mohamed
Abdelouahab Abderrahmane	Bendjaballah Nouredine
Abdenmour Azedine	Bendib Ahmed
Achour Mouloud	Benmiloud Khaled
Adel Abderrezak	Ben Mohamed Abdelkader
Alioua Larbi	Benmouhoub Ahmed Abdelmouneïn
Allab Daho	Benouniche Abdelhak
Aloui Belkacem	Bennoune Mahfoud
Amir Mohamed	
Amimour Zineb	

Benramdane Farid	Chenini Habib	Hellal Farida	Mokrane Abdelhafidh
Benramdane Noureddine	Cherhabil Hocine	Hellal Yamina	Ouar Othman
Benyaou Abdelmadjid	Chikhi Ali	Henni Khadidja	Ouibrahim Elies
Berchiche Ali Abdelhamid	Chitour Cemche Eddine	Henni Abdelkader	Oussaïd Rachid
Bernaoui Omar	Daha Abderrahmane	Ibrir Bachir	Rahmouni Akli
Berrah Abdelaziz	Dellidj Josette	Kara Terki Safia	Rekibi Abdellah
Berrah Mounir Khaled	Dennegeouch Abdellah	Kazi Fatiha	Remaoun Nouria
Bouamrane Cheikh	Derder Boualem	Kheddache Ouahiba	Remaoun Hassan
Bouayad Debbagh Sidi Mohamed	Djahdou Mohamed	Khendek Mohamed Arezki	Saadoun Saadia
Bouchenaki Louisa	Djaout Ahmed	Kerkeb Farida	Sadani Mohamed Tayeb
Bouchene Abderrahmane	Djari Djaouida	Khedoussi Rabah	Saïdi Hamouda
Boudali Benyahia	Djedi Noureddine	Khelladi Abdelkader	Sahraoui Khelifa
Boudiaf Abdelaziz Ben Belkacem	Djenkal Ameziane	Khellaf Braham	Salah Noureddine
Boudiaf Abdelaziz Ben Brahim	Djeradi Aïssa	Khemmar Farida	Seddiki Ali
Boudjemline Zohra Ghania	Drider Abdelkader	Kouini Abdelkader	Seghouani Achour
Boudjedra Rachid	Dourari Abderrazak	Labidi Djamel	Siafa Mounira
Bouhouche Ammar	El Kebir Fatima Zohra	Lagha Hacène	Skander Omar
Boukhatem El Hadj	Ferfera Mohamed Yassine	Laggoune El Oualid	Soufi Menouar
Boukhetala Kamal	Ferroukhi Djamel	Lakhdar Bagdad	Tayebi Larbi Salima
Boulkamh Abdelmadjid	Greffou Malika	Lamrani Mohamed	Tayeb Mohand Larbi
Boumahrat Mohamed	Ghalem Mohamed	Lardjane Nouria	Taleb Ibrahim Khaoula
Boumaza Larbi	Guehria Laïdoudi Achoura	Madani Faïda	Taleb Mourad
Boumghar Leïla	Guita Moncef	Makaci Salah	Tatah Boualem
Boumezourah Makhlof	Haddab Mustapha	Malti Mohiédinne Kemal	Touahria Abderrahmane
Bourouba Nouar	Hadj Youcef Djamel	Maougal Lakhdar	Toualbi Noureddine
Bourouina Yaya	Haminna Amar	Mana Ali	Tounsi Aïssa
Bousseme Aïssa	Hamidouche Mohand Ouramdane	Mehdioui Hacène	Yahiatene Mohammed
Boussoumah Mohamed	Harbi Assia	Merabet Messaouda	Zaïche Mohammed
Bouziane Mohamed	Hebia Saïd	Messaoudi El Haoues	Zellal Nacira
Bouزيد Abdelkrim		Mila Tahar	Zerhouni Tahar
Cherrad Yasmina			Zeribi Nadhir

La bibliographie

1. ALIK Amel, Les représentations du français et de l'anglais chez des apprenants de troisième année du secondaire.- Constantine, 2005.
2. AVANZINI, G. (1998). Quelles finalités pour l'éducation ? In *Eduquer et former*. Auxerre: Ed. Sciences humaines.
3. BAUTIER-CASTAING Elisabeth. La notion de pratique langagière: un outil heuristique pour une linguistique des dialectes sociaux. *Langage et société*, 1981.
4. BOUDALIA-GREFFOU, M. (1989, p.35-sq.). L'école algérienne d'Ibn Badis à Pavlov. Alger: Laphomic.
5. BOURDIEU Pierre., BOLTANSKI Luc. Le fétichisme de la langue. Actes de la recherche en sciences sociales.- Paris, 1975.
6. BOURDIEU Pierre, Choses dites. Paris : Edition de Minuit.- 1987.
7. CALVET, L.-J. (1993). Sociolinguistique. Paris: PUF.
8. CALVET Louis-Jean., La guerre des langues et les politiques linguistiques.- 2è éd. Hachette Littérature, 1999.
9. CHARAUDEAU, P. (1997). Le discours de l'information médiatique. La construction du miroir social. Paris: Nathan.
10. CHARAUDEAU P. [2001b] « Visées discursives, genres situationnels et construction textuelle », in *Analyse des discours. Types et genres*, Éd. Universitaires du Sud, Toulouse.
11. CHARAUDEAU P. MAINGUENEAU D. dir [2002] *Dictionnaire d'analyse du discours*, Le Seuil.
12. CHARAUDEAU, P [2005 c] *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, De Boeck-Ina, Louvain-la-Neuve
13. CHOMSKY, N. (1977). Réflexion sur le langage. Paris: Maspero.
14. DUCROT, O. (1972). Dire et ne pas dire.
15. ETIENNE, B. (1987). L'islam radical. Paris: Hachette.
16. FERDINAN De Saussure, Jean DUBOIS, Mathée GIACOMO, Lois GUESPIN, Christiane MARCELLESI, Jean-Baptiste MARCELLESI, Jean-Pierre MEVEL. Dictionnaire de linguistique. Larousse 2001.
17. GRANDGUILLAUME, G. (2003). Les enjeux de la question des langues en Algérie, in *Les langues de la Méditerranée*, R. Bistolfi dir. Paris: L'Harmattan.
18. GUMPERZ J. (1989). Engager la conversation. Paris: éditions de Minuit.
19. GUMPERZ J.J., Sociolinguistique, Le bilinguisme social : Stable et de transition.- Paris, 1986.

20. HOUDEBINE Anne-Marie., Dynamique et imaginaire linguistique des mots et des usages. JOURNEE DE L'ECOLE DOCTORALE DE L'UNIVERSITE. Paris VRENE DESCARTES (1996 : Paris). / Actes coordonnés par : PARLEBAS Pierre. Education, langage et société : Approches plurielles.- Paris- Montréal : L'Harmattan, 1997.
21. KERBAT-ORECCHIONI, C.. L'énonciation. De la subjectivité dans le langage. Paris: Armand Colin, Coll. Linguistique. 1980
22. KERBAT-ORECCHIONI, C. L'implicite. Paris: Armand Colin. 1986
23. LABOV, W. Sociolinguistique. Traduction française d'Alain KIHM. Paris: Ed de minuit. 1976
24. MAINGUENEAU, D. *Initiation aux méthodes de l'analyse du discours*, Paris : Hachette, 1976; (nouv. éd. 1979)
25. MAINGUENEAU, D. Les termes clés de l'analyse du discours. Paris: Hachette-Université. 1996.
26. TOUALBI-THAALIBI, N (2001). L'identité au Maghreb. L'errance. Alger: Casbah-Editions.
27. SEBAA, R. (2002). « L'Algérie et la langue française ». L'altérité partagée. Oran p36-37: Edition Dar El Gharb. .
28. TALEB IBRAHIMI, K. (1997). Les algériens et leur(s) langue(s). Eléments pour une approche sociolinguistique de la société algérienne. Place des Martyrs- Alger: Ed EL HIKMA.

Les revues et les périodiques:

29. BENRAMDANE, F. (7/02/2002). « Ecole contre nation : la preuve par neuf ». Le Matin
30. SEBAA, R. (été 1999). L'Algérie et la langue française; un imaginaire linguistique en actes. In Prologue, revue maghrébine du livre (Numéro spécial).
31. BOUDALIA-GREFFOU, M. (1993). "Pédagogie maternelle et didactique des langues étrangères". In revue NAQD, Culture et système éducatif, N°5, pp. p.42-45.
32. TOUALBI-THAALIBI, N. (2000). L'Ecole algérienne ou le bouc émissaire de l'anatomie sociale. In Liberté.

Documents électroniques :

33. BEACCO Jean-Claude., Les idéologies linguistiques et le plurilinguisme. Le Français dans le monde [en ligne]. 2001, n°314. Disponible sur : [http : // www.fdlm.org](http://www.fdlm.org).
34. Charaudeau Patrick, « Discours journalistique et positionnements énonciatifs. Frontières et dérives », *Semen*, 22, Énonciation et responsabilité dans les médias, 2006, [En ligne], mis en ligne le 1 mai 2007. URL : <http://semen.revues.org/document2793.html>.

35. GRANDGUILLAUME Gilbert : *Arabofrancophonie et politiques linguistiques. Quelle Politique linguistique pour quel Etat-nation ?* GLOTTOPOL, Revue de sociolinguistique en ligne N° 1 – Janvier 2003. Disponible sur : <http://www.univ-rouen.fr/dyalang/glottopol>
36. SEBAA Rabeh: Culture et plurilinguisme en Algérie. In: TRANS. Internet-Zeitschrift für Kulturwissenschaften. No. 13/2002: <http://www.inst.at/trans/13Nr/sebaa13.htm>.
37. WIKIPÉDIA, fr.wikipedia.org/

Le résumé

Notre étude dans le domaine sociolinguistique, s'est consacrée à la réforme de l'école et les représentations dans les écrits de presse couvrant l'année 2000-2001, pendant le travail de la commission nationale de la réforme du système éducatif CNRSE. Le point problématique, c'est la place de la langue française dans le système éducatif algérien.

Cette période fut particulièrement marquée par une remarquable vague médiatique, qui a alimentée durant longtemps nombre de discussion et de conflits entre partisans du français comme première langue étrangère à enseigner dès la deuxième année primaire, et ses opposants. Dans notre recherche nous avons opté pour quatre quotidiens algériens ; deux d'expressions arabe et deux d'expression française ; privé et public pour chaque langue (le Quotidien d'Oran, El Moudjahid, El Khabar الخبر et El Djoumhouria الجمهورية)

A l'issue du travail constituant ce mémoire, on a révélé plusieurs facteurs déterminants pour les deux tendances : « arabo-islamique, conservateurs » et « modernistes » concernant la perception de l'utilité des langues « arabe » et « française », et les rapports affectifs qu'ils entretiennent avec elles : arabe langue sacrée de religion, langue identitaire, langue nationale face à la langue française, langue du colonisateur, langue de modernité et d'ouverture à la mondialisation.

Les langues, sous tous leurs aspects, et les différents phénomènes qui leurs sont attachés peuvent générer chez les locuteurs des différents groupes sociaux des représentations qui agissent inévitablement sur les attitudes, les discours et les comportements des locuteurs d'un côté et sur l'évolution structurelle et statutaire de ces langues de l'autre.

Enfin, chaque acte qui a un rapport avec la langue ou la culture passe forcément par une étude des représentations linguistiques et culturelles.

Les mots clés : Réformes de l'école, les représentations linguistiques, conflit linguistique, les attitudes linguistiques.

ملخص

دراستنا في مجال اللسانيات الاجتماعية كرسست لإصلاح المنظومة التربوية و التصورات في كتابات الصحافة التي تغطي العام 2000-2001، و أثناء عمل اللجنة الوطنية لإصلاح المنظومة التربوية CNRSE. و مكان اللغة الفرنسية في النظام التربوي الجزائري هو الإشكالية في هذا العمل.

اتسمت هذه الفترة بموجه الإعلام كبيرة و التي غذت أثناءها مناقشات طويلة ونزاعات بين أنصار اللغة الفرنسية كلغة الأولى لتعليم في السنة الثانية ابتدائي ومعارضيه.

في هذا البحث اختارنا أربع يوميات جزائرية باللغتين العربية و الفرنسية و عامة وخاصة لكل لغة (صحيفة الخبر، الجمهورية، le Quotidien d'Oran, ElMoudjahid)

بعد العمل الذي تضمن هذه المذكرة، كشف عن العديد من العوامل للاتجاهين: "المحافظين" و "المسحدين" حول التصورات للغات "العربية" و "الفرنسية"، والعلاقات العاطفية لهما معها: اللغة العربية، لغة الدين، وهوية و اللغة الوطنية، و اللغة الفرنسية، و لغة المستعمرين، و لغة الحداثة و الدخول إلى العولمة.

اللغات في جميع جوانبها، و الظواهر المختلفة المرفقة بها يمكن أن تولد بين المتحدثين من مختلف الفئات الاجتماعية تصورات تؤثر حتما على فعل الكلام و المواقف و التصرفات من جانب و على التطور الهيكلي و مكانة اللغة عند المتكلمين الآخرين. وأخيراً، كل عمل له علاقة باللغة أو الثقافة يمر بالضرورة من خلال دراسة تمثيل أو التصور اللغوي و الثقافي.

الكلمات المفتاحية:

إصلاح المنظومة التربوية، التصورات الغوية، نزاع لغوي، ظواهر لغوية،